

**Michel BEAUD et Gilles DOSTALER**

Respectivement Professeur émérite d'économie, Université Paris VII-Denis Diderot  
et économiste et professeur d'économie, Université du Québec à Montréal (UQAM)

(1993)

# La pensée économique depuis Keynes

Historique et Dictionnaire des principaux auteurs.

**PREMIÈRE PARTIE :**  
**HISTORIQUE**

**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES**  
CHICOUTIMI, QUÉBEC  
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.  
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi  
Courriel: [classiques.sc.soc@gmail.com](mailto:classiques.sc.soc@gmail.com)  
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>  
à partir du texte de :

Michel BEAUD et Gilles DOSTALER

**La pensée économique depuis Keynes. Historique et Dictionnaire des principaux auteurs.**  
**PREMIÈRE PARTIE : HISTORIQUE.**

Paris : Les Éditions du Seuil, septembre 1993, 605 pp. 1<sup>re</sup> partie : Historique, pp. 1-210.

Autorisation accordée le 26 juin 2003 par Gilles Dostaler de diffuser en libre accès à tous ses publications dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriel : Michel Beaud : [m.beaud@wanadoo.fr](mailto:m.beaud@wanadoo.fr).

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 25 février 2023 à Chicoutimi, Québec.



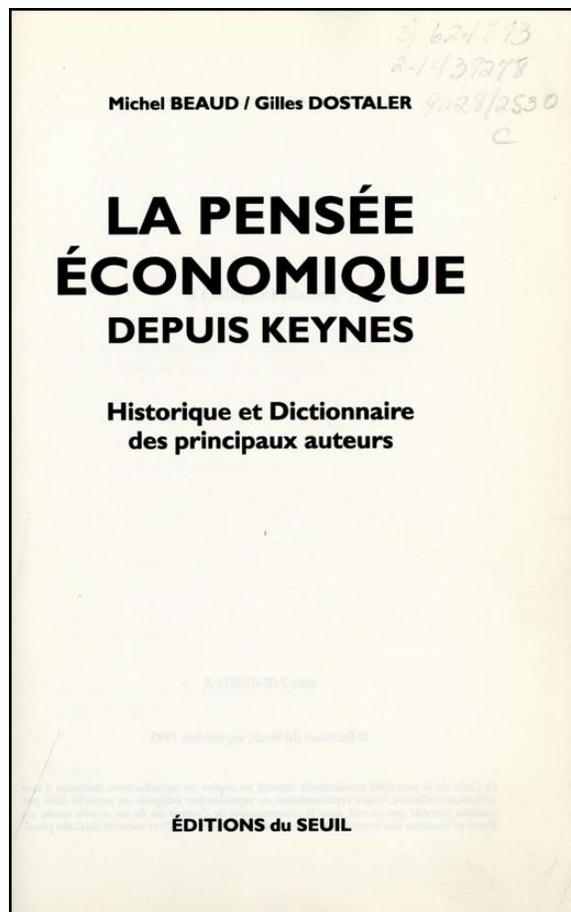
**Michel BEAUD et Gilles DOSTALER**

Respectivement Professeur émérite d'économie, Université Paris VII-Denis Diderot  
et économiste et professeur d'économie, Université du Québec à Montréal (UQAM)

**La pensée économique depuis Keynes.**  
*Historique et Dictionnaire des principaux auteurs.*

**PREMIÈRE PARTIE :**

*Esquisse d'une histoire de la pensée économique  
depuis la Théorie générale de Keynes*



Paris : Les Éditions du Seuil, septembre 1993, 605 pp. 1<sup>re</sup> partie : Historique, pp. 1-210.

**Note pour la version numérique :** La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[3]

# LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

## DEPUIS KEYNES

[4]

[5]

Michel BEAUD / Gilles DOSTALER

LA PENSÉE  
ÉCONOMIQUE  
DEPUIS KEYNES

Historique et Dictionnaire  
des principaux auteurs

ÉDITIONS du SEUIL

[6]

COLLECTION DIRIGÉE PAR EDMOND BLANC

ISBN 2-02-012033-X

© Éditions du Seuil, septembre 1993

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

[7]

*à Calliope / à Marielle*

[8]

[9]

**La pensée économique depuis Keynes.**  
*Historique et Dictionnaire des principaux auteurs.*

## Sommaire

[Présentation](#) [11]

I. [Esquisse d'une histoire de la pensée économique depuis la Théorie générale de Keynes](#) [23]

[Prologue](#) [25]

1. [Keynes et la Théorie générale](#) [31]
2. [La révolution keynésienne](#) [49]
3. [Le triomphe de l'interventionnisme](#) [69]
4. [Axiomatisation, formalisation, mathématisation](#) [89]
5. [Une nouvelle orthodoxie : la synthèse néoclassique](#) [109]
6. [Permanence et renouveau des hétérodoxies](#) [129]
7. [Résurgences du libéralisme](#) [149]
8. [De nouvelles macroéconomies](#) [169]
9. [Sur Babel et trois démarches de la pensée économique contemporaine](#) [187]

II. Dictionnaire des principaux économistes contemporains [211]

Bibliographie [569]

Index [579]

Table [599]

[10]

[11]

**La pensée économique depuis Keynes.**  
*Historique et Dictionnaire des principaux auteurs.*

## PRÉSENTATION

[Retour au sommaire](#)

Cet ouvrage porte sur la pensée économique depuis la *Théorie générale* de Keynes. Il s'adresse à tous ceux qui cherchent à se retrouver dans le foisonnement de la pensée économique contemporaine. Il vise particulièrement les étudiants et les enseignants en économie et en sciences sociales, mais aussi les économistes spécialisés, qui, surtout familiers avec les auteurs et les débats liés à leur domaine, trouveront ici un instrument de travail et de référence pour les autres champs de recherche.

Presque toutes les histoires de la pensée économique s'arrêtent à Keynes ou à la révolution keynésienne. Elles consacrent tout au plus un chapitre, une conclusion ou une postface aux développements ultérieurs. Or, depuis la *Théorie générale*, un demi-siècle s'est écoulé, riche de développements et de débats, avec des transformations marquées du paysage de la pensée économique : d'abord, sur fond d'interventionnisme, l'affirmation et la diffusion du keynésianisme, puis, après une manière d'apothéose, un reflux, correspondant à la montée du libéralisme et de nouveaux courants de pensée. On assiste aussi, tout au long de cette période, à une formalisation et une mathématisation croissantes de la théorie économique.

Pendant ces cinquante-six années, la production de livres et d'articles en économie est considérablement plus abondante que ce qui avait été publié des origines de la pensée économique à la parution du livre de John Maynard Keynes <sup>1</sup>. Les anciens courants et écoles de pensée se sont renouvelés, de nouveaux sont apparus, tandis que s'opéraient regroupements, fusions ou scissions. Les domaines de spécialisation — élaborations et approfondissements théoriques ou applications à des [12] champs particuliers — se sont multipliés. Avec le mouvement de formalisation et de mathématisation, la nature même de la littérature théorique s'est transformée.

Ainsi, autant il était relativement facile de se retrouver dans la diversité des doctrines et des théories jusqu'à la guerre et même jusqu'à l'immédiat après-guerre, autant, depuis les années soixante, cela devient sans cesse plus difficile. Il existe évidemment de nombreux livres ou articles qui traitent d'un aspect ou l'autre du développement de la pensée économique contemporaine <sup>2</sup>. Il existe aussi, sous diverses formes, des présentations des thèses d'auteurs importants de cette période.

Cet ouvrage vise à rendre compte de l'ensemble des mouvements qui ont marqué l'évolution de la pensée économique depuis la révolution keynésienne. Principalement axé sur ce qui constitue le corpus central de la science économique contemporaine, donc sur les analyses, les thèmes et les débats fondamentaux, il vise à en donner une présentation globale et systématique, avec le triple objectif d'en rendre la matière accessible à un public large, d'offrir aux spécialistes un ensemble d'informations rigoureusement contrôlées et de dégager quelques voies de compréhension.

Parmi les difficultés que suscite un travail de ce type, celle qui a dicté le choix de la forme que nous avons adoptée est la suivante : la période étudiée est caractérisée par la diversité des courants de pensée, mais aussi par des convergences, des recouvrements, des glissements - parfois partiels, parfois temporaires - qui rendent les frontières floues ou mouvantes. En outre, les auteurs évoluent au cours de leurs trente,

---

<sup>1</sup> Certains estiment que la production de cette période représente quatorze fois le stock d'ouvrages existant en économie en 1936. Voir G. Stigler, « The Literature of Economics : The Case of the Kinked Oligopoly Demand Curve », *Economic Inquiry*, vol. 16, 1978, 185-204.

<sup>2</sup> Voir la bibliographie générale à la fin du livre.

quarante ou cinquante années d'activité : nombre d'auteurs ont eu des itinéraires singuliers, certains hors de toute école, d'autres avec des cheminements s'étant traduits par plusieurs appartenances successives. Quant à ceux dont les trajectoires individuelles sont restées liées à une école et une seule, étant admis qu'au cours de la période le paysage de la pensée économique a changé, leur place dans le tableau et la manière dont ils sont perçus ont évolué.

Il en est de même en ce qui concerne le clivage, aussi ancien que la pensée économique, entre libéraux et interventionnistes. Il faut se garder ici de tout réductionnisme. D'une part, si beaucoup d'économistes conservent la même position doctrinale tout au long de leur vie, d'autres ont pu changer de camp, soit du libéralisme à l'interventionnisme, tels Hansen ou Robbins, soit à l'inverse, à la manière des ex-jeunes keynésiens [13] se convertissant au libéralisme dans les années quatre-vingt. D'autre part, cette frontière doctrinale traverse bien des regroupements : celui des économistes mathématiciens et formalisateurs comme celui des économistes plus littéraires, et celui des adeptes de la théorie pure comme celui des économistes travaillant sur les réalités plus concrètes.

Bref, pour présenter l'évolution de la pensée économique contemporaine, sont à la fois nécessaires la mise en perspective des courants de pensée, de leur évolution et des débats qui se nouent entre eux et la présentation des auteurs, avec leur spécificité et leur cheminement. C'est pourquoi on trouvera dans ce livre :

- d'abord un historique, dans lequel sont présentés, en évitant les simplifications, les avancées et les tournants majeurs, les écoles, les courants et les débats situés dans le mouvement d'ensemble, et dans lequel sont mis en scène les auteurs qui ont joué un rôle majeur ou significatif ;
- ensuite, un dictionnaire des auteurs : cent quarante-cinq auteurs y sont étudiés ; pour chacun, des éléments biographiques, une bibliographie de ses principaux travaux publiés, une analyse de ses contributions à la pensée économique et, finalement, une sélection des études qui lui ont été consacrées, sont successivement présentés ;

- enfin, après une bibliographie générale, un index permet de retrouver tous les auteurs cités (ceux qui sont retenus dans le dictionnaire, mais aussi ceux qui ne s'y trouvent pas, mais qui sont nommés dans la présentation historique, ainsi que les auteurs des ouvrages et articles cités).

## ***L'HISTORIQUE***

Il n'y a pas de lecture du réel, il n'y a pas de recherche, sans grille de lecture. Une des grilles de lecture longtemps prédominante peut être résumée de la manière suivante. Avec la publication de la *[Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie](#)*, Keynes a marqué le début d'une mutation majeure de la science et des politiques économiques ; le keynésianisme et l'interventionnisme ont atteint une manière d'apogée dans les années soixante ; mais les premières manifestations et le déploiement de la crise facilitèrent la contre-offensive libérale, qui bénéficia du soutien de justifications théoriques assez disparates.

Cette grille de lecture apparaît quelque peu fruste. D'abord, la *Théorie générale* inclut des intuitions, des analyses, des interprétations que d'autres auteurs avaient, indépendamment ou non de Keynes, produites [14] dans les années vingt et trente. Cela étant, sous le même nom de keynésianisme, des systèmes d'analyse et de pensée profondément différents, parfois divergents, se sont développés, avec des interférences et parfois des combinaisons très diversifiées impliquant d'autres courants et écoles.

Ensuite, derrière la grande mutation keynésienne, laquelle conserve toute sa portée, il s'en est produit une autre : la mathématisation de l'économie, qui s'est traduite à la fois par le développement des recherches et de la modélisation économétriques et par un renforcement de l'axiomatisation et de la formalisation, y compris en l'absence de tout souci de chiffrage ou de vérification empirique.

Enfin, une bipolarisation, certes ancienne, est devenue majeure : d'un côté, un ensemble voué à l'élaboration théorique, et au sein duquel le pôle de l'équilibre général et les travaux néoclassiques — rationalité substantielle et référence à l'équilibre — occupent une place

essentielle ; et de l'autre côté, un ensemble consacré à la compréhension et à l'interprétation des phénomènes et des dynamiques économiques, et qui s'est largement polarisé autour de la vision de Keynes, puis de la macroéconomie à fondements keynésiens.

Notre lecture de l'évolution de la pensée économique contemporaine peut donc être schématisée comme suit. Malgré ses ambiguïtés, l'importance de la *Théorie générale* est double : comme construction théorique prétendant remplacer l'ancienne approche classique anglaise et comme justification théorique de l'interventionnisme (chapitre 1). Au moins autant que l'œuvre d'un homme et de l'équipe réunie autour de lui, elle est l'expression d'idées et de recherches en cours à l'époque de sa publication, face notamment au contexte de la grande crise (chapitre 2). Elle va très vite se concrétiser par le renouvellement des approches, des outils d'analyse et des politiques économiques : mais là où l'on voit habituellement une victoire du keynésianisme, c'est principalement l'interventionnisme qui triomphe (chapitre 3).

Parallèlement à cette mutation, une autre, peut-être plus fondamentale, se produit avec le développement de l'économétrie et de nouvelles techniques d'analyse mathématique, la mathématisation de l'économie et la reformulation de la théorie de l'équilibre général (chapitre 4). Cette mathématisation contribuera à infléchir et peut-être à changer la nature de la pensée économique. Elle contribuera à ce que la macroéconomie keynésienne soit, dans ce qui fut nommé la synthèse néoclassique, repensée en équilibre, débouchant ainsi sur l'élaboration de grands modèles macroéconomiques, qui, même s'ils se réfèrent à Keynes, ne font plus aucune place à certaines de ses intuitions et hypothèses essentielles (chapitre 5). Elle fera aussi en sorte que les grandes écoles macro-économiques [15] qui débattent, et parfois s'affrontent, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, travaillent dans un cadre fondamentalement commun, ce qui à la fois exacerbe les oppositions, mais atténue les différences (chapitre 8).

Dans l'après-guerre, face à la réémergence de la démarche néoclassique et à la prééminence du keynésianisme de la synthèse, on assiste à un regain des hétérodoxies, souvent avec le projet de mieux rendre compte des économies contemporaines, et cela tant dans les traditions post-keynésiennes, néo-ricardiennes, institutionnalistes et marxistes, que du fait d'auteurs s'efforçant d'ouvrir de nouvelles voies (chapitre 6). Mais la crise révèle les limites d'un interventionnisme qui a longtemps

été qualifié de keynésien : les traditions libérales resurgissent après une longue traversée du désert. Les critiques de l'État et des politiques économiques actives se multiplient, avec différents supports théoriques parmi lesquels émergent notamment les travaux de M. Friedman et du courant monétariste (chapitre 7) et leur prolongement, la nouvelle macroéconomie classique, laquelle se pose en prétendante à la succession des différentes macroéconomies d'inspiration keynésienne (chapitre 8). Aujourd'hui, alors que l'approche néoclassique s'est à nouveau imposée comme pôle de référence impossible à ignorer en théorie économique, de nouvelles voies sont ouvertes pour échapper à son irréalisme : nouvelles réflexions sur le marché, la firme, l'organisation et la rationalité et nouvelles tentatives pour construire une économie à dimension historique, sociale, voire éthique (chapitre 9).

### ***LE DICTIONNAIRE DES AUTEURS***

La partie dictionnaire nous a obligés à opérer des choix. Le point de départ de la période étudiée est la publication de la *Théorie générale* en 1936<sup>3</sup>. Et comme un recul suffisant est nécessaire, notamment pour tenir compte des appréciations et des réactions de la profession sur les œuvres publiées, nous avons pris en compte les économistes ayant produit l'essentiel de leur œuvre ou publié au moins une œuvre marquante entre 1936 et 1980. C'est ainsi que des économistes ne figurent pas dans la section dictionnaire, alors même que certains de leurs travaux sont mentionnés dans les derniers chapitres de la partie historique.

Il a fallu également opérer des arbitrages dans le cas d'économistes dont le travail s'est déroulé à la fois dans l'entre-deux-guerres et pendant, [16] parfois après, la Seconde Guerre mondiale. Nous avons alors distingué ceux qui avaient produit l'essentiel de leur œuvre avant ou après la date de publication de la *Théorie générale*. Pour les premiers, nous avons choisi de ne pas les mentionner dans le dictionnaire ; c'est par exemple le cas de Beveridge, Hawtrey, Keynes lui-même, Knight, Lindahl, von Mises, Robertson, Rueff, Schumpeter, Simons ou Viner.

---

<sup>3</sup> Évidemment, dans la partie historique, il nous a fallu évoquer à diverses reprises des développements antérieurs.

Ensuite, pour les économistes correspondant à la période choisie, nous avons eu à apprécier, parmi plusieurs centaines, lesquels devaient être retenus. Le critère a été d'avoir publié au moins une œuvre marquante entre 1936 et 1980, c'est-à-dire un livre ou un article qui a apporté une contribution majeure à la théorie, à l'analyse ou à un débat significatif, dans le domaine de la pensée économique. C'est dire qu'on pourra ne pas trouver, dans le dictionnaire, des enseignants qui ont joué un rôle majeur dans la formation de générations d'étudiants, des auteurs qui ont essentiellement publié des ouvrages de vulgarisation ayant connu de très grands succès, des hommes politiques et publics ayant contribué et à l'action et à la réflexion économiques.

Enfin, le problème s'est posé pour de grands spécialistes des autres sciences sociales dont la réflexion s'est étendue à l'économie : démographes, sociologues, historiens, anthropologues ou philosophes <sup>4</sup>. Nous avons choisi de ne pas entrouvrir cette porte, craignant de ne plus savoir ensuite quand et où la refermer.

Une part d'arbitraire demeure certainement dans le choix des cent quarante-cinq auteurs, comme dans la longueur des commentaires sur chacun d'eux. Mais cet inconvénient est en partie compensé par le fait que nous avons été amenés à évoquer ou présenter, dans la partie historique, des dizaines d'autres auteurs.

Tel qu'il est, notre choix reflète, dans sa répartition géographique, l'enracinement actuel de la profession. Tour à tour espagnole, italienne, française et anglaise, l'économie politique est en grande partie désormais américaine. Il est donc normal que les économistes américains soient largement représentés dans notre échantillon. On remarquera toutefois que plus du tiers des économistes américains sont d'origine étrangère, en particulier d'Europe de l'Est. Plus largement, beaucoup d'économistes contemporains ont dû fuir le totalitarisme, tant sous la domination de l'Allemagne nazie que sous celle de l'URSS stalinienne, ce qui a entraîné, dans les pays concernés, un appauvrissement de la pensée économique. Après les États-Unis, c'est l'Europe de l'Ouest qui [17] est la mieux représentée, avec en tête la Grande-Bretagne, qui continuait à jouer un rôle dominant au début de la période qui nous occupe. On jugera certainement que nous avons omis, dans différents pays et en

---

<sup>4</sup> Par exemple, en vrac, Balandier, Bataille, Braudel, Lefebvre, Polanyi, Poulantzas, Sauvy.

particulier dans nos pays d'origine, d'éminents collègues. Cela est inévitable dans ce genre d'entreprise. Il est évident en tout cas que certains pays, certaines régions du monde sont sous-représentés. Quoi qu'il en soit, nous aurons à cœur de parfaire nos choix pour des éditions ultérieures de cet ouvrage : les commentaires de nos lecteurs pourraient nous éclairer utilement.

### ***QUESTIONS DE MÉTHODE***

L'histoire de la pensée, dans quelque domaine que ce soit, est une entreprise complexe et semée d'embûches. Convient-il de juger les œuvres passées à l'aune d'une vérité présente ? Faut-il privilégier la cohérence des écoles et des courants de pensée ou celle des œuvres des auteurs ? Devons-nous surtout chercher à comprendre pourquoi tel auteur a produit telle œuvre, en reconstruire la genèse historique, ou devons-nous plutôt en évaluer la cohérence logique et rationnelle ? Cette cohérence doit-elle être jugée en fonction de la vision du monde qui prévalait au moment de sa production ou en fonction de celle qui a cours aujourd'hui ? Cela renvoie d'ailleurs à quelques questions essentielles sur les rapports entre la création individuelle et l'évolution des idées, et entre cette évolution et l'histoire, qui hantent la pensée philosophique depuis ses origines et ne trouveront sans doute jamais de réponses définitives.

Les problèmes sont sans doute aggravés, dans le domaine de la pensée économique, du fait de la nature de son objet. Il est question, en effet, d'argent, de pouvoir, de rapports de force entre des individus et des groupes sociaux. Il est question de rapport entre la théorie et la politique. Il est parfois question de violence et de guerre. Il n'est donc pas étonnant que, depuis son origine, l'économie politique soit le champ de débats intenses, où la discussion rationnelle cède souvent le pas à l'anathème.

Nous ne prétendons évidemment pas avoir surmonté tous ces écueils et avoir échappé aux effets de nos propres positions intellectuelles, mais nous avons cherché à en minimiser l'influence en nous guidant avec certains principes. Nous refusons d'abord de juger la matière que nous avons sous les yeux à l'aune d'une orthodoxie quelconque. Ensuite, nous

avons eu recours à une combinaison de l'histoire de la [18] pensée et de l'histoire des idées, dont rend mieux compte l'expression allemande de *Geistesgeschichte*, littéralement « histoire de l'esprit »<sup>5</sup>. Nous avons en effet cherché à identifier les questions centrales et les cohérences logiques de ce qui a structuré le paysage théorique à travers les différentes phases étudiées.

Pour les auteurs étudiés, nous avons été soucieux à la fois de les saisir dans leur spécificité et de les situer, dans chaque phase principale, par rapport aux lignes de force et aux axes d'évolution de la pensée économique : ce qui nous a conduits à recourir à la méthode de la « reconstruction historique ». Cela nous a amenés à constater combien sont fragiles, incertaines et sujettes à discussion les multiples classifications et taxonomies utilisées dans la période contemporaine ; tant il est, finalement, exceptionnel qu'un auteur s'identifie strictement et d'une manière univoque, à un courant, les fondateurs et chefs d'école, eux-mêmes, étant souvent revendiqués par plusieurs courants.

## **QUESTIONS SÉMANTIQUES**

---

<sup>5</sup> Voir à ce sujet M. Blaug, « On the Historiography of Economies », *Journal of the History of Economic Thought*, vol. 12, 1990, 27-37. Reprenant les catégories proposées par Richard Rorty (« The Historiography of Philosophy : Four Genres », in *Philosophy in History : Essays on the Historiography of Philosophy*, sous la direction de R. Rorty, J.B. Schneewind et Q. Skinner, Cambridge, Angleterre, Cambridge University Press, 1984, 49-75), Mark Blaug distingue, dans cet article, quatre démarches caractéristiques en histoire de la pensée économique : la *Geistesgeschichte*, la reconstruction historique, la reconstruction rationnelle et la doxographie. La *Geistesgeschichte* — histoire des pensées — cherche à identifier les questions centrales posées par les penseurs du passé, pour les situer dans les cohérences de leurs propres systèmes de pensée. La reconstruction historique, elle, cherche à rendre compte des pensées de ces auteurs, dans les termes mêmes où ceux-ci les avaient formulées et dans des présentations qu'ils auraient acceptées. Quant à la reconstruction rationnelle, elle vise à présenter les idées des auteurs dans le langage moderne, avec le souci de faire apparaître, par rapport à l'état actuel de la pensée, leurs erreurs, leurs apports et leurs lacunes. Enfin, la doxographie reformule les pensées des auteurs du passé de manière à les évaluer à la lumière d'une moderne orthodoxie.

Une des difficultés que nous avons rencontrées lors de la rédaction de ce livre est d'ordre sémantique. Des mots essentiels pour parler de la pensée économique contemporaine sont employés dans des acceptions très diverses, au point qu'il règne parfois la plus grande confusion dans les discussions.

Il en est ainsi, par exemple, pour l'adjectif keynésien, employé au moins dans trois acceptions profondément différentes. On l'utilise d'abord pour qualifier ce qui concerne l'œuvre et la pensée de Keynes. On l'utilise [19] aussi pour caractériser ce qui se réfère au corpus central de la révolution keynésienne : or l'œuvre de Keynes a fait l'objet de lectures profondément différentes ; la révolution keynésienne recouvre des apports multiples et parfois disparates ; et ces deux réalités sont liées par des rapports complexes et parfois contradictoires. Enfin il est un troisième sens, le plus fréquent sans doute, dans lequel le qualificatif de keynésien est utilisé par les politologues, sociologues et autres analystes autant que par des économistes : il s'agit de tout prolongement ou développement théorique, toute mesure ou politique économique, ayant une relation même très lâche avec tel ou tel apport de Keynes ou de la révolution keynésienne. On se trouve donc à parler d'une réalité multiple et contradictoire avec un mot qui lui-même a des contenus qui peuvent différer.

Les mêmes difficultés surgissent avec l'expression de néoclassique. Pour certains, elle est associée à la révolution marginaliste, perçue par ses auteurs, et notamment Jevons, comme une rupture avec la pensée classique ; mais ce terme a été forgé pour marquer au contraire la continuité entre la pensée classique et la révolution marginaliste ! D'une manière plus générale, la théorie néoclassique est un vaste corpus, assez éclectique, qui contient à la fois la théorie de la détermination des prix par l'interaction de l'offre et de la demande, la théorie quantitative de la monnaie et la loi de Say ; Keynes a attaqué explicitement ces deux derniers éléments, qu'il qualifiait, lui, de « classiques ». On a aussi appelé, à partir des années cinquante, à la suite de Samuelson, « synthèse néoclassique » la conciliation (apparente ou réelle) entre la vision traditionnelle à fondements microéconomiques et la macroéconomie keynésienne. Pour d'autres encore, le mot néoclassique est employé un peu comme un fourre-tout permettant de mettre, en gros, tout ce qui est plus libéral que keynésien, ce qui conduit certains par exemple à situer parmi

les néoclassiques un auteur comme Friedrich Hayek qui, pourtant, rejette plusieurs des hypothèses fondamentales de la pensée néoclassique. Chez d'autres, au contraire, préoccupés de méthodologie, le terme de néoclassique renvoie à quelques hypothèses telles que la rationalité des agents et l'équilibre sur les marchés. En ce sens, le modèle d'équilibre général de Walras, perfectionné par Arrow et Debreu, constituerait la quintessence de l'approche néoclassique ; mais Walras, pas plus au demeurant qu'Arrow ou Debreu, n'a jamais prétendu en tirer de conclusion politique justifiant plutôt le libéralisme que l'interventionnisme.

Nous aurons, dans le texte qui suit, à tenir compte de l'usage que les auteurs que nous étudions font de ces différents mots ainsi que de la manière dont ils se qualifient eux-mêmes ou dont ils sont désignés par leurs pairs, leurs critiques ou les historiens de la pensée.

[20]

Mais on peut difficilement faire un travail sérieux dans une telle confusion sémantique. C'est pourquoi, pour les plus importantes de ces expressions, nous chercherons d'une part à en préciser le sens et d'autre part à distinguer chaque fois que possible le type d'emploi que nous en ferons : dans le sens courant, dans le sens où des auteurs dont nous parlons l'ont utilisée ou dans le sens précis que nous aurons défini.

## ***LES BIBLIOGRAPHIES***

Les renseignements bibliographiques constituent évidemment un élément essentiel de cet ouvrage. Nous avons en effet voulu en faire un instrument de travail utile. Nous avons donc cherché à être à la fois cohérent, clair et le plus complet possible, sans pour autant viser à une impossible exhaustivité.

On trouvera évidemment, à la fin de l'ouvrage, une bibliographie générale des principaux ouvrages de référence, dictionnaires, encyclopédies, manuels, monographies et importants numéros de revues consacrés à la période étudiée, dans son ensemble ou sur tel ou tel aspect majeur.

On trouvera aussi, pour chaque auteur traité dans la partie dictionnaire, d'une part une sélection bibliographique de ses principaux

ouvrages et articles <sup>6</sup>, et d'autre part, un choix de publications le concernant. Parmi ces dernières, certaines sont données avec références complètes, et d'autres sous forme d'une abréviation renvoyant à un ouvrage de référence mentionné à la bibliographie finale. Lorsque l'auteur a publié un texte autobiographique, nous le mentionnons de nouveau dans cette section, sous forme de référence abrégée. Dans le cas où l'auteur traité a reçu le prix de sciences économiques en mémoire de Nobel, nous commençons par mentionner le numéro du *Swedish* [devenu *Scandinavian*] *Journal of Economics* où l'on trouve la proclamation du jury, un ou des articles le concernant et une bibliographie.

D'autres ouvrages et articles, d'intérêt plus ponctuel, ou encore d'auteurs ne figurant pas dans le dictionnaire, seront cités seulement au point du texte où nous les évoquerons, avec références complètes. Pour les autres, ils seront cités au texte, comme il est devenu usuel de le faire, [21] avec le nom de l'auteur et la date de publication (exemple : Blaug 1985) <sup>7</sup>. Le lecteur pourra retrouver l'ouvrage cité :

- en se reportant d'abord à la bibliographie de la notice de l'auteur, pour ceux qui sont étudiés dans la partie dictionnaire ;
- et, si l'ouvrage n'a pas été retrouvé de cette manière (ouvrage non cité dans la notice, ou auteur absent de la partie dictionnaire), en consultant la bibliographie générale à la fin de l'ouvrage.

## **REMERCIEMENTS**

Nous remercions le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) et le Programme d'aide financière aux chercheurs et

---

<sup>6</sup> Lorsqu'il s'agit d'une œuvre cosignée, nous faisons suivre la date de « Avec », suivi du (des) nom(s) des coauteurs. Dans le cas où l'ordre des auteurs n'est pas alphabétique, nous faisons suivre le nom de l'auteur principal d'un astérisque, sauf s'il s'agit de l'auteur traité dans le dictionnaire. On aura ainsi, dans la bibliographie de Morgenstern : 1944. Avec John von Neumann, *Theory of Games and Economic Behavior*, Princeton University Press.

<sup>7</sup> Lorsque, pour la même année, il y a plus d'une publication, nous faisons suivre l'année par le premier mot principal du titre (si c'est un ouvrage) ou par les initiales de la revue (si c'est un article).

créateurs de l'université du Québec à Montréal (PAFACC-UQAM) pour des appuis financiers qui nous ont aidés à réaliser ce travail.

Les auteurs dont les noms suivent nous ont communiqué des renseignements biographiques et bibliographiques les concernant, renseignements qui nous ont été précieux dans la préparation du dictionnaire. Nous remercions pour leur collaboration Irma Adelman, Armen Alchian, Maurice Allais, Samir Amin, Kenneth Arrow, Athanasios Asimakopulos, Joe S. Bain, Bela Balassa, Alain Barrère, Robert Barro, William Baumol, Gary Becker, Abram Bergson, Charles Bettelheim, Mark Blaug, Kenneth Boulding, Sam Bowles, Andras Brody, Martin Bronfenbrenner, Suzanne de Brunhoff, James Buchanan, Hollis B. Chenery, Robert Clower, Ronald Coase, Paul Davidson, Gérard Debreu, Harold Demsetz, Edward F. Denison, Evsey Domar, Anthony Downs, John Eatwell, Robert Eisner, Robert Fogel, André Gunder Frank, Milton Friedman, Celso Furtado, John Kenneth Galbraith, Pierangelo Garegnani, Nicholas Georgescu-Roegen, Richard M. Goodwin, Trygve Haavelmo, Gottfried Haberler, Frank Hahn, Geoffrey Harcourt, Friedrich A. Hayek, Robert Heilbroner, Albert Hirschman, Terence Hutchison, Walter Isard, Dale Jorgenson, Charles Kindleberger, Lawrence Klein, Janos Kornai, Jan Kregel, Harvey Leibenstein, Axel Leijonhufvud, Wassily Leontief, William Arthur Lewis, Richard Lipsey, Ian M. Little, Robert Lucas, Edmond Malinvaud, Ernest Mandel, Thomas Mayer, Donald McCloskey, James Meade, Jacob Mincer, Hyman P. Minsky, Franco Modigliani, Michio Morishima, Douglas C. North, Alec Nove, [22] Luigi Pasinetti, Don Patinkin, Edmund Phelps, Henry Phelps Brown, Richard A. Posner, Walt Rostow, Paul A. Samuelson, Thomas Sargent, Anna Schwartz, Tibor Scitovsky, Amartya Sen, Herbert Simon, Hans Singer, Robert Solow, Michael A. Spence, George Stigler, Joseph Stiglitz, Paul Sweezy, Lorie Tarshis, James Tobin, Robert Triffin, Shigeto Tsuru, Gordon Tullock, Jaroslav Vanek, Raymond Vernon et Arnold Zellner.

Nous remercions ceux qui ont lu, en tout ou en partie, notre manuscrit à diverses étapes de sa préparation, nous ont suggéré des corrections ou offert des conseils quant aux moyens de venir à bout de cette longue entreprise, et notamment Edmond Blanc, Mark Blaug, Gilles Bourque, Marielle Cauchy, Antoine del Busso, Edward Elgar et Robert Leonard. Nous sommes évidemment les seuls responsables des défauts du produit final.

Nous remercions également les assistants de recherche qui nous ont aidés : Isabelle Bruston et François Plourde, au début de nos travaux, et Ianik Mardi, dont l'aide fut précieuse lors de la dernière étape de la préparation de ce manuscrit.

[23]

**La pensée économique depuis Keynes.**  
*Historique et Dictionnaire des principaux auteurs.*

# Première partie

## ESQUISSE D'UNE HISTOIRE DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE DEPUIS LA *THÉORIE GÉNÉRALE* DE KEYNES

[Retour au sommaire](#)

[24]

[25]

**La pensée économique depuis Keynes.**  
*Historique et Dictionnaire des principaux auteurs.*

**PREMIÈRE PARTIE : HISTORIQUE.**

## PROLOGUE

[Retour au sommaire](#)

La *[Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie](#)* de John Maynard Keynes est publiée en 1936, un peu plus d'un siècle et demi après les *[Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations](#)* d'Adam Smith <sup>8</sup>. Dans son célèbre ouvrage, Smith opère, entre plusieurs courants de pensée antérieurs, dont celui de la physiocratie en France, une synthèse nouvelle qui constitue le point de départ de l'économie politique classique. Critiquant ce qu'il baptise le mercantilisme, qui, dominant la pensée économique pendant les deux siècles précédents, prônait aussi bien le protectionnisme qu'une intervention active, tant économique que militaire, des États-nations nouvellement constitués, Adam Smith énonce la célèbre allégorie de la main invisible qui conduit chaque individu « à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions [...]. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler » <sup>9</sup>. Pour Smith, les « dépenses à la charge du souverain ou de la république » doivent se limiter à celles « qu'exige la Défense commune » <sup>10</sup>, à celles « qu'exige l'administration de la justice » <sup>11</sup>, enfin à celles « qu'exigent les travaux et établissements publics [...] dont une grande société retire

---

<sup>8</sup> *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, Londres, W. Straham & T. Cadell, 1776 ; nombreuses éditions ultérieures.

<sup>9</sup> *[Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations](#)*, Paris, Gallimard, 1976, p. 256.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 355.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 362.

d'immenses avantages, mais qui sont néanmoins de nature à ne pouvoir être entrepris ou entretenus par un ou par quelques particuliers, attendu que, pour ceux-ci, le profit ne saurait jamais leur en rembourser la dépense »<sup>12</sup>. L'œuvre de Smith joue ainsi un rôle essentiel dans le développement du libéralisme économique qui s'épanouit, avec le triomphe du capitalisme, dans une [26] Angleterre qui, au dix-neuvième siècle, domine le monde. Codifiée par David Ricardo<sup>13</sup> et John Stuart Mill<sup>14</sup>, l'économie politique devient en grande partie une science anglaise. Mais c'est un économiste français, Jean-Baptiste Say, qui énonce en 1803 la célèbre loi des débouchés<sup>15</sup>, en vertu de laquelle, compte tenu de la neutralité de la monnaie dans l'économie, l'offre globale crée sa demande, et il ne saurait donc y avoir, dans une économie de marché libre, de crise de surproduction générale ni ce phénomène que Keynes nommera le chômage involontaire. Mais la réalité, avec sa succession régulière de crises générant simultanément des masses de marchandises invendues et la misère du plus grand nombre, contredisait la théorie, comme l'ont souligné, parmi d'autres, Malthus<sup>16</sup>, Sismondi<sup>17</sup>, puis Marx<sup>18</sup>. C'est, paradoxalement, en bâtissant son système à partir de l'économie politique ricardienne que ce dernier, dans son œuvre majeure, *Le Capital*, cherche à donner un fondement théorique à ce qu'il

---

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 370.

<sup>13</sup> *On the Principles of Political Economy and Taxation*, Londres, John Murray, 1817 ; vol. 1 de *The Works and Correspondence of David Ricardo*, édité par P. Sraffa, Cambridge, Angleterre, Cambridge University Press, 1951 ; trad. fr., *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, Paris, Calmann-Lévy, 1970.

<sup>14</sup> *Principles of Political Economy, With Some of their Applications to Social Philosophy*, 1848 ; trad. fr., *Principes d'économie politique avec quelques-unes de leurs applications à l'économie sociale*, Paris, Guillaumin, 1873.

<sup>15</sup> *Traité d'économie politique*, 1803 ; Paris, Calmann-Lévy, 1972.

<sup>16</sup> *Principles of Political Economy Considered with a View to their Practical Application*, Londres, John Murray, 1820 ; *Principes d'économie politique, considérés sous le rapport de leur application pratique*, Paris, Calmann-Lévy, 1969.

<sup>17</sup> *Nouveaux principes d'économie politique ou De la richesse dans ses rapports avec la population*, 1819 ; Paris, Calmann-Lévy, 1971.

<sup>18</sup> [\*Le Capital, critique de l'économie politique\*](#), livre 1, 1867 ; livre 2, 1885 ; livre 3, 1894.

croit être l'inéluctable destin des sociétés capitalistes, leur transformation en sociétés socialistes.

Dans le dernier quart du dix-neuvième siècle, alors que le marxisme s'impose dans le mouvement ouvrier européen et qu'il en vient à dominer un mouvement socialiste qui lui était, évidemment, bien antérieur, l'économie politique subit une transformation importante avec ce qu'on appelle la révolution marginaliste. Associée aux noms de Jevons <sup>19</sup>, Menger <sup>20</sup>, et Walras <sup>21</sup>, elle fait table rase de la vision classique, et surtout ricardienne, de la valeur et de la répartition. La nouvelle théorie des [27] prix, fondée sur le principe de l'utilité marginale décroissante, trouve son épanouissement et sa codification dans le système d'équilibre général de Walras qui domine, jusqu'à ce jour, la pensée économique. La société y est perçue comme un mécanisme naturel, au même titre que le système solaire ou un organisme biologique, dans lequel l'interaction d'agents libres assure la meilleure allocation des ressources et l'optimum économique.

Critique à certains égards de la théorie classique, la révolution marginaliste perfectionne tout de même, en lui donnant une formulation mathématique, la parabole de la main invisible de Smith. Ses tenants demeurent fidèles à la loi des débouchés de Say, développant, sous la forme de la loi de Walras, la dichotomie entre grandeurs réelles, formées par le jeu de la concurrence, de l'offre et de la demande, et les grandeurs monétaires. La théorie quantitative de la monnaie, dont l'histoire remonte au moins au seizième siècle, lie le niveau général des prix à la quantité de monnaie en circulation. L'expression de théorie néo-classique est bientôt forgée pour exprimer la continuité, plutôt que la rupture, entre la vision classique et celle qui lui succède au vingtième siècle. Les *Principes d'économie politique* d'Alfred Marshall, dont la première édition date de 1890 <sup>22</sup>, et qui domineront l'enseignement de l'économie politique, au moins dans le monde anglo-saxon, pendant

---

<sup>19</sup> *The Theory of Political Economy*, Londres, Macmillan, 1871 ; *La Théorie de l'économie politique*, Paris, V. Giard & E. Brière, 1909.

<sup>20</sup> *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, 1871 ; *Principles of Economics*, New York University Press, 1976.

<sup>21</sup> *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*, Lausanne, Imprimerie L. Corbaz ; Paris, Guillaumin, 1874-1877.

<sup>22</sup> *Principles of Economics. An Introductory Volume*, Londres, Macmillan, 8<sup>o</sup> éd. en 1920 ; trad. fr., Paris, V. Liard & E. Brière, 1906.

plusieurs décennies, symbolisent cette continuité, qu'illustre d'ailleurs la phrase que son auteur fait figurer en exergue de son livre : « *Natura non facit saltum* ». La science économique qui évolue, de l'avis de Marshall, « d'une croissance lente et continue »<sup>23</sup> constitue « une étude de l'humanité dans les affaires ordinaires de la vie »<sup>24</sup>. Né en 1842, mort en 1924, Alfred Marshall appuyait sa vision économique sur des conceptions politiques et éthiques, fondées sur la philosophie utilitariste de Bentham, qui caractérisent ce qu'on appelle l'ère victorienne en Angleterre.

Pendant tous ces développements, la réalité n'a cessé de contredire la vision, partagée par plusieurs économistes classiques et néoclassiques, selon laquelle le fonctionnement libre des marchés suffit à assurer le plein emploi des ressources et leur allocation optimale. Les crises économiques n'ont cessé de gangrener les économies capitalistes pendant tout le dix-neuvième siècle et jusqu'à la grande guerre de 1914-1918. Les soulèvements ouvriers au dix-neuvième siècle, en particulier les [28] événements de 1848 et la Commune de Paris en 1871, la révolution russe en 1917, puis les insurrections ouvrières que connaissent plusieurs capitales européennes au sortir de la guerre, semblent pour plusieurs confirmer la vision de Marx et de ses disciples. Les crises continuent après la guerre. Pendant les années vingt, et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, le nombre de chômeurs ne descendra jamais en dessous du million en Angleterre. L'euphorie boursière que connaissent en particulier les États-Unis dans la deuxième moitié des années vingt, peut être comparée à une poussée maniaque, prélude à un épisode dépressif qui, déclenché un jour d'octobre 1929, n'en finit pas de s'aggraver.

Le monde entier est alors ravagé par la grande dépression, qui se manifeste par les réductions d'activité, l'augmentation du chômage, l'élargissement de la pauvreté et de la misère. Pour certains, notamment dans le monde ouvrier en Europe, l'URSS apparaît comme un pays porteur d'un espoir immense : la construction du socialisme y est en cours. Pour d'autres, le nationalisme, le repliement sur le pays ou l'expansion nationale, constituent les principaux facteurs de cohésion et de force. Reprenant ces deux termes, pour développer surtout le second sous la

---

<sup>23</sup> *Ibid.*, 8<sup>e</sup> éd., Londres, Macmillan, 1920, p. v.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 1.

forme du réarmement, de l'affirmation de la grandeur nationale et de l'expansion militaire, Hitler fait triompher en Allemagne le national-socialisme. L'univers des économistes a été affecté de différentes manières par cette situation.

D'abord, la crise a profondément marqué les consciences et la vie de ceux qui sont nés au début du siècle. Très nombreux sont ceux qui, engagés dans des études de lettres, de droit ou de mathématiques, deviennent économistes pour comprendre les causes des maux qu'ils observent autour d'eux, et rechercher des solutions pour contribuer à les combattre.

Ensuite, beaucoup d'économistes, comme tant d'intellectuels et artistes, juifs notamment, quittent au début des années trente l'Allemagne de Hitler et les pays d'Europe où progressent ses thèses. Cette migration fait suite à celle qui a eu lieu à partir de l'URSS, après la révolution d'Octobre ; elle sera prolongée par celle des pays d'Europe de l'Est après les accords de Yalta. L'Europe de l'Ouest assure souvent le premier accueil, mais ce sont presque toujours les États-Unis qui reçoivent en fin de compte ces émigrants. Bourses, subventions et appuis de fondations permettent de faire face au plus pressé ; puis, très rapidement, des postes sont offerts dans les universités, les instituts de recherche et, dès la guerre, dans l'administration et les organismes voués à l'activité militaire.

[29]

Enfin, la crise accentue le malaise dans la théorie économique en attisant le débat qui oppose ceux qui croient qu'une économie de marché dispose des mécanismes nécessaires pour s'ajuster automatiquement aux chocs exogènes, et tous ceux, issus de courants de pensée très diversifiés, qui croient au contraire que le capitalisme libéral est atteint de graves maladies, qu'il doit être renversé ou profondément transformé, ou qu'il faut au moins une intervention active et même massive des autorités publiques pour en éviter l'écroulement et jeter un baume sur les souffrances des laissés-pour-compte de la croissance.

Bien avant la publication, en 1936, de la *Théorie générale* de Keynes, une très large gamme de critiques et de contre-propositions se fait entendre, face à une orthodoxie libérale qui se résume dans plusieurs cas à prôner la rigueur monétaire et la flexibilité des prix, et surtout des salaires, comme uniques moyens de relancer l'emploi. Souvent

d'inspiration pragmatique, avec un double souci national et social, elles mettent en avant les idées des grands travaux et des programmes d'emploi, du déficit budgétaire et du budget anticyclique ; ainsi en est-il bien sûr du docteur Schacht en Allemagne, des propositions des fondateurs de l'école de Stockholm <sup>25</sup> qui inspirent les politiciens sociaux-démocrates suédois, des thèses des socialistes fabiens anglais, des travaux de Frisch en Norvège sur une économie en dépression du fait de l'insuffisance de la demande effective, de ceux de Tinbergen en Hollande qui définissent les axes d'une politique de plein emploi, des recherches en France du groupe X-crise, du très large débat qui se développe aux États-Unis pendant tout le début des années trente <sup>26</sup>.

Dans ce contexte, la *Théorie générale* constitue une contribution cruciale. En effet, sur la double base de la réputation de son auteur et d'un texte d'une grande ambition intellectuelle, elle se présente à la fois comme une critique de la pensée classique, qui inclut pour Keynes la pensée néoclassique, et comme une construction théorique nouvelle attaquant, au nom même du libéralisme politique, le dogmatisme des économistes libéraux, justifiant les politiques économiques actives et proposant quelques leviers d'action essentiels. Et ce n'est pas en diminuer le mérite que de remarquer, que, par exemple, avec cet ensemble de politiques nouvelles qu'on a baptisé le New Deal, le président des États-Unis Roosevelt, élu le 8 novembre 1932, donc au cœur de la dépression, entré en fonction le 4 mars 1933, avait largement ouvert la voie des politiques économiques modernes qu'on a, par la suite, souvent [30] qualifiées de keynésiennes <sup>27</sup>. Dans ce mouvement général, la

---

<sup>25</sup> Voir *infra*, chapitre 2.

<sup>26</sup> Voir *infra*, chapitre 3.

<sup>27</sup> Keynes, qui a rencontré le président Roosevelt en 1934, avait écrit dans une « Lettre ouverte au Président » publiée par le *New York Times* le 31 décembre 1933 : « Vous vous êtes fait le mandataire de tous ceux qui, dans tous les pays, cherchent à mettre fin aux démons de notre condition par une expérience raisonnée, envisagée à l'intérieur de la structure du système social existant. Si vous échouez, le changement rationnel subira un préjudice grave, à travers le monde, laissant à l'orthodoxie et à la révolution le champ libre pour la combattre. Mais si vous réussissez, des méthodes nouvelles et plus audacieuses pourront être partout expérimentées, et nous pourrons dater de votre accession à cette charge le premier chapitre d'une ère économique nouvelle » (*The Collected Writings of John Maynard Keynes*, Londres, Macmillan, vol. XXI, p.

publication de la *[Théorie générale](#)* a joué un rôle majeur. C'est pourquoi nous lui consacrons le premier chapitre de ce texte.

---

289). Dans la suite de l'ouvrage, nous désignerons les références à cette édition des œuvres de Keynes, publiée en trente volumes entre 1971 et 1989, par l'abréviation *JMK*, suivie du numéro du volume.

[31]

**La pensée économique depuis Keynes.**  
*Historique et Dictionnaire des principaux auteurs.*  
**PREMIÈRE PARTIE : HISTORIQUE.**

## Chapitre 1

# Keynes et la Théorie générale

[Retour au sommaire](#)

John Maynard Keynes est né à Cambridge le 5 juin 1883<sup>28</sup>. Son père, John Neville, y menait une carrière universitaire et enseignait la logique et l'économie politique. Il est l'auteur de l'un des premiers ouvrages entièrement consacrés à la méthodologie de l'économie<sup>29</sup>, livre qui constitue encore une référence importante et une synthèse utile. Cherchant à définir une voie moyenne entre la conception de

---

<sup>28</sup> Sur la vie de Keynes, on consultera entre autres : S. Harris, *John Maynard Keynes, Economist and Policy Maker*, New York, Scribner, 1955 ; R. Harrod, *The Life of John Maynard Keynes*, 1954 ; C.B. Hession, *John Maynard Keynes : A Personal Biography of the Man who Revolutionized Capitalism and the Way we Lived*, New York, Macmillan, 1984 (trad. fr., *John Maynard Keynes : une biographie de l'homme qui a révolutionné le capitalisme et notre mode de vie*, Paris, Payot, 1985) ; P. Hill et R. Keynes (dir.), *Lydia and Maynard, Letters Between Lydia Lopokova and John Maynard Keynes*, Londres, André Deutsch, 1989 ; M. Keynes (dir.), *Essays on John Maynard Keynes*, Cambridge, Angleterre, Cambridge University Press, 1975 ; E.S. Johnson et H.G. Johnson, *The Shadow of Keynes : Understanding Keynes, Cambridge and Keynesian Economics*, Chicago, University of Chicago Press, 1978 ; D.E. Moggridge (dir.), *Keynes : Aspects of the Man and his Work*, Londres, Macmillan, 1974 ; D.E. Moggridge, *Maynard Keynes. An Economist's Biography*, Londres, Routledge, 1992 ; E.A.G. Robinson, « John Maynard Keynes 1883-1946 », *Economic Journal*, vol. 57, 1947, 1-68 ; R. Skidelsky, *John Maynard Keynes : A Biography*, vol. 1, *Hopes Betrayed, 1883-1920*, Londres, Macmillan, 1983, New York, Viking, 1986, vol. 2, *The Economist as Savior 1921-37*, Londres, Macmillan, 1992.

<sup>29</sup> *The Scope and Method of Political Economy*, Londres, Macmillan, 1890.

l'économie politique comme science « positive, abstraite et déductive » et sa vision de celle-ci comme méthode « éthique, réaliste et inductive », John Neville Keynes formule la distinction entre science positive et science normative, dans des termes auxquels Milton Friedman se référera encore au début de son célèbre texte sur la « méthodologie de l'économie positive » (1953). C'était un homme conservateur, adhérant comme son ami Alfred Marshall aux idéaux de l'Angleterre victorienne <sup>30</sup>. [32] John Maynard, qui a manifesté très tôt d'exceptionnelles qualités intellectuelles, s'est éloigné rapidement de ces idéaux, en particulier sous l'influence des milieux dans lesquels il a reçu son éducation : d'abord Eton (1897-1902), puis Cambridge (1902-1906).

En février 1903, Keynes est admis, sous le patronage de Lytton Strachey et Leonard Woolf, dans la « Société de conversation », connue aussi sous l'appellation « Les Apôtres », société secrète fondée en 1820 à Cambridge, destinée « à la poursuite de la vérité avec une absolue dévotion et sans réserve, par un groupe d'amis intimes » <sup>31</sup>. Parmi les « Apôtres », on compte le philosophe George Edward Moore, qui publie à l'automne 1903 les *Principia Ethica*. Ce livre a exercé sur Keynes une influence profonde et durable. C'est à cette époque que se sont précisées les conceptions éthiques et la philosophie politique qui demeureront celles de Keynes jusqu'à la fin de sa vie <sup>32</sup>, comme en témoigne

<sup>30</sup> Plus progressiste que son mari, socialement et politiquement très active, la mère de John Maynard, Florence Ada, a été maire de Cambridge. Les parents de Keynes lui ont survécu, ainsi que sa sœur Margaret, et son frère, Geoffrey, nés respectivement en 1885 et 1887. John Maynard a épousé en 1925 Lydia Lopokova, ballerine d'origine russe, membre de la célèbre troupe de Diaghilev.

<sup>31</sup> Selon le témoignage de Henry Sidgwick (Harrod 1951, p. 71).

<sup>32</sup> Voir à ce sujet G. Dostaler, « La vision politique de Keynes », in G. Boismenu et G. Dostaler (dir.), *La « Théorie générale » et le keynésianisme*, Montréal, ACFAS, 1987, 75-90. Plusieurs travaux récents renouvellent considérablement la vision traditionnelle de la pensée de Keynes en redonnant à ses conceptions philosophiques et politiques, exposées dans des textes dont plusieurs sont encore inédits, leur importance primordiale. Voir en particulier : B.W. Bateman et J.B. Davis (dir.), *Keynes and Philosophy. Essays on the Origin of Keynes's Thought*, Aldershot, Hants, Edward Elgar, 1991 ; A.M. Carabelli, *On Keynes's Method*, Londres, Macmillan, 1988 ; A Fitzgibbons, *Keynes's Vision : A New Political Economy*, Oxford, Clarendon Press, 1988 ; T. Lawson et H. Pesaran (dir.), *Keynes's Economics. Methodological Issues*, Londres, Routledge, 1985 ; R. O'Donnell, *Keynes : Philosophy, Economics*

par exemple le texte intitulé « My Early Beliefs », lu par Keynes à ses amis du « Bloomsbury Memoir Club » en 1938 et publié, selon sa volonté, à titre posthume en 1949 (*JMK*, X, 433-450). Keynes y écrit que la philosophie de Moore l'a aidé à se libérer de l'utilitarisme benthamien, de la morale victorienne et de son sens du devoir, tout en contribuant « à protéger l'ensemble d'entre nous de cette *reductio ad absurdum* finale du benthamisme connue sous le nom de marxisme » (*ibid.*, p. 446). Pour [33] Keynes et ses amis, qui se proclamaient non conformistes et même « immoralistes »<sup>33</sup>, la poursuite du beau et du vrai, les relations d'amitié et d'amour, constituent les objectifs ultimes de l'humanité. L'organisation politique et économique doit être subordonnée à ces fins, dont le progrès technique permet de penser qu'elles deviennent, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, accessibles pour le plus grand nombre<sup>34</sup>.

Les convictions acquises à Eton et à Cambridge vont s'affermir au sein d'une communauté plus informelle, à laquelle Keynes restera étroitement associé jusqu'à la fin de sa vie, le groupe de Bloomsbury<sup>35</sup>.

---

*and Politics. The Philosophical Foundations of Keynes's Thought and their Influence on his Economics and Politics*, Londres, Macmillan, 1989 ; *id.* (dir.), *Keynes as Philosopher-Economist*, Londres, Macmillan, 1991. De l'ensemble de ces travaux émerge l'image d'un penseur radical, qui a d'ailleurs écrit : « La république de mon imagination se trouve à l'extrême gauche de l'espace céleste » (*JMK*, IX, p. 309). Sur l'abréviation *JMK*, voir la fin de la note 1 de la p. 30.

- <sup>33</sup> Deux ans après la publication de la *Théorie générale*, Keynes continue à se réclamer d'un immoralisme dont Hayek, entre autres, fait la source de la perversité de sa vision économique : « Maintenant, en ce qui me concerne, il est trop tard pour changer. Je demeure, et je demeurerai toujours, un immoraliste » (*JMK*, X, p. 447).
- <sup>34</sup> Keynes n'en a pas moins toujours professé un élitisme à saveur platonicienne qui l'amenait à croire que certaines catégories sociales étaient peut-être dépourvues des qualités leur permettant de goûter aux raffinements les plus subtils de la civilisation.
- <sup>35</sup> Du nom d'un quartier de Londres où vivaient et se réunissaient, entre autres, Vanessa et Clive Bell, Leonard et Virginia Woolf, Duncan Grant, Roger Fry et Lytton Strachey. Voir, entre autres, Q. Bell, *Bloomsbury*, New York, Basic Books, 1969 ; D. Crabtree et A.P. Thirwall (dir.), *Keynes and the Bloomsbury Group*, Londres, Macmillan et New York, Holmes & Meier, 1980 ; D. Gadd, *The Loving Friends : A Portrait of Bloomsbury*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1975 ; P.V. Mini, *Keynes, Bloomsbury and the General Theory*,

D'une certaine manière, Keynes a toujours mené une double vie, le pôle privé, artistique, étant associé à Bloomsbury, et le pôle public à ses activités d'économiste et de conseiller politique. Composé d'artistes et d'écrivains, le groupe de Bloomsbury a joué un rôle majeur dans la transformation de la vision du monde associée à l'ère victorienne. C'est une révolution de même nature que, dans le domaine de la critique d'art, du roman ou de l'analyse historique, Roger Fry, Virginia Woolf et Lytton Strachey cherchent à initier, et que Keynes de son côté essaie de provoquer dans celui de l'économie. Tous partagent la conviction que la logique déterministe a peu à voir avec l'action humaine, propulsée par des motifs en grande partie irrationnels. Freud n'est pas loin, dont le frère de Lytton Strachey, James, a traduit et édité les œuvres, que Keynes a lui-même lues attentivement <sup>36</sup>, et auxquelles il a à diverses [34] reprises fait allusion <sup>37</sup>, en particulier à l'occasion de sa critique du système de l'étalon-or, indissociable de la domination économique et monétaire de la Grande-Bretagne au dix-neuvième siècle. C'est, plus globalement, une condamnation de l'enrichissement poursuivi comme une fin en soi, inspirée de l'attitude d'Aristote face à la chrématistique, qu'on peut lire sous la plume d'un homme qui s'est par ailleurs considérablement enrichi par la spéculation. De « l'amour de l'argent comme objet de possession, qu'il faut distinguer de l'amour de l'argent comme moyen de se procurer les plaisirs et les réalités de la vie », il dit en effet

---

New York, St. Martin's Press, 1991 ; S.P. Rosenbaum (dir.), *The Bloomsbury Group : A Collection of Memoirs, Commentary and Criticism*, Toronto, University of Toronto Press, 1975.

<sup>36</sup> Voir à ce sujet P. Meisel et W. Rendick (dir.), *Bloomsbury-Freud : James et Alix Strachey. Correspondance 1924-25*, Paris, PUF, 1990 [1<sup>re</sup> éd. angl. 1985].

<sup>37</sup> Voici ce que, sous la signature de Siela, Keynes écrivit de Freud dans le numéro du 29 août 1925 de *The Nation and the Athenaeum*, hebdomadaire dont il était depuis 1923 directeur de publication : « Le Professeur Freud me semble doté jusqu'au génie de l'imagination scientifique qui peut donner corps à une abondance d'idées novatrices, à des ouvertures fracassantes, à des hypothèses de travail qui sont suffisamment établies dans l'intuition et dans l'expérience commune pour mériter l'examen le plus patient et le plus impartial, et qui contiennent, selon toutes probabilités, à la fois des théories qui devront être abandonnées ou remaniées jusqu'à ne plus exister, mais aussi des théories d'une signification immense et permanente » (« Freudian Psycho-Analysis », *The Nation and the Athenaeum*, 29 août 1925, 643-644). Cette description ne s'applique-t-elle pas à Keynes lui-même ?

qu'il s'agit d'« un état morbide plutôt répugnant, l'une de ces inclinations à demi criminelles et à demi pathologiques dont on confie le soin en frissonnant aux spécialistes des maladies mentales »<sup>38</sup>.

Dès le début de sa carrière intellectuelle, Keynes s'est engagé dans une réflexion intense sur les fondements de l'action humaine et en particulier de ses liens avec des connaissances imparfaites et incertaines. À partir de 1906, il la poursuit dans le cadre de la préparation d'une thèse sur les fondements des probabilités, qui lui permettra d'être nommé, en 1909, membre du King's College et de commencer sa carrière universitaire, après un séjour de deux années comme fonctionnaire au bureau des affaires indiennes, entre 1906 et 1908. Keynes consacre tous [35] ses loisirs, jusqu'en 1911, à remanier cette thèse qu'il publie finalement en 1921 sous le titre *A Treatise on Probability* (JMK, VIII). Dans cet ouvrage, reconnu par les spécialistes comme une contribution importante à l'analyse des fondements logiques de la théorie des probabilités, Keynes se réclame d'une tradition intellectuelle qui, partant de Leibniz et de Pascal, passe par Locke, Berkeley et Hume pour aboutir à W.E. Johnson, Moore et Bertrand Russell. Dans une section consacrée à des applications philosophiques des probabilités, il étaye son scepticisme face à l'utilitarisme benthamien. Il écrit que la théorie des « anticipations mathématiques » développée pour l'étude des jeux ne peut convenir dans le domaine des probabilités appliquées aux conduites humaines. Les degrés de probabilité ne sont pas sujets aux lois de l'arithmétique. Il faut abandonner le rêve, largement répandu au dix-neuvième siècle, de soumettre les sciences morales à l'empire du raisonnement mathématique. Keynes déclare en particulier n'avoir jamais

---

<sup>38</sup> *Essais sur la monnaie et l'économie. Les cris de Cassandra*, Paris, Payot, p. 138. Cette édition [que nous désignerons désormais par *Essais*] est une version réduite des *Essays in Persuasion*, composés d'extraits d'ouvrages et d'articles publiés entre 1923 et 1931 et rassemblés par Keynes en 1931 (Londres, Rupert Hart-Davis ; version augmentée, JMK, IX). Ces textes, très accessibles, constituent une excellente introduction à la pensée économique et politique de Keynes, et une illustration de son « art de convaincre », tel que mis en œuvre dans des moyens d'expression très divers, du traité abstrait à l'allocution radiophonique. Voici comment Keynes lui-même les présente : « Voici donc rassemblés les croassements de douze années, les croassements d'une Cassandra qui ne fut jamais capable d'infléchir à temps le cours des événements. [...] C'est pourtant avec une ardeur militante que la plupart de ces essais furent écrits, en un effort pour influencer l'opinion publique » (*ibid.*, p. 11).

caressé l'espoir de Condorcet, partagé par Edgeworth, d'« éclairer les Sciences morales et politiques par le flambeau de l'Algèbre » (*JMK*, VIII, p. 349 ; en français dans le texte).

Keynes avait trente ans lorsque éclata la Première Guerre mondiale. Employé par le Trésor britannique, il devint un acteur important des négociations qui ont marqué la fin de cette guerre. En désaccord avec la nature des réparations imposées à l'Allemagne dans le cadre du traité de Versailles, il démissionne de la délégation britannique dont il faisait partie et écrit en trois mois *Les Conséquences économiques de la paix*<sup>39</sup>. Publié en décembre 1919, rapidement traduit en plusieurs langues, ce livre connaît un immense succès et assure instantanément à son auteur une notoriété internationale. Keynes y dresse le constat de la fin d'une époque, et dessine l'esquisse du nouveau libéralisme dont il se fera désormais l'avocat infatigable, entre autres dans le cadre de ses activités au sein du Parti libéral anglais<sup>40</sup>. Dans une brochure publiée en 1926 sous le titre *La Fin du laissez-faire* (*JMK*, IX, 272-94), issue de cours donnés à Oxford en 1924 et à Berlin en 1926, Keynes dénonce avec force ce qu'il appelle ailleurs le principe de « diffusion » (*JMK*, XIX, 440), cette [36] croyance dans le mythe de l'ajustement

<sup>39</sup> *The Economic Consequences of the Peace*, Londres, Macmillan, 1919 ; *JMK*, II ; trad. fr., [\*Les Conséquences économiques de la paix\*](#), Paris, Gallimard, 1921.

<sup>40</sup> De ses armées d'étude à Cambridge, où il était membre d'un Club libéral, jusqu'à la fin de sa vie, alors qu'il siégeait sur les banquettes libérales à la chambre des Lords, Keynes a toujours été étroitement lié au Parti libéral anglais, pour lequel il a par exemple fait plusieurs discours à l'occasion de campagnes électorales. Il n'en a pas moins toujours été proche du Parti travailliste, et a cherché à plusieurs reprises à établir des ponts entre les deux partis (voir le premier éditorial de la nouvelle équipe de *The Nation and the Athenaeum*, 5 mai 1923, p. 146). Il se considérait lui-même à certains égards comme à gauche du Parti travailliste, auquel il reprochait entre autres de tolérer en son sein des partisans de la révolution violente ainsi que de ne pas prendre au sérieux les problèmes monétaires. Mais ce qui l'empêchait avant tout d'adhérer au « grand parti du prolétariat » (*JMK*, IX, p. 311), c'est le fait que « c'est un parti de classe, et la classe n'est pas la mienne. [...] la guerre de classe me trouvera du côté de la bourgeoisie éclairée » (*JMK*, IX, p. 297). Cela dit, toute l'action politique de Keynes vise à créer les conditions pour que cette « guerre » n'éclate pas. Au sujet de l'appartenance politique de Keynes, voir entre autres « Am I a Liberal ? » (1925, in *JMK*, IX, 295-306) et « Liberalism and Labour » (1926, *ibid.*, 307-311).

automatique des prix et des quantités : « Il n'est *nullement* correct de déduire des principes de l'Économie politique que l'intérêt personnel dûment éclairé œuvre toujours en faveur de l'intérêt général » (*Essais*, p. 117).

Keynes ne croit donc pas, et n'a jamais cru, à la parabole de la main invisible d'Adam Smith, et encore moins à la formalisation mathématique qu'en a donnée Walras. Non seulement il récuse cette vision parce qu'elle est fondée sur une erreur intellectuelle, mais aussi parce qu'elle constitue une illusion dangereuse, lorsqu'elle se transforme en vision politique. L'inaction qu'elle implique face aux problèmes économiques de notre temps comporte en effet le risque d'un écroulement du système qui peut déboucher sur le bolchevisme et le fascisme. Sympathique à certains idéaux portés par la révolution russe, particulièrement sa tentative de déplacer le moteur de l'enrichissement comme premier but de la vie, Keynes n'en était pas moins très critique face au totalitarisme et, surtout, aux méthodes de transformations radicales, parfois violentes, prônées par certains partisans de ce système <sup>41</sup>. Il éprouvait la plus profonde répugnance pour les systèmes mis en œuvre dans l'Italie de Mussolini ou l'Allemagne de Hitler. La montée du nazisme pouvait d'ailleurs être liée à l'aggravation de difficultés économiques constituant l'une des conséquences de la nature du traité que Keynes avait condamné dans [\*Les Conséquences économiques de la paix\*](#).

Pour Keynes, « le problème politique de l'humanité consiste à combiner trois choses : l'efficacité économique, la justice sociale et la liberté politique » (*JMK*, IX, p. 311). Seules de profondes réformes peuvent permettre d'atteindre ces objectifs. La poursuite de politiques conservatrices, fondées sur les illusions du laissez-faire, prépare le lit de la révolution. La lutte acharnée de Keynes contre le retour à l'étalon-or et à la parité d'avant-guerre en Grande-Bretagne illustre bien cette pré-

occupation <sup>42</sup>. [37] Lorsque fut prise, en juillet 1925, cette décision qui entraîna, comme Keynes l'avait prédit, une grève des mineurs, puis une

<sup>41</sup> Voir en particulier « A Short View of Russia » (1925, in *JMK*, IX, 253-72).

<sup>42</sup> Voir à ce sujet G. Dostaler, « Le retour à l'étalon-or en Grande-Bretagne : une fâcheuse illusion », in F. Poulon (dir.), *Les Écrits de Keynes*, Paris, Dunod, 1985, 176-194.

grève générale, qu'il appuya, il écrivit, rapidement comme toujours, *The Economic Consequences of Mr. Churchill* <sup>43</sup>, analyse qu'on peut reprendre, *mutatis mutandis*, un demi-siècle plus tard, en remplaçant le nom de Churchill par celui de Mme Thatcher <sup>44</sup>.

C'est en grande partie durant les années vingt que Keynes a élaboré cet ensemble de propositions qu'on a appelées par la suite politiques keynésiennes, dans une version d'ailleurs plus radicale que celle qui s'imposera après la guerre, insistant par exemple sur l'importance de l'investissement public. On en trouve une exposition dans le document publié en 1928 par le Parti libéral anglais sous le titre de *Britain's Industrial Future*, dont Keynes fut l'un des principaux rédacteurs. Ces idées sont développées à l'occasion de la campagne électorale de 1929 dans *We Can Conquer Unemployment*, et dans la brochure que Keynes rédige à cette occasion avec Hubert Henderson, *Can Lloyd George Do It ?* (*JMK*, IX, 86-125). Prônant un programme massif de dépenses publiques pour combattre le chômage, Keynes et Henderson attaquent vigoureusement la politique d'inaction des conservateurs au pouvoir. Le Parti libéral subit un cuisant revers dans cette élection qui porta au pouvoir le Parti travailliste. En novembre 1929, Keynes fut nommé, par le nouveau gouvernement, membre de la commission Macmillan mise sur pied par le chancelier de l'Échiquier pour étudier la situation économique (Committee on Enquiry into Finance and Industry). Il y poursuivit sa croisade en faveur d'une intervention active de l'État dans l'économie) comme il le fit comme membre d'un conseil économique consultatif (Economic Advisory Council) créé en 1930 pour conseiller le gouvernement en matière économique.

---

<sup>43</sup> Londres, Hogart Press, 1925 ; version condensée préparée par Keynes pour ses *Essays in Persuasion* (*JMK*, IX, 207-31). Voir aussi *JMK*, XIX, 357-453. [La version française de ce livre, [ESSAIS DE PERSUASION](#) est disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

<sup>44</sup> Ce qu'a d'ailleurs fait Nicholas Kaldor (1983).

## **L'ASSAUT CONTRE LA CITADELLE**

Le problème auquel Keynes s'est trouvé alors confronté est que son analyse économique, fondée en partie sur une tradition orthodoxe qu'il avait lui-même contribué à développer dans ses premiers travaux, était, [38] d'une certaine manière, en retard sur sa vision politique. Entre les propositions de réforme proposées dans *Can Lloyd George Do It ?* et l'analyse élaborée dans *A Treatise on Money*, publié en 1930 (*JMK*, V et VI), il y avait un fossé qui a amené Keynes à commencer, dès la publication de ce livre, une révision en profondeur de ses conceptions économiques qui allait aboutir, six ans plus tard, à la *Théorie générale* dont il décrit ainsi l'objectif, dans une lettre à son ami George Bernard Shaw, qui manifestait plus de sympathie que Keynes tant à l'égard du Parti travailliste qu'à l'égard du marxisme :

Pour comprendre *mon* état d'esprit, toutefois, vous devez savoir que j'écris actuellement un livre de théorie économique qui révolutionnera grandement - non pas, je suppose, dès maintenant, mais au cours des dix prochaines années - la manière dont le monde considère les problèmes économiques. Lorsque ma nouvelle théorie aura été convenablement assimilée et mêlée aux politiques, aux sentiments et aux passions, je ne peux prédire quel sera le résultat final dans son effet sur l'action et les affaires. Mais il y aura un grand changement, et, en particulier, les fondements ricardiens du marxisme seront démolis. Je ne peux m'attendre à ce que vous, ou quiconque, croyiez à cela pour le moment. Mais en ce qui me concerne, non seulement j'espère en ce que je dis, mais, dans mon esprit, j'en suis tout à fait certain (*JMK*, XIII, p. 492-3).

L'élaboration de cette nouvelle théorie a constitué un processus long et complexe, comme on peut le constater, entre autres, en lisant les documents rassemblés dans le treizième volume des *Collected Writings* de Keynes <sup>45</sup>. Voici comment Keynes décrit à Roy Harrod, avec qui il

---

<sup>45</sup> Sur l'évolution de la pensée économique de Keynes, voir en particulier P. Clarke, *The Keynesian Revolution in the Making, 1924-1936*, Oxford, Clarendon Press, 1988 ; Robert W. Dimand, *The Origins of the Keynesian Revolution : The Development of Keynes' Theory of Employment and Output*, Aldershot, Liants, Edward Elgar, 1988 ; R.F. Kahn, *The Making of Keynes' General Theory*, Cambridge, Angleterre, Cambridge University Press, 1984 ;

correspondait régulièrement pendant l'élaboration de son œuvre et à qui il envoyait les épreuves, ce processus :

J'ai été très préoccupé par la causalité, pour ainsi dire, de l'évolution de mon propre esprit de la position classique à mes vues actuelles - de l'ordre dans lequel le problème s'est développé dans mon esprit. Ce que certains considèrent comme des controverses inutiles est vrai [39] ment dû à l'importance dans mon propre esprit de ce que j'avais l'habitude de croire, et des moments de transition qui étaient pour moi personnellement des moments d'illumination. Vous ne ressentez pas le poids du passé comme je le ressens. On ne peut pas se débarrasser d'une charge qu'on n'a jamais vraiment portée. [...] Les particules de lumière qu'on voit en s'échappant d'un tunnel ne sont intéressantes ni pour ceux qui veulent rester là ni pour ceux qui n'y ont jamais été ! (Keynes, lettre à R.F. Harrod, 30 août 1936, in *JMK*, XIV, p. 84-85).

Ce texte de Keynes illustre bien le processus qui, initié dans *Indian Currency and Finance* (1913, *JMK*, I), passe par *La Réforme monétaire* (1923)<sup>46</sup> et *A Treatise on Money* (1930), avant d'aboutir à la *Théorie générale* et aux articles qui l'ont suivie. Keynes commence sa carrière d'économiste comme élève et disciple de Marshall et de Pigou, c'est-à-dire comme économiste « classique ». En effet, dans la *Théorie générale*, il dit ranger dans l'école classique, non seulement Ricardo et ses successeurs immédiats, mais « les économistes qui ont adopté et amélioré sa théorie y compris notamment Stuart Mill, Marshall, Edgeworth et le Professeur Pigou »<sup>47</sup>. Ce faisant, Keynes prend le contre-pied de la tradition qui voit une rupture entre l'école classique, qui se termine avec Mill, et l'école néoclassique, qui commence avec Jevons, Menger et Walras. Manifestement, toutefois, il y a une continuité entre ces

---

D.E. Moggridge, *John Maynard Keynes*, Londres, Macmillan, 1976 ; Patinkin 1976, 1978 et 1982 ; T.K. Rymes (dir.), *Keynes' Lectures 1932-35 : Notes of a Representative Student*, Londres, Macmillan, 1989.

<sup>46</sup> *A Tract on Monetary Reform*, *JMK*, II. Dans le corps du texte, nous mentionnons le titre anglais lorsque l'ouvrage n'a pas été traduit en français. Autrement, nous utilisons le titre de la traduction française, qui n'est pas nécessairement la traduction littérale du titre anglais, comme c'est le cas par exemple pour *La Réforme monétaire* (Paris, Editions du Sagittaire, 1924).

<sup>47</sup> Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1982, p. 29. Nous désignerons désormais nos références à cette édition par *TG*.

auteurs en ce qui concerne les problèmes qui préoccupaient Keynes. Les uns et les autres, en particulier, acceptent la loi de Say, la détermination de l'investissement par l'épargne préalable, la dichotomie entre le secteur monétaire et le secteur réel et la théorie quantitative de la monnaie.

Ce sont précisément de ces conceptions que Keynes se libère graduellement pour élaborer l'approche développée dans la *Théorie générale*. Cette libération est présentée comme un processus pénible, dont le moment principal semble intervenir entre 1932 et 1934. Keynes voyait sa tâche comme celle de la destruction d'une citadelle, tâche d'autant plus compliquée qu'il fallait la détruire de l'intérieur. C'est à l'occasion d'une émission de radio, diffusée en 1934 et publiée par la [40] suite, qu'il s'exprime le plus clairement à ce sujet<sup>48</sup>. Il y distingue deux groupes chez les économistes, entre lesquels le fossé est beaucoup plus grand qu'on ne le pense habituellement. Le premier groupe, largement majoritaire, comprend « ceux qui croient que [le système économique] a une tendance inhérente vers l'ajustement automatique, si on n'interfère pas avec lui, et si l'action du changement et de la chance n'est pas trop rapide » (*JMK*, XIII, p. 487). Cette vision, Keynes la qualifie d'orthodoxe. Selon elle, il ne peut y avoir de crise de surproduction générale et de chômage involontaire. La théorie orthodoxe est donc incapable d'expliquer les plus importants problèmes économiques contemporains : le chômage et les cycles. Keynes ajoute que les éléments essentiels de l'orthodoxie sont acceptés par les marxistes, de sorte qu'on doit considérer l'école du laissez faire et le marxisme comme les enfants jumeaux de Say et de Ricardo. Ils sont dans la même citadelle.

De l'autre côté du gouffre se trouvent « ceux qui rejettent l'idée selon laquelle le système économique actuel s'ajuste automatiquement, d'une manière significative. Ils croient que l'échec de la demande effective à rejoindre toutes les potentialités de l'offre, en dépit du fait que la demande psychologique humaine est immensément loin d'être satisfaite pour la vaste majorité des individus, est dû à des causes beaucoup plus fondamentales » (*JMK*, XIII, p. 487). Ces économistes ont des opinions diverses quant à ces causes. Keynes les appelle les hérétiques et souligne qu'il y a une longue lignée d'hérétiques dans l'histoire de la pensée

---

<sup>48</sup> « Poverty in Plenty : Is the Economic System Self-Adjusting ? », *The Listener*, 21 novembre 1934 ; in *JMK*, XIII, 485-492.

économique. Mais, depuis le dix-neuvième siècle, l'orthodoxie ricardienne, qui a pour elle tout l'*establishment* économique et correspond aux intérêts en place, domine.

Keynes se range parmi les hérétiques. Son problème, toutefois, vient du fait qu'il a été élevé dans la citadelle, dont il reconnaît ainsi la force et la puissance. Son évolution, depuis le début de sa carrière d'économiste, a consisté à se dégager graduellement de l'influence de l'orthodoxie, à en découvrir successivement les failles. Ce fut un long effort qui n'aboutit pas, avec la *Théorie générale*, à un parfait achèvement, car la rupture avec la tradition classique et orthodoxe s'accompagne du maintien d'un certain nombre d'éléments de cette théorie. Keynes en était sans doute lui-même conscient. Dès la publication de son livre, il commença de nouveau, comme pour le *Treatise on Money*, à envisager une révision, et il écrit, dans la préface à la traduction française de son livre :

[41]

Pendant un siècle ou plus l'Economie Politique a été dominée en Angleterre par une conception orthodoxe. [...] C'est dans cette orthodoxie en constante évolution que nous avons été élevé. Nous l'avons étudiée, enseignée, commentée dans nos écrits et sans doute les observateurs superficiels nous rangent-ils encore parmi ses adeptes. Les futurs historiens des doctrines considéreront que le présent ouvrage procède essentiellement de la même tradition. Mais nous-même, en écrivant ce livre et un autre ouvrage récent qui l'a préparé, nous avons senti que nous abandonnions cette orthodoxie, que nous réagissions fortement contre elle, que nous brisions des chaînes et conquérions une liberté (TG, p. 5).

## **LA RUPTURE**

Les points de rupture avec l'orthodoxie, les fissures de la citadelle, ce sont ces éléments de la vision de Keynes qui ne peuvent être réconciliés avec la vision classique. Ils ne sont pas nécessairement formulés explicitement dans la *Théorie générale*, dont ils constituent néanmoins des clés de lecture. C'est souvent dans des articles ultérieurs, en

particulier la réponse à ses critiques intitulée « The General Theory of Employment <sup>49</sup> » que Keynes est le plus clair à cet égard.

La première fissure concerne la méthode. Plusieurs critiques, soulignant les difficultés de lecture que comporte le livre de Keynes, lui reprochent en particulier de ne pas utiliser un langage mathématique que, peut-être, il ne maîtrisait pas. D'autres vont plus loin et le décrivent comme un théoricien peu méticuleux, plus porté par l'intuition que par la rigueur. Il est évident que Keynes accordait à l'intuition un rôle important dans le processus d'analyse économique. À diverses reprises, il a aussi écrit que l'économiste devrait être doté de « bon sens », et fonder son analyse sur une connaissance approfondie des processus réels aussi bien que des institutions. C'était précisément son cas. Keynes est, sans doute, parmi les économistes théoriciens, l'un de ceux qui avaient la connaissance la plus concrète des objets dont il traitait. Ainsi lorsqu'il décrit la spéculation, ou encore l'évolution des prix des matières premières ou des monnaies, traite-t-il d'un sujet qu'il connaît de première main. Le fait que, depuis le début de sa carrière, il ait fréquenté les décideurs, dans tous les domaines, politique, syndical, bancaire, entrepreneurial, l'amène à décrire ce qu'il connaît. Or Keynes considère que la théorie économique doit décrire la réalité. Il reproche à [42] la théorie classique, non pas son manque de rigueur, mais le fait que « les caractéristiques du cas spécial auquel cette théorie s'applique se trouvent ne pas être celles de la société économique où nous vivons réellement » (TG, p. 29), les économistes classiques étant « comme des Candide, qui, ayant abandonné le monde pour cultiver leur jardin, enseignent que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles pourvu qu'on le laisse aller tout seul [...]. Il se peut que la théorie classique décrive la manière dont nous aimerions que notre économie se comportât » (TG, p. 57). Il est donc clair que Keynes ne pouvait envisager la théorie économique, à la manière de Robbins ou de Samuelson, comme une théorie générale de l'optimisation, ni accepter les thèses de Friedman, aujourd'hui très largement admises par les économistes, relatives à la non-importance du réalisme des hypothèses.

Quant à l'utilisation des mathématiques, il est certainement hasardeux de faire l'hypothèse du manque de compétence de l'auteur du

---

<sup>49</sup> *Quarterly Journal of Economics*, vol. 51, 1937, 209-223 ; *JMK*, XIV, 109-123.

*Treatise on Probability*. C'est d'ailleurs à la lumière de ce livre qu'on peut comprendre la volonté délibérée de Keynes de ne pas utiliser la formalisation mathématique dans la *Théorie générale*, et sa réaction négative face à la tentative par Tinbergen de faire une évaluation statistique des théories du cycle d'affaire <sup>50</sup>. Keynes a expliqué dans son *Treatise on Probability* les raisons pour lesquelles il considère qu'on ne peut traiter les sciences humaines avec les mêmes méthodes quantitatives que les sciences naturelles. Il y traite du caractère « atomique » des lois naturelles, auquel s'oppose une approche qualifiée d'« organique » (*JMK*, VIII, 276-8) <sup>51</sup>.

Poursuivant une tradition qui, remontant à Aristote et aux scolastiques, est réaffirmée par Sidgwick, Marshall et son père John Neville, Keynes considère l'économie comme une science morale. À Harrod, il écrit, le 4 juillet 1938, que « l'économique est essentiellement une science morale et non pas une science naturelle. C'est-à-dire qu'elle utilise l'introspection et les jugements de valeur » (*JMK*, XIV, p. 297). Dans sa critique de Tinbergen, se référant explicitement à son *Treatise on Probability*, il fait état de son scepticisme quant à l'utilisation des statistiques [43] dans un domaine, celui des cycles économiques, où le temps et l'incertitude jouent un si grand rôle. La méthode de Tinbergen suppose que tous les facteurs sont mesurables, ce qui la rend inapplicable pour « tous ces problèmes économiques où des facteurs politiques, sociaux et psychologiques, incluant des choses telles que la politique gouvernementale, le progrès de l'invention et l'état des anticipations, peuvent être significatifs. En particulier, elle est inapplicable au problème du cycle économique » (*JMK*, XIV, p. 309). Pour Keynes, l'économique n'est donc pas une science mathématique fermée sur elle-même. Elle doit s'ouvrir aux autres disciplines. On verra toutefois se développer, sur la base de la théorie de Keynes, la modélisation

<sup>50</sup> « Professor Tinbergen's Method », *Economie Journal*, vol. 49, 1939, 558-70, repris avec d'autres documents relatifs à cette controverse in *JMK*, XIV, 285-318.

<sup>51</sup> On retrouve dans des textes antérieurs de Keynes, par exemple dans « *Miscellanea Ethica* » (1905), l'analyse de cette dichotomie atomique-organique, qui éclaire la vision keynésienne de la macroéconomie, irréductible à la sommation d'éléments individuels. Voir à ce sujet R.X. Chase, « Keynes's Dichotomy : A Methodological Escape for a Theoretic Revolution », *Methodus*, vol. 3, 1991, n° 2, 79-85.

statistique qu'il rejetait. Plus globalement, tout le développement contemporain de l'économie va, pour l'essentiel, dans un sens tout à fait différent de celui que souhaitait Keynes <sup>52</sup>.

Le rôle du temps dans l'analyse peut être considéré comme un deuxième point de rupture, évidemment lié au précédent, comme aux suivants. Pour sa disciple et collaboratrice Joan Robinson, c'est même là le fossé principal avec l'orthodoxie : « Keynes a ramené le *temps* dans la théorie économique. Il a réveillé la Belle au bois dormant du long oubli auquel l'avaient condamnée "l'équilibre" et "la prévision parfaite" et l'a menée dans le monde d'ici et de maintenant » (Robinson 1962, *Economic Philosophy*, p. 73). Mais il ne s'agit pas de n'importe quel temps. C'est un temps historique, et irréversible, qui s'oppose au temps logique des modèles d'équilibre général et de la théorie néoclassique.

C'est à la tradition marshallienne, toutefois, que Keynes a emprunté la distinction entre le court terme et le long terme. Mais il lui donne une portée et une signification différentes de celles qu'on trouve dans l'analyse classique de Marshall. C'est dans *La Réforme monétaire* que se trouve le passage souvent cité selon lequel « à la longue, nous serons tous morts ». Il ne s'agit pas d'une boutade. Cette phrase est prononcée à l'occasion d'une analyse de la théorie quantitative de la monnaie, qu'à cette époque Keynes acceptait, alors qu'il la rejette dans la *Théorie générale*. Mais cette acceptation est déjà, en 1923, très mitigée. Ce n'est en effet que dans le long terme que cette théorie est valable, ce qui la rend au bout du compte inutile pour comprendre les problèmes actuels :

---

<sup>52</sup> De même, à partir de Klein, l'un des fondateurs de l'économétrie moderne, jusqu'à ce jour, on a de nombreuses reprises expliqué par un malentendu, sinon une incompréhension, l'attitude de Keynes face à Tinbergen. Voir entre autres, à ce sujet, T. Lawson, « Keynes, Prediction and Econometrics », H. Pesaran et R. Smith, « Keynes on Econometrics », in Lawson et Pesaran (dir.), *op. cit.*, 116-33 et 134-50, ainsi que Zellner 1984.

[44]

« Mais cette manière d'envisager les choses dans un long espace de temps est une mauvaise méthode d'étudier les événements actuels. À *la longue*, nous serons tous morts. Les économistes se donnent une tâche trop facile et trop inutile, si, dans une période orageuse, ils se contentent de nous dire que lorsque la tempête est passée l'Océan redevient calme <sup>53</sup> » C'est précisément pendant une période orageuse que Keynes élabore la *Théorie générale*. Dans le court terme dans lequel il situe son analyse, il y a un passé révolu, qu'on ne peut reconstruire, duquel on doit partir et qui se manifeste en particulier par un stock et une composition du capital, des inventaires, une main-d'œuvre avec ses qualifications, une répartition des revenus, et aussi des institutions politiques, sociales, des événements divers, des états d'esprit, des valeurs.

Il y a aussi un futur. Ce futur est inconnu. Le traitement de l'anticipation en contexte d'incertitude est un élément majeur de la rupture de Keynes avec l'orthodoxie. Cela semblait l'être en tout cas dans l'esprit de Keynes lui-même puisqu'il en fait le thème principal de son article du numéro de février 1937 du *Quarterly Journal of Economics*. Pour Keynes, il ne faut pas confondre incertain et plus ou moins probable. On ne peut pas assigner un chiffre, expression d'une probabilité, à un événement futur. On ne peut calculer l'incertain. Il n'y a pas de base scientifique sur laquelle on puisse établir une probabilité calculable en économie. Tel est l'un des principaux défauts de la théorie qu'il combat : « J'accuse la théorie économique classique d'être elle-même l'une de ces techniques polies et délicates qui essaient de traiter avec le présent en faisant abstraction du fait que nous connaissons très peu de choses à propos du futur » (*JMK*, XIV, p. 115).

À la perception du temps et de l'incertitude est étroitement reliée une conception de la monnaie par laquelle, de nouveau, Keynes se démarque de l'orthodoxie. Cette dernière distingue un secteur réel où sont fixés les prix relatifs et un secteur monétaire où est déterminé le niveau général des prix, selon le mécanisme de la théorie quantitative de la monnaie. L'abandon par Keynes de cette théorie va de pair avec celui de la loi de Say. Le mot monnaie figure dans les titres de tous ses ouvrages théoriques importants. Le chemin qui mène à la *Théorie générale* consiste à intégrer le réel et le monétaire. Keynes s'explique

---

<sup>53</sup> *La Réforme monétaire*, Paris, Editions du Sagittaire, 1924, p. 100.

clairement dans un texte publié en 1933 <sup>54</sup>. Il y annonce qu'il écrit une « théorie [45] monétaire de la production », titre des premières ébauches de son livre futur. La théorie classique, écrit-il, est une théorie qui traite d'une économie d'échange réel. Ailleurs, il parle d'économie coopérative, ou encore d'économie de troc. Il y oppose une économie monétaire, ou encore une économie d'entrepreneurs (*JMK*, XIII, p. 409). Pour Keynes, la monnaie est donc intimement liée à l'incertitude et, par ce biais, au chômage. Keynes dit dans la *Théorie générale* que la monnaie est un pont entre le passé et l'avenir :

Le présent ouvrage a fini par devenir au contraire une étude portant principalement sur les forces qui gouvernent les variations de volume de la production et de l'emploi dans leur ensemble ; et comme il apparaît que la monnaie joue dans le mécanisme économique un rôle primordial et d'ailleurs très particulier, les détails de la technique monétaire se situent à l'arrière-plan du sujet. Une économie monétaire est essentiellement, comme nous le verrons, une économie où la variation des vues sur l'avenir peut influencer sur le volume actuel de l'emploi (TG, p. 10).

À la théorie classique, Keynes reproche ainsi de n'avoir pas d'explication de ce qui détermine le niveau global de l'emploi, de la production et du revenu. Ou encore, s'il en est une, c'est celle selon laquelle l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du travail fixe simultanément le salaire réel d'équilibre et un niveau d'emploi qui ne peut être alors que le plein emploi, défini par le fait que tous ceux qui souhaitent travailler à un tel niveau de salaire réel, compte tenu de leur fonction de préférence pour le loisir, trouvent un emploi. De manière analogue, le marché du capital, représenté par la combinaison d'une courbe de demande de capital, correspondant à l'investissement désiré à divers niveaux du taux réel d'intérêt et une courbe d'offre, correspondant à l'épargne, elle-même liée aux préférences intertemporelles des agents, détermine un niveau d'équilibre du taux réel d'intérêt et de l'investissement. Déjà dans le *Treatise on Money*, Keynes rompt avec cette conception qui a régné dans la pensée classique depuis Smith et, avant lui, Turgot, auquel le premier l'a d'ailleurs sans doute empruntée,

---

<sup>54</sup> « A Monetary Theory of Production », in G. Clausing (dir.), *Der Stand und die nächste Zukunft der Konjunkturforschung. Festschrift für Arthur Spiethoff*, Munich, Duncker & Humblot ; *JMK*, XIII, 408-11.

conception en vertu de laquelle l'investissement est limité par un fonds d'épargne préalable.

Keynes considère, comme tous les économistes, que l'épargne, définie comme la différence entre le revenu et les dépenses de consommation, est toujours égale à l'investissement. Mais il s'agit là d'une identité comptable, que l'on constate *ex post*. L'épargne est en effet un résidu. L'investissement est le moteur de l'activité économique. Plus précisément [46] la décision d'investir est le principal déterminant du niveau de la production, de l'emploi et du revenu. Cette décision n'est d'aucune manière limitée par une épargne préalable. Elle découle des anticipations et des « esprits animaux »<sup>55</sup> des entrepreneurs, dont les décisions, comme toutes les décisions humaines « ne peuvent pour la plupart être prises que sous la poussée d'un dynamisme naturel - d'un besoin spontané d'agir plutôt que de ne rien faire - et non en conséquence d'une moyenne pondérée de bénéfices quantitatifs multipliés par des probabilités quantitatives [...] Lorsqu'on évalue les perspectives de l'investissement, il faut donc tenir compte des nerfs et des humeurs, des digestions même et des réactions au climat des personnes dont l'activité spontanée les gouverne en grande partie » (TG, p. 173-174).

Non seulement l'investissement n'est pas limité par un fonds d'épargne préalable, mais il suscite, par les variations de la production qu'il provoquera, une épargne qui lui est égale. Cette idée est parfois présentée comme le paradoxe central de la *Théorie générale* : lorsque tous les agents décident d'épargner plus, cela déprime la demande effective, l'investissement, le revenu et donc finalement l'épargne globale finale<sup>56</sup>. Tel est l'un des résultats principaux de la construction que Keynes substitue à l'analyse classique. Elle est fondée sur ce qu'il appelle « les trois facteurs psychologiques fondamentaux : la propension psychologique à consommer, l'attitude psychologique touchant la liquidité, et l'estimation psychologique du rendement futur des capitaux » (TG, p. 252-253). Il décrit ainsi la manière dont ils lui sont apparus, lui

<sup>55</sup> C'est par « dynamisme naturel » que le traducteur de la *Théorie générale* (173) rend l'expression anglaise de *animal spirits* (JMK, VII, 162).

<sup>56</sup> Cela illustre bien la conception méthodologique particulière à la macroéconomie keynésienne, en vertu de laquelle les processus globaux ne sont pas la résultante additive de l'ensemble des processus élémentaires.

permettant de reconstruire à la place de la citadelle détruite sa propre théorie de la détermination de l'emploi :

Vous ne faites pas mention de la *demande effective* ou, plus précisément, de la courbe de demande pour la production totale, sauf dans la mesure où elle est implicite dans le multiplicateur. Pour moi, la chose la plus extraordinaire, d'un point de vue historique, est la disparition complète de la théorie de la demande et de l'offre pour la production totale, c'est-à-dire de la théorie de l'emploi, *après* qu'elle eut été la chose la plus discutée en économie pendant un quart de siècle. L'une des plus importantes transitions pour moi, après que mon *Traité de la monnaie* eut été publié, a été de réaliser soudainement cela. Ce n'est venu qu'après que j'eus énoncé pour moi-même la loi [47] psychologique selon laquelle, lorsque le revenu augmente, la brèche entre le revenu et la consommation s'accroît - une conclusion de très grande importance pour ma propre pensée, mais apparemment pas, ainsi exprimée, pour qui que ce soit d'autre. Ensuite, beaucoup plus tard, est venue la notion de l'intérêt comme signifiant la préférence pour la liquidité, qui est devenue très claire dans mon esprit dès que j'ai commencé à y penser. Et l'automne dernier, après beaucoup de confusion et plusieurs ébauches, la définition correcte de l'efficacité marginale du capital a relié les choses les unes avec les autres (Lettre à Harrod, 30 août 1936 ; in *JMK*, XIV, p. 85) <sup>57</sup>.

Une description détaillée de ces concepts, et de la construction théorique de Keynes, n'a évidemment pas sa place ici. Nous renvoyons le lecteur à la lecture du livre de Keynes et des innombrables présentations qui en ont été faites. Mais justement, ces présentations sont multiples et contradictoires, et cela découle en partie de l'exposé de Keynes, pour les raisons que nous allons brièvement évoquer en conclusion de ce chapitre.

## **LA CONTINUITÉ**

En même temps qu'il l'attaquait, Keynes utilisait des éléments de la théorie classique dans sa reconstruction. Là se trouve la source d'innombrables débats ultérieurs, et de querelles d'interprétation. Le texte de Keynes, du fait de la diversité de ses facettes et de ses ambiguïtés, peut être lu avec les lunettes de l'orthodoxie que son auteur

---

<sup>57</sup> Voir aussi la lettre à Abba Lerner, 16 juin 1936, in *JMK*, XXIX, 214-216.

condamnait par ailleurs. En d'autres termes, on peut le lire sans prendre en considération, ou en les gommant, les points de rupture examinés plus haut.

La première et la principale des ambiguïtés de l'œuvre de Keynes tient au rôle assigné à la théorie classique. Le défaut principal de cette dernière, de l'avis de Keynes, est son impuissance à déterminer le niveau global de l'emploi et de la production. Elle suppose que les forces du marché poussent naturellement l'économie vers le plein emploi. Or pour Keynes, la théorie classique s'applique lorsque le plein emploi est atteint. Plus généralement, cette théorie est valable lorsqu'il s'agit d'étudier l'allocation de ressources déterminées. Cela l'amène à accepter la théorie classique des prix et de la répartition. Après avoir critiqué la théorie classique de la détermination du salaire réel et de [48] l'emploi, il accepte néanmoins l'idée selon laquelle, l'emploi étant donné, le salaire réel est égal à la productivité marginale du travail. C'est cette position qui va permettre la tentative de synthèse entre ce qu'on va désormais appeler la macroéconomie, keynésienne, et la microéconomie, néoclassique.

Une autre ambiguïté concerne la macroéconomie elle-même. Keynes évite ce qu'il appelle la cristallisation et la codification mathématique de son système. Mais certains de ses développements s'y prêtent, en particulier la théorie du multiplicateur, de même que la conception de l'efficacité marginale du capital. Ce n'est pas la codification en soi qui pose problème, mais la possibilité de l'effectuer en oubliant l'irréversibilité du temps et l'incertitude. Les relations causales complexes mises en lumière par Keynes peuvent être transformées en relations fonctionnelles entre des variables, qu'on peut traiter d'une manière que Keynes avait par ailleurs critiquée à l'occasion de son débat avec Tinbergen.

En outre, l'ancrage de l'analyse dans le court terme et l'absence d'une théorie de la croissance constituent pour plusieurs une autre limite, sinon même une faiblesse majeure de la *Théorie générale*. Il est d'ailleurs significatif de constater que Keynes sera très critique face à la tentative, engagée par Harrod, de dynamiser sa théorie et de la prolonger dans le long terme (*JMK*, XIV, p. 320). Ce sera pourtant là un des lieux d'ancrage de la théorie post-keynésienne.

Une dernière ambiguïté tient au statut de la monnaie. Elle est d'autant plus importante que la monnaie joue, nous l'avons dit, un rôle fondamental dans l'analyse keynésienne. Alors que l'idée selon laquelle la quantité de monnaie est déterminée par les autorités monétaires implique une conception exogène de l'offre de monnaie, Keynes laisse entendre en d'autres endroits que l'offre de monnaie peut être considérée comme endogène, déterminée par les besoins de l'économie. C'est en fin de compte le système bancaire et financier qui crée la monnaie en fonction des besoins des entreprises. Keynes développera cette vision dans certains articles postérieurs à la publication de la *Théorie générale*, entre autres lorsqu'il ajoute, aux motifs de détention de liquidité répertoriés dans son livre, ce qu'il appelle le « motif financier ». Alors que les théoriciens d'obédience post-keynésienne insisteront sur cette dernière vision, les théoriciens néoclassiques retiendront plutôt l'analyse exogène de l'offre de monnaie, compatible avec la théorie quantitative de la monnaie. Plus tard, on verra les théoriciens du monétarisme, au premier rang desquels Friedman, affirmer que Keynes, résolument quantitativiste dans la *Réforme monétaire*, l'était demeuré en grande partie dans la *Théorie générale*.

[49]

**La pensée économique depuis Keynes.**  
*Historique et Dictionnaire des principaux auteurs.*

**PREMIÈRE PARTIE : HISTORIQUE.**

## Chapitre 2

---

# La révolution keynésienne

### ***KEYNES ET LA RÉVOLUTION KEYNÉSIIENNE***

[Retour au sommaire](#)

Lorsque paraît, le 4 février 1936, la *[Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie](#)*, son auteur, John Maynard Keynes, alors âgé de cinquante-deux ans, est depuis longtemps déjà le plus célèbre et le plus influent des économistes de Grande-Bretagne. Ce livre le propulsera au premier rang des économistes du vingtième siècle, et en fera, avec Smith, Ricardo, Marx et quelques autres, l'un des plus grands noms dans l'histoire de l'économie politique. Keynes meurt dix années après la publication de son livre, le dimanche de Pâques 21 avril 1946, terrassé par la dernière d'une série d'attaques cardiaques dont la première l'avait frappé en 1937. Il aura eu le temps de voir réalisée une partie de la prophétie qu'il faisait à son ami George Bernard Shaw, le 10 janvier 1935. En effet, en 1946, la *Théorie générale* s'est déjà imposée comme un livre « qui révolutionne grandement la manière dont le monde considère les problèmes économiques » (*JMK*, XIII, p. 492). Keynes avait donc lui-même utilisé l'expression de « révolution » pour caractériser l'impact de son œuvre. La formule de « révolution keynésienne » apparaîtra dans le titre d'un ouvrage de Lawrence Klein (1947), qui jouera un rôle important dans la diffusion des idées keynésiennes aux États-Unis.

Ce qu'on appelle la révolution keynésienne est toutefois un phénomène dont l'ampleur dépasse la publication puis le destin de la *Théorie générale*. Pendant sa vie, Keynes a été le témoin d'importants bouleversements, tant sur le plan politique que social, économique et culturel. Dans un ouvrage majeur publié en 1944, Karl Polanyi a baptisé « grande transformation »<sup>58</sup> l'effondrement, entre 1900 et 1940, d'un système international qui avait triomphé au dix-neuvième siècle en reposant [50] sur quatre institutions : le système de l'équilibre des puissances, l'étalon-or international, le marché autorégulateur et l'État libéral. Ce système était porté par une utopie, l'idée d'un marché s'ajustant lui-même, en intégrant dans son domaine d'action l'or, la terre et, surtout, le travail : « Les origines du cataclysme résident dans l'entreprise utopique par laquelle le libéralisme économique a voulu créer un système de marché autorégulateur »<sup>59</sup>. » La montée du socialisme, celles du nazisme et du fascisme, mais aussi la recherche d'une « troisième voie » dans les pays capitalistes constituent des conséquences de ce cataclysme : « Les événements marquants en furent l'abandon de l'étalon-or par la Grande-Bretagne ; les plans quinquennaux en Russie ; le lancement du New Deal ; la révolution nationale-socialiste en Allemagne ; et l'effondrement de la SDN au profit d'empires autarciques »<sup>60</sup>. » La voie était étroite pour une réforme du système qui ne débouche ni sur l'autoritarisme ni sur la barbarie. La recherche de cette voie, tel était le sens du combat que Keynes a mené avec un acharnement qui est sans aucun doute une des causes de sa mort prématurée<sup>61</sup>.

---

<sup>58</sup> *The Great Transformation*, New York, Rinehart ; trad. fr., *La Grande Transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 53-54.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 45-46.

<sup>61</sup> C'est en effet contre toute prudence et en dépit de l'avis de ses médecins que, pendant et immédiatement après la Deuxième Guerre mondiale, Keynes a été l'un des principaux artisans de négociations complexes visant à assurer les conditions économiques et politiques d'un monde pacifié, dans lequel on pourrait enfin s'adonner à la quête de la beauté, de la connaissance, de l'amour et de l'amitié. Outre ses fonctions épuisantes de négociateur qui l'ont amené à traverser plusieurs fois l'Atlantique, Keynes a par ailleurs, à partir de 1942, consacré beaucoup d'énergie aux activités du Comité pour l'encouragement de la musique et des arts (qui deviendra après la guerre le Conseil des Arts), qu'il présidait et dont il ne cessait de surveiller de près les activités même

Ce qu'on appelle la révolution keynésienne a été un moment de cette grande transformation. Cette expression, cependant, est ambiguë. Le mot révolution, en premier lieu, doit être manié avec soin. Dans le domaine social, politique et économique comme dans celui des idées, ce qui apparaît comme une rupture brutale est souvent le fruit d'une longue évolution. Plus encore, il y a souvent des retours de l'histoire. Des révolutions — c'est d'ailleurs le sens premier du terme — nous font revenir à un point de départ. Ainsi la théorie keynésienne renoue-t-elle avec certains courants d'idées que la théorie classique avait cru éliminer. Elle plonge même ses racines dans un passé très lointain, auquel son auteur fait lui-même référence dans la *Théorie générale* <sup>62</sup>. Il y fait ainsi [51] l'éloge de la juste intuition des scolastiques dans leur condamnation du prêt usuraire, indiquant qu'on y trouve déjà l'ébauche de la distinction entre le taux d'intérêt et l'efficacité marginale du capital. Il réhabilite les mercantilistes qui, beaucoup mieux que les classiques, avaient compris le problème de l'emploi. Il indique que Malthus, à qui il avait déjà consacré une étude importante <sup>63</sup>, avait bien perçu les failles de la théorie ricardienne. Pour les lecteurs français de son livre, il souligne qu'il revient, pour ce qui est de la théorie de l'intérêt, à la doctrine de Montesquieu, « le plus grand économiste français, celui qu'il est juste de comparer à Adam Smith, et qui dépasse les physiocrates de cent coudées par la perspicacité, par la clarté des idées et par le bon sens (qualités que tout économiste devrait posséder) » (TG, p. 7).

Et le mot keynésien n'est pas, lui non plus, sans ambiguïté. Il pourrait en effet laisser croire que Keynes est l'unique auteur de cette révolution, révolution que son œuvre aurait déclenchée. Il n'en est pas ainsi. Keynes est un acteur, certes très important, de ce qu'on appelle la

---

durant ses séjours aux États-Unis, exigeant qu'on lui envoie les procès-verbaux des réunions.

<sup>62</sup> Voir en particulier le chapitre 23, « Notes sur le mercantilisme, les lois contre l'usure, la monnaie estampillée, et les théories de la sous-consommation ». Sur la théorie de la demande effective avant Adam Smith, on consultera en particulier H. Brems, *Pioneering Economic Theory, 1630-1980 : A Mathematical Restatement*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986, et Hutchison 1988.

<sup>63</sup> Ébauchée en 1914, développée en 1922 et en 1924 à l'occasion de divers exposés, cette étude a été complétée en 1933 pour être intégrée dans les *Essays in Biography* publiés par Keynes cette année-là (Londres, Macmillan) ; voir *JMK*, X, 71-108.

révolution keynésienne. Mais d'autres que lui ont développé, en même temps ou même avant, certains éléments importants de ce qu'on appelle désormais la théorie keynésienne, comme nous allons le voir. En 1948, Joan Robinson présentait la « Théorie générale » comme le produit collectif d'une transformation théorique dont le livre de Keynes ne représentait qu'une étape parmi d'autres : « Mais par théorie générale je ne désigne pas le livre célèbre de cet auteur. Certes, cet ouvrage est très important, mais il n'est ni complet ni définitif. Il constituait, lors de sa parution, une sorte de compte rendu provisoire sur un mouvement d'idées en cours de développement. [...] Ce que j'entends par l'expression de théorie générale est plutôt une méthode d'analyse. C'est un corps vivant d'idées qui se développe et qui produit des résultats très différents suivant qu'il est appliqué à des circonstances différentes par telle ou telle personne » (Robinson 1948, p. 185).

Mais il est juste que le nom de Keynes figure au premier rang. Si la révolution dont il est question est qualifiée de keynésienne, cela tient en effet aux qualités personnelles de John Maynard Keynes, comme à un [52] concours complexe de circonstances. Keynes était un individu exceptionnel, et il a de plus écrit au bon moment, au bon endroit et dans la bonne langue. Le polonais, le suédois, le norvégien et le hollandais n'étaient pas des véhicules aussi efficaces que l'anglais, depuis longtemps langue dominante dans le domaine de l'économie politique. Enfin, Keynes a toujours su publier ses ouvrages importants à des moments clés, faire en sorte qu'ils soient attendus. Il est difficile de connaître la part de chance et la part de calcul dans tout cela, mais il est indéniable que chaque publication de Keynes, au moins depuis *Les Conséquences économiques de la paix* constituait un événement médiatique. Ce qui relevait du calcul en tout cas, c'étaient les campagnes efficaces menées après les publications pour faire connaître et discuter les œuvres.

Car Keynes était homme de pouvoir, dans tous les sens du terme. Conseiller influent et critique redouté des politiques gouvernementales, il a exercé, jusqu'à la fin de sa vie des tâches importantes à divers niveaux de l'appareil d'État. Comme nous l'avons vu, il a été un membre actif et influent du Parti libéral, tout en étant très écouté par le Parti travailliste. Sur le plan de la profession économique, dès l'âge de vingt-huit ans, en 1911, Keynes prenait le contrôle de l'*Economic Journal* et

occupait de ce fait une place centrale. Il savait aussi s'entourer de disciples fidèles et dévoués.

Homme de pouvoir, Keynes était aussi un intellectuel doté de qualités hors du commun. Son intelligence, sa culture et ses capacités de travail étaient exceptionnelles. C'était un écrivain prolifique, au style beaucoup plus vivant que celui de la plupart de ses collègues. Et, loin de se limiter à l'économie, il intervenait dans de multiples domaines du savoir. Sa réputation dépassait ainsi largement le cercle restreint de la profession économique ou même celui de la politique. Elle englobait par ailleurs le domaine des arts dans lequel Keynes a joué un rôle important.

Les ambiguïtés mêmes de son œuvre et de son message ont contribué au succès de Keynes. Beaucoup pouvaient y lire ce qu'ils voulaient. Il est hors de doute que Keynes se complaisait lui-même dans un rôle de provocateur, de brouilleur de cartes, qui lui permettait d'occuper le devant de la scène. La force de ses convictions ne l'empêchait pas de faire preuve, en plusieurs occasions, d'un opportunisme parfois surprenant. Keynes n'était pas de ceux qui reculent devant les virages et les remises en question de leurs propres prises de position pour faire avancer leur point de vue. C'est un combat que Keynes a mené, tout au long de sa carrière, combat pour lequel, toutefois, il préférait le verbe au fer. [53] Dans ce combat, il avait des adversaires coriaces, qui l'admiraient parfois, qui se sont même dans certains cas ralliés, et des disciples inconditionnels, à l'occasion même encombrants. Voyons d'abord ses principaux adversaires.

**DE VIENNE À LONDRES** <sup>64</sup>

Pour Keynes et ses amis, l'essentiel, sur le plan scientifique, se passait à l'intérieur d'un triangle dont Cambridge, Oxford et Londres constituaient les trois sommets, Cambridge étant évidemment le plus important des sommets. Il y avait bien une littérature économique « continentale » à laquelle on faisait parfois allusion, mais on la connaissait mal, en particulier à Cambridge. À Londres, par contre, la London School of Economics <sup>65</sup>, qui publiait la revue *Economica*, concurrente de l'*Economie Journal*, organe officiel de la Royal Economic Society, que Keynes tenait d'une main de fer <sup>66</sup>, était plus ouverte à ces influences étrangères. C'est par Londres que l'école walraso-parétienne d'une part, et l'école autrichienne d'autre part, pénétrèrent le monde anglo-saxon. La première conduira éventuellement à la synthèse néoclassique dont nous parlerons plus loin. La seconde, par le biais de Hayek en particulier, donnera naissance à l'un des pôles de résistance les plus vifs à l'interventionnisme et au keynésianisme.

Par rapport aux deux autres branches de la révolution marginaliste, l'école autrichienne, initiée par Carl Menger, s'est toujours maintenue en courant de pensée autonome. Elle connaît même de nos jours une renaissance vigoureuse sous l'appellation d'école néo-autrichienne.

<sup>64</sup> Certains éléments de cette section sont repris de G. Dostaler, « Aperçus sur la controverse entre Keynes et Hayek », *Economies et sociétés*, vol. 24, n° 6, 1990, 135-162, et « The Debate Between Hayek and Keynes », in W. Barber (dir.), *Perspectives on the History of Economic Thought*, vol. 6, *Themes in Keynesian Criticism and Supplementary Modern Topics*, Aldershot, Hants, Edward Elgar, 1991, 77-101.

<sup>65</sup> Sur la London School of Economics dans les années trente, voir A.W. Coats, « The LSE Ethos in the Inter-War Years », *Atlantic Economic Journal*, vol. 10, 1982, 18-30 ; J.R. Hicks, « LSE and the Robbins Circle », in *Money, Interest and Wages. Collected Essays on Economic Theory*, vol. 2, Oxford, Basil Blackwell, 1982, 3-10 ; C. Ménard, « Le keynésianisme : naissance d'une illusion », *Economies et sociétés*, vol. 19, série *Œconomia*, n° 3, 1985, 3-27 ; L.C. Robbins, *Autobiography of an Economist* Londres, Macmillan, 1971.

<sup>66</sup> En 1933, un groupe de jeunes économistes cambridgiens et londoniens mettent sur pied la *Review of Economic Studies* dans le but, entre autres, de dépasser les clivages entre écoles rivales. Les aînés l'appelaient le « Children's Journal ».

Alors que les traditions issues de Walras et de Jevons conduisaient à [54] l'émergence de la théorie néoclassique, l'école de Vienne s'est caractérisée par des positions méthodologiques assez spécifiques, clairement explicitées d'ailleurs, ce qui n'est pas le cas des autres courants <sup>67</sup>. À une perception de l'économie en termes d'équilibre général, l'approche autrichienne préfère une vision causale, qui l'amène par exemple à réduire le capital au temps et au travail. Et la cause ultime pour elle, dans le domaine social et économique, réside dans le sujet. Ce sont les perceptions du sujet qui constituent la réalité première à partir de laquelle on doit construire la théorie économique. Pour l'école autrichienne, c'est l'introspection par laquelle on élabore les hypothèses de la théorie économique qui lui donne sa valeur. Individualisme méthodologique, subjectivisme ou encore apriorisme radical comptent parmi les expressions utilisées pour caractériser cette approche. Insistant sur l'importance du temps et de l'incertitude dans les affaires humaines, l'école autrichienne se méfie de la fascination qu'exercent, sur les économistes, les méthodes des sciences naturelles, et en particulier les mathématiques.

Il existe ainsi des analogies entre la vision autrichienne et celle de Keynes. Ainsi Hayek a développé une critique de la vision walraso-parétienne de l'équilibre général, qui n'est pas sans ressembler à la critique, par Keynes, de la théorie classique. Dès ses premiers travaux importants, dans les années vingt, il reproche aux économistes de négliger le temps dans leurs analyses, et il met en doute la possibilité de construire une théorie économique de caractère formel et mathématique sur le même modèle que celui des sciences de la nature. Son « Economics and Knowledge », publié en 1937 <sup>68</sup>, contient une critique de la théorie walrasienne de l'équilibre général qui offre plusieurs ressemblances avec ce qu'on trouve dans l'article que Keynes publie la même année

---

<sup>67</sup> Et ce qui s'explique sans doute par le fait que ce sont les fondateurs autrichiens du marginalisme qui ont croisé le fer tant avec les membres de l'école historique allemande, dans le cadre de la « guerre des méthodes » (*Methodenstreit*) qui a fait rage dans les années quatre-vingt, qu'avec un courant marxiste puissamment implanté en Allemagne et en Autriche. Menger, Böhm-Bawerk et Wieser devaient ainsi opposer des visions d'ensemble cohérentes à ces courants de pensée.

<sup>68</sup> Discours présidentiel prononcé au London Economic Club en novembre 1936, publié dans *Economica*, vol. 4, 33-54 ; repris in Hayek 1948, 33-56.

dans le *Quarterly Journal of Economics*. Il est permis de penser que, à l'occasion de sa controverse avec Hayek, Keynes ait pu être en partie influencé par ce dernier.

En dépit de ces liens de parenté, l'école autrichienne se caractérise par un libéralisme radical qui débouchera sur l'une des critiques les [55] plus vigoureuses du keynésianisme. Ce libéralisme n'est pas le fait des fondateurs. Menger, Böhm-Bawerk et Wieser professaient, comme du reste Jevons et Walras, des idées plutôt progressistes sur l'échiquier politique de leur époque. C'est avec Ludwig von Mises et Friedrich Hayek qu'un libéralisme intransigeant deviendra l'une des principales caractéristiques de l'école autrichienne. Alors que Pareto ou Barone affirmaient de l'équilibre général walrasien qu'il pouvait constituer le fondement rationnel de la planification socialiste, Mises prétendait démontrer que la planification socialiste est impossible. Cette impossibilité se fonde sur une argumentation d'ordre méthodologique et épistémologique. La planification est impossible parce qu'aucun cerveau humain ne peut détenir seul l'ensemble des connaissances nécessaires pour assurer une organisation optimale de la production. Pour Hayek, l'interventionnisme keynésien participe de la même illusion. Il plonge ses racines dans cette tradition intellectuelle illustrée, entre autres, par Marx, Comte, Rousseau, Voltaire, Descartes, et, bien au-delà, Platon, qui croyaient possible d'organiser rationnellement la société. Or, pour Hayek, la société constitue un ordre spontané, fruit d'une longue évolution.

Parallèlement à Keynes, au cours des années vingt, Hayek développe une théorie des fluctuations cycliques qui donne un fondement théorique à son rejet de l'interventionnisme <sup>69</sup>. Il écrit sous la double influence de Wicksell, fondateur de la tradition suédoise <sup>70</sup>, et de Böhm-Bawerk <sup>71</sup>. Au premier, il emprunte l'idée du déséquilibre entre le taux naturel de l'intérêt, lié à la productivité du capital et aux préférences temporelles des agents, et le taux monétaire déterminé par le système bancaire, déséquilibre déclenchant un processus cumulatif de

<sup>69</sup> Voir les textes, alors publiés en allemand, traduits et rassemblés dans Hayek 1984 (*Money, Capital...*), ainsi que Hayek 1929, 1931 et 1939.

<sup>70</sup> Voir la section suivante.

<sup>71</sup> À laquelle il faut sans doute ajouter celle des économistes institutionnalistes américains que Hayek a rencontrés à l'occasion d'un voyage aux États-Unis en 1923 et 1924.

hausse ou de baisse des prix. Du second, il utilise la conception de l'investissement comme allongement d'un processus de production dont les facteurs initiaux sont le travail et les ressources naturelles. Dans les deux cas, la conception du temps est fondamentale. La monnaie joue aussi un rôle capital, Hayek estimant, comme Keynes, qu'une économie monétaire est différente d'une économie d'échange réel. Loin d'agir uniquement, comme l'explique la théorie quantitative traditionnelle, sur le niveau général des prix, la variation de la quantité de monnaie a un [56] impact sur la structure des prix relatifs. Ainsi, une hausse de la masse monétaire, par exemple par le biais de facilités de crédit accrues, fait baisser le taux monétaire de l'intérêt au-dessous du taux naturel. Cela provoque un allongement des processus de production, et un déséquilibre entre l'investissement et l'épargne souhaitée par les agents. Une hausse subséquente des prix des biens de consommation dégage l'épargne supplémentaire, baptisée « épargne forcée<sup>®</sup> » nécessaire pour financer le surinvestissement. Dès lors est déclenché un raccourcissement des processus de production, cause de hausse du chômage dans le secteur des biens de production, puis de proche en proche dans l'ensemble de l'économie. Ainsi, pour Hayek, la crise de 1929 a été provoquée par un surinvestissement découlant d'une politique monétaire laxiste, fondée sur l'illusion de la stimulation de l'économie par l'inflation. Dès ce moment, il critique les « illusions sous-consommationnistes » propagées par des auteurs tels que Foster et Catchings, et, de manière plus sophistiquée, par Keynes <sup>72</sup>.

Telles sont les thèses que Hayek développe à l'occasion d'un cycle de conférences prononcées à la London School of Economics, à l'invitation de Lionel Robbins, en février 1931, quelques mois après la publication du *Treatise on Money* de Keynes. Les propos de Hayek, qui sont publiés en septembre 1931 sous le titre de *Prix et production*, y

---

<sup>72</sup> Dans une série de livres généralement ignorés par les économistes, mais qui ont connu une large diffusion (*Money*, Boston, Houghton Mifflin, 1923 ; *Profits*, Boston, Houghton Mifflin, 1925 ; *Business Without a Buyer*, Boston, Houghton Mifflin, 1927 ; *The Road to Plenty*, Boston, Houghton Mifflin, 1928, qui est écrit sous forme de roman), William Trufant Foster et Waddill Catchings ont développé la thèse selon laquelle une insuffisance de la demande, provoquée par une épargne trop considérable, constitue l'une des sources majeures des difficultés économiques. Voir Hayek, « The "Paradox" of Saving », *Economica*, vol. 11, 1931, 125-169.

soulèvent l'enthousiasme, et valent à son auteur un poste à la London School of Economics, où il s'affirme rapidement comme le leader de l'opposition à Keynes et à ses disciples. Alors étudiant à la London School of Economics, Hicks a décrit, plusieurs années plus tard, dans « The Hayek's Story », l'embarras dans lequel l'opposition entre les thèses de Keynes et celles de Hayek a plongé plusieurs jeunes économistes à cette époque :

Lorsque l'histoire définitive de l'analyse économique pendant les années trente sera écrite, un personnage dominant dans ce drame (car ce fut vraiment un drame) sera le professeur Hayek. (...) on ne se rappelle guère qu'il fut un temps où les nouvelles théories de Hayek étaient les principales rivales des nouvelles théories de Keynes. Oui [57] avait raison, Keynes ou Hayek ? Il y a plusieurs économistes, enseignants ou autres, qui ont dû se faire une idée sur la question ; et plusieurs (y compris le présent auteur) ont mis beaucoup de temps avant de se décider (Hicks, 1967, p. 203).

Cet embarras était accentué par le fossé entre les positions politiques des uns et des autres. Alors que pour Keynes et ses disciples, l'effondrement de l'investissement est la cause ultime de la grande dépression, pour Hayek, Robbins et leurs collègues, c'est au contraire un surinvestissement provoqué par une politique monétaire laxiste qui en est la cause. Les uns en appellent à une vigoureuse intervention publique pour stimuler la consommation et l'investissement ; les autres se font les porte-parole de la Treasury View, selon laquelle l'intervention publique détourne les fonds disponibles pour l'action privée. Pour les premiers, il faut hausser les salaires pour stimuler la consommation ; pour les autres, c'est la baisse des salaires qui constitue la seule voie de rétablissement du plein emploi <sup>73</sup>.

Outre John Hicks, la London School of Economics réunissait aussi entre ses murs d'autres jeunes économistes qui allaient occuper une place importante dans le développement de la pensée économique après Keynes : entre autres, Kaldor, Lerner, Shackle. Amenés à s'éloigner de Robbins et de Hayek pour des raisons politiques, ces auteurs n'en seront pas moins marqués de façon importante par la London School. C'est là

<sup>73</sup> Voir par exemple la lettre dans laquelle Keynes, Pigou et d'autres économistes dénoncent l'orthodoxie, dans le *Times* du 17 octobre 1932, et la réponse de Hayek, Robbins et leurs amis, le 19 octobre.

qu'on peut trouver les racines de certains rapprochements à première vue étranges entre l'univers autrichien et celui des disciples radicaux de Keynes, qu'on baptisera plus tard les « post-keynésiens ». En ce qui concerne Hicks, outre l'influence autrichienne et celle de Walras et Pareto, il rencontre sur son chemin les Suédois, explorateurs indépendants dont nous parlerons dans la section suivante. Etudiant à la London School, Kaldor entre en contact avec Keynes en 1931 et se propose explicitement de jeter une passerelle entre Cambridge et la London School of Economics, comme Lerner, qui deviendra plus tard l'un des principaux initiateurs de la révolution keynésienne aux États-Unis. Traducteur de Hayek, Kaldor en deviendra, au moment où il aura déménagé à Cambridge, l'un des plus durs critiques <sup>74</sup>. Devenu lui aussi un disciple de Keynes, Shackle, de son côté, ne s'éloignera pas pour [58] autant de Hayek. Dans l'un de ses premiers textes publiés (Shackle 1933), il tente d'opérer une synthèse entre les approches de Keynes et de Hayek. Attirant l'attention sur les similarités entre l'article publié par Keynes dans le *Quarterly Journal of Economics* en 1937 et celui que Hayek publie la même année dans *Economica*, il consacre depuis cette date sa carrière à l'approfondissement de ce qu'il considère être leurs apports communs : la prise en compte de l'incertitude et des anticipations, l'insertion de l'analyse dans le temps. Shackle est aussi l'un des premiers à avoir attiré l'attention sur l'apport des Suédois, et particulièrement de Myrdal. Il considère Myrdal, et Kalecki, comme des explorateurs indépendants qui sont arrivés, avant Keynes, aux mêmes conclusions que ce dernier.

### **PRÉCURSEURS ET EXPLORATEURS INDÉPENDANTS**

Dans son *Equilibre monétaire*, dont la première version suédoise a paru en 1932, Gunnar Myrdal a écrit : « Le récent et brillant - sinon toujours clair - ouvrage de J.M. Keynes, *A Treatise on Money*, est complètement imprégné de l'influence de Wicksell. Néanmoins, l'ouvrage de Keynes souffre lui aussi quelque peu de cette espèce d'originalité anglo-saxonne, attrayante mais inutile, qui a ses racines dans certaines lacunes systématiques dans la connaissance de la langue allemande, de

---

<sup>74</sup> Voir son « Professor Hayek and the Concertina Effect », *Economica*, vol. 9, 1942, 359-382.

la part de la majorité des économistes anglais » (Myrdal [1931 <sup>75</sup>] 1950, p. 26). Partant de la théorie néoclassique, dont il est d'ailleurs l'un des principaux théoriciens <sup>76</sup>, Wicksell cherche en effet à intégrer le réel et le monétaire, ce qu'il fait avec sa fameuse distinction entre le taux naturel et le taux monétaire de l'intérêt. Le déséquilibre entre ces deux taux génère un processus cumulatif de hausse ou de baisse des prix. Non seulement trouve-t-on chez Wicksell l'idée de la nécessité d'une demande monétaire globale pour écouler la production, mais aussi celle [59] d'un déséquilibre entre l'épargne et l'investissement, qui sont le résultat de décisions indépendantes. En fait, Keynes reconnaissait la parenté entre certaines de ses thèses et celles de Wicksell, se disant même proche, dans *A Treatise on Money*, d'une école allemande et néo-autrichienne néo-wicksellienne dont Hayek faisait partie. Myrdal a d'ailleurs lui-même écrit : « J'espère toutefois compléter plus tard et dans une autre occasion cet exposé positif par une critique notamment de Keynes et Hayek, dont les travaux sont naturellement très proches des miens » (Myrdal [1931] 1950, p. 46). Dans la *Théorie générale*, toutefois, Keynes ne fait qu'une brève allusion au fait qu'il a développé, à l'époque du *Treatise*, le concept du taux naturel de Wicksell, mais que ce concept lui paraît désormais erroné.

Les Suédois ne verront, quant à eux, dans la *Théorie générale*, et plus généralement dans la « révolution » que Keynes prétendait avoir menée contre les classiques, rien de bien nouveau par rapport aux thèses que Wicksell d'abord, puis ses jeunes disciples, au premier rang desquels Erik Lindahl, Gunnar Myrdal et Bertil Ohlin, ont développées

---

<sup>75</sup> Le numéro d'*Ekonomisk Tidskrift* dans lequel a paru la première version du texte de Myrdal était daté de 1931, mais il a paru en fait durant l'été 1932.

<sup>76</sup> Ce fait, parmi d'autres, illustre bien l'idée selon laquelle il n'y a pas de congruence nécessaire entre l'adhésion à la théorie néoclassique et des positions politiques libérales. Wicksell fut en effet, toute sa vie, partisan d'interventions importantes de l'État pour corriger une situation, même « équilibrée », défavorable aux travailleurs. Né en 1851, mort en 1926, Wicksell est l'auteur, entre autres, de *Value, Capital and Rent* (Londres, George Allen & Unwin, 1954 ; 1<sup>re</sup> éd. allemande 1893), *Interest and Prices : A Study of the Causes Regulating the Value of Money* (Londres, Macmillan, 1936 ; 1<sup>re</sup> éd. allemande 1898) et *Lectures on Political Economy* (2 vol., Londres, Macmillan, 1934-1935 ; 1<sup>re</sup> éd. suédoise 1901-1906).

dans les années vingt et trente. L'aîné parmi ces jeunes, Lindahl <sup>77</sup>, a non seulement élaboré des idées très proches de la théorie de la demande effective de Keynes, mettant en lumière, dès la fin des années vingt, la possibilité d'un équilibre de sous-emploi ou éclairant le paradoxe de l'épargne, mais il a aussi commencé à développer, à la même époque, une analyse dynamique qui constitue l'une des caractéristiques de l'approche suédoise, analyse qui a du reste exercé une influence importante sur le Hicks de *Valeur et capital*. L'approche en termes de *ex ante* et *ex post* mise en avant par Myrdal dans la version allemande de son *Équilibre monétaire*, publiée en 1933, constitue, de ce point de vue, un des apports marquants de l'école suédoise, et Keynes a lui-même envisagé, après la publication de la *Théorie générale*, d'en reformuler les thèses en ces termes. Par ailleurs, Lindahl, et surtout Myrdal, dans sa thèse de doctorat publiée en 1927, ont introduit explicitement le rôle des anticipations dans l'analyse économique, et en particulier dans la formation des prix. Certains y voient d'ailleurs une des origines intellectuelles de l'approche actuelle des anticipations rationnelles, alors que d'autres voient dans les développements les plus récents de l'équilibre [60] général le retour au concept d'équilibre temporel mis en avant par Lindahl.

Ohlin, de son côté, a développé dans les années vingt des analyses de nature à fonder l'intervention de l'État contre le chômage. Séjournant à Cambridge dans les années vingt, il fut fréquemment en contact avec Keynes dans les années trente. Dans une célèbre controverse avec ce dernier, en 1929, sur la question des transferts, il développe des positions plus « keynésiennes » que celles que Keynes défendait à cette époque. C'est Ohlin qui, dans une série de deux articles publiés dans l'*Economie Journal* de 1937, forge l'expression d'école de Stockholm et en révèle pour la première fois les thèses à un public anglo-saxon. La même année paraît *Studies in the Theory of Economic Expansion* de Erik Lundberg, qu'on peut considérer, avec des auteurs comme Dag

---

<sup>77</sup> Né en 1891, mort en 1960, Erik Lindahl a écrit la plupart de ses contributions majeures avant la publication de la *Théorie générale*, bien qu'elles ne seront révélées à un lectorat anglo-saxon qu'en 1939, avec la publication de *Studies in the Theory of Money and Capital* (Londres, George Allen & Unwin). C'est pourquoi nous ne lui consacrons pas d'entrée dans le dictionnaire des auteurs, où l'on trouvera par contre une analyse plus détaillée des contributions de Myrdal et Ohlin.

Hammar skjöld <sup>78</sup> et Bent Hansen <sup>79</sup>, comme membre de la deuxième génération de l'école de Stockholm. Ce n'est que deux ans plus tard que paraîtront enfin en anglais les contributions majeures de Myrdal et Lindahl. Outre Myrdal, Ohlin et Hammar skjöld, on compte aussi Cösta Bagge, un économiste plus conservateur, parmi les auteurs d'un fameux rapport du Comité sur le chômage constitué en Suède en 1927 et publié en 1934. Il est clair que les membres de l'école de Stockholm ont joué un rôle important dans la mise en œuvre, par le gouvernement social-démocrate élu en 1932, de politiques de relance qu'on peut qualifier *ex post* de keynésiennes <sup>80</sup>. Cela dit, le fait de savoir jusqu'à quel point l'école de Stockholm a anticipé la révolution keynésienne, comme celle du degré de convergence entre ses thèses et celles développées dans la *Théorie générale*, fait l'objet, depuis 1937, d'un débat qui ne semble pas près de se conclure <sup>81</sup>.

---

<sup>78</sup> Voir par exemple « The Swedish Discussion on the Aims of Monetary Policy », *International Economic Papers*, n° 5, 1955, 145-154.

<sup>79</sup> *A Study in the Theory of Inflation*, Londres, George Allen & Unwin, 1951 ; *The Economic Theory of Fiscal Policy*, Londres, Allen & Unwin, 1958 (1<sup>re</sup> éd. suédoise 1955).

<sup>80</sup> Rédigée par Myrdal, l'annexe au discours sur le budget du ministre social-démocrate des Finances, Ernst Wigforss, prononcé le 2 janvier 1933, contient la justification théorique d'une politique d'expansion qu'on pourrait qualifier de keynésienne. Dès 1912, Wigforss et les dirigeants du Parti social-démocrate suédois avaient commencé à proposer des politiques de ce type.

<sup>81</sup> Voir à ce sujet, entre autres : B.J. Hansson, *The Stockholm School and the Development of Dynamic Method*, Londres, Groom Helm, 1982 (voir aussi du même auteur l'entrée « Stockholm School » du *New Palgrave*, vol. 4, 503-507) ; L. Jonung (dit.), *The Stockholm School of Economics Revisited*, Cambridge, Angleterre, Cambridge University Press, 1991 ; K.-G. Landgren, *Economics in Modern Sweden*, Washington, Library of Congress, Reference Department, 1957 ; *id.*, *Den « nya ekonomien » i Sverige. J.M. Keynes, E. Wigforss, B. Ohlin och utvecklingen 1927-39* [La « nouvelle économie » en Suède : J.M. Keynes, E. Wigforss, B. Ohlin et les développements 1927-1939], Stockholm, Almqvist & Wiksell, 1960 ; O. Steiger, *Studien zur Entstehung der Neuen Wirtschaftslehre in Schweden : Eine Anti-Kritik* [Études sur le développement de la nouvelle économie en Suède : une contre-critique], Berlin, Duncker & Humblot, 1971. Pour plus de références, voir G. Dostaler, « An Assessment of Gunnar Myrdal's Early Work in Economics », *Journal of the History of Economic Thought*, vol. 12, 1990, 227-231 ; trad. fr., *Actualité économique*, vol. 67, 1991, 133-59.

Il en est de même pour les rapports entre Keynes et Kalecki. Il ne s'agit pas cette fois, d'une école, mais d'un individu, et d'un individu [61] très isolé. Alors que Myrdal et ses collègues suédois parlaient de Wicksell, c'est de Marx et de sa compatriote Rosa Luxembourg que s'inspire Michal Kalecki pour élaborer le premier d'une série de modèles dans lesquels il intègre une théorie de la demande effective analogue à celle de Keynes, une analyse de la répartition de facture classique, une théorie des prix intégrant les monopoles et enfin une théorie de la croissance. Comme l'ont souligné Klein, Joan Robinson et plusieurs autres, le modèle de Kalecki, qui fait d'abord l'objet d'une publication en polonais en 1933 se révélait plus général que celui de Keynes. Il fit aussi l'objet d'une présentation à la rencontre de la société d'économétrie à Leyden, en octobre 1933, et le texte présenté à cette occasion fut publié dans la revue de la société, *Econometrica*, en 1935. Kalecki fit aussi connaître ses idées à un public français, la même année, dans la *Revue d'économie politique*. Le style très succinct de ces textes, caractéristique de Kalecki, et leur facture mathématique, les firent passer à peu près inaperçus. Quelques économistes qui allaient jouer un rôle majeur dans l'évolution de la pensée économique au vingtième siècle, en virent toutefois dès le départ toute la portée. Il s'agit en particulier de Ragnar Frisch et de Jan Tinbergen. Dans une longue recension des théories des cycles publiée dans le numéro d'*Econometrica* qui contient l'article de Kalecki, Tinbergen oppose aux théories « non et semi-mathématiques » de Keynes et Hayek, les théories mathématiques de Kalecki et de Frisch (Tinbergen 1933). La même année, Ragnar Frisch forgeait d'ailleurs l'expression de macrodynamique. Frisch et Tinbergen, qui seront les premiers récipiendaires du prix de science économique en mémoire d'Alfred Nobel, en 1969, doivent être eux-mêmes comptés, au même titre que Kalecki ou que les Suédois, parmi les « explorateurs indépendants » de ce qu'on appellera plus tard la révolution keynésienne. Créateurs de l'économétrie, ils sont aussi parmi les initiateurs majeurs du mouvement de mathématisation de l'économie qui se déroule, à partir des années trente, indépendamment de la révolution keynésienne, et dont nous reparlerons dans le chapitre quatre.

[62]

Ces explorateurs indépendants entrent donc en contact les uns avec les autres. En 1936, disposant d'une bourse de la fondation Rockefeller,

Kalecki se rend à Stockholm où il rencontre les économistes suédois. C'est là qu'il prend connaissance de la *Théorie générale*. Il se rend à Cambridge, où les disciples de Keynes seront surpris de la rapidité et de la facilité avec laquelle Kalecki assimile et explique la théorie de leur maître ! À partir de ce moment, Kalecki exercera, sur les disciples cambridgiens de Keynes, en particulier Joan Robinson et Kaldor, une influence déterminante, qui en fait l'un des initiateurs du courant post-keynésien. C'est Kalecki qui fait découvrir Marx à Joan Robinson. Auteur du premier livre ouvert aux idées de Marx issu de l'univers académique anglo-saxon (1942), Joan Robinson découvre alors que Kahn, pour expliquer le fonctionnement du multiplicateur au moyen de schémas, retrouvait tout simplement les schémas de reproduction de Marx. Cela nous amène aux disciples cambodgiens de Keynes.

### ***DISCIPLES ET COMPAGNONS DE ROUTE***

L'attaque contre la citadelle orthodoxe fut une œuvre collective. Keynes était aidé par des élèves et de fidèles disciples qui, plus jeunes que lui, ne supportaient pas aussi intensément le poids du passé. La critique du *Treatise on Money*, puis l'élaboration des thèses centrales de la *Théorie générale*, ne sont pas le fait de Keynes seul, comme cela ressort clairement, entre autres, des matériaux rassemblés dans les volumes XIII et XXIX des *Collected Writings* de Keynes. Elève, ami et finalement exécuteur testamentaire de Keynes, Richard Kahn en fut sans doute le plus proche collaborateur. Schumpeter estime qu'on devrait le considérer comme le coauteur de la *Théorie générale*, puisque toutes les ébauches de Keynes étaient corrigées et discutées par lui. Kahn a lui-même élaboré le concept de multiplicateur <sup>82</sup>. Il était aussi le

---

<sup>82</sup> R. Kahn, « The Relation of Home Investment to Unemployment », *Economie Journal*, vol. 41, 1931, 173-198. On trouvera les principales contributions théoriques de Kahn rassemblées dans *Selected Essays on Employment and Growth* (Cambridge, Angleterre, Cambridge University Press, 1972). Soutenu en 1929, sa thèse de doctorat a été publiée soixante ans plus tard (*The Economics of the Short Period*, Londres, Macmillan, 1989). On lira son témoignage, de première main, sur la genèse de la *Théorie générale* dans *The Making of Keynes' General Theory* (Cambridge, Angleterre, Cambridge University Press, 1984).

messager qui liait Keynes au *Circus*, qui s'est réuni à Cambridge pendant quelques mois en 1931. Il s'agissait d'un groupe de jeunes disciples de Keynes. Leur objectif premier, la discussion du *Treatise on Money*, se [63] transforma rapidement en critique, puis en élaboration de propositions théoriques que Kahn transmettait à Keynes, et que ce dernier intégrait, après les avoir transformées, dans ses cours et travaux préparatoires à ce qui allait devenir la *Théorie générale*. Le noyau du *Circus*, était composé, outre Kahn, de quelques économistes qui vont jouer un rôle important dans le développement de la pensée économique après Keynes : James Meade, Austin et Joan Robinson, Piero Sraffa <sup>83</sup>.

Ces auteurs sont aussi associés à une autre transformation importante de la théorie économique de la période de l'entre-deux-guerres, elle aussi indépendante de la révolution keynésienne, celle qui mène à l'émergence de la théorie de la concurrence monopolistique. Arrivé d'Italie à Cambridge en 1927, Sraffa peut être considéré comme le premier initiateur de ce mouvement, par ses critiques dévastatrices de la théorie de l'offre et de la demande, dans sa version marshallienne (1925, 1926). Ce n'est pas lui, toutefois, mais Chamberlain, Harrod, Kahn et Joan Robinson, qui tenteront à la fin des années vingt et au début des années trente de concilier théorie orthodoxe et existence des monopoles. Devenue plus tard très critique de ce premier travail, Joan Robinson et plus généralement les théoriciens post-keynésiens se rallieront aux positions déjà mises en avant par Kalecki au milieu des années trente, selon lesquelles on doit considérer les prix monétaires comme déterminés par l'ajout d'un taux de marge, dont la grandeur dépend du degré de monopole de l'entreprise ou de l'industrie considérée, au coût variable moyen, dont l'élément le plus important est le salaire monétaire, lui-même résultant du rapport de force entre employeurs et employés. Sraffa, de son côté, prônera un retour à la vision classique de la valeur, qu'il reformulera dans un ouvrage ultérieur donnant naissance à un courant qu'on qualifiera de néo-ricardien. C'est avec l'encouragement de Keynes lui-même que Sraffa s'est engagé, dans les années trente, dans un long travail d'édition des œuvres et de la correspondance de Ricardo.

---

<sup>83</sup> À propos du *Circus*, voir les notes des éditeurs dans Keynes, *JMK*, XIII, p. 202-213 et 337-342 ; et surtout les témoignages de Richard Kahn et Austin Robinson dans Harcourt 1985.

Mais Keynes n'avait pas que des disciples cambodgiens. Outre ses alliés de la London School of Economics, on trouvait aussi à Oxford des compagnons d'armes. Membre du *Circus*, à l'occasion d'un séjour à Cambridge, James Meade était rattaché à Oxford, comme Roy Harrod, qu'on avait envoyé à Cambridge au début des années vingt pour qu'il s'y initie à l'économie politique, sous la direction de Keynes, en vue [64] d'enseigner cette matière à Oxford. Harrod deviendra un ami et un collaborateur précieux, à qui Keynes fait parvenir les épreuves de la *Théorie générale*. Il tentera en vain d'atténuer les aspérités des attaques de Keynes contre les classiques. Lui-même jouera un rôle essentiel dans la dynamisation de l'analyse keynésienne et la genèse des théories modernes de la croissance. Ce sera à lui que la famille de Keynes fera appel pour qu'il rédige sa première biographie, ce qui aura d'ailleurs pour effet d'irriter les cambridgiens.

Ceux que nous venons de nommer font partie, pour reprendre l'image de Keynes, du groupe qui n'a jamais vraiment porté le fardeau classique, ou vécu dans son noir tunnel. Cela explique la version plus radicale du keynésianisme qu'ils élaboreront. D'autres ont dû, comme Keynes, subir un exorcisme. Ce sont, en particulier, Hawtrey et Robertson. Non seulement Keynes ne les considère pas comme classiques, mais il lui arrive de dire que ce sont eux qui lui ont montré, au milieu des années vingt, le chemin de la délivrance. Les rapports entre eux seront toutefois de plus en plus difficiles, à mesure que Keynes approche de sa solution. Ni Hawtrey, ni Robertson, ne pourront le suivre jusqu'au bout. Une vive controverse opposera, après la publication de la *Théorie générale*, Robertson à Keynes, et surtout à ses disciples cambridgiens <sup>84</sup>.

---

<sup>84</sup> Sur les critiques de la théorie keynésienne par Robertson, voir *Essays in Monetary Theory*, Londres, Staple Press, 1940 ; voir aussi *Essays in Money and Interest*, édité par J.R. Hicks, Manchester, Collins, 1966.

## **DE LA THÉORIE AUX POLITIQUES**

Pour Keynes, comme pour tous les auteurs dont nous venons de traiter, les rapports entre la théorie économique et les propositions de politique économique sont fort complexes. Il est trop simple de considérer une politique économique déterminée comme découlant automatiquement d'une théorie économique particulière. On peut même inverser le lien de causalité traditionnellement envisagé et soutenir par exemple que la *Théorie générale* a été écrite pour donner un fondement théorique à des propositions de politique économique que Keynes, et plusieurs autres économistes, avaient formulées dès la fin des années vingt. La vision politique précède souvent la vision théorique.

D'autre part, il n'y a pas non plus de concordance stricte entre positions politiques et options théoriques. Ainsi, plusieurs des économistes [65] que Keynes rangeait dans le camp des classiques défendaient, dès les années vingt, des positions de politique économique très proches de celles de Keynes. C'est le cas en particulier de Pigou, principale cible de la *Théorie générale*. C'est le cas, nous l'avons vu, de plusieurs économistes de l'équipe de la London School of Economics, pourtant considérée comme le bastion du conservatisme.

Enfin, Keynes lui-même a ouvert plusieurs perspectives. Son diagnostic est clair. Les deux défauts majeurs du capitalisme, chômage trop élevé et répartition trop inégale des revenus, risquent de briser la cohésion sociale, de favoriser la sédition et la révolution, en débouchant sur le fascisme ou le bolchevisme. La persistance d'un chômage élevé, comme les fluctuations cycliques de l'économie, ne sont pas des phénomènes conjoncturels, mais des résultats inévitables du capitalisme de laissez-faire. Ils résultent de la combinaison d'une propension marginale à consommer trop faible et de l'instabilité de l'investissement, elle-même conséquence d'une trop forte préférence pour la liquidité et d'une efficacité marginale du capital trop faible, deux phénomènes découlant des anticipations des agents face à un futur incertain. La *Théorie générale* propose un « diagnostic » de cette maladie complexe et dangereuse. Mais ce diagnostic peut déboucher sur plusieurs types de cures :

Ce que je propose, c'est donc une théorie qui explique pourquoi la production et l'emploi sont sujets à de telles fluctuations. Cela n'offre pas un

remède tout fait pour savoir comment éviter ces fluctuations et maintenir l'emploi à un niveau optimal constant. Mais c'est, à proprement parler, une théorie de l'emploi parce qu'elle explique *pourquoi*, dans des circonstances données, l'emploi est ce qu'il est. Naturellement, je ne suis pas seulement intéressé par le diagnostic, mais aussi par la cure ; et plusieurs pages de mon livre sont consacrées à cette dernière. Mais je considère que mes suggestions pour la cure qui, je l'avoue, ne sont pas travaillées complètement, se situent à un autre plan que celui du diagnostic. Elles ne sont pas conçues pour être définitives ; elles sont sujettes à toutes sortes d'hypothèses spéciales et sont nécessairement liées aux conditions particulières du temps (*JMK*, XIV, p. 121-22).

Les options de politique économique restent donc ouvertes. Entre la médecine douce et l'intervention chirurgicale, il y a plusieurs remèdes possibles. Alors que Keynes qualifie lui-même, dans le dernier chapitre de son livre, sa position d'« assez conservatrice » (*TG*, p. 371), puisqu'elle implique le maintien d'un système d'entreprises privées, allant de pair [66] avec une inégalité des revenus qu'on ne doit pas viser à extirper totalement, l'interventionnisme qu'il prône par ailleurs tout au long de sa carrière contient des aspects très radicaux, y compris dans certains passages de la *Théorie générale*. Ainsi affirme-t-il parfois que l'État est seul en mesure de prendre en charge l'investissement nécessaire, non seulement pour stimuler la demande effective, mais aussi pour en assurer l'utilité sociale. À côté de la socialisation de l'investissement, de la planification et même du « semi-socialisme » qu'implique cette vision, Keynes en appelle aussi à une transformation sociale radicale lorsqu'il évoque la nécessaire euthanasie du rentier, à laquelle peut mener une baisse graduelle du taux de l'intérêt. Il est remarquable de voir Keynes s'attaquer à la même classe sociale parasitaire, non productive et vivant de ses rentes, que celle à laquelle, en son temps, s'attaquait Ricardo.

À l'époque où le système soviétique apparaît à beaucoup comme une alternative au capitalisme — espérance pour certains, menace pour d'autres ; alors que quelques-uns affichent leur confiance dans la planification centralisée (Bettelheim 1939 ; Dobb 1928) et que d'autres, tels Berner (1934-1935) et Lange (1936-1937) affirment, face à Mises, la possibilité théorique du socialisme ; au moment où Hansen (1938, 1939) considère la stagnation comme une perspective durable pour le capitalisme, où Schumpeter exprime ses vues pessimistes sur l'avenir

du capitalisme <sup>85</sup> et où Colin Clark analyse les sources du progrès économique, Keynes a, sur la base de son diagnostic, esquissé plusieurs types de politiques qui [67] devaient permettre au capitalisme de surmonter ses propres contradictions et par là assurer la sauvegarde des sociétés libérales. Et dans l'après-guerre, c'est une gamme d'expériences extrêmement diversifiée de politiques économiques qui pourront être qualifiées de keynésiennes.

[68]

---

<sup>85</sup> *Capitalism, Socialism and Democracy*, New York, Harper & Brothers, 1942 ; trad. fr., *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1951. Joseph Schumpeter, né la même année que Keynes, en 1883, et mort en 1950, laissant inachevée sa monumentale *Histoire de l'analyse économique*, est l'un des très grands économistes du vingtième siècle, auquel nous ne pouvons rendre, dans cet ouvrage, tout son dû (voir tout de même *infra*, chapitres 6 et 9). Né à Vienne, il fut ministre des Finances du gouvernement autrichien en 1919 et 1920. Il a quitté l'Europe en 1932 pour s'installer à Harvard, où il a profondément influencé plusieurs des économistes que nous mentionnons dans cet ouvrage. Son livre majeur, *Business Cycle. A Theoretical, Historical and Statistical Analysis of the Capitalist Process* (2 vol., New York et Londres, McGraw-Hill, 1939), dans lequel il tente d'intégrer dans un ensemble cohérent les analyses des fluctuations cycliques, de la croissance et du développement, a eu le malheur de paraître au moment où la *Théorie générale* occupait tout le terrain. Très éloigné de Marx sur le plan politique, Schumpeter n'en partageait pas moins plusieurs des éléments essentiels de sa vision de la dynamique du capitalisme, dans laquelle les crises jouent un rôle essentiel. Il a d'abord présenté ses thèses, en particulier sa théorie du rôle des innovations, dans sa *Théorie de l'évolution économique* (Paris, 1935 ; 1<sup>re</sup> éd. allemande, 1912). Longtemps occultée, la pensée de Schumpeter revient aujourd'hui sur le devant de la scène. Voir G. Boismenu et C. Deblock (dir.), *Joseph Schumpeter et son œuvre*, Montréal, Presses de l'université de Montréal, à paraître en 1994.

[69]

**La pensée économique depuis Keynes.**  
*Historique et Dictionnaire des principaux auteurs.*  
**PREMIÈRE PARTIE : HISTORIQUE.**

---

## Chapitre 3

---

# Le triomphe de l'interventionnisme

[Retour au sommaire](#)

À partir de 1936, le keynésianisme se développe de manière autonome ; il n'appartient plus à son concepteur. Cependant Keynes demeure, pendant dix années, un acteur et un participant de cette évolution. Ses positions, avec leurs variations et parfois leurs contradictions, éclairent les ambiguïtés qui caractériseront le développement de cet ensemble de doctrines et de théories qui seront désormais qualifiées de keynésiennes.

### **LES POSITIONS DE KEYNES APRÈS 1936**

Comme cela était prévisible, une discussion très vive a suivi la publication de la [Théorie générale](#)<sup>86</sup>. Keynes y a participé, par des articles et des conférences, par sa correspondance et par des discussions dont on témoigne à divers endroits<sup>87</sup>. Il en ressort que Keynes a varié au

---

<sup>86</sup> Voir en particulier les articles rassemblés dans le deuxième des quatre volumes du recueil préparé par John Cunningham Wood, *John Maynard Keynes. Critical Assessments* (Londres, Croom Helm, 1983).

<sup>87</sup> Voir en particulier *JMK*, XIV et XXIX. Voici la liste des principaux articles théoriques de Keynes postérieurs à la publication de la *Théorie générale* : « The General Theory of Employment », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 51, février 1937, 209-223 ; « Alternative Theories of the Rate of

sujet de l'interprétation à donner à son œuvre. L'article publié dans le numéro de février 1937 du *Quarterly Journal of Economics*, auquel nous avons déjà [70] fait référence, tend manifestement vers une rupture totale avec l'orthodoxie. Mais quand John Hicks lui envoie le manuscrit de l'article, « Mr Keynes and the "Classics" : A Suggested Interpretation » (Hicks 1937), qui propose, avec le schéma IS/LL, une grille de lecture commune pour la théorie classique et pour la *Théorie générale* - ce qui ouvre la voie à la synthèse néoclassique - Keynes lui écrit, le 31 mars 1937 : « Je l'ai trouvé très intéressant et je n'ai vraiment pas grand-chose à dire en guise de critique » (*JMK*, XIV, p. 79). A Joan Robinson, qui se proposait de rédiger une version simplifiée des thèses de la *Théorie générale*, Keynes avait écrit, le 2 décembre 1936 :

Pour autant que je suis moi-même concerné, j'essaie d'empêcher mon esprit de trop se cristalliser sur les lignes précises de la *Théorie générale*. Je suis attentif aux critiques, à ce qui soulève des difficultés et à ce qui attire l'attention des gens - ce qui réserve plusieurs surprises. Je pense que la meilleure version populaire devra se trouver d'elle-même. J'y pense beaucoup, mais je ne me sens pas prêt. Il y a une différence considérable entre une théorie plus ou moins formelle, ce que mon livre prétend être, et ce qui prétend être applicable aux événements courants sans trop de qualifications par des gens qui ne comprennent pas complètement la théorie. Je suis donc contre la hâte et en faveur de la gestation (*JMK*, XXIX, p. 185-186).

---

Interest », *Economic Journal*, vol. 47, juin 1937, 241-252 ; « The "Ex Ante" Theory of the Rate of Interest », *Economic Journal*, vol. 47, décembre 1937, 663-669 ; « Professor Pigou on Money Wages in Relation to Unemployment », *Economic Journal*, vol. 47, décembre 1937, 743-745 ; « Mr Keynes and "Finance" », *Economic Journal*, vol. 48, juin 1938, 318-322 ; « Mr Keynes's Consumption Fonction : Reply », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 52, août 1938, 708-709 et novembre 1938, 160 ; « Relative Movements of Real Wages and Output », *Economic Journal*, vol. 49, mars 1939, 34-51 ; « Mr Keynes on the Distribution of Incomes and "Propensity to Consume" : A Reply », *Review of Economic Statistics*, vol. 21, août 1939, 129 ; « Professor Tinbergen's Method », *Economic Journal*, vol. 49, septembre 1939, 558-570.

Le 20 avril 1937, il lui écrit : « Je me situe graduellement dans une position de plus en plus extérieure par rapport au livre, et je cherche de nouveaux modes d'exposition » (*JMK*, XIV, p. 150). Keynes manifeste par ailleurs l'intention de publier des notes explicatives à son livre. A un autre moment, dans un article dans lequel il critique la conception du taux d'intérêt des économistes suédois, il annonce son intention d'examiner la concordance entre ses concepts et la problématique *ex ante* et *ex post* de l'école de Stockholm <sup>88</sup>.

En ce qui concerne la place de la théorie classique dans la *Théorie générale*, on peut aussi relever une évolution de Keynes. À une lettre de Gerald Shove, professeur à Cambridge, qui se déclarait d'accord avec sa critique des classiques, mais s'étonnait de la générosité de Keynes pour cette théorie dans son application à l'entreprise individuelle, Keynes répond le 15 avril 1936 : « Ce que vous dites de l'analyse classique telle qu'appliquée à l'industrie individuelle et à la firme est probablement correct. Je me suis concentré sur l'autre problème et je n'ai pas, comme vous, réfléchi beaucoup sur les éléments du système » (*JMK*, XIV, p. 2). [71] Puis, dans un article paru trois ans plus tard, Keynes revient sur son acceptation du premier postulat de la théorie classique, celui de l'égalité entre le salaire réel et le produit marginal physique du travail <sup>89</sup>.

On constate aussi des variations dans les positions de Keynes sur le plan de la politique économique. Ainsi, il lui est arrivé de mettre en garde contre une politique de plein emploi poussée trop loin <sup>90</sup>. Alors

<sup>88</sup> « The "Ex Ante"... », 1937, in *JMK*, XIV, p. 216.

<sup>89</sup> « Relative Movements... », 1939.

<sup>90</sup> Voir par exemple « How to Avoid a Slump ? », *The Times*, 12 janvier 1937. Voir aussi l'ensemble des articles rassemblés dans *JMK*, XXVII. Les commentaires que ces textes ont inspirés à T. Hutchison (1977, *Keynes versus the « Keynesians »... ?*) et à A.H. Meltzer (« Keynes's *General Theory* : A Different Perspective », *Journal of Economic Literature*, vol. 19, 1981, 34-64) ont provoqué de vives controverses. Voir entre autres le débat avec P. Davidson, D. Patinkin et S. Weintraub dans le numéro de mars 1983 du *Journal of Economic Literature*, ainsi que A. Meltzer, *Keynes's Monetary Theory : A Different Interpretation* (Cambridge, Angleterre, Cambridge University Press, 1988), D. Patinkin, « On Different Interpretations of the *General Theory* » (*Journal of Monetary Economics*, vol. 26, 1990, 205-243) et la réponse de Meltzer à Patinkin dans la même revue (vol. 29, 1992, 151-162). Pour Hutchison, « les idées mises en avant par Keynes dans ses articles de

que Beveridge fixait à 3% le niveau en dessous duquel une politique active de plein emploi était susceptible de déclencher un processus inflationniste, Keynes le fixait aux environs de 4,5%. Mais, pendant la guerre, Keynes a pris les positions les plus claires en faveur de la socialisation de l'investissement et d'un contrôle important par l'État de l'activité économique. Il a même proposé des mécanismes précis de gestion publique de l'investissement. Après la publication, en 1944, de *La Route de la servitude*, virulente dénonciation du socialisme, dans laquelle Hayek affirme que toute forme de planification ne peut mener, à terme, qu'au totalitarisme, Keynes lui avait écrit pour lui dire d'abord qu'il était totalement d'accord avec lui, moralement et philosophiquement, dans sa condamnation du totalitarisme et son exaltation de la liberté ; cependant, il s'en séparait sur les propositions économiques : ce n'était pas de moins, mais de plus de planification dont on avait besoin pour éviter le glissement vers le totalitarisme. Et à la fin de sa lettre, Keynes disait craindre les conséquences de l'application de versions extrémistes de thèses comme celles de Hayek dans un pays comme les États-Unis (*JMK*, XXVII, p. 382). Mais, selon le témoignage de Hayek, au cours de la dernière conversation qu'ils avaient eue peu de temps avant sa mort, Keynes aurait indiqué qu'il était prêt à reprendre son bâton de pèlerin [72] pour inciter les pouvoirs publics à lutter avant tout contre l'inflation s'il s'avérait que cela devenait le principal danger (Hayek 1978, p. 286-287).

Ainsi, les positions de Keynes ont varié entre la publication de la *Théorie générale* en 1936 et sa mort en 1946. Ses ouvrages et ses thèses ont fait l'objet de lectures et d'interprétations diverses. Ses apports, quelle qu'ait été leur importance, se sont inscrits dans un large mouvement de pensée à l'œuvre dans les années trente et quarante. C'est dire que, si ce qu'on a nommé révolution keynésienne a constitué une très profonde transformation de l'univers intellectuel des économistes et des décideurs, cette transformation ne peut être réduite à l'image simpliste qui en a trop souvent été donnée.

---

1937 entrent sérieusement en conflit avec les vues pseudo-keynésiennes sur les politiques d'emploi et leurs objectifs développées dans les années cinquante et soixante » (1981, p. 119). Reprenant la taxonomie de Joan Robinson, il ajoute dans le même texte que Keynes était plutôt lui-même un keynésien bâtard ! (*id.*, p. 123).

## *L'AMBIGU RAZ DE MARÉE KEYNÉSIE*

Dans son compte rendu du livre de Roy F. Harrod, *The Life of John Maynard Keynes*, paru dans le *Time* s du 26 janvier 1951, Lionel Robbins écrit : « Le futur historien de la pensée sociale pourra bien appeler cette période la période de John Maynard Keynes. Il n'est pourtant pas facile du tout de trouver une formule simple pour exprimer en quoi a consisté l'ascendant qu'il a exercé » (Robbins 1970, p. 244). Cette appréciation s'applique parfaitement aux développements de la pensée économique et aux politiques économiques de l'après-guerre. Presque tout le monde s'accorde à en souligner le caractère keynésien, mais force est de reconnaître que, le plus souvent, ce caractère keynésien tient moins à une cohérence profonde avec le noyau dur de la théorie de Keynes qu'à des continuités ou des convergences par rapport à différents aspects de sa pensée.

Le succès de la *Théorie générale* s'est affirmé en plusieurs temps. D'abord, des proches et fidèles de Keynes adoptent cet ouvrage comme cheval de bataille. Des économistes américains, notamment Hansen dans son séminaire de Harvard, y trouvent une cohérence théorique, qui va séduire nombre d'étudiants et de jeunes chercheurs, parmi lesquels Samuelson, Galbraith et Tobin. En France, si Pierre Mendès France a eu connaissance des idées de Keynes dès 1938, F. Perroux, C. Gruson, P. Uri, A. Barrère découvrent la *Théorie générale* pendant la guerre <sup>91</sup> ; de même, en Argentine, R. Prebisch.

Ensuite, dans le changement de l'univers intellectuel qui accompagne la fin de la guerre, vont s'imposer des idées simples qui ne sont [73] pas sans lien avec la *Théorie générale*, mais la dépassent et peuvent être rattachées à bien d'autres sources d'inspiration : le devoir des gouvernements d'assurer le plein emploi (plus tard la croissance) ; une lecture, à la fois renouvelée et simple des économies nationales, avec les grands agrégats macroéconomiques et les relations fonctionnelles qui les lient, ce pour quoi les comptabilités nationales vont bientôt donner

---

<sup>91</sup> Voir F. Fourquet, *Les Comptes de la puissance*, Paris, Editions Recherches, 1980, p. 28, 42, 47, 71.

un cadre cohérent et des données de plus en plus fiables ; et enfin, sur ces bases, un meilleur éclairage des politiques économiques.

Ces idées ont pu être reçues, après la guerre, aussi bien par des libéraux et des radicaux anglo-saxons que par des travaillistes britanniques, des sociaux-démocrates et socialistes réformateurs d'Europe, ou encore par des chrétiens-démocrates, des réformateurs sociaux, des tenants du développement économique national, héritiers de Colbert, List ou Carey. C'est dire qu'elles se sont largement répandues dans des milieux qui ont accédé au pouvoir au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ; et ce n'est que dans une acception très large qu'on peut les qualifier de keynésiennes.

Mais le keynésianisme a eu bien d'autres visages. Parallèlement à la publication de la *Théorie générale* et à la diffusion de ses idées, une mutation radicale s'opérait : la mathématisation et la formalisation de l'économie, dont nous traiterons dans le chapitre suivant. Comme d'autres théories, celle de Keynes fut réécrite en langage mathématique, ce à quoi se prêtaient aisément certaines relations fonctionnelles simples entre grandeurs macroéconomiques ; cette formalisation fut souvent opérée au prix de simplifications qui gommaient des apports ou des aspects essentiels de la pensée de Keynes. C'est ainsi que fut facilité le développement d'une macroéconomie descriptive, couramment qualifiée de keynésienne et que nourriront les données de plus en plus abondamment disponibles au lendemain de la guerre, notamment dans le cadre des comptabilités nationales.

Ces simplifications rendirent aussi possibles des rapprochements, amorcés on l'a vu par Hicks dès 1937, parfois des combinaisons entre des outils d'analyse proposés par Keynes et d'autres issus des approches qu'il avait combattues. Ce syncrétisme reçut le nom de synthèse néo-classique. Il devint prédominant dans les années cinquante et soixante et fut la base théorique sur laquelle furent conçus et construits les grands modèles économétriques, eux-mêmes rendus opérationnels par les progrès de l'informatique. Les économistes disposeront alors à la fois de la possibilité d'établir en théorie le bien-fondé des politiques économiques et de puissants outils de connaissance des économies nationales, permettant de guider ces politiques.

[74]

Ainsi, issus de la révolution conçue par Keynes — l'élaboration d'une théorie permettant de rompre avec la démarche classique — et plus largement du mouvement des idées des années trente dans laquelle elle s'inscrit, plusieurs développements, qui à un titre ou à un autre ont été qualifiés de keynésiens, ont marqué l'après-guerre : tant dans le champ des politiques économiques que dans ceux de l'économie appliquée et de la théorie. Mais peut-être est-ce la vague de fond de la formalisation et de la mathématisation, longtemps masquée derrière ce renouveau théorique, qui aura constitué la mutation décisive de la discipline dans cette période (voir chapitre 4) ?

On examinera plus loin les cheminements et les démarches qui ont conduit à rapprocher, rendre compatibles, intégrer des éléments théoriques appartenant, les uns à la tradition néoclassique, les autres à la théorie keynésienne (chapitre 5), puis les travaux des proches, fidèles et disciples de Keynes qui, dans son esprit, se sont attachés à développer des analyses en rupture avec la théorie néoclassique (chapitre 6). On se bornera donc ici à présenter quelques domaines dans lesquels les approches et les visions ont été profondément transformées entre la fin des années trente et les années cinquante : avec notamment la prise en compte du plein emploi comme objectif prioritaire, un large consensus autour de la politique économique, la mise en place des comptabilités nationales. Dans chacun de ces domaines, on peut trouver l'influence ou l'empreinte de la pensée de Keynes, même si aucune de ces avancées ne peut s'expliquer par ses seuls apports.

### ***L'ACCEPTATION DU PLEIN EMPLOI COMME OBJECTIF PRIORITAIRE***

Même dans sa troisième édition (1941 en anglais, 1943 en français), l'ouvrage rédigé par Gottfried Haberler pour la Société des Nations, *Prosperité et dépression* (1937), reste principalement consacré aux débats d'avant la *Théorie générale* et ne fait guère place aux idées de Keynes. Mais dès 1943, le rapport de la délégation de la Société des Nations chargée de l'étude des dépressions économiques, *Le Passage de l'économie de guerre à l'économie de paix*, met en avant le « droit

au travail », avec le but « d'assurer à la fois la liberté et la possibilité de travailler »<sup>92</sup>.

En Grande-Bretagne, William Beveridge prolonge son rapport sur *Les Assurances sociales et les services connexes* (1942) par un second sur le plein emploi. Ce dernier est en cours d'impression quand le gouvernement [75] publie, en mai 1944, un livre blanc dans lequel il « s'assigne comme but principal et assume la responsabilité de maintenir après la guerre l'occupation à un niveau élevé et stable », sur la base notamment d'une « politique qui consiste à maintenir la dépense totale ».

Dans son rapport, *Full Employment in a Free Society* (1944, trad. fr. 1945), William Beveridge se réfère explicitement à Keynes : « Une nouvelle ère de la théorie économique de l'occupation [*sic*] et du chômage a été inaugurée par la publication, en 1936, de la *Théorie générale de l'occupation* [*sic*], de *l'intérêt et de la monnaie* [...], par J.M. Keynes, maintenant Lord Keynes. Je ne puis tenter de dire ici, même brièvement, à quel point cet ouvrage, qui marque dans l'histoire, a bouleversé le langage et la pensée économiques<sup>93</sup>. »

Beveridge est prêt à aller très loin pour que soit assuré le plein emploi : si, écrit-il, « le raisonnement montrait que l'abolition de la propriété privée des moyens de production est nécessaire pour la pleine occupation, il faudrait procéder à cette abolition »<sup>94</sup>. Cependant ses propositions s'inscrivent dans la perspective d'un interventionnisme moins radical, avec notamment une nouvelle politique budgétaire basée « sur le potentiel humain disponible et non pas sur l'argent »<sup>95</sup> et, plus largement, « une politique de socialisation de la demande plutôt qu'une politique de socialisation de la production »<sup>96</sup>.

---

<sup>92</sup> Société des Nations, *Le Passage de l'économie de guerre à l'économie de paix*, Genève, SDN, 1943, p. 17 et 20.

<sup>93</sup> William Beveridge, *Full Employment in a Free Society*, Londres, G. Allen & Unwin, 1944 ; trad. fr., *Du travail pour tous dans une société libre*, Paris, Domat-Monchrestien, 1945, p. 98. C'est par le mot *occupation*, et non *emploi*, qu'est traduit, dans la version française, le mot anglais *employment*.

<sup>94</sup> *Id.* p. 22.

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 145.

<sup>96</sup> *Ibid.*, p. 206.

L'affirmation du plein emploi comme objectif prioritaire fait tache d'huile. Le gouvernement canadien publie en avril 1945 un livre blanc soulignant que l'un des objectifs principaux de la politique canadienne « est d'assurer un niveau élevé et stable de l'emploi et du revenu et, par ce moyen, d'élever les niveaux de vie »<sup>97</sup>. L'Australie publie également un livre blanc sur le plein emploi et la Nouvelle-Zélande adopte une loi sur l'emploi. Sous des formes différentes de semblables positions mettant en avant l'objectif de plein emploi sont adoptées dans de nombreux pays d'Europe tels que la Belgique, la France, les Pays-Bas, la Norvège.

Aux États-Unis, le préambule de l'*Employment Act* de 1946 affirme qu'il est de la responsabilité du gouvernement fédéral d'utiliser tous les moyens praticables, dans le respect de la libre entreprise, de la concurrence, [76] et du bien-être général pour créer les conditions permettant l'emploi des personnes désireuses de travailler et « pour porter au maximum l'emploi, la production et le pouvoir d'achat »<sup>98</sup>. Plus largement, la conférence des Nations unies sur le commerce et l'emploi, tenue à La Havane en février 1948, souligne l'importance de la réalisation et du maintien du plein emploi productif<sup>99</sup>.

Victoire des idées de Keynes, assurément, mais aussi de tous ceux qui, dans les années trente et quarante, ont recherché et proposé des mesures pour le plein emploi : en Europe, parmi beaucoup d'autres, Ohlin, Myrdal, Tinbergen ; et aux États-Unis, les nombreux économistes qui, dès le début des années trente, appelaient à une politique nouvelle pour combattre le chômage massif : de Sumner Slichter et Virgil Jordan aux universitaires de Chicago signataires d'un mémorandum affirmant que le choix était entre une attente (qui risquait d'être longue) d'une baisse suffisante des coûts, et une politique d'injection (par les finances publiques) d'un volume consistant de nouveau pouvoir

---

<sup>97</sup> Nations unies, *Le Maintien du plein emploi*, New York, 1949, p. 9.

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 1.

d'achat <sup>100</sup> ; mais aussi John Maurice Clark <sup>101</sup> et Paul H. Douglas <sup>102</sup>, dont les idées et les propositions préfigurent en ce domaine, en 1934 et 1935, celles de la *Théorie générale*.

Paradoxalement, au moment où les responsables politiques font leur, avec ou sans référence à Keynes, l'objectif de plein emploi, il y a déjà plusieurs années que Keynes s'est inquiété des difficultés qui se manifesteraient à l'approche du plein emploi. De leur côté, Fellner (1946) et Lerner (1951) se préoccupent des risques pour la stabilité des prix de politiques menées sans le discernement nécessaire. Et, en rédigeant l'avant-propos de la traduction française de son *Introduction à la théorie de l'emploi* (écrite en 1935 et publiée en 1937), J. Robinson exprime, en 1947, un semblable souci :

Le succès même d'une politique de l'emploi fait surgir de nouveaux problèmes. Dans un système fondé sur l'entreprise privée, l'existence d'une réserve de chômeurs jouait un rôle important [...]. Le [77] chômage maintenant la discipline dans l'industrie [...], donnait une souplesse suffisante au mécanisme de la production pour lui permettre de s'adapter à l'évolution de la technique et aux variations de la demande [et] en freinant la tendance à la hausse des salaires nominaux [...] assurait une stabilité suffisante à la valeur de la monnaie. Le chômage était une méthode cruelle et coûteuse d'obtenir ces résultats. Mais s'il doit être aboli, d'autres méthodes sont à trouver pour accomplir ces mêmes fonctions (Robinson [1937] 1948, p. 10).

Joan Robinson ne prône évidemment pas l'abandon du projet keynésien ; mais, face à une situation nouvelle, elle invite à poursuivre la réflexion et à l'étendre aux politiques économiques à mettre en œuvre dans la nouvelle conjoncture de l'après-guerre. C'est ce que fait, parmi d'autres, Weintraub, qui, très tôt, prend conscience du risque que coexistent chômage et inflation, dégage l'importance du taux de salaire

---

<sup>100</sup> Parmi les signataires, on compte Paul H. Douglas, Frank H. Knight, Henry Schultz, Henry C. Limons, Jacob Viner. Voir J.R. Davis, *The New Economics and the Old Economists*, Ames, Iowa State University Press, 1971, p. 12 s. et 25 s.

<sup>101</sup> *Strategic Factors in Business Cycles*, New York, National Bureau of Economic Research, 1934 ; *Economies of Planning Public Works*, Washington, DC, US Government Printing Office, 1935. Voir Davis, *op. cit.*, p. 64 s.

<sup>102</sup> *Controlling Depressions*, New York, W.W. Norton, 1935. Voir Davis, *op. cit.*, p. 47 s.

monétaire et propose de compléter la politique de gestion de la demande par une politique des revenus (Weintraub 1940,1946).

### ***L'ÂGE D'OR DE L'INTERVENTIONNISME ET DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES***

Dans le livre qu'il publie en 1947, *Economic Policy and Full Employment*, Alvin Hansen rejette les positions avancées par Hayek dans *La Route de la servitude* (1944). Mise en garde contre l'engrenage qui conduit de l'interventionnisme et de la planification au socialisme et au nazisme, bref, au totalitarisme, à la servitude, le livre de Hayek connaissait une forte diffusion. Constatant l'effondrement de l'ordre ancien, Hansen plaide pour la reconstruction d'une économie de marché, tant au plan national qu'international, sur la base de nouvelles institutions. Les nouvelles caractéristiques du capitalisme rendent nécessaire la politique économique ; et la gestion de la demande globale et de ses composantes majeures doit en être le principal instrument d'action : « Un programme pour le plein emploi et le niveau maximal de production implique, entre autres, un programme pour la stabilité » (Hansen 1947, p. 3). En 1950, un texte élaboré par un sous-comité de l'American Economic Association, sur le problème de l'instabilité économique <sup>103</sup>, place pratiquement sur le même plan l'objectif du plein emploi et celui [78] de la stabilité des prix ; il préconise une gamme assez large de mesures touchant à la fois aux finances publiques et à la politique monétaire. Parmi les cinq auteurs de cette étude <sup>104</sup>, on trouve deux jeunes économistes dont les itinéraires divergeront : Milton Friedman et Paul Samuelson.

Plus largement, les voix de Hayek et des opposants à l'interventionnisme sont très nettement couvertes, dans l'après-guerre, par celles des

---

<sup>103</sup> « The Problem of Economic Instability », A Committee Report, *American Economic Review*, vol. 40, 1950, 501-538 ; repris in W.D. Grampp et E.T. Weiler (dir.), *Economic Policy*, Homewood, Illinois, Richard D. Irwin, 1956 [1<sup>re</sup> éd., 1953], 12-41.

<sup>104</sup> Emile Despres, Milton Friedman, Albert G. Hart, Paul Samuelson et Donald H. Wallace.

partisans des politiques économiques, qu'ils se réfèrent ou non à Keynes. Aux hommes politiques et à leurs conseillers, la remise en marche et la modernisation de l'économie de leur pays s'imposent comme une responsabilité première. D'autres objectifs sont aussi poursuivis : l'élargissement et l'amélioration de la protection sociale, du logement, de la santé, de l'éducation, l'élévation du niveau de vie, bref la croissance. Dans tous les pays industriels, l'heure est aux politiques économiques <sup>105</sup>.

Dans la mesure où elles comportaient, au cœur de leur dispositif, la régulation de la demande comme levier principal pour impulser ou freiner l'activité, ces politiques furent fréquemment qualifiées de keynésiennes. Mais elles se sont aussi nourries à d'autres sources : étatsisme libéral au Japon et en Allemagne, tradition sociale-démocrate en Europe du Nord, interventionnisme et colbertisme en France, où Jean Monnet <sup>106</sup> jette, avec Etienne Hirsch, F. Gaillard, Robert Marjolin, Pierre Uri, les bases de la planification indicative.

En Allemagne fédérale, Ludwig Erhard conçoit et met en œuvre l'« économie sociale de marché », caractérisée par une large confiance dans le marché, l'État devant veiller à ce que le progrès bénéficie à l'ensemble de la société ; Wilhelm Röpke, principal représentant de l'école de Fribourg (Allemagne) après la mort, en 1950, de Walter [79] Eucken, lui apporte sa caution <sup>107</sup>. En Grande-Bretagne, James Meade, qui avait déjà avant la guerre apporté son soutien aux propositions de Keynes, préconise en 1948 la « *lib-lab policy* » : politique libérale en ce sens

<sup>105</sup> Témoigne de leur parenté et de leur diversité l'ouvrage collectif, *Economie Policy in Our Time*, 3 vol., Amsterdam, North-Holland, 1964 ; trad. fr. abrégée, Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles, 1966 ; cet ouvrage regroupe les contributions de E.S. Kirschen, J. Bénard, H. Besters, F. Blackaby, O. Eckstein, J. Faaland, F. Hartog, L. Morissens, E. Tosco.

<sup>106</sup> Jean Monnet, premier commissaire au Plan, quitte ce poste en mai 1950 pour présider la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier). Il est remplacé par E. Hirsch, auquel succédera Pierre Massé. Ces deux derniers sont ingénieurs de formation. Cf. Pierre Bauchet, *La Planification française*, Paris, Seuil, 1962, p. 16. Voir aussi Claude Gruson, *Origine et espoirs de la planification française*, Paris, Dunod, 1968 ; Pierre Massé, *Le Plan ou l'anti-hasard*, Paris, Gallimard, 1965.

<sup>107</sup> Voir L. Erhard, *Deutsche Wirtschaftspolitik*, Dusseldorf, Econ-Verlag, 1962 ; trad. fr., *Une politique de l'abondance*, Paris, Laffont, 1963, avec une préface d'Alfred Grosser.

qu'elle doit respecter le marché, mais aussi sociale et soucieuse des intérêts du monde du travail. Dans les pays Scandinaves, les politiques menées trouvent leurs inspirations dans les travaux et les analyses de Frisch en Norvège, et d'Ohlin, Myrdal et Lundberg en Suède.

En Hollande, mais son influence déborde largement ce pays, Jan Tinbergen a non seulement joué un rôle actif dans la construction d'un modèle de l'économie hollandaise et la mise en place de la comptabilité nationale, mais aussi, dans les années cinquante, pour la planification et la définition de la politique économique ; critiquant la mise en œuvre simultanée de plusieurs politiques économiques poursuivant chacune un (ou quelques) objectif(s), il affirme la nécessaire unicité de la politique économique, et dégage le principe selon lequel il est possible de poursuivre plusieurs objectifs majeurs, dès lors que l'on utilise un nombre égal de moyens d'action majeurs. Il assigne d'ailleurs à la politique économique de lourdes responsabilités, qui vont de la « dépense réelle maximum par tête avec "plein" emploi et équilibre monétaire », à l'« amélioration de la répartition du revenu réel ou de la dépense réelle entre les groupes sociaux et entre les pays » et de l'« émancipation de certains groupes défavorisés » au « maintien de la paix internationale » (Tinbergen [1956] 1961, p. 15-16). Très tôt, Meade (1951-1955) et Tinbergen (1952) ont pris en compte l'environnement extérieur et conçu les instruments et les actions de politique économique pour une économie ouverte.

Avec les développements de l'analyse économique, les progrès de la connaissance statistique et la mise en œuvre des modèles macroéconométriques, la connaissance des économies nationales s'affirme et s'affine. La détérioration de la situation économique des États-Unis vers la fin des années cinquante suscite une forte demande de croissance <sup>108</sup>. Et la victoire de John F. Kennedy va donner aux économistes américains, [80] partisans d'une attitude active de l'État, l'occasion de faire la

---

<sup>108</sup> Sont publiés, en 1959, par l'AFL-CIO, *Policies for Economic Growth*, et par le CED-Committee for Economic Development, *The Budget and Economic Growth* ; et en 1960, par le Joint Economic Committee of Congress, *Employment, Growth and Price Levels*, par la Chambre de commerce des États-Unis, *The Promise of Economic Growth*, et par la National Planning Association, *Long-Range Projections for Economic Growth* ; voir H.W. Arndt, *The Rise and Fall of Economic Growth*, University of Chicago Press, 1978, éd. 1984, p. 57.

preuve de la validité et de l'efficacité de leurs nouveaux savoirs. Outre les avis qu'il reçoit de Samuelson et de Galbraith, le président est entouré d'une solide équipe de conseillers officiels, avec notamment Walter Heller, James Tobin, Kermit Gordon, Robert Solow et Arthur Okun. Ceux-ci préparent et proposent une nouvelle politique économique : la « nouvelle économique » <sup>109</sup>.

Celle-ci, selon J. Tobin <sup>110</sup>, a reposé sur trois principes : le premier consiste dans la mise en œuvre d'instruments de politique macroéconomique en vue d'atteindre certains objectifs économiques réels ; le deuxième se traduit par une gestion active de la demande pour combattre les faiblesses inhérentes au capitalisme de marché ; le troisième réside dans la mise en œuvre combinée de politiques fiscales et monétaires. Enfin, dans la mesure où la mise en œuvre de ces deux types de politiques n'était pas suffisante pour assurer ensemble plein emploi et stabilité des prix, un troisième type de politique, en filigrane dans la *Théorie générale*, se révéla nécessaire : la politique des revenus.

W. Heller, qui présida le Comité des conseillers économiques sous la présidence de J.F. Kennedy, dresse le bilan des politiques menées par Kennedy et son successeur :

La connaissance économique a atteint sa majorité au cours des années soixante. Deux présidents ont reconnu son importance en tant que composante de la puissance nationale et facteur du pouvoir présidentiel et l'ont mise à contribution. Qu'ils aient accepté d'utiliser, pour la première fois, toute la gamme des instruments de la science économique moderne,

<sup>109</sup> En 1988, J. Tobin et M.L. Weidenbaum ont réédité le premier rapport économique préparé par les conseillers du président Kennedy en 1961 et celui qu'ont écrit, vingt ans plus tard, les conseillers du président Reagan, sous le titre significatif *Two Revolutions in Economic Policy* (Tobin 1988). Voici un passage du rapport des conseillers de Kennedy : « La tâche inachevée de la politique économique inclut 1° la réalisation du plein emploi et d'une prospérité soutenue sans inflation, 2° l'accélération de la croissance économique, 3° l'élargissement de l'égalité des chances, 4° la restauration de l'équilibre de la balance des paiements. La politique économique est ainsi confrontée à une mission difficile, mais qui peut et doit être réalisée dans le cadre d'une société libre » (p. 93-94).

<sup>110</sup> « Keynes's Policies in Theory and Practice », in H.L. Wattel (dir.), *The Policy Consequences of John Maynard Keynes*, Londres, Macmillan, 1985, p. 18-19.

constitue l'élément déterminant de l'expansion ininterrompue que les États-Unis ont connue depuis le début de 1961 - expansion qui, en cinq ans, a créé plus de sept millions de nouveaux emplois, doublé les bénéfices, accru le produit national d'un tiers [...] (Heller [1966] 1968, p. 35).

[81]

La science économique triomphe donc. Mais aussi, désormais, la responsabilité du gouvernement en matière économique est reconnue :

Nous avons fini par accepter en pratique ce que nous avons admis en théorie vingt ans auparavant dans la loi sur l'emploi de 1946, à savoir que la responsabilité suprême en matière de stabilité et de croissance économique incombait au gouvernement fédéral ; et nous sommes enfin décidés à adopter une politique fiscale et monétaire efficace en vue d'atteindre ces objectifs. Ce sont là des changements profonds. Ils ont entraîné non pas la création d'une nouvelle science économique, mais l'achèvement de la révolution keynésienne, trente ans après que John Maynard Keynes en eut ouvert le feu (*ibid.*, p. 36).

La révolution keynésienne apparaît bien alors comme à l'origine du fait qu'enfin on pense maîtriser l'activité économique. Heller énumère l'ensemble des progrès de la science économique qui, selon lui, ont rendu possible cette nouvelle maîtrise de l'économie, concrétisée par la nouvelle économique :

- L'intervention spectaculaire de Lord Keynes qui, grâce à sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, a tiré la science économique du désert de la théorie classique de l'équilibre [...].
- L'américanisation de Keynes par Alvin Hansen [...].
- Les travaux féconds de Simon Kuznets sur les concepts de revenu national et de produit national brut [...].
- La « synthèse néoclassique » de Paul Samuelson, qui a combiné les apports des économistes classiques et ceux de Keynes en une politique d'équilibre de plein emploi et de répartition optimale des ressources.

- Les apports d'une nouvelle génération d'économistes capables de résoudre les modèles économiques sur ordinateurs [...] (*ibid.*, p. 39-40).

W. Heller marque là le triple enracinement de la « nouvelle économique » : dans la pensée de Keynes, dans la tradition américaine et dans la « modernité » des années cinquante et soixante. Et il laisse jaillir cette profession de foi, caractéristique du milieu des années soixante : « Nous sommes unanimes à penser que l'économie ne peut pas trouver son rythme d'elle-même. Il semble maintenant tout naturel que le gouvernement intervienne pour maintenir l'emploi et la croissance économique à des taux élevés, tâche essentielle que les mécanismes du marché ne sauraient effectuer spontanément » (*ibid.*, p. 47). Unanimes, le mot est certainement excessif ; d'opiniâtres tenants du libéralisme, comme F. Hayek et A.F. Burns, qui a été président du comité des conseillers du [82] président Eisenhower et qui préside le NBER, de 1957 à 1967, mais aussi M. Friedman, qui publie en 1962 *Capitalisme et liberté*, et en France Jacques Rueff, affirment des positions radicalement opposées.

Il n'empêche. Les années cinquante et soixante constituent l'âge d'or des politiques économiques. Avec ou sans référence à Keynes, fortement interventionnistes ou « libérales », fondées sur des transformations structurelles ou plus axées sur une gestion fine de la conjoncture, celles-ci ont indiscutablement des composantes keynésiennes. Les variables stratégiques sont les quantités globales ; l'accent est mis sur la demande et ses composantes (investissement, consommation, dépenses gouvernementales), avec des actions sur l'investissement public et les déterminants de l'investissement privé, la répartition du revenu (à travers notamment la fiscalité et la redistribution), les finances publiques.

C'est le temps de la certitude. Les économistes savent : grâce à une connaissance de plus en plus précise de la réalité, ils savent jouer sur une gamme de plus en plus diversifiée d'instruments pour permettre aux gouvernements d'atteindre divers objectifs, tout en assurant la croissance dans l'équilibre. Du moins, pour beaucoup d'entre eux, en ont-ils la ferme conviction.

## LA MISE EN PLACE DES COMPTABILITÉS NATIONALES

Instruments essentiels de la connaissance de la réalité économique, les comptabilités nationales ont été mises en place dans l'immédiat après-guerre. Sans parler des précurseurs des siècles passés, leur conception et leur élaboration ont été préparées par les efforts de mesure des productions et des revenus menés entre les deux guerres par les services statistiques de nombreux pays : Canada, Danemark, États-Unis, Allemagne, Japon, Nouvelle-Zélande, Turquie notamment. Elles l'ont aussi été par les travaux pionniers menés par des économistes tels que S. Kuznets (1934, 1938, 1941), C. Clark (1937, 1938 avec Crawford, 1939), mais aussi R. Frisch, M. Kalecki, E. Lindahl, E. Varga, C. Colson, A. Sauvy et bien d'autres.

C'est en Grande-Bretagne, en liaison avec l'effort de guerre, qu'est prise l'initiative décisive, avec le soutien de Keynes et le concours de l'administration. Un premier livre blanc, publié par le Trésor britannique en 1941 <sup>111</sup> contient à la fois une série d'estimations de l'administration du Trésor et une autre, élaborée par des économistes universitaires, [83] parmi lesquels R. Stone, formé à Cambridge et qui suivit des enseignements de C. Clark, et J.E. Meade, qui était fondée sur trois comptes : du revenu national, des recettes et dépenses des ménages et des emplois et ressources de l'épargne. À partir de là furent développés les comptes nationaux britanniques, qui serviront de modèle à l'ensemble des pays anglo-saxons. Parallèlement, sur la base de travaux antérieurs <sup>112</sup>, des voies originales sont ouvertes : en Hollande, sous l'impulsion de Jan Tinbergen et en France, avec les travaux initiés par L.A. Vincent et impulsés par C. Gruson <sup>113</sup>. Des efforts de

---

<sup>111</sup> *An Analysis of the Sources of War Finance and an Estimate of the National Income and Expenditure in 1938 and 1940*, Cmd. 6261, Londres, HMSO.

<sup>112</sup> En Hollande, E. Van Cleeff, National Boekhouding, « Proeve van een Jaaroverzicht Nederland, 1938 », *De Economist* Harlem, 1941. En France, L.A. Vincent, *L'Organisation dans l'entreprise et la nation*, Nancy, Société industrielle de l'Est, 1941.

<sup>113</sup> Comme pour la planification, une des caractéristiques de la comptabilité nationale en France est qu'elle a été création collective. Y ont notamment

rapprochement de ces différents systèmes seront réalisés dans le cadre de la Société des Nations (SDN), puis de l'Organisation des Nations unies (ONU), et de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) ; ils aboutissent, sous l'impulsion de R. Stone, O. Aukrust et J. Marczewski, à un système de comptes simplifiés, puis standardisés de l'OECE <sup>114</sup>, puis, sous la direction de R. Stone au système de comptes normalisés de l'ONU <sup>115</sup>.

Dans l'après-guerre, chaque pays se dotera d'un système de comptabilité nationale. Très vite, avec d'autres améliorations, y ont été intégrés les tableaux d'échanges inter-industriels, dont W. Leontief a inlassablement été, depuis les années trente (1936, 1941), le concepteur, l'artisan, le promoteur.

Entre les comptabilités nationales mesurant les principaux flux annuels globaux et l'analyse macroéconomique keynésienne décrivant les liaisons et les interactions entre les principaux agrégats d'un système économique national, il y a évidemment eu appui et enrichissement réciproques. L'analyse keynésienne a offert un cadre conceptuel pour la [84] construction, l'articulation et l'utilisation des comptes nationaux. Et ceux-ci ont permis de disposer de matériaux statistiques pour la mesure ou l'estimation des principales grandeurs, relations et fonctions keynésiennes : multiplicateur d'investissement, propension à consommer, lien activité productive-emploi.

Il y aura, pendant tout l'après-guerre, stimulations et enrichissements réciproques entre les améliorations des comptabilités nationales, les progrès de l'analyse macroéconomique et les avancées de

---

contribué — à travers divers organismes de l'administration — J. Dumontier, R. Froment, P. Gavanier, J. Sérisé, S. Nora et R. Froment et, dans le cadre de l'ISEA (Institut de sciences économiques appliquées) — centre de recherche universitaire — F. Perroux, J. Marczewski et P. Uri. Voir J. Marczewski, *Comptabilité nationale*, Paris, Dalloz, 1965 ; A. Sauvy, « Historique de la comptabilité nationale » et « Les organisations internationales de comptabilité économique », *Economie et statistique*, 1970, n° 15 et 17 ; F. Fourquet 1980, *op. cit.*

<sup>114</sup> OECE, *A Simplified System of National Accounts*, Paris, 1950 ; trad. fr., *Système simplifié de comptabilité nationale*, Paris, 1951. OECE, *Standardised System of National Accounts*, Paris, 1952.

<sup>115</sup> ONU, *Le Système de comptabilité nationale et tableaux connexes, Etudes méthodologiques*, série F, n° 2, New York, 1953.

l'économétrie. L'ensemble culminera dans la construction de modèles économétriques nationaux <sup>116</sup> permettant d'analyser la conjoncture, d'effectuer simulations et projections et donc d'éclairer la politique économique et de planifier.

Ces modèles, souvent qualifiés de Keynésiens, s'inscrivent en effet dans l'architecture générale de la macroéconomie keynésienne ; ils intégreront de plus en plus les résultats de travaux réalisés dans la dynamique de la synthèse néoclassique.

### ***UN KEYNÉSIANISME HYDRAULIQUE***

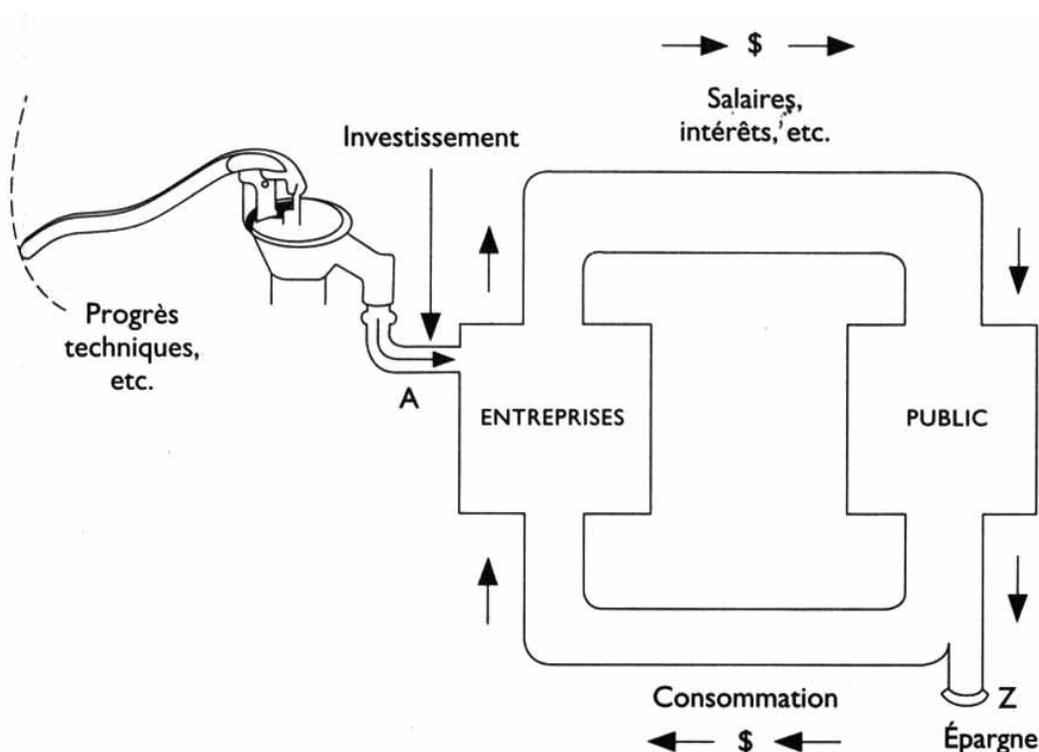
Parallèlement, s'est diffusé un keynésianisme simplifié, réduit à une mécanique des quantités globales ou à une hydraulique de flux, et entièrement vidé de dimensions essentielles de la pensée de Keynes : le temps, l'incertitude non probabilisable, les anticipations et donc la prise en compte des phénomènes monétaires comme inhérents à la production et, plus largement, à l'activité et aux dynamiques économiques.

L'illustrent bien, avec d'innombrables ouvrages de pédagogie et de vulgarisation, certains schémas du manuel de P. Samuelson, *L'Economie*, d'abord paru en 1948, dont les nombreuses éditions ultérieures en ont fait sans doute le plus grand best-seller dans l'histoire de la pensée économique.

---

<sup>116</sup> Pour la France, voir Robert Boyer, « Les modèles macro-économiques globaux et la comptabilité nationale (1950-1980) », in Joelle Affichard (dir.), *Pour une histoire de la statistique*, Paris, Economica/INSEE, 1987, t. 2, 635-659. Sur les modèles économétriques, voir *infra*, chap. 5, p. 125-126.

[85]

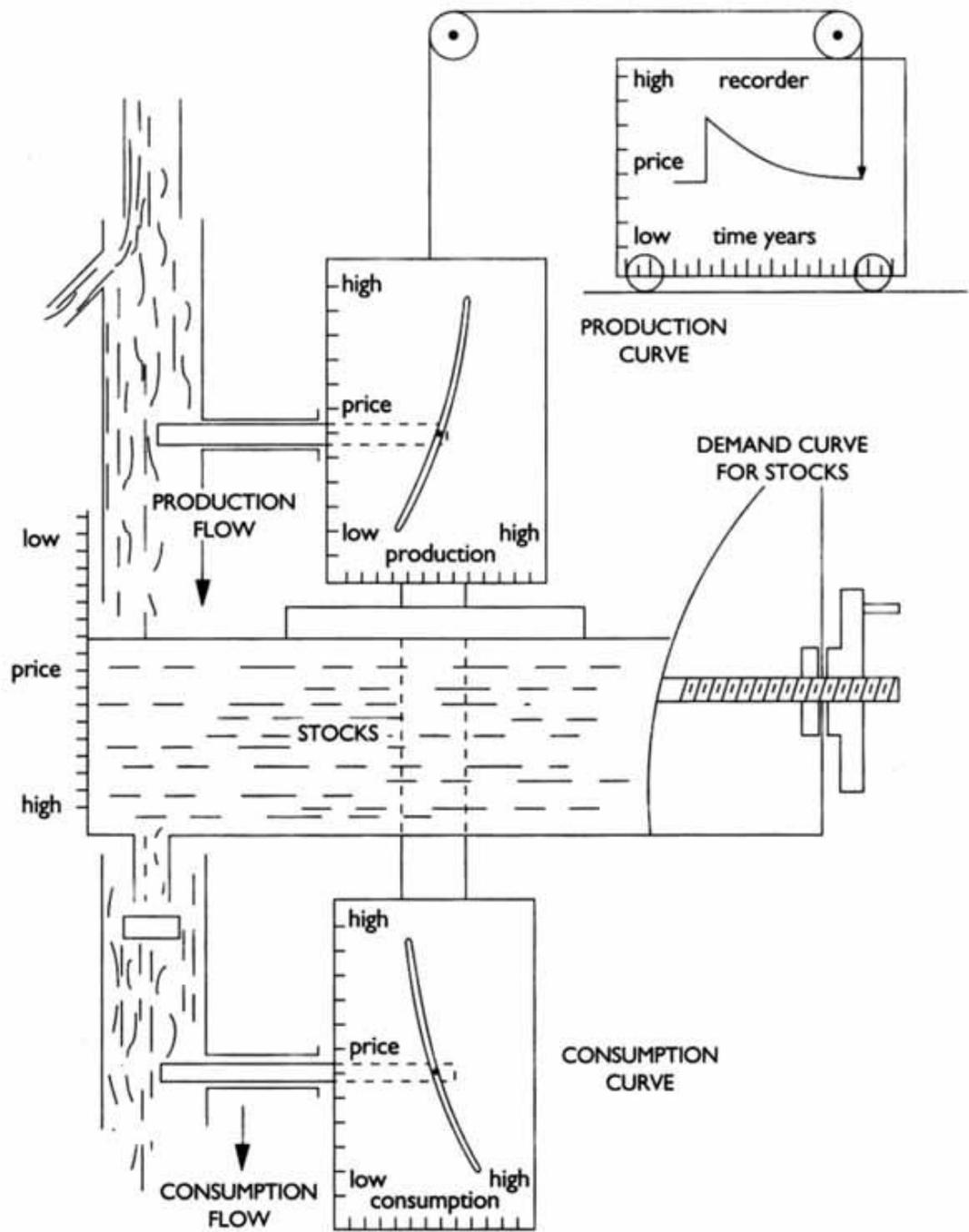


COMMENT L'INVESTISSEMENT DÉTERMINE LE REVENU, SELON SAMUELSON (1948, trad. fr. 1953, t. I, p. 165) : « Les progrès techniques, la croissance démographique et d'autres facteurs dynamiques maintiennent en action la poignée de la pompe à investissements. Le revenu monte et baisse en même temps que l'investissement varie, son niveau d'équilibre n'étant atteint, à un moment quelconque, que lorsque l'épargne projetée en Z coïncide exactement avec l'investissement projeté en A. »

À la même époque, W. Phillips (1950), ingénieur de formation, concevait un système de tuyauteries et de réservoirs qui devait concrétiser les relations entre stocks, flux macroéconomiques et niveau des prix (voir schéma page suivante).

Cette construction demeurera une curiosité, mais c'est une courbe qui, dix ans plus tard, lui vaudra la célébrité.

[86]



Stocks, flux et prix, selon Phillips (1950, p. 285)

[87]

Les transformations évoquées dans ce chapitre ont profondément modifié le paysage de la pensée économique de l'après-guerre. S'inscrivant d'une manière ou d'une autre dans le prolongement des travaux ou des positions de Keynes, elles illustrent les dimensions les plus accessibles au grand public de la révolution keynésienne. Elles ont été favorisées par un concours exceptionnel de circonstances, de choix politiques et de travaux réalisés par un ensemble d'économistes, qui ont très largement débordé les groupes des proches et des disciples de Keynes.

Ainsi, si elle mérite indéniablement d'être qualifiée de keynésienne, la révolution qui s'est opérée a cristallisé des renouveaux de pensée qui étaient en gestation dans les années trente et quarante. Ce qui a contribué à son succès ; mais ce qui ajoute aussi à son ambiguïté.

[88]

[89]

**La pensée économique depuis Keynes.**  
*Historique et Dictionnaire des principaux auteurs.*

**PREMIÈRE PARTIE : HISTORIQUE.**

## Chapitre 4

# Axiomatisation, formalisation, mathématisation

[Retour au sommaire](#)

Une révolution scientifique en a caché une autre. Tandis que Keynes préparait et publiait la *Théorie générale*, une mutation radicale s'amorçait, dont on ne prendra toute la mesure que beaucoup plus tard : la mathématisation de la discipline. L'utilisation des mathématiques dans le domaine de la réflexion économique est déjà ancienne. Au dix-septième siècle, en Angleterre, William Petty, Charles Davenant, Gregory King et d'autres élaborent ce qu'ils appellent l'arithmétique politique <sup>117</sup>, et font les premières évaluations de comptes nationaux. King est considéré comme l'auteur de la première estimation quantitative d'une fonction de demande. En 1738, le mathématicien Daniel Bernoulli formule l'hypothèse de la décroissance de l'utilité marginale de la richesse pour un individu, en l'illustrant par un graphique portant en abscisse les accroissements de richesse et en ordonnée les utilités générées par la richesse <sup>118</sup>. On pourrait nommer quelques autres tentatives

<sup>117</sup> Voici la définition qu'en donne Davenant : « Par l'arithmétique politique, nous entendons l'art de raisonner au moyen de chiffres sur des choses relatives au gouvernement [...] Cet art est lui-même sans doute très ancien » (*On the Use of Political Arithmetick, Works*, I, p. 128, cité par Schumpeter 1954, p. 210-211 ; trad. fr. 1983, 1.1, p. 296).

<sup>118</sup> « Specimen Theoriae Novae de Mensura Sortis », *Commentaires de l'Académie des sciences de Pétersbourg*, vol. 5, 175-192 ; trad. angl., « Exposition of

de formalisation mathématique de l'économie, mais elles ne sont pas le fait des grands classiques, Smith, Ricardo, Say et Malthus, et n'attirent pas leur attention.

C'est un philosophe, Augustin Cournot, qui publie en 1838 le premier véritable traité d'économie mathématique, les *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses* <sup>119</sup>. Ce livre, qui passe d'abord inaperçu, est aujourd'hui reconnu comme une étape marquante vers la formalisation de la théorie économique. Cette évolution prend son véritable envol avec la révolution marginaliste, en particulier sous [90] l'impulsion du fondateur de la théorie de l'équilibre général, Léon Walras, ingénieur de formation, qui déclare au début de ses *Éléments d'économie politique pure* : « Si l'économie politique pure, ou la théorie de la valeur d'échange et de l'échange, c'est-à-dire la théorie de la richesse sociale considérée en elle-même, est, comme la mécanique, comme l'hydraulique, une science physico-mathématique, elle ne doit pas craindre d'employer la méthode et le langage des mathématiques <sup>120</sup>. » Devons déclarer de son côté, de la nouvelle science qu'il prétend fonder, qu'elle « doit être une science mathématique dans son contenu si ce n'est dans son langage. [...] La théorie de l'économie, ainsi traitée, présente d'étroites analogies avec la science de la mécanique statistique » <sup>121</sup>.

En dépit de l'enthousiasme des initiateurs de la révolution marginaliste envers l'économie mathématique, la discipline demeure très largement littéraire, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Walras doit s'exiler en Suisse parce qu'il prêche dans le désert en France. Alfred Marshall, qui codifie la nouvelle science en Angleterre, met en garde contre la prolifération des formulations mathématiques qu'il confine aux appendices dans son traité <sup>122</sup>. À l'analogie avec la physique, il préfère d'ailleurs l'analogie avec la biologie. C'est dans les années trente que des économistes, principalement européens, et dont la formation est

---

a New Theory on the Measurement of Risk », *Econometrica*, vol. 22, 1954, 23-36.

<sup>119</sup> Paris, Hachette ; rééd., Paris, Calmann-Lévy, 1974.

<sup>120</sup> *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*, Paris, Economica, 1988, p. 53.

<sup>121</sup> *The Theory of Political Economy*, Harmondsworth, Penguin, 1971, p. 44.

<sup>122</sup> *Principles of Economics*, Londres, Macmillan, [1890] 1966, p. ix.

souvent d'abord en mathématiques, en physique, ou en ingénierie <sup>123</sup>, préparent la mutation de la discipline.

### **NAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMÉTRIE** <sup>124</sup>

C'est dans un certain isolement qu'ont travaillé au début du siècle, tant aux États-Unis qu'en Europe, les premiers praticiens de l'économétrie. Le mot lui-même n'était pas alors utilisé, bien qu'on puisse le lire dès 1910 sous la plume de Pawel Ciompa <sup>125</sup>. L'économiste Henry L. Moore est l'un des premiers à utiliser de manière systématique les [91] statistiques pour tester empiriquement les relations économiques, par exemple la théorie liant le salaire à la productivité marginale du travail, ou encore l'hypothèse liant les cycles économiques aux variations climatiques, elles-mêmes liées aux mouvements de la planète Vénus <sup>126</sup>. À la même époque, plusieurs autres économistes, pour certains oubliés aujourd'hui, ont cherché les moyens de formuler les hypothèses économiques en modèles mathématiques, de rassembler des données significatives, d'estimer les paramètres des modèles de manière à évaluer la force des influences sur les variables indépendantes <sup>127</sup>.

---

<sup>123</sup> Ainsi Marshak, puis, pour ceux formés dans les années vingt, Kalecki, von Neumann, Frisch, Tinbergen, Kantorovich ; dans les années trente, Georgescu-Roegen, Allais, Koopmans ; dans les années quarante, Arrow, Debreu, Malinvaud, Domar ; et, dans les années cinquante, Kornai.

<sup>124</sup> Sur ce thème, on consultera entre autres De Marchi et Gilbert (1989), Epstein (1987), Morgan (1990) et Pesaran (1987).

<sup>125</sup> Pesaran 1987, p. 8.

<sup>126</sup> Voir entre autres : « The Statistical Complement of Pure Economics », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 23, 1908, 1-33 ; *Laws of Wages*, New York, Macmillan, 1911 ; *Economic Cycles : Their Law and Cause*, New York, Macmillan, 1914 ; *Generating Economic Cycles*, New York, Macmillan, 1923. Jevons avait déjà proposé une théorie liant les fluctuations cycliques de l'économie à la récurrence des taches solaires (« The Solar Period and the Price of Corn », *Investigations in Currency and Finance*, Londres, Macmillan, 1884, réimp. New York, Basic Books, 1964, 194-205).

<sup>127</sup> Mentionnons, entre autres, Paul Douglas, Mordecai Ezekiel, Marcel Lenoir, Robert Leffeld, Warren Persons, Charles Roos, Henry Shultz, Elmar et Holbrook Working, Fred Wraugh, Sewall Wright, George Yule. On trouvera des

Mais aussi, des économistes beaucoup plus connus, tels que Irving Fisher et Wesley Clair Mitchell, s'intéressaient à l'économie mathématique, et à l'utilisation des statistiques. Dès 1912, Fisher, Mitchell et Moore, avaient tenté, mais sans succès, de mettre sur pied une société vouée à la promotion de la recherche en économie mathématique et quantitative. En 1917 a été créé le Harvard Committee for Economic Research, qui a fondé en 1919 la *Review of Economic Statistics*, dont le nom a été transformé en 1949 en celui de *Review of Economics and Statistics*. En 1920, Mitchell et d'autres économistes qui se rattachent, comme lui, au courant institutionnaliste, mettent sur pied le National Bureau of Economic Research qui s'imposera comme l'un des principaux organismes voués à la recherche économique empirique aux États-Unis. Selon le premier article d'une résolution adoptée le 25 octobre 1926, et révisée le 6 février 1933, l'objectif du National Bureau of Economic Research est « de vérifier et de présenter au public les faits économiques importants et leur interprétation d'une manière scientifique et impartiale ». Mitchell sera directeur du bureau de sa fondation à 1945, et son collaborateur Arthur Burns lui succédera.

C'est un économiste d'origine européenne, Ragnar Frisch, premier titulaire du prix de science économique en mémoire d'Alfred Nobel <sup>128</sup>, [92] qui joue un rôle déterminant dans la naissance et l'organisation de la nouvelle discipline qu'il baptise économétrie. Ayant déjà publié en Europe des travaux en économie mathématique, en particulier sur la théorie du consommateur, Frisch arrive aux États-Unis en 1928. Avec Charles Roos, il tente de convaincre Irving Fisher de mettre sur pied une société vouée au rapprochement entre économie, mathématiques et statistiques. La réunion de fondation de la Société d'économétrie s'est tenue à Cleveland, le 29 décembre 1930. Présidée par Joseph Schumpeter, elle réunissait douze Américains et quatre Européens, qui ont élu Irving Fisher comme premier président. La section 1 de la constitution adoptée alors stipule que : « La Société d'économétrie est une association internationale pour l'avancement de la théorie économique dans ses relations avec les statistiques et les mathématiques. [...] Son objectif principal sera de promouvoir des études qui visent à l'unification des

---

détails sur les contributions de ces auteurs entre autres dans Epstein (1987), Morgan (1990) et Stigler (1954).

<sup>128</sup> Il le partagea avec Jan Tinbergen, qui joue lui aussi un rôle capital dans cette histoire.

approches théorico-quantitative et empirico-quantitative aux problèmes économiques et qui sont pénétrées par un raisonnement constructif et rigoureux tel que celui qui en est venu à dominer dans les sciences naturelles <sup>129</sup>. » La première réunion de la nouvelle association se tient à Lausanne, l'année suivante. En janvier 1933 paraît le premier numéro de la revue de la société, *Econometrica*, avec un éditorial écrit par le rédacteur en chef Ragnar Frisch, qui conservera ce poste jusqu'en 1954, et un article introductif, retraçant les origines de l'économie mathématique, signé par Joseph Schumpeter <sup>130</sup>. Voici comment l'éditorial définit l'économétrie :

Ainsi, l'économétrie n'est pas du tout la même chose que la statistique économique. Elle ne doit pas non plus être identifiée avec ce qu'on appelle la théorie économique générale, bien qu'une partie considérable de cette théorie ait un caractère résolument quantitatif. L'économétrie ne doit pas non plus être considérée comme synonyme de l'application des mathématiques à l'économie. L'expérience a montré que chacun de ces trois points de vue, celui des statistiques, celui de la théorie économique, et celui des mathématiques, est une condition nécessaire, mais non suffisante en elle-même, à une compréhension réelle des relations quantitatives dans la vie économique. C'est l'*unification* des trois qui est puissante. Et c'est cette unification qui constitue l'économétrie (*Econometrica*, vol. 1, 1933, p. 2).

[93]

C'est donc l'union de la théorie économique, des mathématiques et de la statistique qui définit l'économétrie, dans la perspective de Frisch et des fondateurs de la discipline. Ils s'opposent ainsi tant à la spéculation théorique pure, qu'à l'inductivisme empirique qui caractérise à leurs yeux les travaux des économistes institutionnalistes, et en particulier des fondateurs et animateurs du National Bureau of Economic Research. Des conflits très durs se développeront d'ailleurs entre économétriciens et adeptes des méthodes de recherche du National Bureau of Economic Research. Par un de ces curieux hasards de l'histoire, Gunnar Myrdal, qui ralliera le camp institutionnaliste, était l'un des invités

<sup>129</sup> Cité dans l'éditorial du premier numéro d'*Econometrica* (vol. 1, 1933, p. 1).

<sup>130</sup> Sur la fondation de la société d'économétrie et de la revue *Econometrica*, on lira C.F. Christ, « The Founding of the Econometric Society and *Econometrica* », *Econometrica*, vol. 51, 1983, 3-6.

à un repas chez Irving Fisher, où fut discutée la création de la Société d'économétrie, conçue entre autres comme un cheval de bataille contre l'institutionnalisme, alors très puissant aux Etats-Unis <sup>131</sup>.

L'année de la fondation d'*Econometrica* est aussi celle de la publication d'un texte majeur dans lequel Frisch forge l'expression de macrodynamique, à l'origine de celle de macroéconomie. S'appuyant sur une étude publiée en russe, par l'institut de conjoncture de Moscou, en 1927, sous la signature de Slutsky <sup>132</sup>, Frisch construit un modèle mathématique des fluctuations cycliques, dans lequel les oscillations sont provoquées par des chocs exogènes. La même année, Kalecki présente, devant la Société d'économétrie, le modèle de fluctuations cycliques dont la version polonaise avait été publiée en 1931 et dont des versions réduites, française et anglaise, paraissent en 1935. Dans *Econometrica*, en 1935, Tinbergen signe une importante revue de la littérature sur les cycles, dans lequel il oppose, aux modèles ouverts et non mathématiques de Keynes et Hayek, les modèles fermés et mathématiques développés par Frisch, Kalecki et lui-même. Tinbergen, récipiendaire avec Frisch du premier prix Nobel d'économie, joue aussi un rôle majeur dans le progrès de l'économétrie. En 1936, année même de la parution de la *Théorie générale* de Keynes, il publie le premier modèle macroéconomique global d'une économie nationale, celle de son pays, la Hollande.

À la demande de la Société des Nations, Tinbergen se consacre ensuite à la vérification empirique des théories des cycles, ce qui donne lieu à la publication de deux ouvrages (1939), dont le second contient le premier modèle macroéconomique de l'économie américaine. Ces deux livres ont aussi l'honneur d'être durement critiqués, le premier par [94] Keynes <sup>133</sup>, le second par Friedman <sup>134</sup>. La critique de Keynes est beaucoup mieux connue que celle de Friedman, mais il est intéressant de souligner que les deux développent certains thèmes similaires. L'un

<sup>131</sup> Voir à ce sujet Myrdal, « Institutional Economies », *Journal of Economic Issues*, vol. 12, 1978, p. 771-772.

<sup>132</sup> Trad. angl., « The Summation of Random Causes as the Source of Cyclic Processes », *Econometrica*, vol. 5, 1937, 105-146.

<sup>133</sup> « Professor Tinbergen's Method », *Economie Journal*, vol. 49, 1939, 558-570. Voir la réponse de Tinbergen, suivie d'une réplique de Keynes, dans *Economie Journal*, vol. 50, 1940, 141-156.

<sup>134</sup> *American Economic Review*, vol. 30, 1940, 657-660.

et l'autre manifestent beaucoup de scepticisme face à la possibilité de construire des modèles mathématiques des fluctuations cycliques de l'économie, et en particulier d'en prédire avec précision les parcours futurs. Le scepticisme manifesté par Keynes face à la pratique de l'économétrie ne l'empêchait toutefois pas de faire partie du comité de rédaction d'*Econometrica* et de siéger au conseil d'administration de la Société d'économétrie, dont il sera élu président en 1944. Il encouragera par ailleurs la création d'un département d'économie appliquée à Cambridge, dont il sera le premier directeur. Stone lui succédera à ce poste et fera du département d'économie appliquée l'un des principaux centres de la recherche économétrique dans la Grande-Bretagne de l'après-guerre <sup>135</sup>.

Aux États-Unis, c'est un organisme privé, étroitement lié à la Société d'économétrie, qui deviendra le principal vecteur de la recherche économétrique. Il s'agit de la commission Cowles de recherche en économie, fondée en 1932 à Colorado Springs par Alfred Cowles <sup>136</sup>. La fondation de la commission a suivi une offre de budget annuel de 12 000 dollars par année proposée par Cowles à Fisher, en tant que président de la Société d'économétrie, pour la mise sur pied d'un centre de recherche en économétrie. D'abord reçue avec méfiance, l'offre est finalement acceptée et la commission Cowles de recherche en économétrie est mise sur pied sous le patronage de la société qui en nomme le conseil consultatif. L'entente prévoit aussi que Cowles, qui deviendra secrétaire-trésorier de la société en 1937, soutient financièrement la mise sur pied de la revue *Econometrica*. Le dynamisme de Cowles, premier

---

<sup>135</sup> Voir à ce sujet Stone (1978 *Proceedings*).

<sup>136</sup> Alfred Cowles, membre d'une riche famille œuvrant dans le domaine de l'édition, dirigeait une entreprise de prévision boursière à Colorado Springs. C'est l'échec des prévisions dans le contexte de la crise de 1929 qui l'a incité à se consacrer à l'étude des forces déterminant les fluctuations des valeurs boursières et plus généralement les cycles économiques. Sur la fondation et l'histoire de la commission Cowles, on consultera C.F. Christ, *Economie Theory and Measurement : A Twenty-Year Research Report, 1932-52*, Chicago, Cowles Commission for Research in Economics, 1952 ; C. Hildreth, *The Cowles Commission in Chicago, 1939-1955*, Berlin et New York, Springer-Verlag, 1986 ; E. Malinvaud, « Econometric Methodology at the Cowles Commission : Rise and Maturity », *Econometric Theory*, vol. 4, 1988, 187-209.

directeur de la commission qui [95] porte son nom <sup>137</sup>, l'amène à attirer, dans les activités de la commission, en particulier ses fameuses conférences d'été, des économistes aussi prestigieux que R.G.D. Allen, Fisher, Frisch, Hotelling, Marschak, Karl Menger <sup>138</sup>, Schumpeter, Abraham Wald et T. Yntema <sup>139</sup>. Rapidement, la commission commence à publier ses fameuses monographies, qui portent en exergue, pendant vingt ans, la phrase de Lord Kelvin, « Science is measurement ». En 1939, la commission déménage à Chicago <sup>140</sup>, où elle sera affiliée à l'université de Chicago jusqu'en 1955 <sup>141</sup>, avant de s'installer à Yale, et de changer de nom pour devenir la fondation Cowles.

En 1942, Cowles convainc Marschak de prendre la direction de la commission. Rassembleur hors pair, Marschak, qui dirige la commission jusqu'en 1948, y attire, entre autres, Kenneth Arrow, Trygve Haavelmo, George Katona, Lawrence Klein, Tjalling Koopmans, Oscar Lange, Don Patinkin, et Herbert Simon <sup>142</sup>. Haavelmo, qui avait participé avec lui à un séminaire d'économétrie en 1941, à New York, avait commencé à y faire circuler une thèse qui prônait l'utilisation d'une approche probabiliste en économie, à l'encontre de l'opinion de la quasi-totalité des économistes, y compris de Frisch. Haavelmo considère en effet que la théorie des probabilités est à la base de l'analyse statistique qui forme le contenu méthodologique de l'économétrie. Les variables dont elle s'occupe sont de nature stochastique. Marschak, et les autres membres de la commission, sont vite convaincus de la fécondité et de

---

<sup>137</sup> Le premier conseil consultatif était composé de Frisch, Fisher, A.L. Bowley et Carl Snyder. En 1934, Charles F. Roos est devenu directeur de recherche.

<sup>138</sup> Il s'agit du fils du fondateur de l'école autrichienne, Carl Menger.

<sup>139</sup> Notons que la conférence d'été de 1938 était consacrée à une célébration des *Recherches* de Cournot.

<sup>140</sup> Au même moment, la Société d'économétrie déménage aussi ses quartiers généraux à Chicago.

<sup>141</sup> C'est à Chicago que se développent de très vives tensions entre chercheurs et enseignants associés à la commission Cowles et ceux qui sont associés au National Bureau of Economic Research, ainsi qu'entre ces derniers et ceux qui, comme Knight, sont résolument hostiles à toute forme d'économie mathématique. Voir à ce sujet, notamment, Klein, Bodkin et Marwah 1991, et J. Lodewijks, « Macroeconometric Models and the Methodology of Macroeconomics », *History of Economics Society Bulletin*, vol. 11, 1989, 33-58.

<sup>142</sup> D'autres futurs récipiendaires du prix Nobel, tels que Debreu et Modigliani, se joindront aussi par la suite à la commission.

la justesse de l'approche de Haavelmo, dont le texte est finalement publié en 1944. Certains ne reculent pas devant l'expression de « révolution probabiliste » pour caractériser cette évolution <sup>143</sup>.

[96]

Venu lui aussi de la physique, et successeur de Marschak à la direction de la commission, Tjalling Koopmans est sans doute l'un des principaux propagateurs des nouvelles techniques, qu'il contribue lui-même à perfectionner. Il sera entre autres l'éditeur de quelques-unes des célèbres monographies publiées par la commission au début des années cinquante (Koopmans 1950, 1951). Théoricien, mais aussi organisateur et propagateur, il répondra à Keynes plus durement que Tinbergen (Koopmans 1942), avant de croiser le fer, à la fin des années quarante, avec les praticiens de ce qu'il a appelé la « mesure sans théorie » du National Bureau of Economic Research <sup>144</sup>. Marschak avait d'ailleurs lui-même rédigé, avec Oscar Lange, une très dure réponse à Keynes, que ce dernier n'a pas jugé bon d'accepter pour l'*Economie Journal* <sup>145</sup>. Haavelmo s'est lui-même mis de la partie en 1943, et on peut considérer son texte de 1944 comme, entre autres, une réponse aux objections de Keynes contre l'économétrie.

L'après-guerre voit la naissance et le développement des grands modèles macroéconomiques, dont Klein est le premier architecte. Nous en reparlerons dans le chapitre suivant, puisqu'il s'agit d'un développement de la macroéconomie keynésienne. Il faut noter que plusieurs des fondateurs, tels que Frisch et Tinbergen, ont pris leurs distances face à l'évolution récente de l'économétrie. Haavelmo considère de son côté

<sup>143</sup> Sur la révolution probabiliste dans les sciences, tant naturelles que sociales, qui se serait déroulée entre 1830 et 1950, on consultera L. Kruger, L. Daston et M. Heidelber (dir.), *The Probabilistic Revolution*, 2 vol., Cambridge, Massachusetts, MIT Press, 1987.

<sup>144</sup> Tel est le titre que Koopmans a en effet donné à sa longue recension, très critique, de l'ouvrage de Burns et Mitchell sur la mesure des cycles (1946). R. Vining répliquera, non moins durement, au nom des chercheurs du Bureau, dans « Koopmans on the Choice of Variables to be Studied and of Methods of Measurement » (*Review of Economics and Statistics*, vol. 31, 1949, 77-86, suivi d'une réplique de Koopmans, 91-94).

<sup>145</sup> Ce texte sera publié, avec plusieurs autres documents fondateurs, dans D. Hendry et M. Morgan (dir.), *The Foundations of Econometric Analysis*, Cambridge, Angleterre, Cambridge University Press.

que son programme de 1944 n'a pas véritablement été mis en application (1958, 1990).

### **LES JEUX ET LA GUERRE**

Un des plus célèbres mathématiciens de notre siècle, John von Neumann, a joué un rôle essentiel, tant dans l'élaboration de la théorie des jeux, qui occupe désormais une place majeure dans la théorie économique, que dans celle des instruments mathématiques à l'origine du perfectionnement de la théorie de l'équilibre général. En 1928, il [97] démontre le théorème du minimax, selon lequel tout jeu à deux personnes et à somme nulle, tel le jeu d'échecs, avec un nombre fini de stratégies pour chaque joueur, a une solution déterminée. Il y a une stratégie rationnelle qui assure à un joueur l'avantage maximal, quelle que soit la stratégie de l'adversaire. Il s'agit d'un élément important de la théorie des jeux, théorie dont von Neumann n'est toutefois pas l'inventeur. En 1913, Zermelo avait formulé un théorème en vertu duquel le jeu d'échecs était strictement déterminé <sup>146</sup>. Le théorème de Zermelo était toutefois limité à une situation de connaissance parfaite. Le mathématicien E. Borel a lui-même développé, avant von Neumann, quelques éléments du minimax <sup>147</sup>.

Mais c'est von Neumann qui a perçu toute la fécondité de cette approche. À partir du moment où on considère la théorie des jeux comme s'appliquant à toute situation dans laquelle les comportements des agents décideurs ont des effets les uns sur les autres, on voit que cela peut s'appliquer, non seulement aux échecs ou aux cartes, mais à la politique, à la guerre, à la diplomatie, et aussi à l'économie. Et dans une perspective, telle que la vision néoclassique, qui postule que le fonctionnement de l'économie est le résultat de l'interaction d'agents

<sup>146</sup> « Über eine Anwendung der Mengenlehre auf die Theorie des Schachspiels », *Proceedings of the Fifth International Congress of Mathematicians*, vol. 2, 501-504.

<sup>147</sup> Voir en particulier Borel, « Sur les jeux où interviennent le hasard et l'habileté des joueurs », in J. Hermann (dir.), *Éléments de la théorie des probabilités*, Paris, Librairie scientifique, 1924, 204-24. Soulignons que Borel a publié, la même année, une critique du *Treatise on Probability* de Keynes : « À propos d'un traité de probabilités », *Revue philosophique*, vol. 98, 321-326.

rationnels, la théorie des jeux apparaît comme un instrument potentiellement très fécond. C'était en tout cas la conviction de John von Neumann et de l'économiste Oskar Morgenstern, lequel reprochait aux économistes d'utiliser des techniques mathématiques primitives. Morgenstern avait lui-même, dans un ouvrage tiré de sa thèse de doctorat et consacré à la prévision économique, publié en 1928, proposé une première ébauche de l'application de la théorie des jeux aux comportements sociaux. Les deux hommes ont commencé à collaborer en 1939, à Princeton. Cette collaboration donne naissance à un ouvrage majeur, *Theory of Games and Economic Behavior*, paru en 1944, soit la même année que *Probability Approach in Econometrics* de Haavelmo. Outre l'élaboration de la théorie des jeux, c'est une axiomatisation très rigoureuse de la théorie économique qu'offre le livre de von Neumann et Morgenstern, dont le but est « de découvrir les principes mathématiquement complets qui définissent le "comportement rationnel" des membres d'une économie sociale, et d'en dériver les caractéristiques [98] générales de ce comportement » (von Neumann et Morgenstern [1944] 1964, p. 31). Ce n'est pas, toutefois, la théorie économique, mais plutôt la guerre qui constitue le premier champ d'application de la théorie des jeux, et le ressort de son développement.

Plusieurs de ceux qui ont fait progresser l'économie mathématique se sont d'ailleurs trouvés en contacts étroits, à l'occasion de la guerre <sup>148</sup>. Von Neumann avait lui-même commencé à travailler pour le gouvernement américain sur des problèmes militaires dès 1937. Présent à Los Alamos, dans le cadre de l'élaboration de la bombe atomique <sup>149</sup>, il était devenu, au moment de sa mort prématurée en 1957,

---

<sup>148</sup> Sur cette question, on consultera R. Leonard, « War as a Simple Economic Problem », *History of Political Economy*, vol. 23, 1991, supplément annuel, 261-283, à qui nous avons emprunté plusieurs des renseignements qui suivent. Voir aussi, du même auteur, « Creating a Context for Game Theory », *History of Political Economy*, vol. 24, 1992 ; et P. Mirowski, « When Games Grow Deadly Serious : The Military Influence on the Evolution of Game Theory », *History of Political Economy*, vol. 23, 1991, supplément annuel, 227-55. On consultera aussi les autres textes rassemblés dans ces suppléments annuels dont le premier est consacré à l'économie et la sécurité nationale et le second à la théorie des jeux.

<sup>149</sup> Il peut être utile de souligner que Einstein et von Neumann étaient collègues, voisins et amis à Princeton, qui fut à une époque une extraordinaire concentration de cerveaux que la montée du nazisme avait chassés d'Europe.

l'un des hommes de science les plus importants aux États-Unis. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'un des lieux privilégiés de contact entre hommes de sciences de diverses disciplines fut aux États-Unis le Research and Analysis Branch de l'Office of Strategic Services (OSS), ancêtre de la Central of Intelligence Agency. Cette agence était elle-même constituée sur le modèle d'organismes analogues nés en Grande-Bretagne au milieu des années trente, dans le but d'utiliser les avancées scientifiques et technologiques pour renforcer la capacité militaire du pays ; la fameuse section S (Statistics Branch), dirigée par F.A. Lindemann, devenu Lord Cherwell, a employé, entre autres, Roy Harrod <sup>150</sup> et G.L.S. Shackle. Quant à l'OSS, parmi la cinquantaine d'économistes qu'elle a recrutés, on compte Moses Abramowitz, Sidney Alexander, Paul Baran, Abram Bergson, Carl Kaysen, Charles Kindleberger, Walt Rostow, William Salant et Paul Sweezy <sup>151</sup>. Un autre organisme étroitement lié à la recherche militaire, en particulier au combat aérien, le Statistical Research Group at Columbia, était dirigé par Allen Wallis et Harold Hotelling, qui ont recruté, entre autres, Milton Friedman, John Savage, George Stigler et Abraham Wald. À la fin de la guerre fut mise sur pied [99] la RAND (Research and Development) Corporation, organisme privé de recherche dont le principal client était au début l'armée de l'air américaine. Albert Alchian fut le premier économiste recruté par cet organisme, auquel ont collaboré un grand nombre d'économistes américains des plus connus.

Analyse de système, analyse de l'activité, étude de l'allocation optimale des ressources, développement de la théorie des jeux, recherche opérationnelle, programmation linéaire, telles sont les techniques de recherche, applicables tant à l'activité économique que militaire, qui ont été développées dans le cadre de ces institutions. Elaborée par un émigré russe, Wassily Leontief, la théorie de l'input-output a aussi été un puissant instrument utilisé et développé dans ce contexte. À la même époque, en URSS, des techniques analogues étaient développées par des économistes tels que Kantorovitch, qui a lui aussi travaillé pour la production militaire et le secteur nucléaire, et Novozhilov. De la programmation linéaire, présentée comme « un des plus importants

<sup>150</sup> Qui a d'ailleurs écrit la biographie de Lord Cherwell (1959).

<sup>151</sup> Comme on le voit, l'éventail idéologique était très large. Franz Horkheimer et Herbert Marcuse étaient aussi de la partie ! (Voir Leonard, « War... », *op. cit.*, p. 264).

développements de l'après-guerre en théorie économique », Dorfman, Samuelson et Solow écrivent, dans le manuel qu'ils lui consacrent, que son développement est le fruit des « efforts conjoints de mathématiciens, administrateurs civils et militaires, statisticiens et économistes » (1958, p. vu). Ce manuel est d'ailleurs produit par la RAND Corporation. Le premier ouvrage consacré à la présentation des techniques de la programmation linéaire, *Activity Analysis of Production and Allocation* (Koopmans 1951), était le fruit d'un effort conjoint de la RAND Corporation et de la commission Cowles.

## **L'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL**

Ces développements ont un effet en retour sur la théorie économique pure, et plus particulièrement sur la théorie de l'équilibre général. C'est l'économiste français Walras qui a, en 1874, proposé la formulation classique de ce qui est devenu le noyau central, non seulement de la microéconomie contemporaine, mais également de la macroéconomie, avec ses plus récents développements. Le modèle d'équilibre général vise à répondre à une question qui hante la pensée économique au moins depuis que la parabole de la main invisible symbolise le libéralisme de Smith : comment un ordre peut-il naître de l'interaction entre une multitude d'agents, dont chacun est mû par son intérêt propre et prend des décisions indépendantes ? Sont donc en jeu l'efficacité, la viabilité et l'optimalité du système de marché. L'élaboration part de [100] l'hypothèse que la société est composée d'agents rationnels, c'est-à-dire de consommateurs cherchant à maximiser leur utilité et de producteurs cherchant à maximiser leurs profits <sup>152</sup>. De Walras aux formulations les plus actuelles, c'est là le fondement du programme de recherche néoclassique. C'est aussi, nous l'avons vu, un élément de base de la théorie des jeux, de sorte qu'il n'est pas étonnant que les deux problématiques se soient rejointes dans l'après-guerre.

Il s'agit de déterminer les prix et les quantités de toutes les marchandises, étant donné les dotations et les préférences des agents, et en supposant par ailleurs que les prix fluctuent de manière à équilibrer l'offre

---

<sup>152</sup> Ce qui se traduira à l'équilibre, dans le modèle walrasien, par l'absence de bénéfices.

et la demande pour chaque bien, dans un cadre de concurrence parfaite, dans lequel les prix sont donnés pour chaque agent. Le terme d'équilibre général, par opposition à l'analyse en termes d'équilibre partiel développée par Marshall, renvoie au fait qu'on considère que l'offre et la demande pour chaque bien dépendent, non seulement du prix de ce bien, mais de tous les autres prix. Walras s'est contenté de compter le nombre d'équations et d'inconnues pour affirmer, sans le démontrer, l'existence d'un équilibre général. Pour simplifier, on peut dire que l'histoire de la théorie de l'équilibre général depuis cette date a consisté à chercher à prouver l'existence d'un équilibre général dans lequel tous les prix sont positifs, et, si possible, son unicité et sa stabilité.

À la suite des premiers efforts de formalisation de G. Cassel <sup>153</sup>, H. Neisser <sup>154</sup>, K. Schlesinger <sup>155</sup> et von Stackelberg <sup>156</sup>, c'est le mathématicien Abraham Wald qui donne, dans deux articles publiés en 1935 et 1936, la première solution au problème de l'existence de l'équilibre général <sup>157</sup>. Ses articles, très complexes mathématiquement, passent inaperçus. De son côté, en 1932, John von Neumann présente une conférence sur la théorie [101] de la croissance économique, qui est publiée en 1937, sous le titre « Sur un système d'équations économiques simultanées et sur la généralisation du théorème de point fixe de Brouwer ». Ce texte contient un instrument mathématique qui servira à donner à la théorie de l'équilibre général sa formulation moderne. Basé sur l'idée du minimax, il s'agit du théorème du point fixe, relevant de la topologie algébrique, démontré en 1910 par le mathématicien Brouwer et utilisé entre autres dans le domaine de la physique. Reformulé en 1941 par le

<sup>153</sup> *Theoretische Sozialökonomie*, Leipzig, C.E Winter, 1918 ; trad. angl., *The Theory of Social Economy*, New York, Harcourt Brace, 1932.

<sup>154</sup> « Lohnhöhe und Beschäftigungsgrad im Marktgleichgewicht », *Weltwirtschaftliches Archiv*, vol. 36, 1932, 415-455.

<sup>155</sup> « Über die Produktionsgleichungen der ökonomischen Wertlehre », *Ergebnisse eines mathematischen Kolloquiums*, vol. 6, 1933-1934, 10-20.

<sup>156</sup> « Zwei kritische Bemerkungen zur Preistheorie Gustav Cassels », *Zeitschrift für Nationalökonomie*, vol. 4, 1933, 456-372.

<sup>157</sup> De ces articles, publiés en allemand dans *Ergebnisse eines mathematischen Kolloquiums* (1933-1934, vol. 6, 10-20 ; vol. 7, 1-6), Wald a donné une version moins technique dans « Über einige Gleichungssysteme der mathematischen Ökonomie », *Zeitschrift für Nationalökonomie*, vol. 7, 1936, 637-670 ; trad. angl., « On Borne Systems of Equations of Mathematical Economics », *Econometrica*, vol. 19, 1951, 368-403.

mathématicien S. Kakutani <sup>158</sup>, il sert de base autant au perfectionnement de la théorie des jeux qu'à celui de la théorie de l'équilibre général.

Dans le premier cas, il s'agit de la célèbre contribution du mathématicien Nash qui démontre, dans une courte note publiée en 1950, l'existence d'un équilibre dans le cas d'un jeu dit « non coopératif », c'est-à-dire à somme non nulle, dans lequel chacun des participants poursuit la meilleure stratégie possible en connaissant les stratégies de tous les autres participants <sup>159</sup>. La référence à l'équilibre de Nash a pris une importance majeure dans la littérature économique contemporaine.

Dépassant la géométrie et le calcul différentiel et intégral surtout utilisé jusque-là en économie mathématique, c'est donc en faisant appel à la topologie et notamment la théorie de la convexité que, à peu près simultanément, Arrow et Debreu (1954) et McKenzie <sup>160</sup> démontrent l'existence d'un équilibre général à partir d'un nombre restreint d'hypothèses relatives à la rationalité des consommateurs et au comportement des firmes. Debreu développe cette étude dans une courte monographie publiée par la commission Cowles en 1959, destinée à présenter une analyse axiomatique de l'équilibre général, selon les critères de rigueur mis en avant par von Neumann et Morgenstern en 1944 dans l'étude de l'économie.

Par rapport au modèle de Wald, outre l'allègement des hypothèses relatives à la technologie et aux préférences, l'un des progrès accomplis consiste à intégrer en un seul modèle la production, l'échange et la consommation, en tenant compte du flux circulaire des revenus. Arrow [102] et Debreu démontrent que si chaque individu détient au départ une certaine quantité de chaque bien disponible pour la vente, un équilibre concurrentiel existera : c'est ce qu'ils appellent le théorème

---

<sup>158</sup> « A Generalization of Brouwer's Fixed Point Theorem », *Duke Mathematical Journal*, vol. 8, 1941, 457-459. Un autre développement important de ce théorème est dû à Herbert E. Scarf (« The Approximation of Fixed Points of a Continuous Mapping », *SIAM Journal of Applied Mathematics*, vol. 15, 1967, 1328-1343).

<sup>159</sup> « Equilibrium Point in N-Person Games », *Proceedings of the National Academy of Science of the USA*, vol. 36, 1950, 48-49.

<sup>160</sup> « On Equilibrium in Graham's Model of World Trade and Other Competitive Systems », *Econometrica*, vol. 22, 1954, 147-161 ; voir aussi « On the Existence of General Equilibrium for a Competitive Market », *Econometrica*, vol. 27, 1959, 54-71.

d'existence d'un équilibre concurrentiel. Arrow et Debreu considèrent que « d'un point de vue descriptif, l'idée suivant laquelle le modèle concurrentiel est une description raisonnablement juste de la réalité, du moins pour certaines fins, présuppose que les équations décrivant le modèle sont consistantes les unes avec les autres » (Arrow et Debreu 1954 in Debreu 1983, p. 69). Toutefois, ni la stabilité, ni l'unicité de cet équilibre ne sont démontrées.

Ce modèle a des implications importantes en ce qui concerne les problèmes d'économie normative ou d'économie du bien-être. Indépendamment l'un de l'autre, Arrow (1951) et Debreu (1952) avaient déjà établi l'équivalence entre l'équilibre général et l'optimum de Pareto. Ainsi la parabole de la main invisible reçoit une preuve mathématique rigoureuse, démontrant l'efficacité et l'optimalité de l'équilibre concurrentiel. Il ne s'ensuit pas, pour les auteurs de cette argumentation, une démonstration de la supériorité de l'économie concurrentielle sur l'économie planifiée : « Les adversaires de l'intervention étatique voient dans ces deux théorèmes [établissant l'équivalence entre équilibre concurrentiel et optimum de Pareto] une démonstration mathématique de la supériorité inconditionnelle des économies de marché, alors que les partisans de l'intervention étatique font bon accueil aux mêmes théorèmes parce que le caractère explicite de leurs hypothèses met en lumière les écarts entre le modèle théorique et les économies qu'ils observent » (Debreu 1986, p. 402). En réalité, à la suite de Pareto et de Barone, on a aussi perfectionné la démonstration du fait que la planification parfaitement informée peut aussi faire parvenir une économie à l'optimum.

Non seulement les partisans de l'intervention étatique, mais plus généralement les économistes méfiants face à l'utilisation d'instruments mathématiques sophistiqués, aussi bien que ceux qui rejettent l'approche néoclassique, ont à maintes reprises critiqué l'irréalisme des hypothèses nécessaires à la construction de ces modèles considérés comme coupés de la réalité <sup>161</sup>. Cela n'a évidemment pas empêché la prolifération d'une littérature très abondante, s'appuyant entre autres sur

---

<sup>161</sup> Parmi les critiques de la théorie de l'équilibre général et de ses prémisses, on peut noter, par exemple, celles des institutionnalistes (y compris Galbraith) et des post-keynésiens, au premier rang desquels Joan Robinson, ainsi que d'auteurs tels que Georgescu-Roegen ou Kornai.

le [103] théorème de Kakutani pour perfectionner et développer le modèle d'équilibre général de Walras <sup>162</sup>.

Mais ce furent d'abord les architectes de ces constructions sophistiquées qui attirèrent eux-mêmes l'attention sur leurs limites et mirent en garde contre les conclusions qu'on peut en tirer. Debreu a souligné que la démonstration de l'unité et de la stabilité de l'équilibre général nécessite des hypothèses beaucoup trop contraignantes <sup>163</sup>. Dans ce qui est sans doute le principal manuel sur la théorie de l'équilibre général, plus accessible au lecteur moyen que les travaux fondateurs, Arrow et Hahn attirent l'attention sur le caractère irréaliste d'une théorie qui évacue, entre autres, la monnaie et l'incertitude, données pourtant fondamentales des économies contemporaines : « [Dans] un monde avec un passé et un futur dans lequel les contrats sont établis en termes de monnaie, il peut ne pas y avoir d'équilibre » (Arrow et Hahn 1971, p. 361). Il n'y a en effet pas de monnaie dans le modèle d'équilibre général de Arrow-Debreu, où toutes les transactions se font au début d'un intervalle de temps donné. Il n'y a pas, non plus, d'informations asymétriques. Il est difficile d'intégrer tant le gouvernement que les monopoles dans le modèle. Hahn et plusieurs autres travaillent à enrichir la théorie de l'équilibre général en cherchant à y intégrer certains de ces éléments, comme du reste en cherchant à la dynamiser.

### **TRIOMPHE ET LIMITES DES MATHÉMATIQUES**

Le massif, plus ou moins escarpé, de l'économétrie constitue somme toute un champ de spécialisation relativement défini et restreint de l'économie ; et si les programmes universitaires prévoient la plupart du temps l'obligation de suivre des cours d'économétrie, on peut être économiste sans être économètre. De même, l'escalade des cimes

<sup>162</sup> On trouvera une bibliographie détaillée de ces contributions entre autres dans Debreu 1982.

<sup>163</sup> Voir Debreu (1974). Pour une démonstration des conditions de stabilité de l'équilibre, qui chez Walras prenait la forme de l'étude du tâtonnement, avec commissaire-priseur, on consultera K. Arrow et L. Hurwicz, « On the Stability of the Competitive Equilibrium I », *Econometrica*, vol. 26, 1958, 522-552 et K. Arrow, J. Block et L. Hurwicz, « On the Stability of the Competitive Equilibrium II », *Econometrica*, vol. 27, 1959, 82-109.

topologiques de la théorie de l'équilibre général n'est-elle pas exigée de tous. Mais les sentiers de plaine eux aussi sont désormais balisés d'équations et de figures géométriques. L'aspirant économiste ne peut échapper à la mathématisation. L'économiste professionnel ne peut comprendre ses [104] collègues et ne peut lire les revues, du moins les plus prestigieuses, sans un bagage mathématique minimal.

Cela aussi a commencé dans les années trente, avec la reformulation en langage mathématique de tous les secteurs de la science économique. La théorie du commerce international s'y est particulièrement prêtée ; l'analyse des fluctuations cycliques a, de plus en plus, fait l'objet de traitement mathématique à partir du début des années trente ; au même moment, la théorie du consommateur et la théorie de la valeur ont fait l'objet de traductions formalisées, souvent par les mêmes auteurs, par exemple, dès 1928, Frisch. Et puis, après la publication de la *Théorie générale*, ce sera la macroéconomie keynésienne qui, de plus en plus, sera coulée dans un moule mathématique, en dépit des avertissements de son auteur contre les « récentes "économies mathématiques" » qui « permettent aux auteurs d'oublier dans le dédale de symboles vains et prétentieux les complexités et les interdépendances du monde réel » (TG, p. 298-299).

Trois auteurs en particulier ont joué un rôle clé dans cette reformulation mathématique des différents pans de la théorie économique, à un niveau qu'on pourrait qualifier d'intermédiaire, celui qui a été intégré dans les manuels. En Grande-Bretagne, John Hicks initie le monde anglo-saxon à l'approche walrasienne, dont l'œuvre fondatrice, les *Éléments d'économie politique pure*, ne sera traduite en anglais qu'en 1954 <sup>164</sup>. Plus généralement, Hicks a, dans divers articles parus dans les années trente, en particulier la célèbre reformulation de la théorie de la demande avec Allen (1934), mais surtout dans son *Valeur et capital* (1939), élaboré un grand nombre des instruments d'analyse qui sont aujourd'hui devenus partie intégrante de la théorie économique orthodoxe, à tel point d'ailleurs qu'on ne voit plus clairement leur origine chez Hicks - d'autant plus que leur auteur s'est graduellement éloigné tant de la tradition néoclassique que de l'économie mathématique.

Il n'en est pas de même pour l'économiste Maurice Allais, qui demeure aujourd'hui convaincu de la fécondité de la voie qu'il a ouverte,

---

<sup>164</sup> *Elements of Pure Economics*, Homewood, Illinois, Richard D. Irwin, 1954.

en 1943, avec ce monumental ouvrage, *À la recherche d'une discipline économique*, qu'il écrit dans l'isolement, ne disposant que de Walras, de Pareto et des mathématiques. Physicien et ingénieur, comme Walras, autant qu'économiste, Allais cherche à reconstruire la totalité de la science économique sur des bases analogues à celles de la physique. Son travail, dans lequel il démontre entre autres un théorème d'équivalence [105] analogue à la démonstration par Arrow et Debreu de l'équivalence entre équilibre concurrentiel et optimum de Pareto, demeurera longtemps méconnu.

L'économiste américain Paul Samuelson est plus favorisé, sans doute parce qu'il publie en anglais, aux États-Unis, qu'il a envahi toutes les revues avec ses articles reformulant mathématiquement la quasi-totalité du savoir économique de l'époque. Cela commence en 1937 avec le début de la rédaction d'une thèse de doctorat soutenue en 1941, « *The Operational Significance of Economic Theory* », dans laquelle il cherche à démontrer l'existence, dans tous les domaines de la recherche économique, de théorèmes significatifs dérivant en grande partie de l'hypothèse selon laquelle « les conditions d'équilibre sont équivalentes au maximum (ou au minimum) de quelque grandeur » (p. 5).

Cette thèse n'est publiée qu'en 1947 ; son caractère mathématique en a rendu la publication difficile. Elle joue un rôle important dans la transformation de la discipline qui s'opérera dans l'après-guerre. Cette transformation se caractérise, non seulement par la création de nouvelles revues d'économie mathématique, s'ajoutant à *Econometrica*, *Review of Economic Studies* et *Review of Economics and Statistics*, telles que *International Economic Review* (1960), *Journal of Economic Theory* (1969) et *Journal of Mathematical Economics* (1974), mais aussi par le fait que dans des revues telles que *American Economic Review*, le contenu mathématique est passé de moins de 3% en 1940 à 40% en 1990. Beaucoup pensent que la science économique vient de se doter d'outils nouveaux. En fait, ces outils mathématiques qui viennent d'investir massivement la théorie et l'analyse économique, transforment la nature de cette discipline.

La synthèse keynéso-néoclassique, dont Hicks est un des premiers architectes, en est probablement un premier indice. En effet, c'est très largement une reformulation dans un cadre commun qui a permis le rapprochement entre l'approche keynésienne et celle que Keynes avait choisi de combattre. La formalisation mathématique a tout

naturellement conduit à gommer l'incertitude non probabilisable, élément clé de la critique de la théorie classique par Keynes, ce qui a permis la réintégration dans une analyse en termes d'équilibre des principales fonctions keynésiennes.

Plus largement, l'investissement de la science économique par les techniques et le langage mathématique ont contribué au fait qu'elle est devenue de plus en plus difficile à définir par son objet. Certes, celui sur lequel ont porté les travaux des économistes a pu varier depuis la naissance de leur discipline : richesse du Prince, puis de la nation (mercantilistes), circulation du produit net (physiocrates), production et répartition [106] des richesses (classiques), mode de production capitaliste (Marx), économie réelle de marché (marginalismes), économie monétaire de marché (Wicksell), économie monétaire de production (Keynes). Ces objets diffèrent. Mais tous concernent les conditions matérielles de la reproduction des sociétés humaines. La science économique formalisée de l'après-guerre reprend en gros tout cet héritage, quitte à le traduire en termes plus aseptisés (du point de vue de la formalisation mathématique) ; mais elle y ajoute l'équilibre de marché - et l'équilibre en soi, ainsi que l'optimum. Progressivement, l'objet de la science économique formalisée s'élargit à l'ensemble des comportements de tout agent en situation d'évaluer, de décider et d'agir, ainsi qu'aux conditions auxquelles ces comportements sont compatibles.

Ainsi, les démarches et les travaux les plus disparates vont se développer au sein de ce que l'on continue à nommer la science économique. Avec le recul, on peut discerner la formation de deux galaxies, l'une à prédominance axiomatique (où les diverses approches théoriques sont reconstruites, avec le principal souci de leur cohérence logique formelle), l'autre principalement vouée (là encore à partir de différentes approches théoriques) à la connaissance et l'interprétation des processus et phénomènes observables. Résidant de moins en moins dans l'unicité de l'objet étudié, l'unité de l'ensemble va désormais résulter des outils et du langage utilisés, les uns et l'autre de plus en plus mathématiques.

Au sein des autres sciences sociales, la science économique va dès lors se distinguer par le développement de ses méthodes formalisées, créant une distance et une différenciation nouvelles et suscitant des relations complexes de fascination/répulsion. Et cela d'autant plus que des adeptes de cette nouvelle économie formalisée vont, parfois sans

beaucoup de discernement, appliquer leurs outils à des champs traditionnellement traités par d'autres disciplines : l'analyse de la famille et de la fécondité (G. Becker), des scrutins politiques et de la bureaucratie (A. Downs), de la criminalité et de la procédure judiciaire (G. Tullock), R. Fogel (1983) allant même jusqu'à prétendre remplacer la vieille « histoire traditionnelle » par une nouvelle « histoire scientifique » : la « cliométrie ».

Forte à la fois de ses succès pratiques (comptabilités nationales, politiques économiques, planifications) et de ses hautes capacités de formalisation (que symbolisent les travaux sur l'équilibre général), la science économique bénéficie d'un prestige exceptionnel. Outre une certaine communauté de problématiques, d'outils et de langage, sa cohésion va très largement se construire à travers des procédures de reconnaissance [107] réciproque, et en quelque sorte d'habilitation, pour lesquelles joueront un rôle majeur des associations internationales, telles que la Société d'économétrie, et, de plus en plus, l'American Economic Association, avec sa conférence annuelle et ses publications.

Car, et c'est la troisième mutation majeure de la période, le pôle géographique de la science économique a basculé de la Grande-Bretagne aux États-Unis. C'est là que s'est formée la communauté la plus dynamique d'économistes, avec un exceptionnel système d'interrelations entre des mondes souvent séparés en Europe : l'université, l'administration, le système bancaire et les affaires, et le rôle clé des fondations et des programmes et institutions de recherche (Fondation Cowles, Brookings Institution, National Science Foundation, National Bureau of Economic Research, parmi d'autres) ; avec une étonnante capacité d'accueil, de mobilisation et d'assimilation de compétences venues d'autres pays <sup>165</sup> ; avec aussi une remarquable aptitude à impulser une

---

<sup>165</sup> Parmi les auteurs étudiés dans notre dictionnaire, quelques-uns sont nés dans des familles qui avaient immigré aux États-Unis au début du siècle : Arrow, Burns, Friedman, Stigler, et au début des années trente : Frank. De même, les familles de Nove, Singer et Hahn avaient immigré en Grande-Bretagne. Notons qu'ont immigré aux États-Unis : de Russie, Marschak en 1919 et Kuznets en 1921 ; au début des années trente, d'Allemagne, von Neumann et Katona (nés à Budapest), Baran et Leontief (nés en Russie), Hirschman et, d'Autriche, Machlup ; dans la deuxième moitié des années trente, Domar (de Russie), Boulding (de Grande-Bretagne), Morgenstern (de Vienne, mais il était né en Silésie), Modigliani (d'Italie), Scitowski et Fellner (de Hongrie), Berner (de

dynamique dominante, au point qu'on peut avoir le sentiment qu'il y a une véritable gestion de la profession, mais une aptitude aussi à accepter dissidents, contestataires et esprits atypiques.

[108]

---

Grande-Bretagne, mais il était né en Bessarabie) ; pendant la guerre Koopmans (de Hollande) et Nurkse (d'Estonie) ; et après la guerre, Georgescu-Roegen (de Roumanie, 1948), I. Adelman (née en Roumanie, d'Israël, 1949), Debreu (de France, 1950), Coase (de Grande-Bretagne, 1951), Vanek (de Tchécoslovaquie, 1955), Balassa (de Hongrie, 1956), Leijonhufvud (de Suède, 1960-1961). Les mouvements en sens inverse sont peu nombreux.

[109]

**La pensée économique depuis Keynes.**  
*Historique et Dictionnaire des principaux auteurs.*

**PREMIÈRE PARTIE : HISTORIQUE.**

## **Chapitre 5**

---

# Une nouvelle orthodoxie : la synthèse néoclassique

[Retour au sommaire](#)

La voie d'une conciliation entre des apports du renouveau keynésien et des éléments de la tradition néoclassique a, en quelque sorte, été laissée ouverte par certaines ambiguïtés de Keynes. John Hicks fut l'un des premiers à s'y engager peu après la parution de la *Théorie générale*. Puis, de nombreux travaux contribuèrent à l'élaboration d'une macroéconomie de la synthèse, au sein de laquelle ont été réexaminées et reformulées les principales relations économiques exposées dans l'œuvre de Keynes.

C'est principalement dans ce cadre analytique que sera enseignée à des générations d'étudiants une version revue et corrigée de ce que l'on continuera, non sans risque de malentendu, à nommer keynésianisme. Et c'est dans ce cadre que seront construits, grâce aux progrès réalisés par les comptabilités économiques, l'économétrie et l'informatique, les premiers grands modèles macro-économétriques permettant de simuler le fonctionnement et les dynamiques des économies des principaux pays industrialisés.

## LA MACROÉCONOMIE REPENSÉE EN ÉQUILIBRE

On ne peut reprocher à John Hicks d'avoir mal lu la *Théorie générale* ; dans son compte rendu de cet ouvrage, publié dans l'*Economie Journal* de juin 1936, il met en relief l'importance de la prise en compte des anticipations, tant pour la théorie que pour l'analyse du monde tel qu'il est, y compris en déséquilibre. Il rappelle que la découverte n'est pas entièrement nouvelle et que les économistes suédois, notamment Lindahl et Myrdal, ont précédé Keynes de plusieurs années sur ce terrain. Mais il affirme : « Du point de vue de la théorie pure, le recours à la méthode des anticipations est peut-être la chose la plus révolutionnaire de ce livre » (Hicks 1936, p. 240).<sup>1</sup>

L'année suivante, dans son article paru dans *Econometrica* en avril 1937, « M. Keynes et les "classiques" : proposition d'une interprétation », [110] Hicks n'évoque plus les anticipations. Son propos est autre. Il vise, au départ, à évaluer dans quelle mesure il y a une réelle opposition entre la théorie de Keynes et celle des « classiques », à laquelle Keynes s'était explicitement attaqué. Pour ce faire, il réduit les deux théories à trois équations : l'une pour la demande de monnaie, la deuxième pour l'investissement et la troisième pour l'investissement pris comme égal à l'épargne. Ainsi reformulées, les deux théories ne s'opposent plus guère<sup>166</sup> : chez les classiques et chez Keynes, les trois grandeurs sont fonctions soit du revenu  $Y$ , soit du taux d'intérêt  $i$ , soit de  $Y$  et de  $i$ . Hicks propose alors, dans un souci d'élégance mathématique, de prendre comme variables  $Y$  et  $i$  dans les trois équations, ce qui donne<sup>167</sup> :

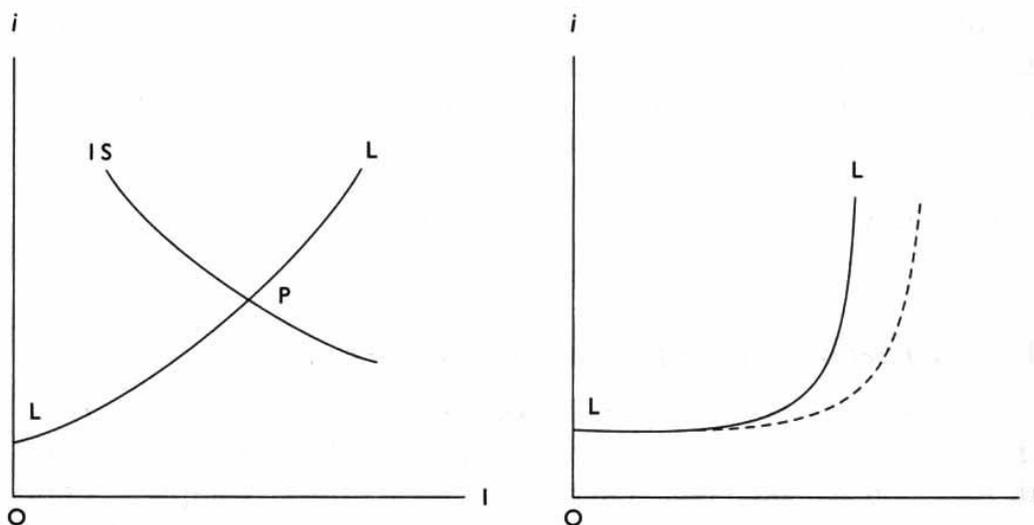
$$M = L(Y, i) \quad I = K(Y, i) \quad I = S(Y, i).$$

<sup>166</sup> Dans l'une et l'autre, l'investissement dépend du taux d'intérêt ( $I = K(i)$ ) ; en ce qui concerne la demande de monnaie  $M$ , elle dépend chez les classiques du revenu ( $M = kY$ ) et chez Keynes du revenu et du taux d'intérêt ( $M = L(Y, i)$ ) ; enfin, pour les classiques l'épargne dépend du taux d'intérêt et du revenu ( $I = S(i, Y)$ ), alors que chez Keynes elle dépend du seul revenu ( $I = S(Y)$ ) (Hicks 1937, p. 152-153).

<sup>167</sup> *Ibid.*, p. 156.

Cela est alors présenté par Hicks comme le noyau d'une « théorie générale généralisée ». Il en fait une présentation graphique sur un schéma portant  $i$  en ordonnée et  $Y$  en abscisse et où il trace :

- la courbe IS, lieu des points où il y a égalité de  $I$  et de  $S$ , pour des couples  $(Y, i)$  -  $i$  représentant là le « taux d'intérêt d'investissement », très proche selon Hicks du taux naturel de Wicksell ;



L'ancêtre du modèle IS-LM. Le schéma IS-LL de Hicks  
(1937 *Etrica*, p. 153)

[111]

- la courbe LL, lieu des points où il y a équilibre du marché monétaire pour des couples  $(Y, i)$  -  $i$  représentant là le « taux d'intérêt monétaire ».

Le point d'intersection des deux courbes est le point d'équilibre de l'économie puisqu'il y a à la fois équilibre du marché monétaire, égalité de l'investissement et de l'épargne et égalité du « taux d'intérêt d'investissement » et du « taux d'intérêt monétaire ». Il permet donc de connaître le couple  $(Y, i)$  correspondant à l'équilibre (p. 156-157). Arrivé à ce point, Hicks ne peut s'empêcher de remarquer : « Quand elle est ainsi

généralisée la théorie de M. Keynes commence à ressembler fortement à la construction de Wicksell » (Hicks [1937] 1977, p. 200).

Keynes a-t-il été séduit par l'élégance de l'argument ? Ou a-t-il manqué de vigilance ? Le fait est qu'il ne désavoua pas cette présentation, pourtant peu compatible avec certaines idées forces de la *Théorie générale*, comme en fait foi sa lettre à Hicks, le 31 mars 1937, à propos d'une version préliminaire du texte de Hicks, qui avait d'abord été présentée à une réunion de la Société d'économétrie tenue à Oxford en septembre 1936 <sup>168</sup>. Toutefois, il écrit, à propos du concept de revenu figurant dans les équations de Hicks : « L'objection qu'on peut faire est que cela donne trop d'importance au revenu courant. En ce qui concerne l'incitation à investir, le revenu anticipé pour la période de l'investissement est la variable appropriée. C'est ce que j'ai tenté de prendre en compte en définissant l'efficacité marginale du capital » (*ibid.*, p. 80). Mais surtout, il termine sa lettre en annonçant un article traitant des différences fondamentales entre sa théorie de l'intérêt et celle des Suédois, ajoutant ne pas comprendre la position de Hicks à ce sujet. Dans une lettre datée du 11 avril 1937 (*JMK*, XIV, p. 83), il écrit qu'il devra, dans cet article, accuser Hicks d'être dans le même camp que les Suédois. Pour Keynes, autant la théorie suédoise que la théorie classique de l'intérêt, qui se rejoignent, s'opposent radicalement à sa théorie monétaire de l'intérêt qu'il voit de plus en plus comme son apport majeur. Or le modèle IS-LL ne fait aucune différence entre les conceptions classique et keynésienne de l'intérêt, ce qui permet de considérer les deux modèles comme des cas particuliers d'un modèle plus général, qu'on pourrait qualifier de hicksien.

Justement, John Hicks travaillait alors à la rédaction de *Valeur et capital* (1939) <sup>169</sup>, avec le souci de parvenir à une explication globale

---

<sup>168</sup> Voir *supra*, chapitre 3.

<sup>169</sup> Ce qui explique peut-être la phrase finale de son article : « La *Théorie générale de l'emploi* est un ouvrage utile ; mais il n'est ni le début, ni la fin de l'économie dynamique » (p. 201). Schumpeter, dont le *Business Cycles* a aussi paru trois ans après le livre de Keynes, a eu une réaction analogue, écrivant dans son *Histoire de l'analyse économique*, à propos de la *Théorie générale* que « les économistes suédois les plus distingués, notamment Lindahl, Myrdal et Ohlin, en développant certaines orientations de Wicksell, utilisèrent des matériaux semblables et suivirent un plan similaire » (Schumpeter 1983, vol. 3, p. 547).

du fonctionnement [112] économique. Il était donc naturel qu'il cherche à trouver un cadre commun aux relations macroéconomiques de la théorie classique et de la *Théorie générale*. Il reste que son article de 1937 va être souvent lu comme une formulation particulièrement concise, synthétique, de la théorie keynésienne. Avec le recul, on peut remarquer qu'il s'agit d'une lecture particulière, caractérisée par l'absence de prise en considération de l'incertitude et des anticipations face à un futur inconnu et inconnaissable, et par l'insertion de certaines fonctions keynésiennes, plus ou moins épurées, dans un cadre de pensée profondément différent de celui de la *Théorie générale*, puisque la préoccupation principale est de chercher à dégager les conditions de l'équilibre.

Outre Hicks, Harrod et Meade ont eux aussi présenté, à la réunion de septembre 1936 de la Société d'économétrie, des interprétations très semblables de la *Théorie générale*, publiées l'année suivante, respectivement, dans *Econometrica* et *Review of Economic Studies*. Il n'y manque en fait que la présentation géométrique qui en fait à la fois l'originalité et est sans doute à la source de son succès. Hicks est aussi le seul à présenter les modèles de Keynes et des classiques comme des cas particuliers d'un modèle plus général. Harrod compare à une « théorie traditionnelle » de l'intérêt, réduite à deux équations, une théorie de Keynes traduite en trois équations, écrivant de cette dernière : « À mon avis, M. Keynes n'a pas effectué de révolution dans la théorie économique fondamentale, mais un réajustement et un déplacement de ce sur quoi on met l'accent » (1937, p. 85) <sup>170</sup>. Meade présente un modèle du système keynésien en huit équations. Il a été établi que Hicks avait lu les textes [113] de Harrod et de Meade avant de préparer le sien <sup>171</sup>, et

<sup>170</sup> Lecteur des épreuves de la *Théorie générale*, Harrod avait conseillé à Keynes d'adoucir ses attaques contre les classiques. Keynes lui avait répondu qu'il fallait au contraire les accentuer pour bien faire ressortir l'essentiel de son message (lettre du 27 août 1935, in *JMK*, XIII, 547-553 ; voir p. 526-65 pour l'ensemble de la correspondance entre Harrod et Keynes relative aux épreuves de la *Théorie générale*). À Harrod, comme à Hicks, Keynes écrit de son texte : « J'aime votre papier (...) plus que je ne peux le dire. Je l'ai trouvé instructif et éclairant, et je n'ai vraiment pas de critique » (*JMK*, XIV, p. 84), mais cette déclaration préliminaire est suivie d'un passage dans lequel Keynes insiste sur sa rupture avec la vision classique, qu'il compare à des moments d'illumination, qui lui ont permis de sortir d'un tunnel. Il reproche aussi à Harrod de ne pas mentionner la demande effective.

<sup>171</sup> Voir à ce sujet Young 1987, p. 20-39 et 82-83.

sans doute aussi un texte soumis par David Champernowne à la *Review of Economic Studies* avant la publication de la *Théorie générale*, lequel cherchait à modéliser la différence entre les approches classique et keynésienne, en construisant un système qui les englobe toutes les deux <sup>172</sup>.

De nombreux autres auteurs, malgré des préoccupations et des perspectives souvent dissemblables, vont concourir à cette recherche d'une version systématisée et simplifiée de la théorie de Keynes. En 1937, dans une recension de la *Théorie générale* publiée par la revue *Economic Record* W.B. Reddaway développe, indépendamment de Champernowne, Harrod, Hicks et Meade, une analyse très semblable à celle qui sous-tend le modèle IS-LL <sup>173</sup>. La même année, Nicholas Kaldor, qui s'affirmera plus tard comme l'un des principaux théoriciens du courant post-keynésien, est le premier à appliquer le schéma IS-LL dans le cadre d'une critique de l'article dans lequel Pigou traite de l'effet qui portera son nom <sup>174</sup>. En 1938, dans un article fondé sur l'intuition selon laquelle la théorie traditionnelle et la théorie de Keynes sont l'une et l'autre des cas particuliers d'une théorie plus générale, O. Lange utilise à son tour un schéma de type IS-LL, ainsi que d'autres, annonceurs du futur « schéma à 45° » <sup>175</sup>. Il est l'un des rares auteurs à construire son modèle en utilisant les unités salariales suggérées par Keynes dans la *Théorie générale*. Auteur d'une recension « littéraire » de la *Théorie générale* publiée en 1936, Abba Lerner deviendra rapidement l'un des

<sup>172</sup> « Unemployment, Basic and Monetary : the Classical Analysis and the Keynesian », *Review of Economic Studies*, vol. 3, 1935-1936, 201-216. Chacun des modèles comprend six équations et Champernowne, qui était un étudiant sous-gradué et suivait les cours de Keynes lorsqu'il a écrit ce texte, utilise aussi une illustration graphique qui préfigure celle de Hicks.

<sup>173</sup> « The General Theory of Employment, Interest, and Money », *Economic Record*, vol. 12, 28-36.

<sup>174</sup> « Prof. Pigou on Money Wages in Relation to Unemployment », *Economic Journal*, vol. 47, 1937, 743-753. Voir Pigou, « Real and Money Wage Rates in Relation to Unemployment », *Economic Journal*, vol. 47, 1937, 405-422.

<sup>175</sup> De l'article de Lange, Keynes a écrit, dans le cadre d'une controverse avec Robertson qu'il « suit très étroitement et fidèlement ma ligne de pensée », ajoutant que l'analyse qu'il donne dans son livre est la même que la « théorie générale » exposée par Lange (« Mr. Keynes and Finance », *Economie Journal*, vol. 48, 1938, in *JMK*, XIV, p. 232).

plus ardents propagateurs de la géométrie IS-LL <sup>176</sup>, jouant un rôle très important dans la popularisation du keynésianisme aux États-Unis.

[114]

En 1944, Franco Modigliani publie, dans *Econometrica*, un article, issu d'une thèse de doctorat réalisée sous la direction de Marschak, qui a, dans la constitution de la synthèse néoclassique, une influence aussi importante que celle de l'article publié par Hicks dans la même revue sept ans plus tôt. Modigliani a lui-même, plusieurs années plus tard, présenté ainsi l'un de ses principaux objectifs de recherche : « intégrer les principaux éléments de la construction de la *Théorie générale* à la méthodologie plus traditionnelle et mieux établie de la science économique qui repose sur le postulat de base du comportement rationnel de maximisation de la part des agents économiques » (1980, p. xi). Dans son article, il présente le système « keynésien » de manière à en rendre la comparaison possible tant avec le système « classique élémentaire » qu'avec le système « classique généralisé », chacun décrit en douze équations, et dans une forme qui en rend la vérification empirique aisée. Il utilise un schéma de type IS-LL (p. 58-59) et fait ressortir que l'hypothèse de rigidité des salaires est essentielle pour expliquer l'équilibre de sous-emploi. Il s'intéresse au problème de la dichotomie entre le secteur réel et le secteur monétaire, thème sur lequel il revient dans un autre article où, en 1963, il reprend et complexifie son modèle de 1944, décrivant en quatorze équations le système keynésien.

Le modèle de Modigliani aura une influence importante sur les constructeurs de modèles macro-économétriques. Parmi ces derniers, L. Klein a lui-même contribué à l'élaboration du modèle keynésien, entre autres dans un article publié en 1947 dans le *Journal of Political Economy*, et dans le livre publié la même année sous le titre de *The Keynesian Revolution*, issu de sa thèse de doctorat. Dans le premier, il compare, en les traduisant en équations, les systèmes classique,

<sup>176</sup> Voir en particulier : « Alternative Formulations of the Theory of Interest », 1938, in S. Harris (dir.), *The New Economics*, Londres, Dennis Dobson, 1947, 634-654 ; « Ex-Ante Analysis and Wage Theory », 1939, in *Essays in Economic Analysis*, Londres, 1953, dans lequel il utilise cette problématique pour étudier la théorie des Suédois. Il mettait d'ailleurs en doute leur priorité dans la découverte de la théorie de la demande effective (voir aussi à ce sujet « Some Swedish Stepping Stones in Economic Theory », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 6, 1940, 574-591).

keynésien, et, ce qui n'était pas courant pour l'époque, marxiste. Dans le chapitre cinquième de son livre, il donne une version simplifiée, en huit relations fondamentales, du système de Keynes et en analyse les interdépendances à l'aide de plusieurs schémas, dont un du type « IS-LL » (p. 88). La même année que le livre de Klein paraît *Foundations of Economic Analysis*, dans lequel Samuelson propose lui aussi une présentation mathématique de la *Théorie générale*, selon les mêmes lignes que Hicks, Lange et Meade.

[115]

Le schéma IS-LL fera l'objet de nouvelles élaborations et d'une présentation plus systématique par A. Hansen, en particulier dans deux livres publiés en 1949 (notamment chap. 5) et en 1953 (chap. 7), qui jouent un rôle déterminant dans la popularisation de cette approche. Le second, *A Guide to Keynes*, est un guide de lecture mathématisé, mais en même temps très abordable, de la *Théorie générale*, qui finira par s'imposer comme lecture pouvant remplacer celle du livre de Keynes. Comme ses prédécesseurs, Hansen cherche à réconcilier Keynes et ses adversaires, tels que Pigou, Robertson ou les Suédois. Il est sans doute l'un des premiers à distinguer la théorie économique de Keynes de la théorie économique keynésienne, soulignant par exemple que « si on considère le système keynésien dans son ensemble sans se concentrer trop étroitement sur certains passages de la *Théorie générale*, on trouve beaucoup plus d'accord entre Robertson et Keynes qu'il n'y paraît en surface » (1949, p. 81). Dans *A Guide to Keynes*, pour obtenir la courbe IS, Hansen combine la fonction de demande d'investissement de Keynes avec la conception des « fonds prêtables » des classiques anglais. Il obtient la courbe LL, en rapprochant l'offre de monnaie d'une famille de courbes de demande de monnaie pour différents niveaux de revenus : il construit donc la courbe des points où il y a égalité de l'offre et de la demande de monnaie pour des couples  $(Y, i)$ . Cette courbe, il l'appelle LM <sup>177</sup>, et c'est désormais l'appellation de IS-LM qui s'imposera pour décrire le modèle initialement présenté par Hicks.

---

<sup>177</sup> En fait, c'est dans son livre de 1949 (p. 77-78) que Hansen a procédé au remplacement du sigle LL par le sigle LM.

Le modèle IS-LM, progressivement systématisé <sup>178</sup>, va constituer, dans les années cinquante et soixante, le cadre principal du développement de la macroéconomie keynésienne, dans la version de la synthèse néoclassique <sup>179</sup>, et de son enseignement <sup>180</sup>, comme celui de la construction des modèles économétriques.

[116]

De même que, pour la microéconomie, les courbes d'offre et de demande illustrent l'analyse de l'équilibre des prix et des quantités sur les marchés, de même, pour la macroéconomie, IS-LM symbolise l'équilibre des quantités globales ; plus précisément, il permet de déterminer les niveaux du revenu et de l'intérêt pour lesquels se réalise le double équilibre sur les marchés des biens et sur le marché monétaire. Là où les fonctions et les analyses de Keynes devaient permettre d'expliquer les dysfonctionnements des systèmes économiques et notamment le maintien durable de situations de sous-emploi, le schéma IS-LM permet aux économistes de retrouver leur point de repère privilégié : l'équilibre.

Certes, il a été critiqué comme non keynésien, notamment par Weintraub (1961), Clower (1963) et Leijonhufvud (1968). Hicks lui-même en marquera les limites, à mesure qu'il s'éloigne, dans l'après-guerre, de la nouvelle orthodoxie et devient de plus en plus sceptique face à une économie mathématique qui simplifie la réalité en évacuant le temps et l'incertitude. Il écrit ainsi en 1976, du schéma dont il est le créateur et

---

<sup>178</sup> Sur l'abondante littérature suscitée par le schéma IS-LM, on consultera, outre le livre de Young (1987) déjà mentionné à diverses reprises : I. Maes, « IS-LM : The Hicksian Journey », *De Economist*, 137, n° 1, 1989, 91-104 ; D. Patinkin, « In Defense of IS-LM », *Quarterly Review, Banca Nazionale del Lavoro*, n° 172, mars 1990, 119-314 ; G.L.S. Shackle, « Sir John Hicks's "IS-LM : An Explanation" : A Comment », *Journal of Post-Keynesian Economics*, vol. 4, 1982, 435-438 ; H. Zajdela, « IS-LM : la controverse Hicks-Keynes », *Economie appliquée*, tome 41, n° 2, 1988, 225-246.

<sup>179</sup> Nous verrons en effet au chapitre suivant qu'une autre macroéconomie keynésienne se développera à la même époque, entre autres sous l'inspiration des travaux de Kalecki.

<sup>180</sup> Dans ce cadre, joueront un rôle essentiel les ouvrages de Klein, *The Keynesian Revolution* (1947), de Hansen, *A Guide to Keynes* (1953), et de Samuelson, *L'Économie* (1948), lequel connaîtra une très forte diffusion à travers plusieurs éditions et traductions.

qui a déjà servi à initier d'innombrables étudiants à la théorie keynésienne, qu'il « réduit la *Théorie générale* à une économie d'équilibre ; il n'est pas vraiment *dans* le temps » (1976, p. 141). En 1981, c'est à une véritable autocritique qu'il se livre dans le *Journal of Post Keynesian Economics*, organe d'un courant de pensée qui n'a cessé d'attaquer le keynésianisme que symbolise le modèle IS-LM (1981 *JPKE*), soulignant que ce modèle est loin de contenir tous les apports de la *Théorie générale*. Il n'empêche : pour des générations d'étudiants, donc d'économistes, il y a eu assimilation entre IS-LM, macroéconomie et keynésianisme.

En même temps que, avec son volet réel et son volet monétaire nettement distincts, le modèle IS-LM était adopté comme cadre privilégié d'analyse, se renouvelait la séparation entre travaux consacrés aux équilibres réels et travaux portant sur les phénomènes monétaires. Malgré leur relative abondance, ces derniers n'ont pas contribué à dégager une vision dominante et n'ont pas non plus fait émerger d'hypothèses ou d'axes décisifs d'analyse. Après des débats sur la question de la dette publique, le Rapport Radcliffe (1959) en Grande-Bretagne et aux États-Unis le Rapport de la Commission sur la monnaie et le crédit auprès du Comité pour le développement économique (1961) portent principalement sur les institutions et les instruments de la politique monétaire. [117] Dans le champ théorique, plusieurs auteurs parmi lesquels W. Baumol (1952 *QJE*), R. Kahn <sup>181</sup>, et J. Tobin (1955, 1958, 1961) intègrent la théorie de la demande de monnaie dans une analyse élargie à différents types d'actifs.

Pour leur part, les travaux de D. Patinkin (1948, 1949, 1956) traduisent un effort pour intégrer théorie monétaire et théorie réelle. Dès le premier texte, Patinkin se montre d'ailleurs très critique par rapport à ce qu'il appelle la « dichotomie classique » présente dans les modèles de type IS-LM, auxquels il reproche en outre l'absence de fondements microéconomiques satisfaisants. Les travaux de Patinkin ont eux-mêmes fait l'objet d'interprétations très divergentes, sa contribution apparaissant à certains comme s'inscrivant dans le droit fil de la *Théorie générale*, à d'autres comme en travestissant le message central et à d'autres encore comme un accomplissement de la synthèse néoclassique. Son

---

<sup>181</sup> « Some Notes on Liquidity Préférences », *Manchester School of Economic and Social Studies*, vol. 22, 1954, 229-257.

ouvrage de 1956 traite successivement de l'approche microéconomique, avec notamment l'effet d'encaisses réelles, et de l'approche macroéconomique, en recherchant, dans un cadre de structure keynésienne et avec des hypothèses de comportement classiques, quelles sont les conditions de la neutralité de la monnaie <sup>182</sup>. La même année, M. Friedman publie sa reformulation moderne de la théorie quantitative de la monnaie.

Le fait que les travaux consacrés aux flux économiques et à leurs interrelations et ceux consacrés aux phénomènes monétaires ont, dans l'ensemble, été séparés, les premiers étant prédominants par rapport aux seconds, a conduit à ce paradoxe. Alors que le projet de Keynes, avec la *Théorie générale*, était de construire la théorie d'une économie monétaire de production, le keynésianisme des années cinquante et soixante est apparu comme négligeant la monnaie ; et c'est dans une réaction complexe à la fois contre Keynes, contre les politiques économiques keynésiennes et contre ce keynésianisme a-monétaire, que s'affirmera à partir de la fin des années soixante le monétarisme, avec cette idée simple : « Money matters » <sup>183</sup>. Fallait-il que le keynésianisme ait été dénaturé par rapport à ses idées fondatrices, pour qu'il soit [118] devenu possible de lui opposer, comme critique radicale, l'affirmation que la monnaie compte, qu'elle est active !

### **LA RÉVISION DES PRINCIPALES FONCTIONS KEYNÉSIENNES**

Par leur simplicité même, les principales fonctions keynésiennes se prêtaient à la vérification statistique, à la critique et à de nouvelles élaborations, ce qui a été réalisé, dans les années quarante et cinquante, par des économistes formés, pour beaucoup, à l'école néoclassique. Qu'il s'agisse de la fonction de consommation, des déterminants de

<sup>182</sup> Son analyse est critiquée par entre autres J. Gurley et E. Shaw (*Money in a Theory of Finance*, Washington, Brookings Institution, 1960). Elle donne lieu aussi à un débat avec Hicks : voir Hicks, « A Rehabilitation of "Classical" Economics », *Economic Journal*, vol. 67, 1957, 2278-2289 et Patinkin, « Keynesian Economics Rehabilitated : A Rejoinder to Professor Hicks », *Economic Journal*, vol. 69, 1959, 582-587.

<sup>183</sup> Sur le monétarisme, voir chapitre 7.

l'investissement, de la relation chômage-inflation, ce fut un foisonnement de recherches, de publications, de débats et parfois de controverses. Ce qui s'en dégage, avec le recul, c'est, par-delà les révisions et les enrichissements, une certaine dénaturation par rapport à l'intuition ou l'intention keynésienne fondatrice.

Ce mouvement a été particulièrement net pour la fonction de consommation. La position de Keynes ne péchait pas par excès de sophistication : lien stable entre la consommation et le revenu, mesuré par la propension à consommer ; importance de cette propension pour la détermination du niveau de l'activité à travers le jeu du multiplicateur ; décroissance de la propension à consommer au fur et à mesure que s'élève le revenu, ce qui justifie une politique fiscale visant à réduire les inégalités.

Un des premiers, J. Duesenberry s'est efforcé de tester statistiquement, sur des séries temporelles, la relation entre revenu et consommation ; ses observations ne confirment l'hypothèse keynésienne ni dans le cycle, ni dans les évolutions longues. Il propose alors (1948), une fonction modifiée, où il fait intervenir non seulement le revenu disponible courant, mais aussi le plus haut revenu disponible obtenu dans le passé. Il reprend cette hypothèse, toujours pour l'analyse des séries temporelles, dans son ouvrage de 1949 et la complète, pour l'interprétation des résultats concernant les budgets de famille dans une période donnée, par une autre : que la part du revenu épargnée est fonction, non du revenu courant, mais de la position de la famille dans l'éventail des revenus.

F. Modigliani va plus loin dans la révision de la fonction keynésienne de consommation, aussi bien dans son étude de 1954 publiée avec R. Brumberg que dans son article, rédigé en collaboration avec A. Ando, de 1963. Dans l'étude de 1954, Modigliani et Brumberg repartent de la théorie du choix du consommateur et de la fonction individuelle de [119] consommation : leur objectif est non seulement d'expliquer les résultats observés dans les enquêtes sur les budgets de familles, mais d'établir un pont entre ce type d'investigations et celles portant sur les séries temporelles, de manière à obtenir une explication homogène. Ils parviennent à l'idée que la proportion du revenu épargné est, pour l'essentiel, indépendante du revenu, mais s'explique par les choix effectués pour être en mesure de faire face aux situations, prévisibles (retraite) ou non, qui sont susceptibles de marquer différentes phases du cycle de

vie. Aucune hostilité à Keynes ne marque leur travail ; au contraire, n'écrivent-ils pas :

Les résultats de notre travail confirment fondamentalement les propositions mises en avant par Keynes dans la *Théorie générale*. En même temps, nous avons quelque satisfaction d'avoir été capables de replacer cet aspect de son analyse dans le courant principal de la théorie économique. [...Cependant,] notre nouvelle compréhension des déterminants des comportements d'épargne suscite quelques doutes quant à l'efficacité d'une politique de redistribution des revenus qui viserait à réduire la propension moyenne à consommer (Modigliani 1954, p. 430-431).

Ces deux citations, mêlant hommage à Keynes, remise en cause et souci de le faire rentrer dans le courant dominant, sont caractéristiques de cette période. Ando et Modigliani mettent l'hypothèse du cycle de vie au cœur de leur article de 1963. Le point de départ en est l'article publié huit ans plus tôt avec Brumberg. Prenant en compte trois variables - le revenu courant de la période, la somme de la valeur nette transmise de la période précédente et le revenu annuel moyen espéré pour le futur - ils établissent des fonctions individuelles de consommation qu'ils agrègent par groupes d'âges et dont ils déduisent la fonction globale de consommation. Ils poursuivent donc leur effort pour établir un pont entre l'analyse des comportements individuels et le travail sur les quantités globales. Et ils parviennent à des résultats empiriques qui leur paraissent en quelque sorte couronner ceux obtenus par Duesenberry, Modigliani et Modigliani-Brumberg : si la fonction keynésienne est remaniée, elle n'est pas fondamentalement remise en cause.

Tel n'est pas le cas avec le livre que publie Milton Friedman en 1957. D'emblée, Keynes, la *Théorie générale* et le rôle clé qu'y joue la fonction de consommation sont dans la ligne de mire. Friedman souligne que plusieurs analyses empiriques infirment les idées avancées par Keynes sur les déterminants de la consommation. Il ne se satisfait pas des travaux évoqués ci-dessus et va plus loin :

[120]

Les doutes au sujet de la justesse de la fonction de consommation keynésienne suscités par les constats empiriques furent renforcés par les débats théoriques portant sur la proposition de Keynes selon laquelle il n'y a pas, dans une économie monétaire, de force automatique qui assure l'existence d'une situation d'équilibre de plein emploi (Friedman 1957, p. 5).

Partant de nouveau de la théorie pure du consommateur, mettant en avant l'hypothèse du « revenu permanent », s'appuyant sur des recherches empiriques et des vérifications statistiques, il met en place les éléments d'une nouvelle théorie de la fonction de consommation. Celle-ci rompt avec la théorie de Keynes, moins par la mise en avant du concept de revenu permanent, que par la prise en compte, dans la fonction, d'éléments tels que le taux d'intérêt, le rapport richesse-revenu et d'autres facteurs susceptibles d'expliquer les arbitrages qu'opèrent les unités de consommation entre consommation courante et accumulation d'actifs. Avec cet ouvrage, il n'est plus question de vérifier et d'améliorer l'apport de Keynes. On est entré dans l'ère de la mise en cause <sup>184</sup>.

Les travaux sur la fonction d'investissement n'ont pas donné lieu à des révisions aussi marquantes. S'en dégagent principalement les efforts de E. Kuh <sup>185</sup>, R. Eisner (1967), D. Jorgenson et C. Siebert (1968), pour améliorer la connaissance des comportements des firmes et ceux de R. Eisner (1962, 1965), D. Jorgenson (1965), M. Evans <sup>186</sup>, D. Jorgenson et J.A. Stephenson (1967) pour affiner la fonction globale d'investissement, notamment par la prise en compte d'une gamme plus diversifiée de variables explicatives : niveau ou variation des ventes, degré d'utilisation des capacités, prix des biens d'équipement, taux de rendement, niveau ou variation des profits, structure des impôts. T. Haavelmo (1960) met en question le rapport entre investissement et taux d'intérêt. J. Tobin, de son côté, cherche à expliquer les rythmes

<sup>184</sup> Dans la période, sur la consommation, on doit noter, outre les travaux évoqués ici et à travers lesquels se transforme l'approche de la fonction de consommation, les ouvrages de Stone (1954, 1966) et de Katona (1960, 1964, 1968).

<sup>185</sup> *Capital and Growth : A Micro-Economic Approach*, Amsterdam, North-Holland, 1963.

<sup>186</sup> « A Study of Industry Investment Decisions », *Review of Economics and Statistics*, vol. 49, 1967, 151-164.

d'investissement par les relations entre secteur financier et secteur réel de l'économie. Il formule notamment le célèbre indice « q », rapport entre l'évaluation marchande d'un actif et son coût réel de remplacement, qui détermine le rythme de l'investissement (1968 *AER*, 1969).

[121]

### ***L'INVENTION DE LA COURBE DE PHILLIPS***

L'analyse de la relation taux de salaire-chômage a constitué un autre enjeu majeur. En un sens, la position de Keynes était claire. La *Théorie générale* peut apparaître comme le refus d'une explication du chômage par le niveau trop élevé du taux de salaire et comme la démonstration que la baisse du salaire réel ne fera pas reculer le chômage massif. Mais la position de Keynes n'était pas sans ambiguïté. Il avait bien conscience du fait qu'à l'approche du plein emploi, la hausse des salaires, nominaux et réels, pouvait contribuer à la hausse des prix, à l'inflation <sup>187</sup>. Cela n'était certes pas le problème des années trente. Mais cela devint le problème des années quarante et cinquante et une question clé, pour ceux qui préconisaient ou mettaient en œuvre les politiques de plein emploi, comme pour ceux qui les mettaient en cause.

Très tôt s'en préoccupent aussi bien des proches de Keynes, comme J. Robinson <sup>188</sup>, que d'autres auteurs, tels que Fellner (1946), Patinkin (1948), Lerner (1951) et M. Friedman (1951). Le débat cependant était mené comme en sourdine, car il était bien difficile, au lendemain de la guerre et une vingtaine d'années après la grande dépression, de ne pas affirmer son attachement au plein emploi.

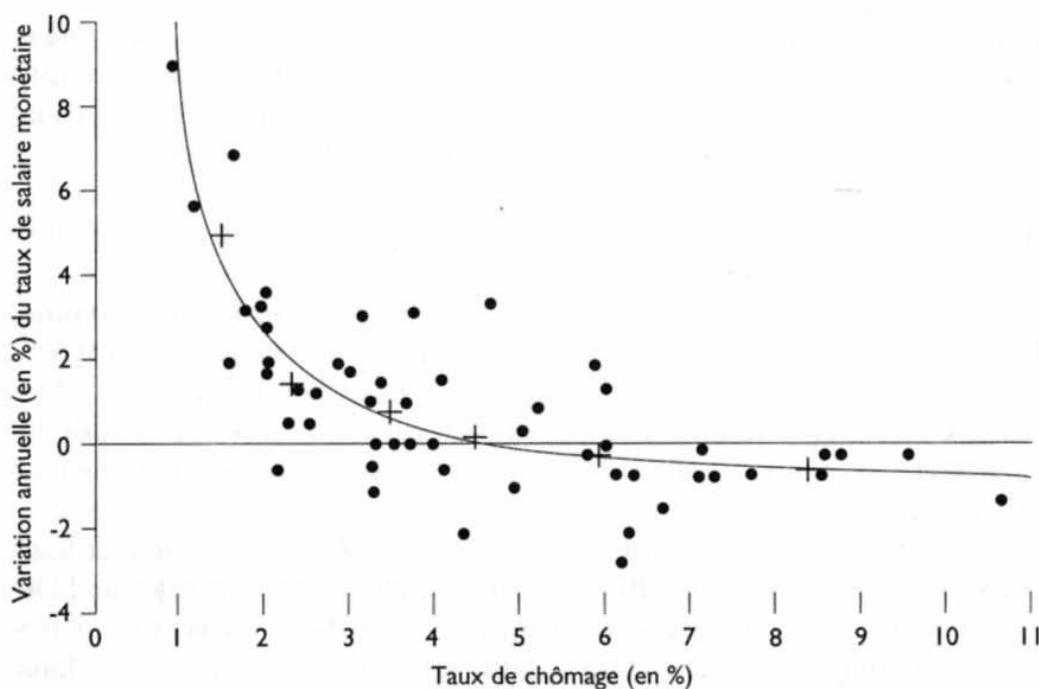
C'est en décembre 1959 que P. Samuelson et R. Solow vont jeter leur pavé dans la mare. Lors du soixante-douzième colloque annuel de l'American Economic Association, ils présentent un texte sur les aspects analytiques de la politique anti-inflationniste, texte publié dans le numéro spécial annuel de mai 1960 de *VAmerican Economic Review*,

<sup>187</sup> Voir en particulier les textes rassemblés dans le volume 27 des *Collected Writings* de Keynes. Voir aussi Hutchison 1977, ainsi que A. Meltzer, « Keynes's *General Theory* : A Different Perspective », *Journal of Economic Literature*, vol. 19, 1981, 34-64.

<sup>188</sup> Avant-propos, de 1947, à la traduction française de son ouvrage de 1937.

dans une section consacrée au problème du maintien d'un niveau de prix stable. Ayant posé le problème de la meilleure manière de combattre l'inflation et examiné les différentes thèses en présence - position des tenants de la théorie quantitative, inflation tirée par la demande « à la Keynes », inflation poussée par les coûts - ils mettent en avant le schéma de Phillips reliant chômage et variation des salaires.

Un an et demi plus tôt, A. Phillips avait publié, dans *Economica*, un article sur cette question, à partir de statistiques du Royaume-Uni couvrant la période 1861-1957 (Phillips 1958). Il cherchait à y vérifier si les observations statistiques étayaient « l'hypothèse selon laquelle le taux de variation du taux de salaire monétaire [...] pouvait être expliqué par [122] le niveau du chômage ou le taux de changement du chômage » (p. 284). Plusieurs schémas couvrant les périodes 1861-1913, 1913-1948 et 1948-1957 permettaient d'associer, à des situations de chômage élevé, de faibles hausses (ainsi que, jusqu'en 1932, des baisses) du taux de salaire monétaire ; et à des situations de faible chômage, des hausses sensibles du taux de salaire monétaire.

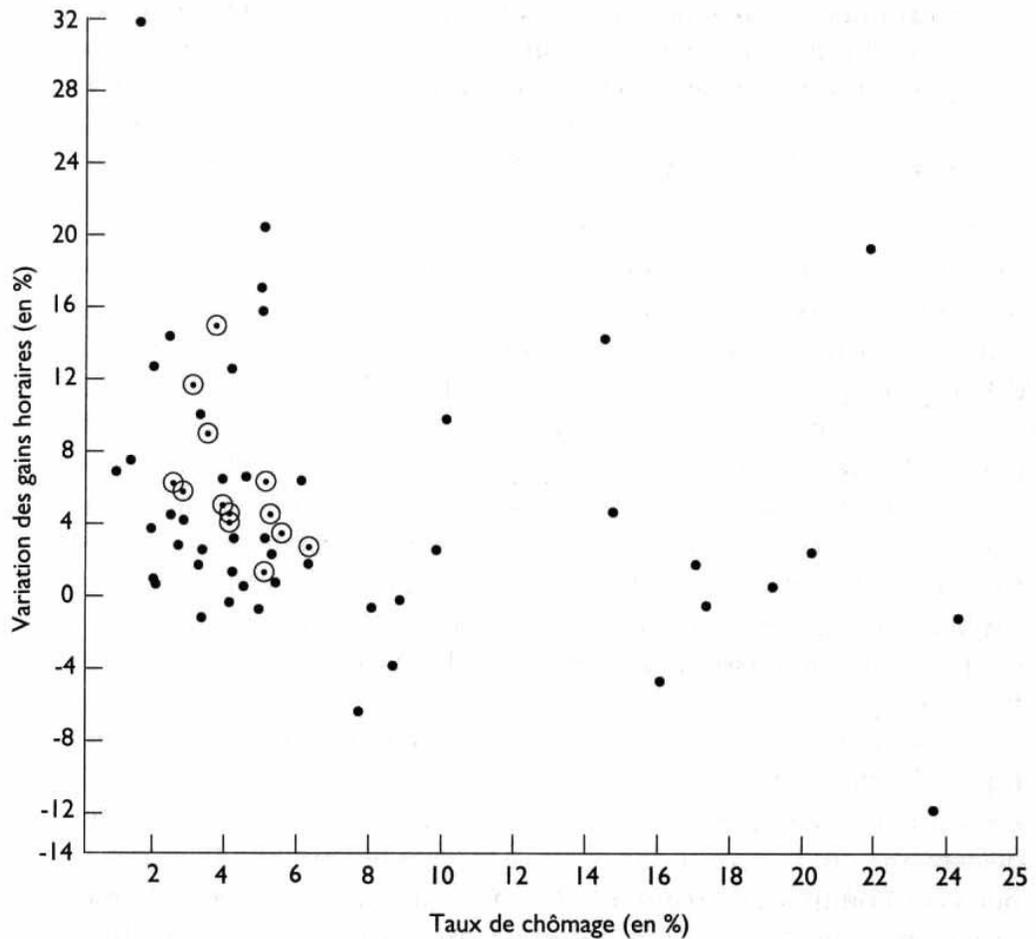


La relation entre le taux de chômage et la variation du taux de salaire monétaire pour le Royaume-Uni des années 1861-1913, selon Phillips (1958, p. 285)

A. Phillips répondait donc positivement à la question qu'il avait posée en début d'article ; il évaluait à 5,5% le taux de chômage susceptible d'assurer la stabilité des taux de salaires. Mais il terminait avec une sage prudence : « Ces conclusions sont évidemment provisoires. Il sera nécessaire de mener des recherches beaucoup plus détaillées sur les relations entre chômage, taux de salaires, prix et productivité » (p. 299).

Ayant exposé les résultats obtenus par Phillips, Samuelson et Solow présentent, sur le modèle de leur inspirateur, un schéma concernant les États-Unis pour les périodes 1900-1945 et 1945-1958 : le nuage de points est plutôt dispersé et peu significatif (voir schéma p. 123).

Nos auteurs repartent alors de la courbe établie par Phillips en la modifiant doublement : d'une part, ils remplacent la variation du taux [123] de salaire par l'augmentation annuelle des prix ; et d'autre part, ils modifient la nature même du schéma, transformé en « un diagramme des différents niveaux de chômage dont on aurait "besoin" pour chaque degré de variation du niveau des prix [...] ».



La relation de Phillips aux États-Unis pour les périodes 1900-1945 et 1945-1958 (points cerclés), selon Samuelson et Solow (1960, p. 188)

Le schéma peut alors se lire de deux manières :

1. Pour avoir un accroissement des salaires à un taux qui ne soit pas supérieur à 2,5% par an, correspondant à la croissance de notre productivité, l'économie américaine paraît devoir, sur la base du vingtième siècle et de l'expérience de l'après-guerre, subir quelque chose comme 5 à 6% de chômage de la main-d'œuvre civile. Un tel chômage pourrait apparaître comme le coût de la stabilité des prix dans les prochaines années.

2. Pour réaliser l'objectif non perfectionniste d'une production suffisamment [124] élevée pour ne pas donner plus que 3% de chômage, l'indice des prix pourrait avoir à monter autour de 4 à 5% par an. Une telle hausse de prix pourrait apparaître comme le coût nécessaire pour un haut niveau d'emploi et de production dans les prochaines années (Samuelson et Solow 1960, p. 192).

La courbe de Phillips modifiée, du fait qu'elle comblait un vide du modèle IS-LM, est entrée dans l'arsenal du macro-économiste keynésien des années soixante. Outre le texte de Samuelson et Solow, l'article publié la même année par R. Lipsey a joué un rôle déterminant, sans doute plus que le texte original de Phillips, dans la popularisation de cette approche. Lipsey a cherché en particulier à donner des fondements théoriques microéconomiques à une relation dont Phillips se contentait de constater l'existence sans véritablement l'expliquer. Il faut souligner aussi que, ici comme ailleurs, les idées totalement neuves sont très rares. Dès 1926, Irving Fisher publiait un article intitulé « A Statistical Relation between Unemployment and Price Changes »<sup>189</sup>, qui en fait à coup sûr un précurseur important de la courbe qui porte le nom de Phillips.

Ainsi, là où Keynes avait affirmé le choix, à la fois éthique et politique, de combattre le chômage massif et cherché comment agir en ce sens sur le système économique, les économistes se réclamant du keynésianisme ont introduit dans leurs analyses et leurs modèles des « relations de Phillips », instruments permettant d'arbitrer entre chômage et inflation, considérés comme deux maux alternatifs ou de choisir le couple inflation-chômage le moins nocif. Il n'est pas étonnant que cette vision selon laquelle on peut connaître le prix à payer en inflation pour la réalisation du plein emploi ait été critiquée par les tenants d'une interprétation plus radicale de la vision de Keynes, tel Weintraub (voir les textes rassemblés dans l'ouvrage de 1973), et plus généralement par les économistes du courant post-keynésien<sup>190</sup>. Paradoxalement, c'est aussi en partant de la courbe de Phillips, dite « augmentée des anticipations », que monétaristes et nouveaux classiques lanceront leur assaut contre le

<sup>189</sup> *International Labour Review*, vol. 13, 1926, 785-792 ; in *Journal of Political Economy*, vol. 81, 1973, 496-502.

<sup>190</sup> Voir chapitre suivant.

keynésianisme, en élaborant en particulier le concept de taux naturel de chômage. Après Friedman qui affirme que la courbe de Phillips à long terme est verticale, sinon même à pente positive, Lucas et ses disciples déclarent qu'elle est aussi positive à court terme. La véritable marque de commerce des keynésiens résistant au monétarisme et à la [125] nouvelle macroéconomie classique sera le maintien de la foi dans une courbe de Phillips à pente négative à court terme <sup>191</sup>.

### **L'ÉLABORATION DES GRANDS MODÈLES MACROÉCONOMIQUES**

Sur arrière-fond de progrès de l'économétrie, de mathématisation de l'économie et de controverses sur la manière de traiter les données, notamment celle qui a opposé les chercheurs associés au National Bureau of Economic Research et ceux que regroupait la commission Cowles <sup>192</sup>, la nouvelle macroéconomie de la synthèse a donné un cadre où les fonctions keynésiennes revues, corrigées et complétées ont constitué les relations de base ; le développement de la comptabilité nationale et des appareils statistiques ont fourni les matériaux ; les ordinateurs, de plus en plus puissants, ont été les instruments.

C'est, nous l'avons dit aussi, L. Klein qui joue le rôle majeur dans le développement des modèles macro-économétriques. Dès 1947 (*Etrica*), il conçoit l'importance de ces modèles pour les politiques économiques. Son premier modèle, élaboré à partir de 1946, sera estimé en 1953

---

<sup>191</sup> Sur ces points, voir les chapitres sept et huit. Sur la courbe de Phillips, voir entre autres : G. C. Archibald, « Wage-Price Dynamics, Inflation, and Unemployment : The Phillips Curve and the Distribution of Unemployment », *American Economic Review*, vol. 59, *Papers and Proceedings*, 124-134 ; K. Brunner et A. H. Meltzer (dir.), *The Phillips Curve and Labor Markets*, Amsterdam, North-Holland, 1976 ; P. Fortin, « The Phillips Curve, Macroeconomic Policy, and the Welfare of Canadiens », *Revue canadienne d'économie*, vol. 25, 1992 ; M. C. Sawyer, *The Political Economy of the Phillips Curve*, Aldershot, Hants, Edward Elgar, 1991.

<sup>192</sup> Voir chapitre précédent. Voir aussi à ce sujet, notamment, Klein, Bodkin et Marwah 1991, et J. Lodewijks, « Macroeconometric Models and the Methodology of Macroeconomics », *History of Economics Society Bulletin*, vol. 11, 1989, 33-58.

(ouvrage publié avec Goldberger en 1955) ; il servit de prototype pour le Wharton Model, auquel il travaillera avec K. Evans. Ce modèle, qui tournera avec 1600 équations en 1983, était, en 1963, fondé sur 12 équations. Klein travaille aussi avec D.B. Suifs, en relation avec le Séminaire d'économie quantitative de Michigan, sur le Michigan Model, mis en place en 1950.

Parallèlement, sont construits des modèles associés à la commission Cowles, ainsi que le Chase Econometrics Model auquel travaille K. Evans et le Data Resources Inc. Model, avec O. Eckstein de Harvard et J. Duesenberry. Progressivement, les modèles macro-économétriques sortent de l'univers de l'administration et des universités. Ils intéressent de plus en plus les banques, les organismes financiers, les grandes [126] entreprises : et les construire, les faire tourner devient aussi une nouvelle branche d'activité.

La fin des années cinquante ouvre l'ère des grands modèles. Ainsi est mis en place, à partir de 1959, le Brookings SSRC Model (avec SSRC pour Social Science Research Council). Il est coordonné par L. Klein et J. Duesenberry. Y travaillent de nombreux spécialistes : Jorgenson et Eisner pour les équations d'investissement, Maisel et Suifs pour la consommation, Kuh pour la distribution des revenus et l'emploi, Schultze pour les prix et les salaires, de Leuwe pour le secteur financier <sup>193</sup> ; fonctionnant avec six secteurs et 100 équations il sera progressivement développé pour atteindre 32 secteurs et plus de 350 équations. Pour la première fois, il intègre un tableau d'échanges interindustriels et la prise en compte des flux financiers. Parallèlement est développé, à partir de 1962, le MPS Model (MIT-Penn-Social Science Research Council) auquel travaillent F. Modigliani du MIT et A. Ando de l'université de Pennsylvanie.

Dans les années soixante, la plupart des grands modèles se réfèrent à une structure de type IS-LM, avec des équations déduites ou inspirées notamment des travaux de Modigliani-Brumberg et Ando-Modigliani pour la consommation, Jorgenson pour l'investissement, de Leuwe pour les marchés financiers. Ils constituent donc l'aboutissement de la macroéconomie de la synthèse qui prédomine sans conteste dans la communauté des économistes en cette période. Ils deviennent les instruments indispensables, non seulement pour la définition et l'évaluation

---

<sup>193</sup> Voir J. Duesenberry *et al.*, dir. 1965 et L. Klein *et al.*, dir. 1969.

des politiques économiques, mais plus largement pour la connaissance de la conjoncture et des perspectives économiques, dont ont désormais besoin tous les secteurs d'activité.

La pratique de l'économétrie donnera lieu à de vifs débats, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, liés à la controverse entre keynésianisme, monétarisme et nouvelle macroéconomie classique. Aux modèles macro-économétriques keynésiens, Friedman reproche entre autres leur dimension et leur complexité, et il prône le retour à des modèles simples et même naïfs, dont Keynes lui-même était à son avis un adepte. Dans sa critique de 1976, Lucas reproche de son côté à l'économétrie traditionnelle de ne pas tenir compte du fait que les paramètres des modèles sont modifiés par les politiques économiques proposées pour influencer l'évolution des variables, par exemple le taux de chômage.

[127]

Ainsi, d'une certaine manière le keynésianisme triomphe encore. Mais non Keynes, en tout cas pas le Keynes qui cherchait à rompre avec la pensée classique. Dans l'appareillage de plus en plus sophistiqué et puissant des modèles informatisés, seuls subsistent des instruments et des relations formelles. Ce keynésianisme est habituellement qualifié de synthèse néoclassique. Ce terme n'est-il pas trompeur ? Y a-t-il eu synthèse entre les éléments forts de la théorie classique et les apports majeurs du Keynes de la rupture ? Certainement pas. Il y a plutôt eu rapprochement, de type syncrétique, entre des éléments - classiques et keynésiens - compatibles ou rendus tels, et insertion de ces éléments dans des ensembles formalisés, modèles théoriques ou économétriques.

Ce qui cependant va être désormais nommé la synthèse devient la nouvelle orthodoxie qui domine la pensée économique dans une période importante de l'après-guerre. L'orthodoxie se définit par référence à un dogme considéré comme une vérité ; nous avons exposé le contenu de ce dogme. Mais elle existe aussi comme force sociale structurée. Dans le domaine qui nous occupe, cela comprend d'abord l'enseignement : les manuels distillent cette orthodoxie qui constitue le contenu des enseignements à tous les niveaux ; la nécessité pour les étudiants

de se conformer au moule assure la pérennité du dogme. Les revues sont aussi un puissant moyen de propagation de l'orthodoxie : de plus en plus, c'est à l'aune de la quantité d'articles publiés que se mesurent la compétence et la réputation des économistes, et à partir de là tant les conditions d'embauche, les contrats de recherche que les aides financières accordées par les organismes subventionnaires. Bref, un puissant système se met en place qui décourage la contestation, selon un mécanisme qui a entre autres été décrit par Kuhn dans son livre sur les révolutions scientifiques <sup>194</sup>.

Mais la contestation existe tout de même. Les hétérodoxies ne meurent jamais. Nous le constaterons entre autres dans le chapitre suivant, en examinant en particulier l'opposition à la synthèse menée par les post-keynésiens, qui se veulent les héritiers du Keynes de la rupture. Pour sa part, l'orthodoxie, comme toute orthodoxie, est elle-même en évolution. Elle s'est formée et consolidée dans les années quarante et cinquante pour triompher dans les années soixante, sous l'appellation [128] de « nouvelle économique » <sup>195</sup>. Les problèmes économiques nouveaux des années soixante-dix ont commencé à ébranler plusieurs certitudes. Outre la contestation venue de gauche, une contestation de droite, mettant en cause l'interventionnisme, n'a jamais cessé d'exister. On la retrouvait, par exemple, dans la Société du mont Pèlerin animée par Friedrich Hayek. Dans les années soixante, Milton Friedman s'affirme comme le chef de l'opposition au keynésianisme. Ce qu'il appellera lui-même la contre-révolution monétariste <sup>196</sup> visera à rien de moins que le renversement de l'orthodoxie que nous venons de décrire, de la même manière que Keynes avait cherché à renverser ce qu'il appelait l'orthodoxie classique.

---

<sup>194</sup> *The Structure of Scientific Revolutions*, Chicago, University of Chicago Press, 1962 ; 2<sup>e</sup> éd., 1970 ; trad. fr., *La Structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1972.

<sup>195</sup> Voir chapitre 3.

<sup>196</sup> Voir chapitre 7.

[129]

**La pensée économique depuis Keynes.**  
*Historique et Dictionnaire des principaux auteurs.*

**PREMIÈRE PARTIE : HISTORIQUE.**

## Chapitre 6

---

# Présence et renouveau des hétérodoxies

[Retour au sommaire](#)

En partie masquée par la prééminence du courant de la synthèse, s'est engagée, dans l'après-guerre, la remontée de l'économie néoclassique, solidement amarrée à la théorie rajeunie de l'équilibre général et forte à la fois de sa cohérence théorique et de son assise dans la tradition académique.

Cette orthodoxie, qui s'enracine dans certains aspects de l'économie classique, mais a été engendrée par la révolution marginaliste, privilégie l'*homo economicus*, et donc une rationalité générale portant sur quelques choix élémentaires, le marché, l'équilibre, l'optimum. Elle ne prétend pas rendre compte directement du monde concret, mais elle s'impose comme système de référence à l'ensemble des économistes, universitaires notamment. Le paradoxe est qu'aucun des classiques, aucun des pères de la révolution marginaliste, aucun des grands économistes du vingtième siècle qui ont contribué au développement de l'analyse néoclassique, aucun n'a limité sa pensée ni son œuvre à ce travail d'élaboration théorique dans ce cadre à l'irréalisme convenu. Il n'empêche : l'indestructible construction néoclassique continue à dominer le débat théorique et l'enseignement en économie.

À chaque période, des hétérodoxies naissent ou renaissent : ce furent, après Marx et sa critique de l'économie politique classique,

Schumpeter et ses explications des mouvements longs de l'économie, Veblen et sa prise en compte des comportements sociaux et des institutions, Keynes et son explication du chômage. L'influence de Schumpeter a été diffuse, mais les trois autres hétérodoxies ont fait souche : celle de Marx, avec un foisonnement de marxismes, parfois acharnés à se combattre ; celle de Veblen, avec la tradition institutionnaliste ; celle de Keynes, avec le courant post-keynésien.

L'après-guerre a été marqué par l'affirmation de l'hétérodoxie post-keynésienne, la permanence de l'institutionnalisme, enrichi par les apports de penseurs singuliers, tels Myrdal, Perroux et Galbraith, mais [130] aussi Coase et H. Simon, et le renouveau des marxismes. Les principaux débats se sont noués autour de l'analyse de la croissance et du capital, de la lecture des transformations du capitalisme contemporain, et de la question du développement.

### ***NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS KEYNÉSIENS***

Après la mort de Keynes, l'ensemble de ses proches et beaucoup, dans le flot montant des auteurs qui se réfèrent à lui, se montrent attachés aux éléments majeurs de la rupture qu'il a opérée : la théorie conçue comme permettant de rendre compte des réalités et de définir des politiques économiques ; le temps saisi dans sa dimension historique ; des anticipations formées et des décisions prises dans l'incertitude ; la monnaie, pont entre le passé et le futur, élément constitutif du processus économique. C'est à travers un large ensemble de travaux diversifiés que va progressivement se mettre en place le corps d'analyse post-keynésien.

Les premiers portent sur la croissance et la répartition. La macroéconomie de la *Théorie générale* se situe en grande partie dans le court terme, parfois même dans une approche statique. Sur ce point, Keynes est en retrait par rapport à la tradition classique, dans laquelle la prise en compte de la dynamique des économies capitalistes était fondamentale.

À partir de la fin des années vingt, sont publiées des esquisses d'analyses formalisées tant des cycles économiques que de la croissance, notamment par Frisch, Kalecki et Tinbergen. Les membres de l'école de

Stockholm contribuent aussi à cet effort théorique. De son côté, Schumpeter s'efforce de construire une explication globale de la dynamique des économies capitalistes. Dans la deuxième moitié des années trente, Harrod (1936) et Lundberg (1937) présentent des analyses combinant le multiplicateur et l'accélérateur et permettant, pour le premier de rendre compte du cycle et pour le second d'expliquer l'instabilité de la croissance. Samuelson en fera la clé de l'explication des fluctuations de court terme (1939 *REStat* ; 1939 *JPE*).

Harrod (1939, 1948) reste fidèle à cette démarche en mettant au cœur de son modèle l'équation  $GC = s$  qui relie le taux de croissance  $G$ , le coefficient de capital  $C$ , variable clé de l'accélérateur, et la propension à épargner  $s$ , variable clé du multiplicateur : truisme mathématique qui transpose, dans une approche dynamique, l'égalité entre épargne et investissement nécessairement constatée *ex post* en analyse [131] statique <sup>197</sup>. En même temps, il ouvre une voie nouvelle, en réalisant en quelque sorte la dynamisation de la demande effective : à côté de  $G$ , le taux de croissance effectif, celui qu'on peut observer comme réalisé, il prend en compte  $G_w$ , le taux de croissance nécessaire <sup>198</sup>, celui qui permet de valider les anticipations des entrepreneurs et de poursuivre la croissance au même taux ; il prend enfin en compte un troisième taux,  $G_n$ , le taux de croissance naturel, qui est le taux maximum permis par la croissance de la population et le progrès technique.

Avec la barrière que constitue, dans le long terme, le taux de croissance naturel et le fait que, dès qu'on s'éloigne du sentier de croissance stable, des forces se mettent en marche pour en éloigner davantage, ce modèle permet de rendre compte de l'instabilité de la croissance : ce que Solow appellera en 1956 l'« équilibre sur le fil du rasoir ». Les décalages entre les trois taux de croissance permettent à Harrod d'expliquer aussi bien les situations de surchauffe et de chômage chronique que les fluctuations cycliques. Ainsi disposait-on d'une approche des

<sup>197</sup> Si  $Y$  est le revenu national,  $K$  le stock de capital et  $S$  l'épargne,  $G$  est défini par  $\Delta Y/Y$ ,  $C$  par  $\Delta K/\Delta Y$  et  $s$  par  $S/Y$ . L'investissement  $I$  étant défini par  $\Delta K$ , on déduit de l'égalité entre  $I$  et  $S$  l'équation harrodiennne.

<sup>198</sup> Pour un coefficient de capital désiré  $C_r$  et une propension à épargner  $s$ , le taux de croissance nécessaire  $G_w$  est défini par la relation :  $G_w = s/C_r$  ; cette relation exprime les conditions d'une croissance stable.

mouvements économiques largement fondée sur la prise en compte de l'investissement et des anticipations.

Mais quand Solow évoquera, en 1956, le « modèle de Harrod » ou la « ligne de pensée Harrod-Domar », il les réduira à la relation  $GC = s$  et présentera, comme source essentielle de l'instabilité de la croissance, la constance du coefficient de capital <sup>199</sup>. Or on est là aussi loin des analyses de Harrod que de celles de Domar <sup>200</sup>. Mais ce fut le « modèle Harrod-Domar » simplifié que retinrent les manuels et auquel furent initiées des générations de futurs économistes. Bien peu eurent l'occasion de connaître, donc de comprendre, les efforts d'analyse et de réflexion économique qu'avaient menés tant Harrod que Domar.

[132]

Avec Solow, Swan <sup>201</sup>, Tobin (1955), Meade (1961) et d'autres œuvrèrent à montrer que l'instabilité harrodiennne tenait à quelques hypothèses irréalistes, dont la levée permettait d'envisager la possibilité d'une croissance stable. Ainsi, dès lors que, selon les postulats néoclassiques, l'on considère que le coefficient de capital est flexible et qu'il l'est en fonction des rémunérations relatives des facteurs, alors rien ne s'oppose plus à la stabilité de la croissance. Tel est le noyau de la construction que propose Solow en 1956. L'analyse de la croissance a été un des objets de la vive controverse qui s'est alors développée entre deux Cambridge : le Cambridge américain, foyer de la synthèse, et le Cambridge britannique, fidèle au Keynes de la rupture <sup>202</sup>.

<sup>199</sup> Solow reconnaîtra la simplification abusive qu'il y avait à le faire, dans son ouvrage de 1970 (trad. fr. 1972), en admettant (p. 23) que c'est « avec quelque injustice » qu'il avait parlé de la « version Harrod-Domar » de ce qu'il considère désormais comme une « parabole ».

<sup>200</sup> Domar (1947) était surtout préoccupé de cerner les conditions du plein emploi. Il avait mis en lumière que l'investissement a non seulement un effet de création de revenu, mais aussi un effet d'accroissement de la capacité de production. Le soutien à l'investissement productif, s'il peut, dans un premier temps, contribuer au plein emploi, peut ensuite être facteur de chômage.

<sup>201</sup> « Economic Growth and Capital Accumulation », *Economic Record*, vol. 32, 334-343.

<sup>202</sup> Harcourt (1969, 1972, 1976) a proposé une chronique vivante de cette « guerre des deux Cambridge », dont Joan Robinson et Robert Solow furent les chefs de file et qui s'est caractérisée tant par sa virulence que par son haut niveau d'abstraction. Voir aussi Blaug 1974 et Kregel 1971,1972, qui

Outre ceux de Harrod, furent décisifs, pour le courant post-keynésien, les apports de Kalecki et Kaldor. Dès 1933, Kalecki avait, sur la base d'une première formulation de la théorie de la demande effective et de la prise en compte de la répartition des revenus, posé les jalons d'une explication de l'instabilité des économies capitalistes ; dans son approche de la répartition, inspirée de Marx et des classiques, la société est divisée en deux classes dont l'une a pour revenus les profits et l'autre les salaires. Il a également développé une analyse des prix, autour de la notion de taux de marge, lui-même lié au degré de monopole <sup>203</sup>.

Parallèlement, Kaldor a proposé, en 1940, un modèle du cycle économique, s'inscrivant dans l'analyse macroéconomique de Keynes, tout en prolongeant les travaux de Kalecki et de Harrod. On y trouve en germe les principales idées qu'il développera par la suite : la prise en compte de la répartition des revenus pour expliquer la dynamique économique, [133] qui constituera le noyau de la théorie cambridgienne ; l'importance du profit anticipé, duquel dépend le niveau de la production ; le constat que le multiplicateur et la relation entre l'épargne et le revenu varient avec les modifications dans la répartition.

Dans cette même veine, Kaldor développe, après la guerre, ses analyses de la croissance. Dans l'article de 1956, le partage des revenus entre profits et salaires devient l'élément majeur d'explication. Le caractère moteur réside dans les dépenses des entrepreneurs, que ce soit en biens de consommation ou en biens d'investissement : ces dépenses déterminent et le niveau de l'activité et les revenus des entrepreneurs. Ainsi, la part des profits dans le revenu national dépend du rapport de l'investissement au produit. Et si l'on suppose que les travailleurs n'épargnent pas, on obtient l'équation de Cambridge, dans laquelle le

---

présentent des points de vue radicalement différents. Voir aussi les textes rassemblés dans Abraham-Frois 1974 et 1978 ; Hahn 1971 (dir.) ; Harcourt et Laing 1971 ; E.K. Hunt et J.G. Schwartz (dir.), *A Critique of Economic Theory*, Harmondsworth, Penguin Books, 1972 ; Stiglitz et Uzawa 1969 ; A. Weintraub, E. Schwartz et J.R. Aronson (dir.), *The Economic Growth Controversy*, White Plains, New York, International Arts and Sciences Press, 1973.

<sup>203</sup> Joan Robinson a appelé théorie keynésienne des prix cette dernière théorie. Kaldor (1956) a baptisé de keynésienne la théorie kaleckienne de la répartition. Ainsi s'est progressivement constitué un keynésianisme - largement kaleckien, avec un retour, au moins partiel, à la vision classique, ricardienne ou marxiste, de la répartition - en rupture radicale avec la théorie néoclassique.

taux de profit dans l'économie est égal au taux de croissance divisé par la propension à épargner des capitalistes ; il n'est lié ni à des considérations technologiques, ni à une productivité marginale, ni à une fonction de production. Ce modèle, et celui que propose, également en 1956, Joan Robinson, sont en contradiction totale avec les thèses néoclassiques et soulèvent de vives discussions <sup>204</sup>.

Joan Robinson s'est explicitement fixé comme tâche, dans *L'Accumulation du capital*, « la généralisation de la *Théorie générale* », avec un élargissement de l'analyse à la longue période, et donc aux « mouvements généraux d'une économie dans le temps, qui comprennent les variations de population, l'accumulation du capital et les changements techniques » (1956, p. v-vi). Attachée à la prise en compte du temps historique, des anticipations et des institutions du capitalisme contemporain, elle se méfie de la formalisation mathématique qui conduit à privilégier l'équilibre statique et à vider l'analyse de son contenu historique et institutionnel.

Le cœur de son modèle, dont la présentation la plus claire se trouve dans *Essays in the Theory of Economic Growth* (1962), tient à une relation double, que Kalecki avait déjà mise en lumière, entre le taux de profit et le taux d'accumulation : d'une part, le taux d'investissement est lié au profit espéré ; d'autre part, le taux de profit réalisé est déterminé par l'investissement. Le problème est celui du rapport entre ces taux liés par des causalités inverses. Joan Robinson a montré comment une hausse [134] de l'épargne réduit le taux de croissance, projetant ainsi dans l'analyse de long terme ce qu'on appelle parfois le paradoxe central de la *Théorie générale*.

J. Robinson a aussi été l'une des critiques les plus opiniâtres de la synthèse néoclassique. Outre la question de la croissance, la théorie du capital a été un autre champ de controverse entre les deux Cambridge. Amorcé, sur ce terrain, par l'article de 1953 de J. Robinson, « The Production Function and the Theory of Capital », le débat est alimenté, dans le camp du Cambridge britannique par la publication, en 1960, de *Production de marchandises par des marchandises* de Sraffa et par des

---

<sup>204</sup> L'une des critiques néoclassiques porte sur le fait que les travailleurs épargnent plus que ne le suppose Kaldor, et qu'ils peuvent disposer d'autres revenus que strictement salariaux. Le modèle que propose Pasinetti en 1962 vise à répondre à cette objection.

contributions de Kaldor, Pasinetti, Garegnani (1966, 1970). La controverse sur le phénomène dit du « retour des techniques » en a constitué un moment important. En fonction de ce processus, analysé par Sraffa, mais déjà mis en lumière par Wicksell à la fin du siècle dernier <sup>205</sup>, une technique de production donnée, caractérisée par une certaine intensité capitaliste, peut se trouver plus profitable qu'une autre à deux niveaux différents du rapport profit-salaire. Cela est lié au fait, démontré par Sraffa, qu'il est impossible de mesurer le capital indépendamment de la connaissance des prix et du taux de profit. De ce fait, la fonction de production agrégée, fondée sur un capital « réel » impossible à mesurer, qui est au cœur de l'ajustement à l'équilibre dans les modèles néoclassiques de croissance, s'écroule, et avec elle la théorie de la répartition fondée sur la productivité marginale des facteurs. Par la voix de Samuelson <sup>206</sup>, les théoriciens néoclassiques ont reconnu, à la suite d'un symposium du *Quarterly Journal of Economics* la justesse des positions anglo-cambridgiennes <sup>207</sup> sur le retour des techniques. Cela n'a pas empêché le développement et la prolifération des modèles néoclassiques de croissance, de plus en plus formalisés et mathématisés, comme la poursuite du dialogue de sourds entre les deux Cambridge. Après une accalmie liée au ralentissement de la croissance dans les années soixante-dix et quatre-vingt, on assiste maintenant à la résurgence d'une « nouvelle théorie de la croissance » qui cherche à dépasser la controverse que nous venons d'évoquer et renoue en partie avec les intentions initiales d'auteurs tels que Schumpeter et Spiethoff <sup>208</sup>.

[135]

---

<sup>205</sup> Voir aussi à ce sujet Garegnani 1960.

<sup>206</sup> « A Summing Up », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 80, 1966, 568-583.

<sup>207</sup> On parle parfois d'une école italo-cambridgienne, du fait du nombre élevé d'économistes d'origine italienne dans le camp post-keynésien.

<sup>208</sup> Sur la croissance, voir entre autres les textes rassemblés dans E. Burmeister et R. Becker (dir.), *Growth Theory*, 3 vol., Aldershot, Hants, Edward Elgar, 1990. Outre les auteurs mentionnés dans cette section, plusieurs autres économistes de renom ont contribué à la réflexion sur la croissance, dans des perspectives souvent très différentes de celles dont nous venons de faire état, tels que Duesenberry (1958), Goodwin (1956, 1967, 1982), Hicks (1965), Johnson (1962), Kuznets (1968, et plusieurs autres titres de la notice), Lewis (1955) et Morishima (1964, 1969).

## L’AFFIRMATION DU COURANT POST-KEYNÉSIEEN <sup>209</sup>

La dynamisation de l'analyse keynésienne et son articulation avec l'approche kaleckienne <sup>210</sup> de la répartition ont concrétisé la volonté de prolonger l'œuvre du Keynes de la rupture ; elles ont été au cœur de la constitution, face à la mouvance néoclassique, d'un courant « post-keynésien » porteur d'une analyse alternative. Pour une large part, ce courant, diversifié et à certains égards hétéroclite, traduit un retour aux sources de la pensée classique, essentiellement celle de Ricardo, et pour certains celle de Marx, considéré comme un disciple de Ricardo.

Même s'il est né bien avant cette date, ce courant a été baptisé en 1975, dans un article de Eichner et Kregel <sup>211</sup> : selon eux, la théorie postkeynésienne constitue la véritable « généralisation de la *Théorie générale* » souhaitée par Joan Robinson : « Cette généralisation peut être considérée comme constituant un nouveau paradigme, au sens de Kuhn ; et comme elle prolonge l'analyse développée dans le *Traité de la monnaie* et la *Théorie générale* de Keynes, on peut l'appeler post-keynésienne » (Eichner et Kregel 1975, p. 1293).

Ce courant de pensée s'est exprimé, en Grande-Bretagne, à travers le *Cambridge Journal of Economics*, fondé par Richard Goodwin, Luigi Pasinetti et Joan Robinson en 1977, et aux États-Unis avec le *Journal of Post Keynesian Economies*, fondé en 1978 par Paul Davidson et Sidney Weintraub. Dès la fin des années quarante, Weintraub a commencé, indépendamment des économistes cambridgiens, une

<sup>209</sup> Sur le courant post-keynésien, voir entre autres Arestis 1991, Arestis et Skouras 1985, Blaug 1974, Eichner 1979, Eichner et Kregel 1975, Harcourt 1987, Lavoie 1987 et Sawyer 1989.

<sup>210</sup> M. Sawyer, soulignant en 1982 l'importance de l'héritage kaleckien, parle d'une macroéconomie post-kaleckienne (voir « Towards a Post-Kaleckian Macro-economics », in Arestis et Skouras 1985, 146-79). Voir aussi G. Dostaler, « La théorie post-keynésienne, la *Théorie générale* et Kalecki », *Cahiers d'économie politique*, n° 14-15, 1988, 123-142.

<sup>211</sup> Kregel a continûment cherché à donner des présentations synthétiques des thèses du courant post-keynésien, comme auteur (1971, 1972, 1973 et 1976) et comme directeur d'ouvrages collectifs (1983, 1988 et 1989), tandis qu'Eichner, qui a dirigé en 1979 la publication de *A Guide to Post-Keynesian Economics*, contribuait aussi à l'élaboration et à l'affirmation d'un corps d'analyses post-keynésien (1985, 1987).

critique radicale du key [136] nésonianisme de la synthèse, qu'il appelait classique <sup>212</sup>, que Joan Robinson appela bâtard <sup>213</sup> et Coddington (1976, 1983) hydraulique. A l'opposé, Coddington a qualifié de fondamentaliste l'interprétation de Keynes qu'on retrouve tant chez certains post-keynésiens que chez des auteurs originaux et difficilement classables tels que Shackle, à la fois proche des post-keynésiens, notamment du fait de son attachement radical à la prise en compte de l'incertitude, et indépendant d'eux, puisque l'essentiel de son œuvre a visé à construire une théorie générale de la prise de décision en situation d'incertitude.

Alors que ses adversaires présentent volontiers la démarche post-keynésienne comme essentiellement critique, ce courant se caractérise par des efforts marquants pour faire progresser la connaissance des économies contemporaines. D'abord, il y a l'ensemble, déjà évoqué, des travaux sur la croissance et la répartition. Inspirés par ces travaux, des modèles ont été construits, notamment pour la Grande-Bretagne par Eichner (1979 *JPKE*, 1987) et pour la France par Jacques Mazier <sup>214</sup>, dans le cadre de la Direction de la prévision du ministère de l'Économie.

Ensuite, il y a des efforts convergents visant à construire une analyse non néoclassique des prix. A l'origine se situe l'intérêt qu'ont très tôt accordé Sraffa et J. Robinson à l'analyse de la concurrence imparfaite. Mais c'est la vision de Kalecki qui est reconnue fondatrice : pour lui, les prix de la plupart des produits manufacturés sont déterminés par les coûts variables (salaires et matières premières) auxquels s'applique un taux de marge, lié au degré de monopole. Dans cette ligne d'analyse s'inscrivent les travaux de Weintraub, qui conduisent à préconiser, pour contrôler l'inflation, de compléter les politiques keynésiennes de gestion de la demande par une politique des revenus, de même que ceux d'Eichner. Cette théorie des prix consacre la rupture avec l'approche néoclassique : et dès lors que l'on admet que la détermination des salaires dépend principalement des décisions des firmes et des accords salariaux, on dispose d'une approche microéconomique cohérente avec la macroéconomie post-keynésienne.

---

<sup>212</sup> Voir ses articles réunis dans l'ouvrage de 1961.

<sup>213</sup> Recension de *Money, Trade and Economic Growth* de H.G. Johnson, *Economic Journal*, vol. 72, 1962, 690-692.

<sup>214</sup> *La Macroéconomie appliquée*, Paris, PUF, 1978.

Caractéristique également est la position des post-keynésiens sur la monnaie. Celle-ci est active ; elle est indissociable de l'ensemble des processus économiques ; créée par le crédit, elle est un des vecteurs [137] à travers lesquels jouent le temps historique, l'incertitude, les anticipations. L'ouvrage publié par Davidson en 1972, dans lequel il reproche aux cambridgiens de négliger le rôle de la monnaie, a joué un rôle important dans ce développement. Dès 1952, Alain Barrère avait attiré l'attention sur cette dimension de l'effort de Keynes : la construction de la théorie d'une économie monétaire de production, en rupture radicale avec les visions, classique et néoclassique, d'une économie d'échange réel <sup>215</sup>. Les théoriciens du circuit, en France, notamment A. Parguez <sup>216</sup> et F. Poulon <sup>217</sup>, et B. Schmitt <sup>218</sup>, ont développé une problématique à certains égards analogue <sup>219</sup>. De son côté, ayant particulièrement mené l'analyse des relations financières et des institutions financières complexes dans les économies modernes, Minsky a montré qu'il y avait là une source d'instabilité qu'il fallait combattre (1977, 1982, 1986). Au total, les post-keynésiens opposent, tant à la synthèse qu'au monétarisme, une conception endogène de l'offre de monnaie que Keynes avait lui-même développée, dans ses réflexions postérieures à la *Théorie générale* sur le motif de financement, pour rendre compte de la détention de liquidité <sup>220</sup>.

La publication par Sraffa, en 1960, d'un bref ouvrage sur lequel il travaillait depuis la fin des années vingt, dans la foulée de sa critique radicale de la théorie néoclassique de la valeur (1925, 1926), *Production de marchandises par des marchandises*, a joué un rôle à la fois

<sup>215</sup> Voir aussi Barrère 1979 et 1990, dans lesquels cette perspective est approfondie à la lumière des débats les plus récents.

<sup>216</sup> *Monnaie et macroéconomie*, Paris, Economica, 1975.

<sup>217</sup> *Macroéconomie approfondie : équilibre, déséquilibre, circuit*, Paris, Cujas, 1982.

<sup>218</sup> *Monnaie, salaires et profits*, Paris, PUF, 1966 ; *L'Analyse macro-économique des revenus*, Paris, Dalloz, 1971.

<sup>219</sup> Voir aussi R. Arena et A. Graziani (dir.), *Production, circulation et monnaie*, Paris, PUF, 1985 ; G. Deleplace et E. Nell (dir.), *Money in Motion : The Post-Keynesian and Circulation Approaches*, Londres, Macmillan (à paraître).

<sup>220</sup> Voir à ce sujet Asimakopulos 1983 ; A. Graziani, « Le débat sur le "motif de financement" de J.M. Keynes », *Economie appliquée*, n° 1, 1985, 159-175 ; B. Moore, « The Endogeneous Money Supply », *Journal of Post Keynesian Economics*, vol. 2, 1979, 49-70.

important et complexe dans l'évolution de la mouvance post-keynésienne. Ce livre résout un problème laissé en suspens par Ricardo et propose un modèle de détermination des prix et de la répartition qui renoue avec la problématique classique. Sous-titré « Prélude à une critique de la théorie économique », il a joué, comme nous l'avons mentionné, un rôle majeur dans la querelle des deux Cambridge. Salué par certains comme une [138] nouvelle révolution, il est à l'origine d'un courant qualifié de néo-ricardien <sup>221</sup>.

Cependant, les rapports entre les thèses de Sraffa et celles de Keynes, comme du reste avec celles de Marx <sup>222</sup>, ont soulevé de vifs débats. Pour plusieurs, tels que Eatwell, Garegnani, Milgate, Nell <sup>223</sup> et Pasinetti, l'œuvre de Sraffa apporte les fondements microéconomiques qui manquent à la théorie keynésienne. Mais d'autres considèrent qu'il y a une rupture radicale entre le modèle statique de Sraffa, fondé sur une analyse en termes d'équilibre et une approche authentiquement keynésienne : telle est par exemple la position vers laquelle J. Robinson, qui fut toujours très proche de Sraffa, a évolué à la fin de sa vie ; et telle fut également celle d'A. Asimakopulos. Certains post-keynésiens opposent aussi le caractère monétaire de la théorie keynésienne au caractère réel de l'analyse de Sraffa. Les années quatre-vingt ont vu s'accroître les clivages et débats acrimonieux entre post-keynésiens de vieille souche et néo-ricardiens, débats qui se sont entre autres déroulés à l'occasion de l'école d'été de Trieste, qui a réuni pendant quelques années les principaux ténors de ces deux écoles <sup>224</sup>.

Mais si l'on prend du recul, il demeure un noyau d'auteurs, identifiables comme post-keynésiens, qui mettent l'accent sur la rupture entre Keynes et la théorie classique et rejettent la synthèse, et, pour beaucoup,

---

<sup>221</sup> Steedman (1989) reproduit les principaux articles relatifs à ce courant de pensée. On se reportera à l'entrée de dictionnaire sur Sraffa pour retrouver une partie de l'abondante bibliographie que son œuvre a suscitée.

<sup>222</sup> Voir à ce sujet G. Dostaler, « Marx et Sraffa », *L'Actualité économique*, vol. 58, 1982, 95-114.

<sup>223</sup> *Keynes after Sraffa*, Londres, Unwin Hyman, 1977.

<sup>224</sup> Voir à ce sujet R. Arena, « L'école internationale d'été de Trieste (1981-1985) : vers une synthèse classico-keynésienne ? », *Economies et sociétés*, série *Economia*, vol. 21, 1987, 205-238 ; « La dynamique économique : nouveaux débats, nouvelles perspectives », *L'Actualité économique*, vol. 63, 1987, 77-117.

préconisent des politiques économiques qui ne se limitent pas au « réglage de précision », mais impliquent interventions lourdes et changements structurels.

### ***AUTOUR DE L'INSTITUTIONNALISME***

Dans la même période, quelques auteurs, nouveaux hétérodoxes hors courants, se sont efforcés de jeter les bases de théories alternatives à la théorie néoclassique ; comme Keynes, face au chômage des années trente, ils avaient le souci, pour contribuer à trouver des solutions aux [139] problèmes du monde (pauvreté, inégalités, dynamiques inégales, atteintes aux ressources non renouvelables et à l'environnement), de construire un cadre explicatif adéquat.

Ainsi Gunnar Myrdal : après s'être affirmé par ses travaux en théorie monétaire, il s'est de plus en plus écarté de la démarche économique conventionnelle. De l'étude du problème noir aux États-Unis (1944) à celle du sous-développement en Asie du Sud (1968), de son engagement au sein du Parti social-démocrate suédois au travail d'expert et de conseiller en développement, il a de plus en plus considéré que l'économie ne peut être coupée des dimensions sociales, culturelles, politiques ; et son analyse des causalités circulaires et cumulatives, qu'il utilisa pour expliquer aussi bien la situation des Noirs américains que le sous-développement (1957), appartient à un univers qui n'a rien à voir avec celui de l'équilibre et de l'optimum. Il se rapprochera du courant institutionnaliste, dont il finira par se réclamer.

En France, François Perroux a critiqué l'irréalisme des postulats — notamment celui d'acteurs égaux — et le cadre de référence — l'équilibre — de la théorie néoclassique et a consacré une large part de son œuvre à construire une démarche alternative. Il l'a fait sur deux registres. D'abord, il a, dès 1948, mis en chantier la construction d'un nouvel appareil analytique : en son cœur, il a situé l'effet de domination, qui s'applique aux relations entre nations, secteurs, régions, entreprises et permet d'étudier les dynamiques des inégalités et leurs effets structurants et déstructurants. Ensuite, il a plaidé pour une « économie humaine », dans laquelle l'homme serait reconnu comme finalité (1961).

Perroux a eu une influence et des disciples surtout en France <sup>225</sup>, dans le monde latin et certains pays du Tiers-Monde.

Aux États-Unis, John K. Galbraith a également cherché à établir les bases d'une approche alternative, en analysant le rôle de la grande entreprise dans le système industriel et en cernant des phénomènes cruciaux qu'il baptisa de formules qui firent florès : « contre-pouvoirs » (1952), « technostructure » (1967). Même si, sur le tard, il s'est rapproché de l'institutionnalisme - ou peut-être est-ce l'institutionnalisme qui s'est rapproché de lui ? - Galbraith, contrairement à Myrdal, a refusé le prix de l'Association for Evolutionary Economics, qui regroupe les partisans de cette approche.

Bien d'autres auteurs, parmi lesquels Boulding, Furtado, Georgescu-Roegen, Hirschman, Kornai, Prebisch, Sen, Tinbergen, ont cherché à [140] échapper au carcan de la cohérence néoclassique et, pour certains, l'ont critiquée.

Par beaucoup d'aspects, leur démarche rejoint celle de l'institutionnalisme <sup>226</sup> : celle-ci s'est développée, après Veblen, le fondateur, avec Commons et la « collective économies », J.B. Clark et la « social économies », Tugwell et l'« experimental economics », Mitchell et la « quantitative économies » <sup>227</sup>, avec Ayres <sup>228</sup> et son « instrumentalisme » <sup>229</sup> et Gruchy <sup>230</sup> qui fut à l'origine de la création en 1958 de l'Association for Evolutionary Economics. Malgré l'évidente difficulté qu'ils ont à se définir d'un même mot emblématique, tous ces auteurs ont en commun l'approche holiste - refusant de couper le domaine économique du reste de la réalité sociale et de réduire l'économie au seul

<sup>225</sup> Notamment, en économie internationale, Byé et Weiller.

<sup>226</sup> Voir Adams 1980, Gruchy 1947 et 1972, Samuels 1989 et Tool 1988.

<sup>227</sup> Voir P.A. Klein, « A reconsideration of Holistic Economics », in Adams 1980, 45-47.

<sup>228</sup> *The Problem of Economic Order*, New York, Farrar & Rinehart, 1938 ; *The Theory of Economic Progress*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1944 ; *The Industrial Economy*, Boston, Houghton Mifflin, 1952 ; *Toward a Reasonable Society*, Austin, University of Texas Press, 1961.

<sup>229</sup> Voir Gruchy 1972, 97-132.

<sup>230</sup> Outre Gruchy 1947 et Gruchy 1972, cités ci-dessus, voir *Comparative Economic Systems, Competing Ways to Stability and Growth*, Boston, Houghton Mifflin, 1966 ; *The Reconstruction of Economics : An Analysis of the Fundamentals of Institutional Economies*, New York, Greenwood Press, 1987.

marché - le travail pluridisciplinaire, la prise en compte des valeurs, des institutions, des technologies, de l'évolution et, souvent, une attitude favorable à une politique économique active.

Mais un tel programme permet d'inclure la quasi-totalité des hétérodoxes. Ainsi, dans son livre de 1972 sur la pensée économique contemporaine et ce qu'il appelle le « néo-institutionnalisme », Gruchy consacre des chapitres non seulement à Gerhard Colm et Ayres, mais aussi à Galbraith et Myrdal, en évoquant à diverses reprises et assez longuement Perroux ; mais il se démarque nettement de Keynes, à qui il reproche son analyse de court terme (p. 5), des keynésiens dont la démarche est « statique et non interdisciplinaire » (p. 334) et surtout des radicaux de l'Union for Radical Political Economics, accusés pêle-mêle d'anarchisme, de socialisme et du manque d'une claire vision de ce qu'ils voudraient mettre à la place du système social existant (p. viii-ix).

Dans sa diversité, la mouvance institutionnaliste s'exprime principalement à travers le *Journal of Economic Issues*, revue de l'Association for Evolutionary Economics, créée en 1967. Elle n'est évidemment pas sans points communs avec l'économie comportementaliste ; marqués par les [141] apports de Coase, H. Simon, Arrow, ses membres se regroupent en des cercles plus restreints, comportementalistes, de la nouvelle économie institutionnelle, de l'économie néo-institutionnelle, voire de l'économie industrielle <sup>231</sup>.

Au-delà, on peut trouver des liens de l'institutionnalisme aussi bien avec l'école historique allemande et Sombart — Kuznets (1965, 1966, 1971, 1979) se situant quelque part entre les deux — qu'avec les fabiens britanniques et leurs continuateurs, avec Polanyi qu'avec Hayek et l'école autrichienne moderne. D'ailleurs, l'attribution du Nobel en 1974 a couronné ensemble Myrdal et Hayek ; le choix de Myrdal a pu être interprété comme une forme de reconnaissance de l'institutionnalisme, et il est remarquable que le jury ait mentionné, dans son commentaire concernant les deux auteurs, la multidisciplinarité.

## ***DU CÔTÉ DU MARXISME***

---

<sup>231</sup> Voir *infra*, chapitre 9.

L'autre grande mouvance hétérodoxe est celle du marxisme, qui s'élargit, notamment aux États-Unis, à ce qu'on nomme l'économie radicale ou l'économie politique radicale <sup>232</sup>. Cependant, le label « radical » recouvre, selon les auteurs, des champs extrêmement différents : ainsi, pour Sherman (1972) et plusieurs autres, le courant radical englobe post-keynésiens, néo-ricardiens, institutionnalistes et marxistes, bref, l'ensemble des hétérodoxies. Au contraire, pour Bronfenbrenner (1970), Appelbaum (1977) et Flaherty (1987) <sup>233</sup>, il apparaît principalement — effet probable du maccarthysme et de l'anticommunisme — comme une manière de nommer les marxistes des États-Unis dans les années cinquante et soixante ; mais pour Bowles et Edwards (1990), le courant radical, qui s'est formé dans les années soixante-dix et quatre-vingt, « est distinct à la fois de l'économie néoclassique et du marxisme classique » (vol. I, p. 1) ; ce nouveau courant radical trouve ses racines aux [142] États-Unis dans le marxisme de l'après-guerre, dans l'Union for Radical Political Economics (URPE) où se retrouvaient une large gamme de dissidents radicaux, tant marxistes que libertariens <sup>234</sup>, ainsi que dans les débats, les recherches et les remises en cause des années soixante.

Reste donc le marxisme. Mais c'est un monde à lui seul. Et un monde profondément marqué par l'histoire et ses déchirements (Lénine contre Bernstein, Kautsky et d'autres ; Staline contre Trotsky et d'autres ; Mao Tse-toung contre Staline), par la philosophie et ses débats (Lukacs, Gramsci, Korsch, Bloch, Habermas, et plus récemment, Marcuse, Lefebvre, Althusser, Kosik), par les enjeux et les clivages politiques et, sous le rationnel des formulations, par les convictions - par exemple

---

<sup>232</sup> E. Appelbaum, « Radical Economies », in Weintraub 1977, 559-574 ; Bowles et Edwards 1990 ; Bronfenbrenner 1970 ; Flaherty, « Radical Political Economy », *New Palgrave*, 1987, vol. 4, 36-39 ; H.J. Sherman, *Radical Political Economy : Capitalism and Socialism from a Marxist-Humanist Perspective*, New York et Londres, Basic Books, 1972 ; *id.*, *Foundations of Radical Political Economy*, Armonk, New York, M.E. Sharpe, 1987.

<sup>233</sup> Dans le *New Palgrave* (1987), il y a d'ailleurs un large recoupement entre les auteurs pris en compte par D. Flaherty dans son article sur la « Radical Political Economy », vol. 4, 36-39 et ceux dont traite A. Glynn dans l'article « Marxist Economics », vol. 3, 390-395.

<sup>234</sup> Flaherty 1987, p. 36.

que tel pays est socialiste ou est engagé dans la construction du socialisme. Et puis, entre Marx et le marxisme, les relations sont encore plus complexes qu'entre Keynes et le keynésianisme <sup>235</sup>, et les querelles d'héritage encore plus impitoyables, d'autant plus qu'elles prennent parfois le chemin de la violence.

Dans l'univers anglo-saxon, la pensée économique marxiste de l'après-guerre <sup>236</sup> est dominée par trois noms : Paul Baran, Maurice Dobb et Paul Sweezy. Elle s'exprime à travers des revues telles que la *Review of Radical Political Economy*, la *Socialist Review*, la *New Left Review*, *Capital and Class* et la *Monthly Review* fondée en 1949 par P. Sweezy et Léo Huberman et que, depuis la mort de Huberman en 1968, Sweezy dirige avec Harry Magdoff. Dans l'univers francophone se dégagent les noms de Charles Bettelheim, Henri Denis <sup>237</sup> et Ernest Mandel.

Après la guerre, les thèses de von Mises sur l'impossibilité du socialisme, auxquelles s'étaient opposés Lange et Lerner dans les années [143] trente, semblent invalidées. Avec sa planification centralisée, l'URSS — étudiée très tôt par Bettelheim (1939 et ouvrages de 1946) et Dobb (1948) — s'affirme à la fois comme grande puissance et comme socialiste. Pour beaucoup, même si certaines réalités obligent à s'interroger, le socialisme fait des progrès décisifs en URSS, en Chine, dans

---

<sup>235</sup> On a rapporté de Keynes qu'il se serait déjà déclaré non keynésien, et de Marx qu'il n'était pas, quant à lui, marxiste. Ces propos sont évidemment impossibles à vérifier, mais ils ne sont certainement pas invraisemblables.

<sup>236</sup> Voir : Anderson 1976 ; Howard et King 1989 ; A. Glynn, « Marxist Economies », *New Palgrave*, 1987, vol. 3, 390-395 ; King 1990, qui reproduit plusieurs articles majeurs en trois volumes ; J.C. Wood (dir.), *Karl Marx. Critical Assessments*, 4 vol., Londres, Croom Helm, 1987. Nous nous limiterons ici aux représentants les plus caractéristiques ; nous avons déjà montré plus haut l'influence de Kalecki, notamment sur la mouvance post-keynésienne. On devrait aussi évoquer un marxisme ricardien (dans la foulée de Sraffa, Dobb, Meek), ainsi que les réécritures néoclassiques, et même walrasiennes du marxisme, avec le cas de Lange dont les travaux s'inscrivent à la fois dans la tradition marxiste et dans la tradition néoclassique.

<sup>237</sup> *Histoire de la pensée économique*, Paris, PUF, 1966 (plusieurs éditions ultérieures). Plus récemment, à la suite d'une relecture approfondie de Hegel, Denis a été amené à modifier son évaluation de Marx et surtout de l'économie marxiste (*L'Économie de Marx. Histoire d'un échec*, Paris, PUF, 1980).

le Tiers-Monde <sup>238</sup> ; mais l'autocensure marque beaucoup d'écrits : a-t-on le droit de formuler des doutes, des critiques quand des hommes sacrifient leur vie pour le socialisme et la révolution ? Révélatrice de ce trouble est la longue évolution de Bettelheim face à la réalité soviétique, des études descriptives de 1939 et 1946 montrant les avancées en cours, à une analyse faisant une forte place au concept de capitalisme d'État (1964, 1968, 1970 *Calcul*), pour arriver, au terme d'une puissante fresque historique (1974-1982), à la conclusion que la révolution de 1917 a été une révolution non pas socialiste mais capitaliste.

Quant au capitalisme, malgré les analyses de Hansen qui estimait, à la fin des années trente, qu'avait commencé une longue période de stagnation économique et le jugement de Schumpeter, dans *Capitalisme, socialisme et démocratie* (1942) selon lequel le déclin du capitalisme était inéluctable, il connaît, après la guerre, une des périodes de prospérité les plus longues de son histoire. Mais la conviction anti-capitaliste permet de s'armer de patience : constatant que la loi marxienne de la baisse tendancielle du taux de profit ne joue plus dans un capitalisme où les monopoles imposent leurs prix, Baran (1957) et Baran et Sweezy (1966) mettent en avant la tendance à la hausse du surplus potentiel, source majeure de la tendance à la stagnation du capitalisme moderne. Mais c'est dans la baisse tendancielle du taux de profit et les mouvements longs de Kondratiev, que Mandel (1962, 1972) voit les racines des crises capitalistes contemporaines.

Mais le marxisme n'est pas uniquement affaire d'intellectuels et de choix individuels. Il a été, à partir de 1917, l'idéologie de l'URSS, du Parti qui la dirige et de l'ensemble des partis communistes qui lui sont liés <sup>239</sup> : depuis Lénine, et plus encore depuis Staline, s'est affirmé un marxisme orthodoxe. Dès 1936, Staline a ordonné la rédaction d'un manuel d'économie politique : celui-ci, après une gestation difficile <sup>240</sup>, ne [144] sera publié qu'en 1954 <sup>241</sup> ; il donne de l'histoire une vision

<sup>238</sup> Bettelheim 1965 sur la Chine ; Sweezy et Huberman 1969 sur Cuba ; Sweezy et Bettelheim 1970.

<sup>239</sup> Ce qui n'empêche évidemment pas de très nombreux autres partis et organisations de se réclamer aussi, sous une forme ou une autre, du marxisme.

<sup>240</sup> Staline lui-même doit intervenir pour trancher quelques points de doctrine, avec notamment *Les Problèmes économiques du socialisme en URSS* (1952).

<sup>241</sup> *Manuel d'économie politique* du PC de l'URSS (1954), trad. fr., Paris, Editions sociales, 1956. Voir Chavance 1980.

linéaire, à la Rostow pourrait-on dire, avec une succession des modes de production aboutissant au mode de production socialiste et développe d'une manière scolastique l'économie politique du socialisme ; il affirme les deux dogmes, de la supériorité du socialisme, et de l'effondrement du capitalisme. Ces idées marquent directement l'ensemble des travaux dépendant des partis communistes liés à l'URSS <sup>242</sup> et indirectement l'ensemble de la pensée liée aux organisations ouvrières ou aux mouvements de libération nationale.

La réalité soviétique a cependant été très tôt l'objet de critiques venues soit de la mouvance trotskiste, soit d'autres groupes révolutionnaires<sup>243</sup>. Et dans le camp socialiste lui-même, une faille majeure s'est ouverte entre l'URSS et la Chine ; dès 1937 (*De la pratique, De la contradiction*), Mao Tse-toung avait exposé un marxisme où l'analyse des contradictions joue un rôle clé ; plus tard, il critique l'économisme de Staline ; la rupture avec l'URSS en 1960, puis la « Grande révolution culturelle prolétarienne » (1966-1971) concrétiseront, après le schisme titiste, la mise en cause de l'orthodoxie héritée de Staline, mort en 1953.

En outre, les difficultés mêmes de la planification centralisée et du système étatiste mis en place au nom du socialisme, conduisent par vagues successives à des propositions de réformes, avec I. Birman, V. Nemtchinov, E. Liberman en URSS, W. Brus en Pologne, O. Sik en Tchécoslovaquie et J. Kornai en Hongrie : celui-ci, qui avait mis en lumière dès 1957 l'hypercentralisation de la planification, a pendant plus

---

<sup>242</sup> Voir certains ouvrages de Lange (1953, 1957, 1959, etc.). En France, voir l'ouvrage réalisé, sous la direction de Philippe Herzog et Paul Boccara, par les économistes du Parti communiste français, *Traité marxiste d'économie politique. Le capitalisme monopoliste d'État*, 2 vol., Paris, Editions sociales, 1971.

<sup>243</sup> Ainsi, dès les années trente, les écrits du groupe « Living Marxism » (voir K. Korsch, P. Mattick et A. Pannekoek, *La Contre-Révolution bureaucratique*, Paris, Union générale d'édition, 1973) ; Bruno R.[Rizzi], *La Bureaucratization du monde*, édité par l'auteur, en dépôt aux messageries Hachette, 1939 ; et après la guerre, les écrits de *Socialisme ou barbarie* (voir C. Castoriadis, *La Société bureaucratique*, 2 vol., Paris, Union générale d'édition, 1973) ; et plus récemment, R. Bahro, *Die Alternative*, 1977 ; trad. fr., *L'Alternative. Pour une critique du socialisme réellement existant*, Paris, Stock, 1979. Voir M. Beaud, *Le Socialisme à l'épreuve de l'histoire*, Paris, Seuil, 1982 ; nouvelle éd. 1985, p. 160 s.

de trente ans contribué à éclairer et esquisser les voies de réformes possibles.

Si les mouvements de contestation de mai 1968 ont entraîné un certain renouveau de la pensée marxiste <sup>244</sup>, le basculement des régimes [145] soviétique et d'Europe de l'Est, à la fin des années quatre-vingt, bouleversera le paysage idéologique et intellectuel.

## **DÉBATS SUR LE DÉVELOPPEMENT**

Les questions de l'arriération économique, puis du sous-développement et du développement ont, après la Seconde Guerre mondiale, fait l'objet d'un nombre élevé de travaux, notamment d'économistes s'inscrivant dans la mouvance des hétérodoxies <sup>245</sup>.

Les premières réflexions contemporaines sur les problèmes de l'arriération économique ont concerné l'Europe de l'Est et du Sud-Est. Paul Rosenstein-Rodan <sup>246</sup> mettait en avant la nécessité d'une grande poussée, le « big push » <sup>247</sup>. Kurt Mandelbaum <sup>248</sup> mettait en relief « le cercle vicieux de la pression démographique, de la pauvreté et du manque d'industries » (p. iii) et plaidait pour l'industrialisation, en relevant que les principaux obstacles tiennent d'une part à l'insuffisance de la demande et de l'autre à la rareté du capital.

Avec les vagues des indépendances, c'est l'ensemble des pays pauvres qui vont être concernés. Nommé en 1948 secrétaire exécutif de la CEPAL — Commission économique pour l'Amérique latine —, qui

<sup>244</sup> Voir *infra*, chapitre 9.

<sup>245</sup> Voir Meier et Seers 1984, trad. fr. 1988 ; Arndt, *Economic Development. History of an Idea*, University of Chicago Press, 1987 ; Hirschman, « Grandeur et décadence de l'économie du développement », in 1984, 42-68. Pour entrer dans une immense bibliographie, on renverra à Stem 1989, Bell 1987 et, en français, aux ouvrages de G. Grellet, P. Guillaumont et P. Hugon.

<sup>246</sup> « Problems of Industrialisation of Eastern and South-Eastern Europe », *Economic Journal*, vol. 53, 1943, 202-211.

<sup>247</sup> À cette formule, font écho, le « grand rush » (*sput*) de Gerschenkron, le seuil critique de Leibenstein, le décollage (*take off*) de Rostow. Voir Hirschman, art. cit., in 1984, p. 52.

<sup>248</sup> *Industrialisation of Backward Areas*, Oxford, Basil Blackwell, 1945.

vient d'être créée, R. Prebisch plaide pour la programmation du développement économique. De la programmation souple, telle qu'elle est préconisée par Meade (1948) ou mise en place en France après la guerre, à la planification soviétique, que contribuent à faire connaître, en dehors de la sphère d'influence de l'URSS, des auteurs comme Bettelheim (1939, 1950) et Dobb (1948), en passant par les multiples efforts (notamment de Tinbergen, Myrdal) pour mettre en place des modèles simples et robustes, la planification va être, pour les pays pauvres, l'outil presque incontesté de l'industrialisation et de la modernisation : comme la politique économique est alors, pour les pays riches, l'indispensable instrument de la croissance.

[146]

Mais en même temps, se révèlent des clivages. R. Prebisch, en même temps que Singer, en 1950, met en cause la détérioration des termes de l'échange, thèse que critique Viner en 1953. Pour beaucoup, marxistes du Nord ou nouveaux responsables du Sud, la voie soviétique vers l'industrialisation apparaît comme le modèle à adopter : ce que fait la Chine communiste après 1949, puis, à sa manière, l'Inde, dont les choix vont être éclairés par le « modèle de Mahalanobis », ainsi que de nombreux autres pays nouvellement indépendants. Mais comment les États-Unis pourraient-ils accepter que l'ensemble du monde sous-développé bascule dans le camp soviétique ?

En 1951, est publié, sous les auspices des Nations unies, un rapport sur les *Mesures pour le développement économique des pays sous-développés*<sup>249</sup>, préparé par A. Baltra Cortez (Chili), D.R. Gadgil (Inde), G. Hakim (Liban), A. Lewis (Grande-Bretagne) et T.W. Schultz (États-Unis). Ce rapport constatait l'existence d'une main-d'œuvre excédentaire et la faible part du revenu national consacré à la formation de capital et il préconisait la mise en œuvre de programmes de développement comportant les budgets d'investissement nécessaires.

Rostow (1952) esquisse une description du développement qui débouchera sur la vision rassurante des étapes de la croissance (1960) : étapes que les pays développés ont franchies, et que les pays attardés franchiront un jour, à condition qu'ils réunissent les conditions du

---

<sup>249</sup> *Measures for the Economic Development of Under-Developed Countries*, New York, United Nations, 1951.

décollage, *take off*. Si Viner (1953) s'inquiète du risque que le développement ne favorise la croissance démographique, Lewis, dans son article de 1954, voit au contraire, dans l'existence d'une offre illimitée de main-d'œuvre dans le secteur traditionnel, une chance pour l'expansion du secteur capitaliste. Et si Nurkse (1954) fait ressortir le double cercle vicieux de la pauvreté, cause à la fois d'une faible demande et d'une insuffisante capacité de financement, Schultz (1945 [dir.], 1964) met en lumière l'importance du potentiel paysan. Enfin leurs convictions libérales amèneront des économistes tels que Viner (1953) et Haberler (1959) à critiquer les restrictions au commerce international préconisées ou adoptées en faveur du développement.

Si les positions de Viner étaient clairement libérales et celles de Rostow manifestement étapistes, il a fallu simplifier l'analyse de Lewis pour en faire la caricature d'une approche dualiste. Face à ces positions, vont s'affirmer deux attitudes.

[147]

En premier lieu, des économistes marxistes éclairent de leurs analyses la situation et les choix à opérer. Dobb (1951), rejoignant Nurkse sur ce point, estime que « le plus grand facteur qui régit la productivité d'un pays est la richesse ou la pauvreté de ses instruments fixes de production » et considère « l'accumulation du capital, c'est-à-dire la croissance du stock des instruments de production - croissance à la fois qualitative et quantitative - comme le centre du processus de développement »<sup>250</sup>. Mais comme le montre Baran (1957), dans les pays en retard, pris entre le féodalisme et le capitalisme des pays développés, le surplus n'est pas utilisé à des fins productives, du fait qu'il est en partie gaspillé (en consommation des classes dirigeantes, dépenses militaires et entretien des bureaucraties) et en partie capté par le capital étranger. Pour l'ensemble des marxistes, le développement passe donc par le socialisme ; c'est ainsi que Sweezy et Huberman (1969) voient dans Cuba un modèle pour l'Amérique latine.

En second lieu, différents auteurs, qui ont en commun de ne pas s'en remettre au marché (tant au plan national qu'international), ont cherché à identifier les rigidités et distorsions, sources de retard tenant aux structures des pays pauvres (tant pour leurs économies et leurs sociétés

---

<sup>250</sup> Dobb 1951, p. 7.

que pour leurs relations avec les pays industrialisés) ; cette approche, nourrie à plusieurs sources, peut être qualifiée de structuraliste, dans une acception très large du terme.

F. Perroux dégage des outils pour l'analyse du sous-développement et plaide, dans la tradition de l'humanisme chrétien (dans laquelle s'inscrivent aussi les travaux du Père Lebret et d'*Economie et humanisme*), pour que soient couverts les « coûts de l'homme » et que le développement soit celui de « tout l'homme et tous les hommes » (1961). Myrdal (1957, 1968) applique au sous-développement son analyse en termes de causalité circulaire et cumulative et appelle les jeunes économistes du Tiers-Monde à rejeter « ces vastes constructions de doctrines et d'approches théoriques, dépourvues de signification et de pertinence, et parfois même manifestement inadéquates » et à « renouveler à fond leur pensée à partir de l'étude de leurs besoins et de leurs problèmes particuliers » <sup>251</sup>. De même, Hirschman (1958) souligne, face aux partisans du développement équilibré, le caractère nécessairement déséquilibré de tout processus de développement ; il prend en compte (1963, 1967), comme Schultz, les rationalités cachées et, comme Perroux, les effets d'entraînement.

[148]

En Amérique latine, l'école de la dépendance <sup>252</sup> recouvre un large spectre de combinaisons entre l'approche structurale et l'analyse marxiste. Avec Prebisch et, autour de lui dans le cadre de la CEPAL notamment O. Sunkel et A. Pinto, elle a constitué un foyer actif de recherche, de réflexions et de propositions. Au début des années cinquante, elle conduit l'analyse des structures de production et d'échange qui entraînent tant l'inflation que la détérioration des termes de l'échange et elle propose les stratégies d'industrialisation par substitution aux importations. Elle analyse ensuite les relations centre-périphérie et les caractéristiques propres du capitalisme périphérique. Elle débouchera sur un très large éventail de positions, de la démarche

<sup>251</sup> 1957 ; trad. fr. 1959, p. 121.

<sup>252</sup> Voir F.H. Cardoso, *As Ideas e seu lugar*, Vozes et CEBRAP, 1980 ; trad. fr., *Les Idées à leurs places. Le concept de développement en Amérique latine*, Paris, A.M. Métailié, 1984 ; O. Rodriguez, « *La Teoria* » *del subdesarrollo de la CEPAL*, Mexico, Siglo XXI, 1980.

modérée et réformatrice de C. Furtado (1967, 1972, 1974), aux analyses d'inspiration marxiste de F.H Cardoso et E. Faletto <sup>253</sup> à celles, marxistes radicales d'A.G. Frank (1967, 1969, 1972), R.M. Marini, T. Dos Santos. Ces derniers, avec Samir Amin, seront, dans les années soixante-dix, représentatifs d'un courant d'économistes du Tiers-Monde à dominante anti-impérialiste.

Tandis que sont de plus en plus mis en accusation les rapports inégaux à l'échelle mondiale, en 1972, Robert McNamara, président de la Banque mondiale <sup>254</sup>, met l'accent sur l'aggravation des inégalités au sein de chaque pays, comme obstacle majeur au développement <sup>255</sup> ; c'est à cette époque qu'I. Adelman travaille, pour la Banque mondiale, sur la relation entre croissance et inégalité des revenus <sup>256</sup>. Puis l'analyse se portera sur le minimum nécessaire, sur les besoins essentiels, tandis que seront mises en avant, vers le milieu des années soixante-dix, d'une part la *self reliance*, la nécessité de compter sur soi-même, d'autre part la revendication d'un Nouvel ordre économique international. Mais la crise du pétrole, la fin des croissances des pays riches, le piège de l'endettement vont bientôt soumettre nombre de pays du Tiers-Monde aux pressions de l'urgence, puis à celles de l'ajustement structurel.

---

<sup>253</sup> F.H. Cardoso et E. Faletto, *Dependencia y desarrollo en America Latina*, Mexico, Siglo XXI, 1967.

<sup>254</sup> À la tête du Département économique de la Banque mondiale, de 1970 à 1972, Hollis B. Chenery y avait lancé, dans l'esprit des travaux de S. Kuznets (1959), un large programme de recherches quantitatives sur les pays sous-développés.

<sup>255</sup> Hirschman, art. cit., in 1984, p. 64.

<sup>256</sup> Voir Adelman et Morris 1973 ; Chenery *et al.* 1974.

[149]

**La pensée économique depuis Keynes.**  
*Historique et Dictionnaire des principaux auteurs.*

**PREMIÈRE PARTIE : HISTORIQUE.**

## Chapitre 7

---

# Résurgences du libéralisme

[Retour au sommaire](#)

Le triomphe du keynésianisme a pu donner l'illusion qu'il occupait toute la scène, que la *Théorie générale* avait effectivement terrassé la théorie classique. La reconnaissance, par Pigou, de la validité de la théorie de Keynes <sup>257</sup>, constituait d'une certaine manière un symbole de ce triomphe, sur le plan théorique, comme la nouvelle politique économique mise en œuvre au début des années soixante, sous la présidence de John F. Kennedy, a paru en marquer la victoire politique. Mais le keynésianisme, nous l'avons vu, constitue une vaste nébuleuse, traversée de courants et sous-courants ; des économistes aux orientations théoriques ou politiques très diversifiées ont pu y trouver de quoi nourrir ou étayer leurs thèses.

De son côté, le libéralisme classique, attaqué par Keynes et plusieurs autres dans les années vingt et trente, apparemment défait dans les années quarante et cinquante, est loin d'avoir disparu. Dans l'ombre du keynésianisme, il s'est même développé, tout en prenant, si l'on peut dire, un profil bas. Plusieurs de ses partisans semblaient même devenus keynésiens. Parmi eux, certains ont en quelque sorte contribué de l'intérieur à une déconstruction du keynésianisme, à l'image de Keynes lui-

---

<sup>257</sup> *Keynes's General Theory : A Retrospective View*, Londres, Macmillan, 1950.

même qui avait entrepris de l'intérieur sa déconstruction de la citadelle orthodoxe.

D'autres n'ont jamais accepté les thèses de Keynes, et ne se sont jamais ralliés au keynésianisme. Quelques-uns se retrouvent dans la Société du mont Pèlerin qui, fondée en 1947 à l'initiative de Friedrich Hayek, a joué un rôle important dans le maintien puis le développement du libéralisme classique <sup>258</sup>. Certains ont effectué au moins une partie de leur carrière à l'université de Chicago <sup>259</sup>. On parle ainsi d'une école [150] de Chicago <sup>260</sup> pour caractériser des travaux menés dans des champs de spécialisation très diversifiés, mais unis par une foi solide dans la théorie néoclassique des prix, la conviction que le marché libre est le mécanisme le plus efficace pour allouer les ressources et une réticence fondamentale face à l'intervention de l'État dans l'économie. Milton Friedman, qui a étudié et mené toute sa carrière à cette université, a été, dans les années soixante et soixante-dix, le porte-parole le plus réputé de cette école <sup>261</sup>.

C'est donc à une résurgence du libéralisme qu'on assiste dans cette période, alors que l'euphorie liée à la croissance commence à se dissiper. Ce sont des signes, plus ou moins perceptibles, concernant les économies capitalistes développées : rupture dans les croissances de productivité, tensions puis tendances inflationnistes, dysfonctionnements

---

<sup>258</sup> On compte, parmi eux, Maurice Allais, James Buchanan, Gary Becker, Milton Friedman, George Stigler.

<sup>259</sup> Parmi d'autres, on peut mentionner, outre Friedman, Gary Becker, James Buchanan, Ronald Coase, H. Gregg Lewis, Robert Lucas, Loyd Mints, Richard Posner, Théodore Schultz, George Stigler et Allen Wallis. Hayek a été aussi professeur de sciences morales et sociales à l'université de Chicago, entre 1950 et 1961.

<sup>260</sup> Sur l'école de Chicago, voir H.L. Miller, « On the "Chicago School of Economics" », *Journal of Political Economy*, vol. 70, 1962, 64-69 ; Patinkin 1969, 1981 ; Reder 1987 ; Stigler 1988 (dir.). Toutefois, Viner, souvent considéré comme l'un des pères de ladite école, en a nié l'existence (voir à ce sujet la correspondance avec Patinkin, in Patinkin 1981).

<sup>261</sup> Friedman a déclaré, sous forme de boutade — mais les boutades ne sont jamais innocentes —, dans le cadre d'une série de conférences prononcées par des récipiendaires américains du prix Nobel, qu'on a des chances maximales de recevoir ce prix si on est américain, de sexe masculin et si on a enseigné ou étudié, à un moment ou un autre de sa vie, à l'université de Chicago (1986, p. 77-78).

du système monétaire international. Ce sont les difficultés dans lesquelles s'enlise une partie de ce qu'on appelle le Tiers-Monde. C'est aussi l'impasse pour les pays de l'Est, qui sont confrontés à des problèmes et des aspirations auxquels leur système ne permet pas de répondre.

Graduellement, à partir du début des années soixante-dix, le keynésianisme de la synthèse est remis en question. La coexistence de taux d'inflation et de taux de chômage de plus en plus élevés remet en cause les certitudes associées à la courbe de Phillips et symbolise l'échec des politiques keynésiennes. À défaut d'explication, on crée un mot, la stagflation. Et certains commencent à expliquer les difficultés de plus en plus graves des années soixante-dix par les effets secondaires de la dangereuse médecine keynésienne, source d'inflation.

Des théories alternatives existent déjà. Au premier rang parmi les prétendantes, le monétarisme s'impose rapidement comme pôle majeur de l'opposition au keynésianisme, tant sur le plan politique que théorique. L'économie de l'offre et divers autres courants libéraux se concurrencent aussi comme pourvoyeurs de recettes pour les économies en difficulté. Parallèlement, sur le plan théorique, la microéconomie néo-classique [151] est utilisée comme une clé pour éclairer, non seulement les problèmes économiques, mais tous les problèmes sociaux. Comme les théoriciens du monétarisme ou les économistes de l'offre, les adeptes de ce qu'on appelle parfois le nouvel impérialisme de l'économie se posent en adversaires résolus de l'interventionnisme. Et c'est au contraire en réaffirmant la nécessité de cet interventionnisme que les keynésiens de la synthèse lanceront leur contre-attaque contre ces nouveaux courants de pensée, tout en retenant certains de leurs apports.

## **MILTON FRIEDMAN ET LE MONÉTARISME** <sup>262</sup>

Le terme de monétarisme a été forgé en 1968 par Karl Brunner <sup>263</sup>. Il a lui-même qualifié de « révolution monétariste » <sup>264</sup>, ce que de son côté Harry Johnson (1971 *AER*) a baptisé la contre-révolution monétariste. Friedman lui-même n'aime pas le qualificatif de monétariste, mais accepte de se rallier à l'appellation, dans un texte où il décrit la « contre-révolution dans la théorie monétaire », qu'il dit avoir prédite dès 1958 et dont il constate maintenant la victoire (Friedman 1970). Cette contre-révolution se caractérise par « l'accent renouvelé mis sur le rôle de la quantité de monnaie » (*ibid.*, p. 7-8).

Cette appellation nouvelle recouvre une réalité ancienne, complexe et diverse. Elle désigne autant une vision politique globale que des constructions théoriques qui varient d'un auteur à l'autre. La vision globale, dans le cas du monétarisme, c'est évidemment la croyance dans la stabilité inhérente des économies de marché, et donc la méfiance face à l'interventionnisme. Quant au noyau théorique, c'est ce que l'on appelle la théorie quantitative de la monnaie.

---

<sup>262</sup> Sur le monétarisme, on consultera entre autres, dans une littérature désormais très abondante, Chrystal 1990 (anthologie d'articles majeurs de ce courant de pensée, en 2 volumes), Hoover 1984, Laidler 1981, Mayer 1978 et 1990, Steele 1989, Stein 1976. Sur l'évolution de la macroéconomie contemporaine, et les débats entre les écoles qui s'y partagent le terrain, voir entre autres Barro et Fischer 1976, Dow 1985 et Johnson 1962.

<sup>263</sup> « The Role of Money and Monetary Policy », *Federal Reserve Bank of St Louis Review*, vol. 50, 8-24, 1968.

<sup>264</sup> « The "Monetarist Revolution" in Monetary Theory », *Weltwirtschaftliches Archiv*, vol. 105, 1970, 1-30.

Attribuée généralement à Jean Bodin <sup>265</sup>, cette théorie a reçu du philosophe [152] David Hume, au milieu du dix-huitième siècle <sup>266</sup>, la formulation qui, reprise par les économistes classiques, est à la base de la version moderne d'Irving Fisher et de la version cambridgienne de Marshall et Pigou. Selon cette théorie, une modification de la masse monétaire se traduit à long terme par une modification dans le même sens et la même proportion du niveau général des prix. Keynes acceptait durant la première partie de sa carrière cette théorie, dont l'abandon constitue un moment important de l'élaboration de la *Théorie générale*. Mais il affirme néanmoins, dans ce dernier ouvrage, que la théorie quantitative de la monnaie, comme du reste la théorie classique dont elle constitue un élément majeur, est valable lorsqu'on atteint le plein emploi. Cela amène Friedman à affirmer que Keynes est fondamentalement quantitativiste (Friedman 1970, p. 8).

C'est en 1956, exactement vingt ans après la publication de la *Théorie générale*, que Friedman propose une réhabilitation et une reformulation de la théorie quantitative de la monnaie, dans le texte introductif d'un ouvrage collectif issu de travaux menés à l'université de Chicago dans le cadre d'un atelier d'étude sur la monnaie et la banque. Faisant écho à la conviction de Bodin, il écrit :

(...) il n'y a sans doute pas d'autre relation empirique en économie dont on a observé la réapparition aussi uniformément et dans des circonstances aussi variées que la relation entre des changements substantiels, dans une courte période, dans la quantité de monnaie et dans les prix ; l'un est invariablement liée à l'autre et va dans la même direction ; j'ai le sentiment que cette uniformité est du même ordre que plusieurs des uniformités qui forment la base des sciences physiques (Friedman 1956, p. 20-21).

<sup>265</sup> *Response... aux Paradoxes de Monsieur de Malestroit*, Paris, 1568 [réimpr., Paris, Armand Colin, 1932]. Jean Bodin était un juriste et philosophe. Malestroit avait rédigé un rapport sur la hausse des prix en France, l'attribuant principalement aux mutations qui modifient la valeur des monnaies. Bodin estime au contraire que l'afflux d'or et d'argent du Nouveau Monde est de loin la principale cause de la hausse des prix. La théorie de Bodin avait été déjà énoncée, entre autres, par Martin de Azpicuelta (*Commentarius de usuris*, Rome, 1556) et l'astronome Copernic (*Monete Cudende Ratio*, 1526).

<sup>266</sup> *Political Discourses*, 1752. Il est intéressant de souligner que Hayek voit en Hume l'un des plus grands théoriciens du libéralisme moderne, et le principal inspirateur de Smith.

La caractéristique principale de la reformulation de Friedman consiste à présenter la théorie quantitative de la monnaie comme une théorie de la demande de monnaie. La demande totale de monnaie est agrégée à partir des demandes des agents pour des quantités réelles de monnaie, la monnaie étant l'une des formes dans lesquelles on choisit [153] de détenir sa richesse. La quantité réelle de monnaie est égale à sa quantité nominale pondérée par l'indice des prix. La demande de monnaie est une fonction relativement stable de quelques variables clés. Ces variables incluent le taux d'intérêt. Friedman admet donc un aspect important de l'approche de Keynes, et il considère du reste la théorie de la préférence pour la liquidité comme un apport positif de la révolution keynésienne, que la contre-révolution monétariste doit conserver. Il en est de même de la perception de la monnaie comme un actif substituable à d'autres, au premier rang desquels les obligations <sup>267</sup>. Friedman s'intéresse plus aux conséquences macroéconomiques qu'aux fondements microéconomiques. Comme Keynes, et contrairement à la tradition quantitativiste orthodoxe, il considère aussi que la vitesse de circulation de la monnaie est variable. Mais, contrairement à Keynes, il estime que cette variabilité n'est pas importante et surtout qu'elle est prévisible, réagissant elle aussi à des modifications dans les variables clés. C'est sur cette base, ainsi que sur la faiblesse de l'élasticité de la demande de monnaie par rapport au taux d'intérêt, que Friedman tire sa principale conclusion.

Pour lui, l'offre de monnaie, déterminée par les autorités monétaires, est beaucoup plus volatile que la demande, qui découle des comportements des agents. Il s'ensuit que les changements de la valeur de la monnaie, donc du niveau général des prix, sont fondamentalement déterminés par l'offre de monnaie. Les variations de la quantité nominale de monnaie agissent à court terme sur les quantités et l'emploi, et à long terme leurs effets sont purement nominaux. C'est sur cette argumentation que se fonde la célèbre déclaration de Friedman selon laquelle « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire » (Friedman 1968 *Dollars...*, p. 105).

---

<sup>267</sup> Pour leur part, Baumol (1952 *QJE*) et Tobin (1947, 1956 *RES*), avaient développé des analyses de la demande de monnaie inspirées de Keynes, mais fondées sur un comportement d'optimisation des agents.

La question du rapport entre l'offre de monnaie et les agrégats macroéconomiques a été soulevée avant la publication de 1956, par Friedman lui-même mais aussi par d'autres auteurs. Dès la fin des années quarante, Friedman commençait à affirmer la supériorité de l'approche par la quantité de monnaie sur l'approche keynésienne, fondée sur les dépenses autonomes, pour rendre compte du niveau et des fluctuations du revenu national. C'est à cette époque que Friedman et Schwartz commencèrent, dans le cadre du National Bureau of Economic Research, une étude des rapports entre les cycles économiques et les [154] variations de la masse monétaire <sup>268</sup>. Cette longue recherche a été à l'origine de trois livres majeurs cosignés par Friedman et Schwartz (1963, 1970 et 1982) et d'une étude publiée par Cagan <sup>269</sup> : leurs auteurs prétendent avoir démontré empiriquement que les variations dans la quantité de monnaie jouent un rôle déterminant pour rendre compte des fluctuations économiques. Ainsi la profondeur de la crise des années trente s'expliquerait par les contractions monétaires dont fut responsable le Système de réserve fédérale. Il est clair que cette conclusion s'oppose aux analyses de Keynes et de ses disciples.

Dans une étude cosignée avec Meiselman, et réalisée comme toujours dans le cadre du National Bureau of Economic Research, Friedman estime avoir définitivement démontré la supériorité de son analyse sur celle du keynésianisme, sur la base d'une étude comparée, pour la période de 1897 à 1958, de la stabilité du multiplicateur et de celle de la vitesse de circulation de la monnaie :

La vitesse de circulation de la monnaie par rapport au revenu est inmanquablement et décidément plus stable que le multiplicateur d'investissement, sauf durant les premières années de la grande dépression, après 1929 (...) En d'autres mots, la version simplifiée de la théorie liant le revenu aux dépenses, à laquelle nous nous sommes délibérément restreint dans ce texte, est à peu près totalement inutile comme description de relations

---

<sup>268</sup> C. Warburton s'était déjà penché sur cette question et en avait tiré des conclusions qu'on peut qualifier de « monétaristes ». Voir « The Misplaced Emphasis in Contemporary Business-Cycle-Fluctuation Theory », *Journal of Business*, octobre 1946.

<sup>269</sup> *Determinants and Effects of Changes in the Stock of Money*, New York, National Bureau of Economic Research, 1965.

empiriques stables, comme on peut le juger par six décennies d'expérience aux États-Unis (Friedman et Meiselman 1963, 187).

Cette publication a suscité de vives controverses, constituant un des points forts du débat entre keynésianisme et monétarisme <sup>270</sup>. À travers ces controverses qui prennent une allure souvent très technique, s'opposent des conceptions radicalement différentes du fonctionnement des économies et des possibilités d'intervention : c'est la stabilité des [155]

économies de marché qui est en cause. Pour Friedman et les autres partisans du monétarisme, les économies modernes sont stables, et le fonctionnement libre du marché suffit pour assurer une allocation optimale des ressources et le plein emploi des capacités de production. Pour Keynes et ses disciples, les économies sont instables et le mécanisme du marché ne suffit pas pour assurer le plein emploi. Pour chacun, la conviction est préalable à l'analyse théorique : ce qu'on appelle « politiques monétaristes » n'est donc pas, malgré les apparences, le résultat de la réhabilitation de la théorie quantitative de la monnaie, pas plus que les politiques keynésiennes n'ont été conçues sur la base des thèses élaborées dans la *Théorie générale*.

Le programme de politique économique de Friedman est d'ailleurs en grande partie contenu dans son « A Monetary and Fiscal Framework for Economic Stability » (1948), lui-même inspiré des thèses mises en avant par Limons l'année même de la publication de la *Théorie générale* <sup>271</sup>. L'État doit se limiter à assurer un encadrement stable aux opérations du marché. Cela implique qu'un objectif tel que la réalisation à tout prix du plein emploi doit être mis en question, d'autant plus que les politiques à mettre en œuvre pour le réaliser peuvent accroître l'instabilité économique. Aux politiques keynésiennes de gestion de la conjoncture, en particulier par la fiscalité et les dépenses publiques, il faut substituer les réactions automatiques d'un cadre fiscal et monétaire stable aux variations du niveau du revenu. Il faut se contenter de fixer

---

<sup>270</sup> Voir entre autres A. Ando et F. Modigliani, « The Relative Stability of Monetary Velocity and the Investment Multiplier », *American Economic Review*, vol. 55, 1965, 693-728 ; M. de Prano et T. Mayer, « Tests of the Relative Importance of Autonomous Expenditure and Money », *American Economic Review*, vol. 55, 1965, 729-752. Friedman avait lancé avec Becker, en 1957, une offensive préliminaire qui avait aussi provoqué plusieurs réactions (« A Statistical Illusion in Judging Keynesian Models », *Journal of Political Economy*, vol. 65, 64-75).

<sup>271</sup> « Rules versus Authorities in Monetary Policy », *Journal of Political Economy*, vol. 44, 1936, 1-30.

quelques objectifs globaux et laisser agir le seul mécanisme apte à gérer efficacement l'allocation des ressources : le marché.

Ces règles comprennent, outre la discipline monétaire, la stabilité des dépenses et des paiements de transfert des gouvernements, qui ne doivent pas être utilisés comme moyen de stabilisation de l'économie, et celle des taux d'imposition et de taxation, dont l'objectif doit être l'équilibre budgétaire. À cela, Friedman ajoute en 1960 sa fameuse règle monétaire qui est devenue, pour beaucoup, le symbole du monétarisme : pour assurer la stabilité des prix, le seul moyen est de soustraire les variations de la masse monétaire à la décision arbitraire des autorités politiques. Le taux de croissance de la masse monétaire doit être stabilisé en fonction du taux de croissance à long terme du produit national brut. Friedman propose même que cette règle soit inscrite dans la constitution, de manière à la soustraire à l'arbitraire des décisions politiques.

[156]

La critique des fondements théoriques de la relation de Phillips, l'un des instruments les plus populaires de gestion keynésienne de la conjoncture, menée par Friedman (1968 *AER*), mais avant lui par Phelps (1967), apporte un nouveau concept à la panoplie du monétarisme : l'hypothèse du taux naturel de chômage, défini comme celui vers lequel tend une économie dans un état d'équilibre. Il dépend des caractéristiques structurelles de l'économie et des préférences des agents qui la composent, bref de ce qu'on appelle des forces réelles en jeu. Les imperfections du marché, les arrangements institutionnels tels que les régimes d'assurance-chômage, la nature du marché du travail, les caractéristiques des syndicats, comptent parmi les réalités qui déterminent le niveau de ce taux naturel. L'existence d'un taux naturel de chômage a des conséquences importantes. Elle implique en effet que les politiques, tant fiscales que monétaires, pour réduire le taux de chômage au-dessous du taux naturel sont à long terme inefficaces ; elles engendrent une inflation qui ne cessera de s'accélérer. C'est ce qu'exprime l'affirmation selon laquelle la courbe de Phillips est, à long terme, verticale, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'arbitrage entre l'inflation et le chômage. Cet arbitrage disparaît parce que les agents s'adaptent au taux d'inflation qu'ils constatent dans l'économie. On ne peut les tromper indéfiniment. Une politique monétaire destinée à stimuler la demande effective ne peut donc avoir d'effet réel sur l'économie qu'à court terme, au prix d'une

augmentation de l'inflation. À long terme, les agents s'adaptent et l'économie se retrouve au taux naturel de chômage.

Réhabilitation de la théorie quantitative de la monnaie et mise en avant du taux de chômage naturel vont donc justifier théoriquement les politiques monétaristes. Mais la contre-offensive libérale va prendre bien d'autres formes. Le monétarisme est d'ailleurs lui-même, comme le keynésianisme, diversifié. Nous en avons privilégié, ici, la version friedmanienne, du fait de l'impact qu'elle a eu. Mais, ce faisant, il est d'autres auteurs à qui nous n'avons pas rendu justice, tels que Brunner et Meltzer <sup>272</sup>, dont on oppose parfois le monétarisme à celui de Friedman, et David Laidler <sup>273</sup>, parmi d'autres.

[157]

### **ÉCONOMIE DE L'OFFRE ET AUTRES COURANTS LIBÉRAUX <sup>274</sup>**

La théorie keynésienne est souvent présentée comme une théorie de la demande effective, et les politiques keynésiennes comme des politiques de stimulation de la demande. Les monétaristes critiquent la conception prêtée à Keynes d'une offre infiniment élastique. Ils insistent sur le fait qu'il faut tenir compte de l'offre globale. Mais ce qu'on appelle économie de l'offre est un mouvement de pensée plus circonscrit, associé aux changements dans la politique économique américaine sous la présidence de Ronald Reagan, au point qu'on l'identifie parfois à ce qu'on a baptisé la « reaganomics ». Avant d'être élu président des États-

<sup>272</sup> Voir en particulier la série « Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy », publiée bi-annuellement sous la direction de ces deux auteurs (Amsterdam, North-Holland) ; voir aussi leur critique de Friedman, « Friedman's Monetary Theory », *Journal of Political Economy*, vol. 80, 1972, 837-851.

<sup>273</sup> *The Demand for Money : Theories and Evidence*, Scranton, PA, International Textbook Co, 1969 ; *Essays on Money and Inflation*, Chicago, University of Chicago Press, 1975 ; *Monetarist Perspectives*, Oxford, Philip Allan, 1982 ; *Taking Money Seriously and Other Essays*, Londres, Philip Allen, 1990 ; *The Golden Age of the Quantity Theory*, Princeton, Princeton University Press, 1991.

<sup>274</sup> Sur l'économie de l'offre, voir Hailstones 1982, Lucas 1990, Raboy 1982 et Rousseas 1982.

Unis, Reagan avait été gouverneur de Californie. Un mouvement populaire de révolte contre l'impôt, soutenu par des économistes, a abouti dans cet État au vote de la fameuse proposition treize, en 1978, qui prévoyait une réduction importante des taxes sur la propriété. Cette fronde des payeurs de taxes s'est étendue aux États-Unis. L'année suivante, Arthur Laffer et Jan P. Seymour ont publié *The Economics of the Tax Revolt* (1979).

On y trouve la courbe qui porte le nom de Laffer, selon laquelle le rendement de l'impôt augmente puis diminue au fur et à mesure que la pression fiscale augmente. Des impôts sur le revenu et sur le profit trop élevés découragent l'initiative, l'épargne, l'investissement et l'effort productif. Une fiscalité trop oppressante provoque l'émergence et l'extension d'une économie souterraine, comme la prolifération d'emplois exclusivement liés à la tentative d'échapper à l'impôt. Les économistes de l'offre proposent une réduction importante de l'impôt direct et une atténuation sensible de son caractère progressif, puisque ce sont les riches qui épargnent et donc investissent le plus.

Pour appuyer leur argumentation, les économistes de l'offre se réclament de la loi des débouchés, énoncée en 1803 par Jean-Baptiste Say, en vertu de laquelle l'offre globale crée sa demande, de sorte que tout déséquilibre macroéconomique, en particulier l'existence de chômage, ne peut naître que de chocs exogènes ou du mauvais fonctionnement des marchés. Les solutions keynésiennes de stimulation de la demande sont non seulement inefficaces, mais elles peuvent même avoir l'effet inverse de celui qui est recherché.

Proches des monétaristes à bien des égards, les économistes de l'offre leur reprochent toutefois de concentrer toute leur réflexion sur [158] l'offre de monnaie, alors qu'il faut selon eux s'occuper des processus de production, de productivité et d'innovation. Plutôt que sur le contrôle de l'offre de monnaie, ils insistent sur la génération d'une demande de monnaie par la production de biens. Le problème fondamental n'est donc pas pour eux celui de l'inflation, mais une stagnation de la productivité causée en grande partie par un système fiscal qui détruit l'initiative et provoque des distorsions dans les prix relatifs, et donc dans les décisions au niveau de la production, dans l'offre des facteurs de production et plus généralement dans l'allocation des ressources d'une communauté.

La réduction de la fiscalité doit être accompagnée d'une diminution des dépenses de l'État. Comme tous les courants d'opposition au keynésianisme fondés sur la foi dans la stabilité inhérente des économies de marché, l'économie de l'offre croit à l'existence de l'effet d'éviction, version moderne de la *Treasury View* que Keynes avait combattue au tournant des années trente, en vertu de laquelle les dépenses gouvernementales détournent des fonds autrement disponibles pour le secteur privé<sup>275</sup>. Il faut dégager les ressources nécessaires à la relance de la production en les détournant d'un État-providence omniprésent.

Cela rend nécessaire la réduction de toutes les dépenses sociales de l'État. Ce dernier objectif a été l'objet d'un effort de justification dans *Richesse et pauvreté*, de George Gilder<sup>276</sup>. Pour lui, les politiques sociales constituent l'obstacle principal, non seulement à la croissance économique, mais même à la survie de la civilisation, menacée par les rêves d'état stationnaire, les modes de vie alternatifs et immoraux et les revendications écologistes. Rappelant certains accents de Malthus, de Townsend et de DeFoe, dans leurs critiques contre les lois sur les pauvres et leur éloge de l'aiguillon de la faim, Gilder écrit que l'aide aux chômeurs, aux divorcés, aux déviants, aux prodiges ne peut que les inciter à se multiplier et constitue ainsi une menace d'éclatement pour la société : « La sécurité sociale érode maintenant le travail et la famille et maintient ainsi les pauvres dans la pauvreté » (p. 127).

---

<sup>275</sup> Sous une forme plus sophistiquée, cette thèse a été baptisée théorème d'équivalence ricardienne, par Buchanan, à la suite d'un article de Barro (1984). Selon ce théorème, la rationalité des agents implique qu'une augmentation du déficit budgétaire, financée par une émission d'obligations, provoque une baisse des dépenses privées et une hausse de l'épargne, compte tenu du fait que les agents, « intertemporellement rationnels », prévoient que eux, ou leurs descendants, devront un jour payer à même leurs impôts une dette publique accrue.

<sup>276</sup> *Wealth and Poverty*, New York, Basic Books, 1981.

[159]

L'économie de l'offre participe ainsi d'un mouvement plus vaste, inspiré par une philosophie conservatrice, et dans laquelle on trouve des courants tels que celui des libertariens, parfois appelés anarcho-capitalistes. Le contenu théorique de ces diverses écoles de pensée se réduit à une réaffirmation des vertus du marché et de la concurrence contre l'intervention de l'État et toute forme de réglementation sociale. Le niveau excessif des taux naturels de chômage est considéré comme le résultat des lois de salaire minimum, de l'assurance-chômage et du militantisme de syndicats dont il faut réduire les pouvoirs. Ce sont les libertariens qui vont le plus loin dans la remise en cause du rôle de l'État, puisqu'ils lui retirent les fonctions qu'Adam Smith et ses successeurs libéraux lui reconnaissaient : armée, police, justice, éducation et production de certaines infrastructures essentielles telles que le système de transport. C'est en fait la conséquence d'une attitude transformant en panacée la logique libérale. L'un des animateurs de ce courant est le fils de Milton Friedman, David, qui reproche à son père et à Hayek de n'être pas assez radicaux dans leur anti-étatisme <sup>277</sup>. En fin de compte, l'État peut disparaître ; en cela les libertariens se déclarent en accord avec le courant anarchiste. Mais contrairement à Proudhon, Bakounine - et même Marx qui envisageait lui aussi la dissolution de l'État - les libertariens mettent leur confiance dans le marché ; pour eux, l'anarchisme est la forme ultime du capitalisme libéral.

### ***L'IMPÉRIALISME DE L'ÉCONOMIE NÉOCLASSIQUE***

Même s'ils se recouvrent largement, libéralisme et théorie néoclassique ne doivent pas être confondus. La seconde n'est pas le fondement théorique obligé du premier, auquel elle ne mène pas nécessairement ; elle peut s'accommoder de plusieurs orientations idéologiques et politiques. Cependant, depuis la fin des années cinquante, un

---

<sup>277</sup> *The Machinery of Freedom : Guide to a Radical Capitalism*, New Rochelle, New York, Arlington House, 1973. Des positions analogues sont défendues en France par Henri Lepage (*Demain le libéralisme*, Paris, Hachette, 1980), qui les attribue à ce qu'il appelle les « nouveaux économistes ».

renouvellement et une généralisation de l'approche néoclassique ont accompagné la résurgence du libéralisme, sous l'impulsion notamment d'économistes rattachés à l'école de Chicago. Alors que la théorie néoclassique a été critiquée, depuis très longtemps, pour son réductionnisme qui l'empêche de rendre compte des réalités complexes du monde dans [160] lequel nous vivons<sup>278</sup>, certains théoriciens néoclassiques ont réagi, paradoxalement, en poussant à l'extrême cette réduction, et en en faisant la clé qui ouvre à la connaissance de tous les phénomènes sociaux, au point que les autres sciences sociales, telles que la sociologie, la science politique, l'histoire ou la psychologie semblent désormais inutiles.

Selon cette perspective, la société est une somme d'agents (individus, ménages, entreprises) indépendants ; chacun est doté d'un libre arbitre et l'interaction des décisions individuelles est à l'origine de la vie économique, sociale et politique ; chaque agent est soumis à des contraintes, cognitives autant que matérielles ; les ressources dont il dispose, biens et services, ressources productives, informations, sont limitées ; son comportement peut être prédit à partir de l'hypothèse de la rationalité. Cette dernière hypothèse constitue le noyau central de la problématique néoclassique.

L'une des formes les plus importantes de la généralisation de l'approche néoclassique est la théorie du capital humain, étroitement associée à l'école de Chicago. En effet, parmi quatre des principaux théoriciens de cette nouvelle approche, Mincer, Schultz, Becker et Stigler, seul le premier n'enseigne pas à Chicago. Certes, Mincer en est considéré comme l'initiateur, puisque l'expression de capital humain apparaît dans le titre d'un article qu'il publie en 1958 ; c'est toutefois l'article de Schultz, « L'investissement en capital humain » (Schultz 1961) qui est considéré comme la première codification de la nouvelle théorie, à laquelle Becker consacra à son tour une importante monographie (Becker 1964). Outre les biens matériels servant à la production d'autres biens, ce sont, désormais, les ressources humaines qui sont, elles aussi, considérées comme des capitaux, gérés selon les mêmes principes que les ressources physiques.

La nouveauté ici ne réside pas dans l'importance attribuée aux capacités des hommes et que résume le « Il n'est de richesse que

---

<sup>278</sup> Voir chapitres 6 et 9.

d'homme... » de Schultz (1980) <sup>279</sup>. Dans une situation où les soins de santé et l'éducation sont devenus à la fois coûteux et rentables, on comprend que l'investissement dans l'homme doive être pris en compte ; et que, pour [161] les pays en développement, Schultz ait critiqué le fait de privilégier l'investissement matériel, alors que l'investissement humain lui paraissait devoir être prioritaire. Mais cette problématique peut aussi être appliquée au niveau de l'individu. Ainsi les dépenses d'éducation peuvent-elles être analysées comme un investissement en capital, opération dans le cadre de laquelle l'agent rationnel compare un flux de bénéfices futurs à un coût présent. Appliquée à l'éducation, à la formation et à la santé, cette nouvelle approche permet d'analyser les choix individuels dans ces domaines sur la base de la rationalité de l'agent. Et l'inégalité des revenus peut dès lors être analysée comme le résultat d'un choix de consommateur rationnel, doté de préférences déterminées.

De son côté, Stigler a appliqué cette approche à l'acquisition de l'information qui constitue elle aussi une activité coûteuse, qui sera poursuivie aussi longtemps que le bénéfice marginal en dépasse le coût marginal (Stigler 1961). Appliquée entre autres domaines à celui de la recherche d'un emploi, cette extension de la théorie néoclassique joue un rôle important dans certains développements récents de l'économie du travail et de la macroéconomie.

Le pas majeur a été franchi par Becker et Mincer, qui appliquent cette approche, fondée sur le postulat de la rationalité de l'agent, à l'ensemble des comportements humains. Cela permet d'expliquer tout acte humain, y compris par exemple les activités criminelles. Celles-ci sont considérées, à l'instar de toutes les autres, comme le fruit d'un calcul rationnel, dans le cadre duquel des bénéfices, sans doute élevés à court terme, sont comparés à des coûts, en termes de danger de se faire prendre et condamner. Cette approche, Becker et ses collègues l'ont

---

<sup>279</sup> Bien avant lui, les mercantilistes avaient affirmé que la population constitue la vraie source de la richesse des nations. La théorie des services producteurs de Say, source de l'analyse de la production de Walras qui est elle-même à l'origine de la théorie microéconomique moderne, contient au moins implicitement une théorie du capital humain. L'harmonie de la construction implique qu'au capital physique, source des services rendus par les machines et les outils, corresponde un capital humain dispensateur des services. Et, dans un tout autre contexte, Staline avait, dans un discours de 1935, exalté l'homme comme le capital le plus précieux.

généralisée à des décisions telles que celles de se marier, d'avoir des enfants, de mettre fin au mariage par un divorce, aussi bien qu'au partage des tâches à l'intérieur d'un ménage. Dans tous les cas, il s'agit de comparer, rationnellement, des coûts et des bénéfices <sup>280</sup>. Les développements de spécialisations telles que la « nouvelle économie de la famille » (Becker 1981) ou l'économie du crime et du châtement (Becker 1968, Becker et Landes 1974) <sup>281</sup> illustrent l'élargissement du champ d'analyse en termes d'*homo oeconomicus* et de choix rationnels.

[162]

Outre le qualificatif de révolutionnaires, on a aussi appliqué celui d'impérialistes pour caractériser ces nouveaux développements (Stigler 1984). On ne sait trop, en effet, une fois adoptée la démarche de Becker et de ses collègues, ce qu'il reste de champ d'investigation à l'anthropologie, à la psychologie, à la science politique, à la sociologie, et en général aux autres sciences humaines, puisque l'économie ainsi conçue devient en quelque sorte la théorie générale du comportement humain :

*Il n'y a qu'une seule science sociale. Ce qui donne à la science économique son pouvoir d'invasion impérialiste est le fait que nos catégories analytiques - rareté, coût, préférence, opportunité - sont véritablement d'applicabilité universelle. [...] Ainsi la science économique constitue la grammaire universelle de la science sociale (J. Hirschleifer, « The Expanding Domain of Economics », *American Economic Review*, vol. 75, 1985, p. 53).*

<sup>280</sup> Cette conception de Becker (1965), selon laquelle l'activité principale d'un individu consiste à allouer son temps entre des activités diverses, a été appliquée par dérision au fait de se brosser les dents (A.S. Blinder, « The Economics of Brushing Teeth », *Journal of Political Economy*, vol. 82, 1974, 887-891).

<sup>281</sup> Voir aussi I. Ehrlich, « The Deterrent Effect of Criminal Law Enforcement », *Journal of Legal Studies*, vol. 1, 972, 259-276 ; G. Radnitzky et P. Bernholz (dir.), *Economic Imperialism : The Economic Approach Applied Outside the Field of Economics*, New York, Paragon House, 1987.

Ainsi conçue, l'économie peut s'appliquer par exemple à la politique. En effet, dès lors que l'on postule que la même rationalité détermine les comportements des agents dans toutes leurs activités, la voie est ouverte pour développer une analyse économique des processus politiques. Telle est celle dans laquelle s'est engagée la théorie des choix publics. Comme la précédente est associée à l'école de Chicago, celle-ci l'est à l'école de Virginie, compte tenu de l'appartenance institutionnelle de ses principaux animateurs, James Buchanan et Gordon Tullock, qui y ont fondé en 1963, après la publication de leur livre de 1962, la Public Choice Society.

Mais c'est Anthony Downs (1957), qui a pour la première fois proposé d'utiliser les outils microéconomiques pour analyser les comportements des électeurs et des élus, avant de les appliquer (1967) à l'étude de la bureaucratie. Comme la théorie du capital humain l'avait fait pour les choix de l'individu dans sa vie privée, la théorie des choix publics utilise les outils de la microéconomie pour étudier les comportements des individus dans l'administration et la vie publique et politique, comme citoyens et décideurs, et pour analyser, à travers eux, les finances publiques et l'économie publique. Comme sur celui des biens, des agents, qui peuvent être par exemple des groupes d'intérêt, se rencontrent sur un marché politique, chacun cherchant à maximiser ses intérêts privés, ici par des moyens gouvernementaux.

Sur ces bases, tandis que Buchanan (1980, 1985) s'efforçait d'élaborer une explication du partage entre le domaine du marché et celui du pouvoir politique et de produire une théorie objective de la structure institutionnelle et du cadre constitutionnel, Tullock, rejoignant la démarche [163] de Becker, appliquait l'approche microéconomique à de très nombreux domaines : la procédure judiciaire, le crime et sa sanction, la charité et l'altruisme, la pollution.

Étroitement liée à ces développements, l'application de la théorie microéconomique à l'analyse des effets des lois et du droit est un des éléments constitutifs de la nouvelle branche de spécialisation connue sous le nom de « Law and Economics »<sup>282</sup>. Le *Journal of Law of*

---

<sup>282</sup> Voir à ce sujet C. Fluet, « L'analyse économique du droit », *Economie appliquée*, vol. 43, 1990, 53-66 ; D. Friedman, « Law and Economics », *New Palgrave* 1987, vol. 3, 144-148 ; C.J. Goetz, *Cases and Materials on Law and*

*Economics*, établi à l'université de Chicago, et dirigé, de 1964 à 1982, par Ronald Coase, en est un vecteur important, les travaux de Coase constituant une source d'inspiration de ce courant de pensée.

### ***POLITIQUES LIBÉRALES ET RIPOSTES KEYNÉSIENNES***

Ainsi, dans les années soixante et soixante-dix, se généralisent les approches en termes de comportements individuels rationnels, est affirmée l'existence d'une relation simple entre l'émission monétaire et la hausse des prix, est mise en avant l'existence d'un taux naturel de chômage et souligné le rôle stratégique de l'offre. Toutes ces analyses convergent pour critiquer l'interventionnisme et préconiser la réduction du rôle de l'État. Si la révolution keynésienne a consisté à fonder des politiques économiques visant à faire reculer le chômage, en insistant sur le rôle stratégique de la demande effective, laquelle implique l'incertitude et les anticipations, il est difficile de ne pas voir dans ces nouvelles écoles les manifestations d'une puissante contre-offensive libérale.

Cette contre-offensive ne se déploie évidemment pas uniquement dans le domaine théorique. Elle se traduit dans les faits par une inflexion profonde des politiques économiques menées dans les grands États industrialisés durant les années soixante-dix, et cela quelle que soit la couleur politique des gouvernements qui en ont la responsabilité. Deux noms symbolisent cette transformation, ceux de Margaret Thatcher, qui a pris le pouvoir en Grande-Bretagne en 1979, et de Ronald Reagan, devenu président des États-Unis en 1981. À tel point que les expressions thatcherisme, reaganisme, et même *reaganomics*, sont parfois utilisées pour caractériser les nouvelles politiques économiques, et en particulier leur connotation monétariste. Mais, comme toujours, la [164] relation entre théorie et politique n'est ni univoque, ni simple. C'est à la pression des événements autant qu'à l'inspiration de théories, en partie conçues *a posteriori* pour rationaliser les politiques, que répondent les pouvoirs politiques. Et, du moins dans le contexte de régimes démocratiques, les gouvernements ne peuvent effectuer de

---

*Economics*, St Paul, Minnesota, West ; R. Posner 1973, 1981 et 1987 ; Tullock 1971.

virages à cent quatre-vingt degrés dans les politiques économiques sans risquer de briser les consensus sociaux et de dérégler considérablement la machine économique.

Il n'en reste pas moins que des changements très importants se manifestent un peu partout dans le monde, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, par rapport aux politiques menées dans l'après-guerre. En 1977, Friedman publie un ouvrage intitulé *Contre Galbraith*, issu de conférences prononcées en Grande-Bretagne. Dans l'une de celles-ci, il propose à la Grande-Bretagne, pour sortir de ses maux, une thérapie de choc s'inspirant en partie de celle qui a été mise en œuvre au Chili. C'est effectivement une thérapie de choc, appuyée en particulier sur le monétarisme friedmanien, et prévoyant entre autres un large volet de privatisation et de déréglementation, ainsi qu'une remise en question des prérogatives syndicales, que le gouvernement de Mme Thatcher met en œuvre à partir de 1979.

Le premier budget de l'administration Reagan, qui s'est aussi attaqué de front au pouvoir syndical, fait des coupes importantes dans les dépenses sociales. On a pu dire ainsi que le programme, dont l'*Economic Recovery Tax Act* de 1981 constituait l'un des volets, consistait à enlever aux pauvres pour donner aux riches. Dans son premier rapport économique <sup>283</sup>, le président des États-Unis déclare ainsi, à propos de cette législation qualifiée d'historique : « Plutôt que d'utiliser le système fiscal pour redistribuer le revenu, nous l'avons restructuré de manière significative afin d'encourager les gens à travailler, épargner et investir plus » (in Tobin et Weidenbaum 1988, p. 325). Critiquant la politique monétaire laxiste de ses prédécesseurs et la croissance continue de l'importance des interventions économiques du gouvernement, jugées responsables des difficultés de l'économie américaine, le président Reagan affirme que la tâche du gouvernement doit se limiter à « construire un cadre à long terme solide et stable, à l'intérieur duquel le secteur privé constitue le moteur principal de la croissance, de l'emploi et de [165] l'amélioration des conditions de vie » (*ibid.*, p. 328), ce qui implique « une combinaison soignée d'actions destinées à réduire des

---

<sup>283</sup> Ce rapport, et celui du comité des conseillers économiques, ainsi que le premier rapport du président Kennedy, ont été publiés par Tobin et Weidenbaum, sous le titre de *Two Revolutions in Economic Policy* (1988). Voir *supra*, chapitre 3, où on trouvera des extraits du rapport de Kennedy.

taxes qui étouffent l'initiative, à ralentir la croissance des dépenses fédérales et des réglementations, et à ralentir graduellement l'expansion de l'offre de monnaie » (*ibid.*). Plus globalement, « mon premier et principal objectif a été d'améliorer la performance de l'économie en réduisant le rôle du gouvernement fédéral dans ses nombreuses dimensions » (p. 322), ce qui implique en particulier « d'éviter les politiques économiques passées du type "stop and go", qui, avec leur visée à court terme, n'ont fait qu'aggraver nos maux économiques de long terme » (323). Il faut relire « A Monetary and Fiscal Framework for Economic Stability », publié par Friedman en 1948, ou encore le « Rules versus Authorities in Monetary Policy », publié par Limons en 1936, pour trouver les sources d'inspiration des rédacteurs du discours de Ronald Reagan.

Ce tournant politique a bien sûr suscité les critiques des post-keynésiens, des institutionnalistes, des radicaux, des marxistes et autres hétérodoxes. Il a aussi été vivement critiqué par les « keynésiens de la synthèse », qui ont codifié l'orthodoxie des décennies précédentes, en particulier de ceux qui ont été associés de près ou de loin à la « nouvelle économie » de l'ère Kennedy. Ainsi, les Hahn, Modigliani, Samuelson, Solow et Tobin ont-ils critiqué à diverses reprises, parfois très durement, le monétarisme <sup>284</sup>, en particulier dans son volet politique. Sur le plan théorique, le débat a été plus feutré. Tobin admet par exemple l'idée du glissement progressif vers le Nord-Est de la courbe de Phillips augmentée des anticipations, sans pour autant accepter l'hypothèse du taux naturel de chômage (Tobin 1975). Dans son discours présidentiel à l'American Economic Association, Modigliani déclare pour sa part qu'« il n'y a pas en réalité de divergences analytiques sérieuses entre les principaux monétaristes et les principaux non-monétaristes » (Modigliani 1977, p. 1). Il ajoute que si Friedman a pu déjà se déclarer keynésien, alors on peut le considérer lui-même comme monétariste, sur la base, en particulier, de ses articles de 1944 et 1963, comme du reste Keynes lui-même pourrait le faire. Don Patinkin, que certains voient comme un artisan majeur de la synthèse néoclassique et d'autres comme un théoricien du monétarisme, considère pour sa part que Friedman, dans sa théorie monétaire, a tout simplement donné une formulation

---

<sup>284</sup> Voir par exemple Hahn 1971 et 1982, Modigliani 1977, Samuelson 1980, Solow 1980, Tobin 1981 et 1991.

élégante et sophistiquée à la théorie monétaire de Keynes [166] (Patin-kin [1969] 1981, p. 256). A cela, Friedman a rétorqué que les ressemblances entre sa théorie et celle de Keynes tiennent au fait que la *Théorie générale* conserve plusieurs éléments de la théorie quantitative de la monnaie dont Keynes fut un partisan convaincu pendant la plus grande partie de sa carrière : « À vrai dire, je peux affirmer, comme l'ont fait tant d'autres parce qu'on ne peut prouver le contraire, que si Keynes vivait aujourd'hui, il serait sans aucun doute à l'avant-garde de la contre-révolution » (Friedman 1970, p. 8). Certains ont même cru déceler dans les écrits de Keynes la théorie du taux naturel de chômage<sup>285</sup>. On constate donc ici une certaine confusion théorique, qui tient sans doute au fait que tant les monétaristes que les keynésiens de la synthèse se réfèrent au même fondement microéconomique.

Mais la divergence politique est quant à elle très claire. Modigliani la décrit ainsi, dans son discours, déjà cité, intitulé « La controverse monétariste ou Devons-nous renoncer aux politiques de stabilisation ? » :

En réalité, le trait distinctif de l'école monétariste et le véritable sujet de désaccord avec les non-monétaristes n'est pas le monétarisme, mais plutôt le rôle qu'on devrait probablement assigner aux politiques de stabilisation. Les non-monétaristes acceptent ce que je considère être comme le principal message d'ordre pratique de la *Théorie générale* : qu'une économie d'entreprise privée utilisant une monnaie intangible a besoin d'être stabilisée, peut être stabilisée, et dès lors *devrait* être stabilisée par des politiques monétaires et fiscales appropriées. Au contraire les monétaristes considèrent qu'il n'y a pas de besoin sérieux de stabiliser l'économie ; que même si cela était nécessaire, ce ne pourrait être fait, car les politiques de stabilisation sont plus susceptibles d'accroître que de diminuer l'instabilité ; et je crois que certains monétaristes iraient jusqu'à soutenir que, advenant même le cas peu probable où les politiques de stabilisation s'avéraient au total bénéfiques, le gouvernement ne devrait pas se voir confier le pouvoir nécessaire pour les mettre en œuvre (Modigliani 1977, p. 1).

De l'avis de Modigliani, l'attaque des monétaristes contre le keynésianisme n'est pas dirigée contre le cadre théorique keynésien comme tel, mais porte sur la question de savoir si ce cadre implique la nécessité

---

<sup>285</sup> Voir par exemple Hutchison 1977 ; A. Meltzer, *Keynes's Monetary Theory : A Different Interpretation*, Cambridge, Cambridge University, 1988 ; Phelps, « Théorie keynésienne et théorie structuraliste du chômage : analyse des vingt dernières années », *Revue française d'économie*, vol. 5, n° 1, 1990, 3-28.

de politiques de stabilisation. En ce qui concerne la nécessité de l'intervention [167] de l'État, sa position est très claire : « Nous devons dès lors rejeter catégoriquement l'appel monétariste à faire revenir l'horloge quarante ans en arrière en renonçant au message fondamental de la *Théorie générale*. Nous devons au contraire concentrer nos efforts de manière à rendre les politiques économiques plus efficaces dans le futur qu'elles ne l'ont été dans le passé » (*ibid.*, p. 18).

L'un des principaux artisans de la synthèse néoclassique, John Hicks, n'a quant à lui jamais voulu faire de compromis avec l'approche monétariste. C'est en utilisant le schéma IS-LM que monétaristes, keynésiens de la synthèse et nouveaux macro-économistes ont pu réussir à comparer, en les mettant sur le même plan, leurs positions respectives quant aux mécanismes en jeu dans l'économie. Seules variaient, entre les uns et les autres, la forme et la position des courbes. Hicks, nous l'avons déjà souligné, a préféré prendre ses distances par rapport à ce schéma d'analyse dont il était pourtant l'initiateur <sup>286</sup>. Mais au moment de la montée du monétarisme, on ne pouvait guère le considérer comme faisant toujours partie du camp de la synthèse néoclassique.

Une autre attaque contre le monétarisme viendra d'un tout autre camp, et prendra une allure très différente. Elle est le fait d'économistes qui partagent la vision politique des monétaristes, et sont même plus radicaux dans la remise en question de l'intervention économique de l'État. Mais ils reprochent aux monétaristes, comme du reste aux keynésiens, qu'ils placent parfois dans le même camp, un manque de rigueur théorique, et en particulier l'absence de fondements microéconomiques clairs à leurs constructions macroéconomiques. Il s'agit des théoriciens de la nouvelle macroéconomie classique, dont nous parlerons maintenant.

[168]

---

<sup>286</sup> Voir supra, chapitre 5.

[169]

**La pensée économique depuis Keynes.**  
*Historique et Dictionnaire des principaux auteurs.*

**PREMIÈRE PARTIE : HISTORIQUE.**

## Chapitre 8

---

### De nouvelles macroéconomies

[Retour au sommaire](#)

Amorcée dans les années soixante, la remise en question du keynésianisme s'opère dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Elle passe par la critique de l'insuffisance des fondements microéconomiques du keynésianisme. Celle-ci est formulée par des auteurs d'horizons théoriques divers, et dont plusieurs se présentent toujours comme disciples de Keynes. Elle prend aussi le chemin de la critique des modèles macroéconomiques keynésiens. C'est ici Lucas, d'abord keynésien puis principal théoricien de la nouvelle macroéconomie classique, qui prend la direction de l'offensive. C'est en fait de la macroéconomie, tant friedmanienne — même si Lucas n'attaque jamais de front Friedman, pour lequel il manifeste de la déférence <sup>287</sup> — que keynésienne, qu'on s'évade désormais, pour reconstruire l'analyse économique sur la base d'un postulat de rationalité étendu à l'acquisition de l'information et aux anticipations.

C'est aussi sur la base du postulat de rationalité, mais inscrit dans une perspective non walrasienne que les théoriciens du déséquilibre, s'inspirant en particulier de Patinkin, Clower et Leijonhufvud, cherchent à donner à la macroéconomie keynésienne des fondements microéconomiques plus solides. Enfin, dans les années quatre-vingt, en opposition à la nouvelle macroéconomie classique, une « nouvelle

---

<sup>287</sup> Lucas est lui aussi, depuis 1974, professeur à l'université de Chicago.

économie keynésienne » se développe en empruntant certains éléments des théories du déséquilibre.

### ***LA NOUVELLE MACROÉCONOMIE CLASSIQUE*** <sup>288</sup>

La nouvelle macroéconomie classique est née dans les années soixante-dix, dans la foulée des travaux, principalement, de Robert [170] Lucas, Leonard Rapping <sup>289</sup>, Thomas Sargent et John Wallace, pour s'imposer assez rapidement comme courant dominant, du moins dans les départements de sciences économiques d'Amérique du Nord. Certains partisans enthousiastes n'ont pas reculé devant l'expression de révolution, dans une discipline décidément fertile en convulsions. D'autres ont caractérisé la prise de pouvoir par ces nouveaux théoriciens de révolution de palais dans le camp monétariste, en dépit du fait que plusieurs économistes de cette école de pensée se considèrent comme aussi éloignés du monétarisme que du keynésianisme. Mais on sait que les querelles fratricides sont souvent les plus impitoyables.

L'appellation de nouvelle macroéconomie classique constitue une référence explicite à la théorie macroéconomique classique qui a fait l'objet de la critique de Keynes. Lucas affirme ainsi qu'il faut revenir au programme de recherche des théoriciens du cycle de la première moitié du vingtième siècle, au premier rang desquels Mitchell et Hayek <sup>290</sup>. L'adjectif « nouvelle » indique qu'il ne s'agit pas d'un pur et simple retour en arrière. Ainsi des éléments du keynésianisme ont été conservés.

---

<sup>288</sup> Pour des présentations générales, et des appréciations critiques de la nouvelle macroéconomie classique, voir entre autres Begg 1982, Kantor 1979, Pesaran 1987, Sheffrin 1983, Shiller 1978. Fischer (1980) et Lucas et Sargent (1981) constituent d'utiles recueils de textes. Klamer (1983) propose des entrevues avec les principaux protagonistes du débat entre keynésianisme, monétarisme et nouvelle macroéconomie classique.

<sup>289</sup> Après avoir contribué à jeter les bases de la nouvelle macroéconomie classique avec Lucas (voir leurs deux textes conjoints de 1969), Rapping a effectué un virage radical pour se rallier aux courants post-keynésien et institutionnaliste (voir son entretien dans Klamer 1983, 218-234, trad. fr. 1988, 283-304).

<sup>290</sup> Certains ont ainsi qualifié la nouvelle macroéconomie classique de variante de l'école néo-autrichienne. Voir par exemple Hoover 1988 et Laidler 1982.

Et les fondateurs de la nouvelle macroéconomie classique ne se considéraient pas comme en rupture avec le monétarisme : au contraire, l'ambition explicite de Lucas était de donner des fondements théoriques plus solides aux propositions de politiques économiques mises en avant par Henry Limons, Friedman et les monétaristes. Il s'agissait aussi de rationaliser la théorie du taux de chômage naturel.

Ces résultats devraient être atteints en donnant à la macroéconomie les fondements microéconomiques qui lui manquent. Ces fondements se trouvent dans la théorie de l'équilibre général walrasien. En particulier, pour Lucas et ses disciples, il faut, pour construire une théorie macroéconomique rigoureuse, partir de l'hypothèse que tous les marchés, y compris le marché du travail, sont toujours en équilibre, les prix [171] flexibles y jouant le rôle prévu dans la théorie walrasienne de l'équilibre général. Ainsi nomme-t-on parfois cette école : théorie d'équilibre des cycles.

Aux hypothèses néoclassiques traditionnelles, la nouvelle macroéconomie classique ajoute le traitement optimal, par les agents, des informations dont ils disposent, informations imparfaites, dont l'acquisition est coûteuse - alors que, dans le modèle d'équilibre général walrasien, l'information est parfaite. Deux sources doivent être ici distinguées : d'une part la théorie de l'information avancée par Stigler en 1961, en vertu de laquelle l'acquisition d'information est un processus auquel on doit appliquer les mêmes règles d'analyse en termes d'optimisation que pour les autres activités économiques ; d'autre part, l'hypothèse des anticipations rationnelles énoncée par Muth la même année <sup>291</sup>. Cette hypothèse a une importance telle, dans la nouvelle problématique, qu'on l'a aussi baptisée théorie des anticipations rationnelles. Elle en constitue en effet, pour plusieurs, le noyau le plus fondamental.

La prise en compte des anticipations n'est évidemment pas une innovation. La question du traitement du temps et des anticipations est aussi ancienne que la réflexion économique. Cette dernière a pour objet

---

<sup>291</sup> « Rational Expectations and the Theory of Price Movements », *Econometrica*, vol. 29, 1961, 315-335. La même année, E.S. Mills a, indépendamment, développé une analyse semblable (« The Use of Adaptive Expectations in Stability Analysis : Comment », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 75, 1961, 330-335 ; « Reply », 335-338).

d'étude des êtres humains qui doivent prendre des décisions dans le temps. En introduisant explicitement les anticipations pour décrire le processus de formation des prix dans sa thèse de doctorat, Myrdal (1927) annonce les réflexions contemporaines à ce sujet. Sur cette base, tant Myrdal lui-même que Ohlin, Lindahl et Lundberg ont cherché à construire une analyse macroéconomique dynamique, qui tienne compte des anticipations <sup>292</sup>. Les anticipations jouent évidemment un rôle capital dans la *Théorie générale* de Keynes. Elles sont liées à l'incertitude face au futur, et ne peuvent donc recevoir un traitement de type probabiliste. Il n'y a pas, chez les acteurs du système keynésien, de calcul rationnel des résultats escomptés des actions et des choix. Shackle, qui fut l'un des premiers à attirer l'attention sur les convergences entre Keynes, Hayek et Myrdal à cet égard, a de son côté consacré l'essentiel de son œuvre à l'élaboration d'une théorie de la décision en situation d'incertitude.

[172]

Dans l'après-guerre, des théoriciens qui reprochent à Keynes le caractère dit « exogène » des anticipations dans son système cherchent à fournir une explication endogène de la formation des anticipations par les agents. L'article de Meltzer (1941) sur les cycles d'inventaire joue à cet égard un rôle pionnier. En 1956, dans l'ouvrage collectif sur la théorie quantitative de la monnaie dirigé par Friedman, Cagan introduit dans une étude sur la fonction de demande de la monnaie ce qu'on appelle l'hypothèse des anticipations adaptatives <sup>293</sup>, en vertu de laquelle les agents forment leurs anticipations sur la base de la différence entre leurs anticipations passées et les valeurs effectivement réalisées des variables anticipées. Ainsi, par exemple, l'inflation anticipée est déterminée par la différence entre les niveaux d'inflation effectifs dans le passé et les anticipations d'inflation. Telle est l'hypothèse qui est à la base de la théorie du taux naturel de chômage. Et la courbe de Phillips intégrant

---

<sup>292</sup> Voir à ce sujet K. Velupillai, « Some Swedish Stepping Stones to Modern Macroeconomics », *Eastern Economic Journal*, vol. 14, 1988, 87-98 ; pour lui, l'école suédoise est un précurseur de la nouvelle macroéconomie classique.

<sup>293</sup> Le travail de Cagan s'inspire d'une étude de L.M. Koyck, *Distributed Lags and Investment Analysis*, Amsterdam, North-Holland, 1954.

cette approche est baptisée « courbe de Phillips augmentée des anticipations ».

Pour les théoriciens de la nouvelle macroéconomie classique, cette hypothèse est insatisfaisante, parce qu'elle est en contradiction avec le comportement rationnel. En effet, elle suppose que les agents n'apprennent que par leurs erreurs passées et n'utilisent pas les informations nouvelles dont ils peuvent disposer. L'hypothèse des anticipations rationnelles est destinée à corriger cette faiblesse. Voici comment Muth la formule :

Je voudrais suggérer que les anticipations, du fait qu'elles constituent des prédictions informées quant aux événements futurs, sont essentiellement la même chose que les prédictions de la théorie économique pertinente. Au risque de créer une confusion entre cette hypothèse purement descriptive et une déclaration au sujet de ce que les entreprises doivent faire, nous qualifierons ces anticipations de « rationnelles » [...] ; [ces] anticipations (ou, plus généralement, la probabilité subjective de distribution des résultats) tendent à être distribuées, pour le même ensemble d'informations, autour de la prédiction de la théorie (ou des distributions « objectives » des probabilités des résultats) (Muth 1961, p. 316).

Cette hypothèse n'est en fin de compte, pour reprendre les termes de l'un des adeptes de cette école, qu'« une application du concept de l'*homo economicus* » (Fischer 1980, p. 13). On en a évidemment critiqué [173] l'irréalisme. Muth avait déjà une réponse dans son article, rejoignant les arguments de Friedman (1953) : peu importe l'absence de réalisme des hypothèses, du moment qu'elles permettent de déduire des résultats qu'on peut tester empiriquement. Il suffit donc de construire le modèle « comme si » les agents avaient une connaissance parfaite de l'économie. Au total, les anticipations subjectives des agents coïncident avec les valeurs réelles des variables ; l'incertitude face au futur disparaît. Nous sommes ainsi effectivement très loin de la vision de Keynes. Alors que ce dernier reproche à la théorie classique de postuler trop de rationalité de la part des agents, Muth reproche aux modèles économiques de ne pas postuler assez de rationalité de leur part.

La nouvelle macroéconomie classique s'enracine dans les réflexions de Friedman (1968) et de Phelps (1967) sur la courbe de Phillips et le taux naturel de chômage. Elle applique à l'analyse macroéconomique

l'hypothèse des anticipations rationnelles que Muth avait formulée dans une étude de caractère microéconomique, en supposant que les agents recueillent et utilisent rationnellement l'information et qu'ils ont, de la structure et du fonctionnement de l'économie, la même connaissance que celle de la théorie économique : « les agents privés comprennent l'environnement dynamique dans lequel ils opèrent approximativement aussi bien que ceux qui élaborent les politiques gouvernementales » (Sargent 1986, p. 102). Ils modifient leurs comportements lorsque sont changées les règles du jeu, dont les principales sont les paramètres de la politique économique. Ils ne peuvent donc être trompés facilement. Ils vont ainsi intégrer dans leurs anticipations de l'inflation les actions prévues des autorités monétaires. Seules des modifications non anticipées de la masse monétaire peuvent faire diverger le taux effectif d'inflation du taux anticipé. Dès lors, non seulement la courbe de Phillips à long terme, mais aussi la courbe à court terme est verticale. Pas plus à court terme qu'à long terme il n'y a, contrairement à ce qu'avaient avancé Samuelson et Solow <sup>294</sup>, d'arbitrage entre l'inflation et le chômage. Alors que pour le monétarisme classique, celui de Hume autant que de Friedman, une variation de la masse monétaire - ce que le jargon contemporain appelle un choc nominal - peut avoir un effet à court terme sur les grandeurs réelles dans l'économie, pour la nouvelle macroéconomie classique, l'économie réagit à court terme à un choc nominal pour retrouver immédiatement son taux naturel d'emploi, sauf en cas de choc inattendu, de surprise de la part des autorités monétaires.

[174]

Cette analyse amène la nouvelle macroéconomie classique à être très critique vis-à-vis de l'économétrie traditionnelle et de ce que Lucas appelle la « théorie de la politique économique ». Les modèles économétriques traditionnels, monétaristes autant que keynésiens, supposent en effet que les comportements des agents sont invariants aux modifications dans les règles du jeu et les politiques économiques. C'est ainsi qu'ils n'ont pu prédire les effets sur la production, l'emploi et les prix des énormes déficits budgétaires et des accroissements de la masse monétaire qu'on a observés dans les années soixante-dix. Voici comment Lucas conclut l'article dans lequel il met en cause l'économétrie traditionnelle, et qui est à l'origine de l'expression « critique de Lucas » :

---

<sup>294</sup> Voir *supra*, chapitre 5.

« Etant donné que la structure d'un modèle économétrique consiste en règles de décision optimale des agents économiques, et que les règles de décision optimale varient de manière systématique avec les changements dans la structure des séries utiles pour les décideurs, il s'ensuit que tout changement de politique modifiera systématiquement la structure des modèles économétriques » (Lucas, 1976, p. 41).

Toute politique de stimulation de la demande qui est anticipée et systématique ne peut avoir aucun effet sur la production et l'emploi. C'est ce qu'on appelle parfois le théorème de neutralité, ou d'inefficacité politique, formulé par Sargent et Wallace (1975) et Barro (1976). Les responsables politiques réagissant eux-mêmes à l'état de la conjoncture, les agents finissent par deviner ce qu'ils feront et ajustent leurs comportements en conséquence. Les déviations du taux effectif de production par rapport au taux naturel découlent de chocs aléatoires et non pas de politiques systématiques.

Selon cette perspective, les fluctuations cycliques sont provoquées par des chocs qui sont ensuite amplifiés par divers mécanismes de transmission dans un univers caractérisé par le comportement rationnel des agents, et soumis à l'équilibre général. Ces chocs, ces surprises, induisent chez les agents des perceptions erronées des variations de prix, ce qui les amène à prendre de mauvaises décisions de production. En particulier, l'offre de travail réagit fortement à de petites fluctuations temporaires dans les revenus réels, en vertu de ce qu'on appelle l'hypothèse de substitution intertemporelle. Les fluctuations dans l'emploi sont provoquées par le choix qu'opère le travailleur entre le loisir et le travail. Dans cette perspective, il n'y a pas de chômage involontaire : « Le chômage involontaire n'est pas un fait ou un phénomène qu'il revient aux théoriciens d'expliquer. C'est, au contraire, une construction théorique que Keynes a introduite dans l'espoir qu'elle serait utile pour découvrir l'explication correcte d'un véritable phénomène : les fluctuations [175] de grande échelle dans le chômage total mesuré » (Lucas 1978, p. 354). Lucas et ses collègues estiment évidemment que leur construction théorique est supérieure à celle de Keynes pour rendre compte des fluctuations de l'emploi, construction en vertu de laquelle le chômeur choisit son état, dans le cadre d'un processus d'optimisation.

Pour la nouvelle macroéconomie classique, les chocs qui déclenchent le processus cyclique dans un univers autrement équilibré et stable sont de nature monétaire. Diverses critiques de ces modèles ont

été avancées, non seulement par des adversaires résolus de cette problématique, mais même par ceux qui en partagent certains postulats. C'est ainsi que s'est développée la théorie d'équilibre des cycles réels, sous l'impulsion de F.E. Kydland et E.J. Prescott <sup>295</sup>, J.B. Long et C.L. Plosser <sup>296</sup>, R.G. King et Plosser <sup>297</sup>. Graduellement, durant les années quatre-vingt, cette vision s'est imposée à l'intérieur de la nouvelle macroéconomie classique, certains la voyant comme un prolongement des travaux de Lucas, Sargent et Wallace, d'autres au contraire comme une rupture d'importance.

La théorie des cycles réels considère que les fluctuations sont générées par des chocs au niveau de la productivité, heurtant des économies dans lesquelles les marchés sont continuellement en équilibre. Par exemple, dans le modèle de Kydland et Prescott, le temps nécessaire pour construire les nouveaux biens d'équipement est considéré comme une caractéristique technologique qui détermine le nombre de périodes nécessaire pour produire des biens de production et de consommation durables. Ces délais sont invariants et ne sont pas affectés par des facteurs politiques. C'est le temps de construction qui contribue ainsi à générer les fluctuations de la production, les fluctuations de l'emploi s'expliquant par l'hypothèse de substitution intertemporelle. Ce sont donc des chocs réels, affectant la technologie et la productivité des travailleurs, qui déclenchent les processus cycliques. Dans le modèle de Long et Plosser, les chocs réels se propagent compte tenu du désir des agents de lisser leur consommation à long terme. Pour King et Plosser, les corrélations entre les variations monétaires et l'activité « réelle » mise en évidence dans les analyses monétaristes [176] sont en réalité les

---

<sup>295</sup> « Time to Build and Aggregate Fluctuations », *Econometrica*, vol. 50, 1982, 1345-1370 ; voir aussi Prescott, « Theory Ahead of Business Cycle Measurement », *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quarterly Review*, vol. 10, 1986, 1-22 ; et Kydland et Prescott, « Business Cycles : Real Facts and a Monetary Myth », *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quarterly Review*, vol. 14, 1990, n° 2, 3-18.

<sup>296</sup> « Real Business Cycles », *Journal of Political Economy*, vol. 91, 1983, 39-69.

<sup>297</sup> « Money, Crédit and Prices in a Real Business Cycle », *American Economic Review*, vol. 24, 1984, 363-380 ; voir aussi Plosser, « Understanding Business Cycles », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 3, 1989, 51-77.

résultats communs de l'influence d'autres facteurs réels, tels que des changements dans les préférences, les technologies ou les ressources <sup>298</sup>.

Les analyses des partisans de la nouvelle macroéconomie classique sont donc diversifiées. Sargent a ainsi contesté le fait qu'on puisse parler d'une école des anticipations rationnelles, au sens d'un « groupe d'économistes avec un modèle unique de l'économie et une vision commune des politiques fiscales et monétaires optimales » (Sargent 1986, p. 101). Mais on retrouve tout de même une attitude commune en ce qui concerne les politiques économiques. Sur ce plan, les positions sont radicales, et se caractérisent par un scepticisme absolu face à l'efficacité des politiques d'intervention étatique. Il suffit d'avoir des « règles du jeu » stables, claires, bien connues de tous. Sargent compare ainsi l'économie à une compétition de football américain. Lucas énonce ces règles dans un article de 1980, en disant qu'il ne fait qu'amender ce que Friedman avait déjà écrit, en 1948, à propos du contexte monétaire et fiscal d'une politique de stabilisation. La première règle consiste à fixer un taux annuel stable d'augmentation de la masse monétaire ; la seconde, un taux de dépenses et de transferts gouvernementaux qui ne varie pas en termes réels selon le cycle ; la troisième, des taux de fiscalité fixes dont l'objectif serait à long terme d'équilibrer le budget. À ces trois règles, déjà proposées par Friedman, Lucas ajoute celle-ci : « Une politique clairement annoncée selon laquelle les prix et les salaires déterminés à la suite d'accords privés ne déclencheront d'action gouvernementale d'aucune sorte » (Lucas 1980, p. 200). Ces règles sont ainsi des règles minimales. D'une certaine manière, la meilleure politique économique, dans la perspective des nouveaux classiques, est l'absence de politique économique.

Sur la base de leurs analyses, les économistes de cette école de pensée ont été très critiques vis-à-vis du programme économique élaboré

---

<sup>298</sup> Sur la théorie des cycles réels, voir S. Ambler, « Les modèles du cycle économique face à la corrélation productivité-emploi », *Actualité économique*, vol. 67, 1991, 532-548 ; K. Brunner et A. Meltzer (dir.), *Real Business Cycles, Real Exchange Rates and Actual Policies*, Amsterdam, North-Holland, 1986 ; B.T. McCallum, « Real Business Cycle Models », in Barro 1989, 16-50 ; A. Stockman, « Real Business Cycle Theory : A Guide, an Evaluation, and New Directions », *Federal Reserve Bank of Philadelphia Review*, vol. 24, 1987, 24-47.

par les conseillers de Reagan et de sa mise en œuvre. Leur critique porte sur le manque de cohérence, et donc l'absence de crédibilité des mesures proposées. A une politique monétariste stricte de réduction de la masse monétaire, on ajoute une politique de réduction des impôts [177] qui n'est pas compensée par des perspectives de baisse des dépenses. La réduction des dépenses sociales a en effet été accompagnée aux États-Unis par une augmentation des dépenses pour la recherche et les activités spatiales et militaires qui a creusé plutôt que comblé le déficit budgétaire. Dès lors, les agents ont anticipé une monétisation de la dette croissante du gouvernement. Selon les propositions de la nouvelle macroéconomie classique, il aurait fallu annoncer clairement, d'un côté une baisse de la masse monétaire, et de l'autre une réduction des impôts en indiquant par quelle voie le déficit budgétaire allait être comblé <sup>299</sup>.

### **LES THÉORIES DU DÉSÉQUILIBRE** <sup>300</sup>

Dans le cadre de la synthèse néoclassique, telle qu'on la trouve formulée dans les manuels des années cinquante et soixante, le modèle keynésien est conçu comme un système d'équilibre, sauf dans le cas où le marché du travail est caractérisé par une rigidité salariale qui empêche l'établissement du plein emploi. Telle est l'analyse que Modigliani propose en 1944, et qu'on retrouve chez plusieurs autres auteurs. Don Patinkin fait toutefois exception à la règle. Selon lui en effet, « le chômage involontaire, dans la *Théorie générale*, n'a pas nécessairement pour origine des rigidités dans les salaires » (Patinkin [1956] 1972, p. 378). Il considère que la *Théorie générale* doit être interprétée comme une analyse dynamique, dans laquelle il est démontré qu'il n'existe pas de forces suffisantes pour amener le système à l'équilibre. Il s'agit bien de rigidités, mais elles ne sont pas de même nature que celles qui sont postulées dans le modèle keynésien statique de la synthèse, dans le cadre duquel on peut démontrer que l'effet d'encaisse réelle suffit pour assurer le plein emploi. Dans un système dynamique, le

<sup>299</sup> Voir par exemple Sargent 1986, p. 36.

<sup>300</sup> Sur les théories du déséquilibre, on consultera, entre autres, J.P. Benassy, « Disequilibrium Analysis », *New Palgrave*, vol. 2, 858-863 et « Rationed Equilibria », *ibid.*, vol. 4, 88-92 ; Drazen 1980 ; Grandmont 1977 ; Hénin et Michel 1982.

fait que consommateurs et investisseurs ne réagissent pas assez rapidement au mouvement des prix et à la modification de la valeur réelle de leurs encaisses monétaires, les rigidités dans leurs habitudes de dépenses, empêchent l'atteinte de l'équilibre (*ibid.*, p. 380). C'est pourquoi Patinkin préfère qualifier la théorie de Keynes de théorie de déséquilibre de sous-emploi plutôt que de théorie d'équilibre de sous-emploi.

Dans un article qui a suscité beaucoup de discussions, publié [178] d'abord en allemand en 1963, puis en anglais en 1965, Clower développe certaines de ces idées, tout en se montrant très critique par rapport aux thèses de Patinkin, comme du reste par rapport à celles de Hicks, lequel jetait pourtant au même moment les fondements d'une approche en termes de déséquilibre (Hicks 1965), assez éloignée des idées de la synthèse néoclassique initiée par son article de 1937. S'attaquant à la dite synthèse, qu'il qualifie de « contre-révolution keynésienne », Clower en considère Hicks et Patinkin comme deux des principaux inspirateurs. Pour Clower, la macroéconomie keynésienne est incompatible avec la microéconomie walrasienne avec laquelle on a essayé de l'intégrer. On ne peut concevoir l'équilibre de sous-emploi comme résultant d'un manque de rationalité des agents, en particulier d'une illusion monétaire de la part des travailleurs.

Pour Clower, il y a dans la *Théorie générale* des fondements microéconomiques implicites, différents de l'hypothèse walrasienne traditionnelle, mais qui impliquent, comme cette dernière, la rationalité des agents. Dans le modèle walrasien, les prix varient instantanément de manière à équilibrer offre et demande sur tous les marchés. Les individus peuvent acheter ou vendre tout ce qu'ils veulent aux prix donnés. Clower appelle ces demandes et ces offres « notionnelles ». Dans le modèle de Keynes, il existe des contraintes sur les quantités de biens qu'un individu peut vendre ou acheter. Par exemple, dans le cas d'une offre excédentaire de travail, la demande, qu'on appelle alors effective, d'un individu qui ne peut vendre tout le travail qu'il souhaiterait est inférieure à la demande notionnelle aux prix donnés. La demande pour les biens est alors une fonction, non pas des prix, mais de la quantité de travail que l'individu peut vendre. On remplace donc un système dans lequel les variations instantanées des prix assurent l'équilibre sur les marchés par un système dans lequel ce sont les quantités qui s'ajustent rapidement alors que les prix sont fixes ou ne varient que lentement.

Dans son *Capital et croissance*, publié la même année que la version anglaise du texte de Clower, Hicks développe les concepts de prix flexibles (*flexprice*) et prix fixes (*fixprice*). Il considère, comme il le faisait dans ses travaux des années trente, en s'inspirant explicitement des théoriciens suédois, une économie dans laquelle se succèdent des périodes de temps. La méthode *flexprice* suppose que les prix s'ajustent à l'intérieur de chaque période de telle sorte que les transactions courantes égalisent les offres et les demandes. La méthode *fixprice* considère que les prix sont donnés au début de chaque période de sorte que les transactions effectives diffèrent des offres et des demandes. Hicks estime qu'il s'agit là de deux cas extrêmes, et que la réalité se situe quelque part entre les deux.

[179]

En 1968, Leijonhufvud publie un livre, qui a fait couler beaucoup d'encre, dans lequel il distingue l'économie keynésienne de l'économie de Keynes, et se propose de guérir ce qu'il appelle la « schizophrénie » micro-macro sans abandonner l'hypothèse de la rationalité des agents <sup>301</sup>. Pour Leijonhufvud, comme pour Patinkin, le débat sur la *Théorie générale* « s'est déroulé pendant longtemps dans un cadre de statique comparative, qui a obscurci la nature de déséquilibre essentiellement dynamique de la théorie de Keynes » (Leijonhufvud 1968, p. 537). Comme Clower, il souligne qu'il faut revenir à une analyse de type marshallien dans laquelle les quantités s'ajustent plus facilement et plus rapidement que les prix. Leijonhufvud introduit dans son étude les problèmes de structure des transactions, de circulation de l'information et de contraintes de liquidité pour expliquer les déséquilibres keynésiens. Sa vision a une certaine parenté avec la parabole des îles que Phelps développe dans sa contribution au livre sur les fondements microéconomiques des théories de l'inflation et du chômage dont il a dirigé la publication (Phelps 1970). Pour Leijonhufvud, le chômage et les dépressions sont causés en grande partie par le fait que le système de marché donne de mauvais signaux aux agents.

---

<sup>301</sup> Pour Coddington (1976,1983), le livre de Leijonhufvud, avec l'article de Clower dont il prolonge les analyses, marque l'émergence d'un « néo-réductionnisme » keynésien, qui constituerait désormais, avec le keynésianisme hydraulique de la synthèse et le fondamentalisme des post-keynésiens, l'une des trois grandes interprétations de l'œuvre de Keynes.

Construisant une synthèse des modèles de Clower et de Patinkin, en y intégrant l'apport de Hicks, ce sont Barro et Grossman (1971) qui donnent à ce type d'analyse l'appellation de théorie du déséquilibre. Toutefois, les analyses de Clower et de Leijonhufvud comme celles de Barro et Grossman ne rendent pas compte de ce qui explique la rigidité des prix dans leurs modèles. C'est un groupe d'économistes, majoritairement français, qui développe la théorie du déséquilibre en cherchant à donner une explication endogène de la rigidité des prix. Il s'agit d'expliquer le chômage involontaire non pas comme le résultat de prix fixés de manière exogène, mais de rendre compte simultanément, de manière endogène, du chômage et de la rigidité des prix. Parmi les principaux théoriciens de ce courant de pensée, on peut mentionner J.-P. Bennisy <sup>302</sup>, [180] J. Drèze <sup>303</sup>, J.M. Grandmont et G. Larocque <sup>304</sup>, Y. Younès <sup>305</sup>. Malinvaud a aussi apporté des contributions importantes à la théorie du déséquilibre. On lui doit en particulier la distinction entre chômage keynésien, caractérisé par une insuffisance de la demande effective et chômage classique, caractérisé par des salaires réels trop élevés (Malinvaud 1977). Negishi a, de son côté, développé des analyses de formation des prix dans le cadre de la concurrence monopolistique <sup>306</sup>. Théoricien sceptique de l'équilibre général, Hahn (1975) a lui-

<sup>302</sup> « Neokeynesian Disequilibrium in a Monetary Economy », *Review of Economics and Statistics*, vol. 42, 1975, 502-523 ; *The Economics of Market Disequilibrium*, New York, Academic Press, 1982 ; *Macroéconomie et théorie du déséquilibre*, Paris, Dunod, 1984 ; *Macroeconomics : An Introduction to the Non-Walrasian Approach*, San Diego, Harcourt Brace Jovanovich, 1986.

<sup>303</sup> « Existence of Equilibrium Under Price Rigidity and Quantity Rationing », *International Economic Review*, vol. 16, 1975, 301-320.

<sup>304</sup> « On Keynesian Temporary Equilibria », *Review of Economic Studies*, vol. 43, 1976, 53-67.

<sup>305</sup> « On the Role of Money in the Process of Exchange and the Existence of a Non-Walrasian Equilibrium », *Review of Economic Studies*, vol. 42, 1975, 489-501.

<sup>306</sup> « Involuntary Unemployment and Market Imperfection », *Economic Studies Quarterly*, vol. 25, 1974, 32-41 ; « Existence of Underemployment Equilibrium », in G. Schwödiauer (dir.), *Equilibrium and Disequilibrium in Economic Theory*, Boston, Reidel, 1978 ; *Microeconomic Foundations of Keynesian Macroeconomics*, Amsterdam, North-Holland, 1979. Voir aussi Barro 1972.

même apporté des contributions à la théorie du déséquilibre, en développant en particulier certaines intuitions de Drèze et de Negishi.

### **LA NOUVELLE ÉCONOMIE KEYNÉSISIENNE** <sup>307</sup>

Les années quatre-vingt ont aussi vu se développer un courant de pensée qu'on a baptisé la « nouvelle économie keynésienne ». Cette nouvelle vague keynésienne, qui est née en réaction au rejet, par la nouvelle macroéconomie classique, de la problématique keynésienne, poursuit un projet analogue à celui de la théorie du déséquilibre, tout en s'en démarquant. Il s'agit, ici aussi, de donner à la théorie macroéconomique keynésienne des fondements microéconomiques plus rigoureux.

La nouvelle économie keynésienne cherche à expliquer la rigidité des prix et des salaires, postulée par le keynésianisme de la synthèse, et à montrer comment ces rigidités provoquent les caractéristiques qualifiées de keynésiennes des économies contemporaines, au premier rang desquelles la persistance de taux de chômage élevés. Il s'agit en particulier de voir comment de « petites rigidités nominales » peuvent engendrer d'importants effets réels sur le plan macroéconomique <sup>308</sup>. Ces frictions [181] dans la flexibilité des prix peuvent très bien découler d'un comportement rationnel, ou « quasi rationnel », des firmes, compte tenu des coûts d'ajustement des prix, qualifiés dans cette problématique de *menu costs*. Il y a ainsi, comme dans un restaurant, des coûts associés à l'impression du nouveau menu qui devra accompagner le changement de prix, coûts qui sont parfois plus élevés que l'avantage lié à

<sup>307</sup> Sur la nouvelle économie keynésienne, voir Arena et Torre 1992, Gordon 1990, Greenwald et Stiglitz 1987, Hargreaves-Heap 1991, et Mankiw et Romer 1991 (recueil de 39 articles produits dans ce courant de pensée).

<sup>308</sup> Voir en particulier G.A. Akerlof et J.L. Yellen, « A Near-Rational Model of the Business Cycles, with Wage and Price Inertia », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 100, suppl., 1985, 828-838 ; A.S. Caplin et D.F. Spulber, « Menu Costs and the Neutrality of Money », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 102, 1987, 703-725 ; N.G. Mankiw, « Small Menu Costs and Large Business Cycles : A Macroeconomic Model of Monopoly », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 100, 1985, 529-539 ; M. Parkin, « The Output-Inflation Trade-off When Prices Are Costly to Change », *Journal of Political Economy*, vol. 94, 1986, 200-224.

l'ajustement de prix. L'entreprise individuelle gagne donc à ne pas modifier son prix, nonobstant le fait que l'impact de ces décisions individuelles sur l'ensemble de l'économie peut être très considérable. Ces phénomènes sont accentués lorsqu'on tient compte du caractère monopolistique des économies contemporaines <sup>309</sup>. Pour M. Weitzman <sup>310</sup>, dont l'article a suscité une vive controverse, l'existence du chômage involontaire s'explique essentiellement par la structure monopolistique des économies contemporaines. Une importante étude empirique menée par Dennis Carlton montre d'ailleurs que la rigidité des prix est beaucoup plus la norme que l'exception lorsqu'on examine le comportement des grandes entreprises américaines <sup>311</sup>. Les nouveaux keynésiens font aussi intervenir, pour expliquer le sous-emploi, ce qu'ils appellent les « échecs de coordination » entre les agents dans une économie, échecs liés à des problèmes de circulation de l'information, et qui ont pour effet d'amplifier les effets de tout phénomène aléatoire « heurtant » une économie <sup>312</sup>.

L'étude des caractéristiques du marché du travail joue un rôle important, [182] tant dans la nouvelle économie keynésienne que dans les théories du déséquilibre. Sur ce point, certains développements sont communs à ces approches et à des courants comme l'institutionnalisme et l'économie radicale, d'un côté, et à la nouvelle macroéconomie classique de l'autre. Les travaux de caractère institutionnaliste sur la dualité

---

<sup>309</sup> Sur les liens entre la concurrence imparfaite et le chômage voir entre autres : O.J. Blanchard et N. Kiyotaki, « Monopolisée Compétition and the Effects of Aggregate Demand », *American Economic Review*, vol. 77, 1987, 647-666 ; R.E. Hall, « Market Structure and Macroeconomic Fluctuations », *Brookings Papers on Economic Activity*, n° 2, 1986, 285-322 ; O. Hart, « A Model of Imperfect Competition with Keynesian Features », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 97, 1982, 109-138 ; R. Statz, « Monopolistic Competition as a Foundation for Keynesian Macroeconomic Models », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 104, 1989, 737-752.

<sup>310</sup> « Increasing Return and the Foundation of Unemployment Theory », *Economic Journal*, vol. 92, 1982, 787-804.

<sup>311</sup> « The Rigidity of Prices », *American Economic Review*, vol. 76, 1986, 637-658.

<sup>312</sup> L. Ball et D. Romer, « Sticky Prices as Coordination Failure », *American Economic Review*, vol. 81, 1991, 539-552 ; R. Cooper et A. John, « Coordinating Coordination Failures in Keynesian Models », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 103, 1988, 441-463.

du marché du travail <sup>313</sup> et certaines analyses des économistes radicaux <sup>314</sup> rejoignent ceux qui sont consacrés aux contrats implicites et aux salaires d'efficience <sup>315</sup>. Selon cette dernière vision, un salaire réel plus élevé exerce une influence à la hausse sur la productivité. De plus, les entreprises peuvent avoir intérêt à payer un salaire plus élevé que le salaire d'équilibre pour ralentir la rotation du personnel, attirer des candidats mieux qualifiés, combattre la négligence des travailleurs et accroître la discipline dans l'entreprise (Stiglitz 1984, avec Shapiro). La théorie des contrats implicites cherche de son côté à déceler, dans les relations de travail à l'intérieur de l'entreprise, les normes et ententes implicites, souvent très rigides et établies pour une longue période, mais qui ne sont pas codifiées dans des conventions collectives.

L'étalement des contrats constitue une autre source de rigidité et d'amplification des déséquilibres <sup>316</sup>. Il s'agit ici autant de l'étalement dans les décisions de variations de prix des produits que de l'étalement des contrats de travail. Des théoriciens proches de la nouvelle macroéconomie classique ont souligné ce fait, en indiquant que cette réalité affaiblissait le postulat d'inefficacité de Sargent et Wallace. A cause de l'étalement des contrats, un choc monétaire même anticipé peut avoir

---

<sup>313</sup> Par exemple M. Piore, *Unemployment and Inflation, Institutional and Structuralist View*, White Plains, New York, M.E. Sharpe, 1979.

<sup>314</sup> Voir Bowles 1983, avec Gordon et Weisskopf.

<sup>315</sup> Akerlof et Yellen 1986 ; C. Azariadis, « Implicit Contracts and Underemployment Equilibria », *Journal of Political Economy*, vol. 83, 1975, 1183-1202 ; L. Katz, « Efficiency Wage Theories : A Partial Evaluation », *NBER Macroeconomics Annual*, 1986, 235-276 ; A.B. Krueger et L.H. Summers, « Efficiency Wages and the Interindustry Wage Structure », *Econometrica*, vol. 56, 1988, 259-293 ; Rosen 1985 ; Stiglitz 1983 avec Azariadis. Voir aussi, sur les contrats implicites, le numéro spécial du *Quarterly Journal of Economics*, vol. 98, supplément.

<sup>316</sup> L. Ball et S.G. Cecchetti, « Imperfect Information and Staggered Price Setting », *American Economic Review*, vol. 78, 1988, 999-1008 ; G. Fethke et A. Policano, « Will Wage Setters Ever Stagger Decision », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 101, 1986, 867-877 ; J.B. Taylor, « Staggered Wage Setting in a Macro Model », *American Economic Review*, vol. 69, 1979, 108-113 ; *id.*, « Aggregate Dynamics and Staggered Contracts », *Journal of Political Economy*, vol. 88, 1980, 1-23.

un effet réel sur l'économie <sup>317</sup>. Dans le modèle de Taylor, l'interaction [183] entre contrats salariaux et anticipations propage l'onde de choc au-delà de la durée du contrat typique, compte tenu du chevauchement des contrats. Les effets sont en effet d'autant plus importants que les prix sont fixés par une marge au-dessus des coûts <sup>318</sup>.

En fournissant ainsi à la macroéconomie keynésienne les fondements microéconomiques qui lui manquent, plusieurs adeptes de la nouvelle économie keynésienne prétendent dépasser la controverse entre le keynésianisme « classique » et le monétarisme. A tel point qu'un « nouveau keynésien » peut s'abreuver aux deux sources sans risquer de s'étouffer, comme on le lit dans l'introduction à un récent recueil des textes majeurs de ce courant de pensée :

Un économiste peut être un monétariste parce qu'il croit que les fluctuations dans l'offre de monnaie constituent la principale source des fluctuations de la demande globale et un nouveau keynésien parce qu'il croit que des imperfections microéconomiques mènent aux rigidités macroéconomiques de prix. De fait, comme les monétaristes croient que les fluctuations dans l'offre de monnaie ont des effets réels, mais laissent souvent les rigidités de prix inexplicables, une partie importante de la nouvelle économie keynésienne pourrait aussi être appelée nouvelle économie monétariste (Mankiw et Romer 1991, p. 3).

Ainsi, un nouveau keynésien peut partager les réticences des monétaristes et des nouveaux classiques vis-à-vis des politiques d'intervention étatique. Néanmoins, la plupart des travaux réalisés par les auteurs de ce courant font ressortir que le fonctionnement normal des économies monétaires, y compris en supposant une parfaite rationalité de leurs agents, ne mène pas à la stabilité et à l'équilibre postulés dans les modèles classiques et monétaristes. En conséquence, la plupart considèrent que l'intervention étatique peut améliorer la situation. La question de savoir si elle doit le faire relève des choix politiques des uns et des autres.

---

<sup>317</sup> S. Fischer, « Long-term Contracts, Rational Expectations and the Optimal Money Supply Rule », *Journal of Political Economy*, vol. 85, 1988, 191-206 ; Phelps et Taylor 1977.

<sup>318</sup> Voir M. Bils, « The Cyclical Behavior of Marginal Cost and Price », *American Economic Review*, vol. 77, 1987, 838-855.

On retrouve ainsi un tableau analogue à celui que Franco Modigliani avait peint dans son discours présidentiel à l'American Economic Association (1977) et que nous avons cité à la fin du chapitre précédent. Il y [184] soulignait en effet des convergences entre monétaristes et keynésiens sur le plan de l'analyse, en indiquant que les divergences portaient sur le plan politique, et plus particulièrement sur le caractère nécessaire et souhaitable des politiques de stabilisation. On aura pu constater, de la même manière, plusieurs convergences, sur le plan de l'analyse, entre les auteurs dont nous venons de traiter <sup>319</sup>. L'ouvrage réalisé sous la direction de Phelps et publié en 1970, consacré à la recherche de fondements microéconomiques de la macroéconomie en est une illustration. Non seulement il constitue une transition entre le monétarisme et la nouvelle macroéconomie classique, mais il présente aussi des analyses relevant de la théorie du déséquilibre et d'autres qui annoncent la nouvelle économie keynésienne.

Ces convergences découlent d'un projet commun, qui est de donner à la macroéconomie, quelle qu'en soit la couleur, des fondements microéconomiques rigoureux, en s'évadant une fois pour toutes de la dichotomie « micro-macro » caractérisant la pensée économique d'après-guerre. Mais, plus profondément, il y a aussi une convergence sur l'hypothèse de base selon laquelle l'analyse économique doit partir du postulat de la rationalité des agents, que cette rationalité s'exerce face à des contraintes de quantité ou de prix. On est très loin, évidemment, des interprétations de Keynes qui mettent l'accent sur l'irréductible incertitude sur laquelle se fondent les décisions prises dans un temps

---

<sup>319</sup> Plusieurs d'entre eux appartiennent d'ailleurs à plus d'un courant. Par exemple, Barro et Grossman sont à la fois rattachés à la nouvelle macroéconomie classique et à l'école de la théorie du déséquilibre. Voici un exemple de propos qu'on peut souvent lire sous la plume de nouveaux keynésiens : « Nos résultats illustrent la complémentarité entre les modèles macroéconomiques de la nouvelle économie keynésienne et de la nouvelle macroéconomie classique » (L. Bail et S.G. Cecchetti, « Imperfect Information and Staggered Price Setting », *American Economic Review*, vol. 78, 1988, 999-1008 ; in Mankiw et Borner 1991, vol. 1, p. 280). De son côté, Malinvaud (1991) a mis en avant la profonde unité de la macroéconomie, alors que Hicks, dont se réclament par ailleurs tous les courants de la macroéconomie, a intitulé son dernier article, publié à titre posthume, « The Unification of Macro-Economics » (1990). Mais la vision hicksienne est assez éloignée de celle des nouveaux courants de la macroéconomie.

historique. On est loin, aussi, des analyses qu'on pourrait qualifier de holistes, du type de celles de Kalecki ou de Weintraub, pour qui il s'agit plutôt, d'une certaine manière, de donner des fondements macroéconomiques à la microéconomie.

Mais ces convergences découlent aussi, en grande partie, des similitudes formelles entre ces approches qui utilisent le même langage. Voici comment un théoricien rattaché à l'école du déséquilibre justifie la [185] sophistication mathématique très poussée des écrits de ce courant, en la liant au postulat de rationalité :

Les explications des phénomènes macroéconomiques ne seront complètes que lorsque ces explications seront compatibles avec l'analyse microéconomique du comportement de choix et pourront être exprimées dans le langage de la théorie de l'équilibre général. Cela rend nécessaires des énoncés formels mathématiquement rigoureux du cadre et des résultats, même lorsqu'ils sont bien connus. Dès lors, l'opinion selon laquelle tous les travaux récents en théorie non walrasienne énoncent des évidences dans un langage très mathématique et parfois abstrus est, au mieux, mal fondée (Drazen 1980, p. 293).

Ce qui est écrit ci-dessus de la théorie du déséquilibre s'applique *mutatis mutandis* aux autres écoles. L'évolution la plus récente de la macroéconomie contemporaine s'inscrit en effet dans un univers intellectuel transformé par la profonde vague de formalisation et de mathématisation dont nous avons exposé les sources au chapitre quatre. Sans doute n'en a-t-on pas suffisamment mesuré la portée sur la nature même de la réflexion et des débats économiques. La forme mathématique conduit à un rapprochement entre les différentes démarches, les différences se jouant souvent sur le choix d'une hypothèse, ce qui n'est pas sans déboucher parfois sur un certain éclectisme <sup>320</sup>. Elle tend à

---

<sup>320</sup> À titre d'exemple, voici comment Phelps décrit l'évolution de la théorie orthodoxe du chômage depuis 1970 : « La théorie du chômage considérée comme orthodoxe dans le monde occidental, c'est-à-dire celle qui est exposée dans les manuels, est, en gros, keynésienne. Elle hérite, notamment, de Keynes, Hicks, Tobin, Patinkin, du taux naturel et également d'un appareil théorique qui relève soit de la nouvelle micro-économie sans anticipation rationnelle, soit de l'appareil keynésien compatible avec les anticipations rationnelles dans lequel l'inertie dans les salaires nominaux ou les prix génère le taux de chômage. D'autres développent l'idée que l'hystérésis est à la base du

s'accompagner d'un appauvrissement de la réflexion, et se traduit par des discussions entre initiés, de moins en moins en prise sur les complexités des réalités économiques, sociales et politiques contemporaines.

[186]

---

lien entre le taux naturel de chômage et le sentier de croissance. Les monétaristes utilisent la même théorie, avec des accents différents, et en un sens, la théorie néoclassique en est un cas particulier, quoique plus élaboré » (1990 *RFE*, p. 3-4).

[187]

**La pensée économique depuis Keynes.**  
*Historique et Dictionnaire des principaux auteurs.*  
**PREMIÈRE PARTIE : HISTORIQUE.**

## Chapitre 9

---

# Sur Babel et trois démarches de la pensée économique contemporaine

[Retour au sommaire](#)

Depuis la fin des années soixante, les processus d'internationalisation et de mondialisation transforment profondément les économies nationales, restreignent les marges de manœuvre et les capacités d'action des États et font ressortir les limites de l'État providence. L'effondrement des régimes communistes semble consacrer la victoire du système de marché. Avec les échecs, dans trop de pays, des politiques de développement, le chômage massif, les nouveaux progrès de la pauvreté, les atteintes à l'environnement, le monde souffre en cette fin de siècle de maladies que la science économique ne sait guérir ; ce qui ne l'empêche pas d'apparaître comme la plus solidement structurée de toutes les sciences sociales, efficace par la multiplicité de ses applications pour des domaines circonscrits <sup>321</sup>, dominatrice et expansionniste <sup>322</sup>.

Travaillée par d'incessantes remises en cause et la poursuite d'ambitions toujours renouvelées, la Babel que constitue la cité des économistes contemporains peut être caractérisée par trois figures mythologiques : Pénélope, Sisyphe, Icare.

---

<sup>321</sup> Voir à ce sujet Baumol et Faulhaber 1988.

<sup>322</sup> Voir *supra*, chapitre 7.

## **BABEL : LES ÉCONOMISTES EN LEUR NOUVEAU MONDE**

Il y a cent cinquante ans, un économiste pouvait avoir lu tous les ouvrages d'économie ou se rapportant à ce champ ; il y a soixante ans, il pouvait avoir une connaissance directe de tous les principaux travaux ; il y a trente ans, il pouvait suivre les principales avancées en cours. Aujourd'hui, un économiste doit avoir l'esprit ouvert et être opiniâtre pour être au courant des principaux débats concernant son (ou ses quelques) champ(s) de travail. En deux siècles, l'économie, qui était une petite contrée du savoir humain, dont chacun connaissait chaque mont, [188] chaque vallon, chaque sentier, est devenue un monde en incessante expansion, avec des continents ou des archipels qui surgissent et des paysages qui sans cesse se remodèlent.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la science économique était déjà profondément diverse, du fait de la pluralité des objets et des approches, de la diversité des conceptions du rapport entre théorie et réalité, de la multiplicité des écoles. Depuis, les domaines couverts par la science économique ne cessent de s'étendre, les champs d'économie appliquée de se multiplier <sup>323</sup>, le nombre des écoles et de leurs factions d'augmenter : une multitude de discours coexistent, se rencontrent, s'affrontent, se mêlent, s'influencent. En outre, le discours économique est élaboré et diffusé sur des registres de plus en plus divers, avec de très larges différenciations dans les degrés de généralité, d'élaboration théorique et de formalisation, dans le caractère central ou marginal de l'objet traité, dans la proximité de cet objet par rapport à la réalité observable, dans la nature et la qualité des informations empiriques <sup>324</sup>. De l'ouvrage ou l'article théorique qui marquera durablement

<sup>323</sup> Voir à ce sujet Hutchison 1978, p. 319-20.

<sup>324</sup> Au total, se dégage, dans les publications académiques, une nette prédilection pour la théorie formalisée : pour la période 1982-86, les articles présentant des modèles mathématiques sans aucune donnée représentaient 52% des articles publiés par *Y Economie Journal* et 42 % de ceux publiés dans *V American Economie Review*, et nombre de revues économiques ne publient que de tels articles ; or cette proportion était en sciences politiques de 18%, en physique de 12%, en sociologie de 1% et en chimie de 0% (voir T. Morgan, « Theory versus Empiricism in Academic Economics », *Journal of Economic Perspective*, vol. 2, n° 4, 1988, p. 163).

à la publication qui n'apporte rien, de l'étude empirique qui nourrira longtemps les analyses et la réflexion à l'étude descriptive de circonstance, en passant par les incontournables exercices académiques, la palette des travaux économiques est très largement ouverte.

Au total, la science économique contemporaine est caractérisée par une double dynamique, dont témoigne la multiplication du nombre des revues : le gonflement du stock publié<sup>325</sup> et sa parcellisation. Cela transforme [189] le monde des économistes en une sorte de tour de Babel, où rares sont ceux qui écoutent les autres et où seule une infime part du discours émis est entendu<sup>326</sup> ; d'autant plus que les savoirs économiques continuent à être produits non seulement dans les deux langages qui se sont imposés depuis la guerre — l'anglais et les mathématiques<sup>327</sup> — mais encore dans une large variété d'idiomes nationaux. Or, si les économistes de cultures non anglophones ont l'obligation de suivre les productions en anglais, de plus en plus nombreux sont les économistes anglo-saxons qui ignorent systématiquement ce qui est publié dans d'autres langues que la leur.

---

<sup>325</sup> S.-C. Kolm estimait le *corpus* écrit de la science économique à « plusieurs centaines de milliers de pages, s'accroissant au rythme annuel de quelques dizaines de milliers de pages par an avec une définition très stricte du domaine (et quelque dix fois cela pour l'ensemble de la littérature économique) » (*Philosophie de l'économie*, Paris, Seuil, 1986, p. 30). Stigler estimait la production annuelle en anglais de quelque 6000 économistes proprement dits à 800 livres et 6000 articles et il évaluait l'augmentation du stock des écrits à 5% par an, soit un doublement tous les 14 ans : ce stock serait donc en 1992 seize fois ce qu'il était en 1936, année de la publication de la *Théorie générale* (« The Literature of Economics : The Case of the Kinked Oligopoly Demand Curve », *Economic Inquiry*, vol. 16, 1978, 185-204).

<sup>326</sup> « C'est une littérature qu'une seule personne ne peut lire — les limites imposées par la santé mentale sont plus strictes que celles imposées par le temps. Au vrai cette littérature est lue par des économistes dont le nombre n'est peut-être qu'un peu plus élevé que celui de ceux qui écrivent » (Stigler, *op. cit.*, p. 185).

<sup>327</sup> Le nombre de pages publiées annuellement dans les principales revues d'économie mathématique (dont certaines créées au cours de cette période, comme *l'international Economic Review*, le *Journal of Economic Theory* et le *Journal of Mathematical Economics*) est passé de 400 à 700 dans les années trente et quarante à un ordre de grandeur de 4 à 5 000 dans les années soixante-dix et quatre-vingt (voir Debreu 1986).

Dans ce cadre, les économistes tendent à constituer une multitude de microcosmes, chacun fondé sur une communauté d'approche ou de domaine de travail et sur la reconnaissance réciproque, et ancré dans un département universitaire ou un centre de recherche, avec ses cahiers de recherche et souvent sa revue à faible tirage. En sens inverse, quelques grandes associations, nationales (au premier rang desquelles l'American Economic Association, avec ses revues <sup>328</sup>) ou internationales, quelques grandes revues et quelques maisons d'édition travaillent à diffuser et à rendre accessibles ces savoirs en incessante évolution.

Ainsi, la science économique est, dans son mouvement d'expansion, en permanent renouvellement. Mais, du fait de l'opacité des savoirs, du temps historique, donc des délais de diffusion et d'assimilation et des décalages qui en résultent, cette réorganisation permanente se fait d'une manière que l'on peut qualifier de difforme et discordante : c'est ainsi que des textes écrits dans les années trente, redécouverts par des économistes d'une nouvelle génération dans les années soixante, deviennent des références obligées dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Et nul ne peut dire avec certitude quels seront, parmi ceux récemment publiés, les textes qui s'imposeront comme références vers 2020.

C'est dire qu'on ne prétend pas, en ce chapitre final, dresser le bilan des savoirs économiques contemporains. Nous allons simplement tenter, [190] dans le foisonnement actuel, de discerner quelques lignes de force significatives des mouvements en cours de la pensée économique.

---

<sup>328</sup> *American Economic Review, Journal of Economic Literature, Journal of Economic Perspectives.*

***PÉNÉLOPE :  
DE L'IDÉAL THÉORIQUE À LA COMPLEXITÉ DU MONDE,  
TISSER L'IMPOSSIBLE TOILE***

Alors qu'on avait pu penser, dans les années soixante, que les coups portés par Keynes et les keynésiens avaient eu raison de la forteresse classique, il s'est reconstitué dans l'après-guerre une nouvelle forteresse : à la fois disparate et rassemblée sous le donjon de la théorie de l'équilibre général, bardée de la grille de lecture néoclassique, dotée d'armes et d'instruments analytiques et mathématiques puissants. Pour une large part, sa force tient à ses postulats simplificateurs, lesquels engendrent ensemble son irréalisme et sa vocation universelle.

Spécialiste de la théorie de l'équilibre général et travaillant à en élargir les champs d'applicabilité, Hahn explique ainsi pourquoi il accepte le qualificatif de néoclassique :

Il existe trois éléments dans ma pensée qui peuvent le justifier :

- 1) je suis un réductionniste dans la mesure où je tente de trouver des explications dans les actions des agents individuels ;
- 2) en théorisant à propos de l'agent, je recherche des axiomes de rationalité ;
- 3) je prétends qu'une notion d'équilibre est nécessaire et que l'étude des états d'équilibre est utile <sup>329</sup>.

Et en effet les décisions d'agents individuels rationnels, le marché, l'équilibre, l'optimum sont les éléments constitutifs majeurs de la nouvelle orthodoxie ; or, en chacun de ces domaines, les critiques à la fois ébranlent l'orthodoxie, conduisent à la renforcer et suscitent de nouvelles mises en cause.

Tel a été le cas pour le marché. La vision orthodoxe ou néoclassique du marché est celle d'une entité mécanique, au sein de laquelle interviennent des acteurs individuels, non coordonnés et dont aucun n'exerce

---

<sup>329</sup> Hahn 1984, p. 1-2.

d'influence particulière, les informations circulant entre eux conduisant à l'ajustement en équilibre.

L'irréalisme simplificateur de cette vision a été critiqué, depuis un siècle, par toutes les générations et toutes les familles d'hétérodoxes. [191] Elle l'est aussi, depuis quelques décennies, par l'école autrichienne<sup>330</sup>, qu'on associe pourtant souvent à la mouvance néoclassique, et que caractérise en particulier un libéralisme radical qui la distingue des autres hétérodoxies.

La critique de Hayek a eu un impact particulier, essentiellement parce que, au premier rang des libéraux contemporains, c'est précisément au marché qu'il reconnaît une place essentielle, tant pour l'économie que pour la société. Or Hayek rejette la conception walrasienne d'un marché sur lequel les agents seraient parfaitement informés : il développe une vision de la concurrence sur le marché comme processus d'apprentissage et de coordination d'informations à la fois multiples, incomplètes et surtout dispersées entre des millions d'individus. Le marché ainsi perçu est un « ordre spontané » issu d'une évolution plusieurs fois millénaire de l'humanité, et non pas une création rationnelle dont on puisse donner une représentation chiffrée. Mises<sup>331</sup> a développé une conception analogue, en mettant l'accent sur l'incertitude comme contexte dans lequel les entrepreneurs prennent leurs décisions.

Ces idées ont été développées dans le cadre de l'école autrichienne moderne, en particulier par Israël Kirzner<sup>332</sup>, qui élabore le concept de

---

<sup>330</sup> Le qualificatif d'autrichien découle des origines de ce courant de pensée dans les travaux de Carl Menger et de ses disciples viennois. C'est en effet aujourd'hui aux États-Unis qu'on trouve le plus d'« autrichiens », ou plutôt de « néo-autrichiens », regroupés dans le Ludwig von Mises Institute, animé entre autres par Murray Rothbard. L'institut publie la *Review of Austrian Economics* et le *Austrian Economic Newsletter*, et organise une université d'été. Sur l'école autrichienne, voir entre autres Dolan 1976, Grassl et Smith 1986, Kirzner 1987, Littlechild 1990, O'Sullivan 1990.

<sup>331</sup> *Human Action. A Treatise on Economics*, Londres, William Hodge ; New Haven, Yale University Press, 1949 ; trad. fr., *L'Action humaine. Traité d'économie*, Paris, PUF, 1985.

<sup>332</sup> *Competition and Entrepreneurship*, University of Chicago Press, 1973 ; *Perception, Opportunity and Profit*, University of Chicago Press, 1979 ; *Discovery and the Capitalist Process*, University of Chicago Press, 1985.

marché comme processus, tandis que Ludwig Lachmann <sup>333</sup> met en question les vertus équilibrantes du marché. Tous mettent l'accent sur le fossé entre leur conception et celle qui inspire la théorie de l'équilibre général <sup>334</sup>.

Mais on a aussi, dans des cercles plus proches de l'orthodoxie néo-classique, cherché à donner plus de réalisme à la vision orthodoxe du [192] marché. Ainsi le chantier ouvert, dans les années soixante, notamment par Stigler (1961) <sup>335</sup>, de l'analyse de la recherche, de l'utilisation et du coût de l'information est-il prolongé par les travaux sur les imperfections de la circulation de l'information et les équilibres de marché en information incomplète <sup>336</sup>. Economie de l'information et économie de l'incertain sont ainsi des nouveaux champs de spécialisation qui se sont ouverts <sup>337</sup>.

Parallèlement, la théorie des jeux a profondément renouvelé l'analyse des marchés, des comportements et stratégies des acteurs, des différentes formes de concurrence, ainsi que les typologies des marchés <sup>338</sup>. Dans ce cadre élargi, le modèle standard du marché n'est pas invalidé ; mais son champ de validité, désormais, est mieux délimité.

Enfin, avec les analyses en termes de marchés contestables, Baumol, Panzar et Willig (1982) font indéniablement faire à la théorie une avancée dans le sens de l'explication des réalités observables.

Il en a été de même en ce qui concerne la rationalité. La conception orthodoxe est celle d'une rationalité à la fois réductrice, celle d'un agent réduit à une dimension qui se borne à maximiser des avantages et à

---

<sup>333</sup> *The Market as an Economic Process*, Oxford, Basil Blackwell, 1986.

<sup>334</sup> Voir aussi G. O'Driscoll et M.J. Rizzo, *The Economies of Time and Ignorance*, Oxford, Basil Blackwell, 1985 ; M.N. Rothbard, *Man, Economy, and State. A Treatise on Economic Principles*, Princeton, Van Nostrand, 1962.

<sup>335</sup> Voir *supra*, chapitre 7.

<sup>336</sup> Voir par exemple P.A. Diamond, « A Model of Price Adjustment », *Journal of Economic Theory*, vol. 3, 1971, 156-168 ; F.M. Fischer, « Stability and Competitive Equilibrium in Two Models of Search and Individual Price Adjustment », *Journal of Economic Theory*, vol. 6, 1973, 446-470 ; Stiglitz 1976 (avec S.J. Grossman), 1981 (avec A. Weiss).

<sup>337</sup> Voir le symposium sur l'économie de l'information, *Review of Economic Studies*, vol. 44, octobre 1977, 389-601.

<sup>338</sup> A. d'Autume, « Théorie des jeux et marché », *Cahiers d'économie politique*, n° 20-21, 1992, 155-165.

minimiser des coûts, et générale, applicable à toute situation, à n'importe quelle décision : c'est la rationalité que H. Simon qualifie de « substantielle ».

Sur ce point, où d'innombrables critiques avaient été également portées, c'est Simon, universitaire à la large palette de compétences, pionnier de l'analyse de la complexité et que le Nobel consacrera comme économiste, qui a ouvert la brèche décisive. En 1943, dans sa thèse de doctorat (publiée en 1947), il introduit l'analyse en termes de « rationalité limitée », approche qu'il développera (1957, 1969, 1982 *Models*) en termes de « rationalité procédurale » : celle d'un acteur qui exerce sa capacité de choix, non pas en fonction d'un unique souci de maximisation ou d'optimisation, mais dans la complexité de sa situation, en tenant compte, non seulement de l'imperfection de l'information et du [193] coût de son amélioration, mais encore de la pluralité des contraintes, des critères, des avantages et des inconvénients. Cette rationalité est indissociable du processus même de la décision, propre à chaque agent, et notamment à chaque organisation, et dans lequel celui-ci peut être amené à réviser ses objectifs.

Ces analyses sont au cœur des travaux d'une des écoles comportementalistes, la Carnegie School <sup>339</sup>, dont la démarche fondée sur l'analyse concrète des comportements des firmes et des administrations, a été illustrée par les travaux de March et Simon (1958) et de Cyert et March <sup>340</sup>, poursuivis par March <sup>341</sup> à Stanford et par Nelson <sup>342</sup> à Yale. Ces travaux ont évidemment contribué au renouvellement des analyses de la firme, boîte noire de la théorie néoclassique. Mais, dans ce domaine, c'est évidemment l'article publié par Coase en 1937, le plus communément cité, qui a ouvert de nouvelles perspectives, même s'il a fallu du temps pour qu'on les reconnaisse. Le but poursuivi par Coase était de « montrer l'importance pour le fonctionnement du système économique de ce qu'on peut appeler la structure institutionnelle de la production » (Coase 1992, p. 713). Dans son article de 1937, il cherche à

<sup>339</sup> Earl 1988, 3-4.

<sup>340</sup> *A Behavioural Theory of the Firm*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall, 1963.

<sup>341</sup> J.G. March et J.P. Olsen, *Ambiguity and Choice in Organizations*, Bergen, Universitets Forlaget, 1976.

<sup>342</sup> R.R. Nelson et S.G. Winter, *An Evolutionary Theory of Economic Change*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1982.

expliquer, tout en demeurant dans le cadre de l'analyse néoclassique, la spécificité de la firme par rapport au marché et donc la nature de la firme dans une économie de marché. Il le fait en développant la thèse selon laquelle la firme est une structure qui permet d'éliminer certains des coûts découlant du fonctionnement des marchés, coûts de la recherche d'information et de la négociation des contrats, en bref les « coûts de transaction ».

Longtemps méconnue ou mal comprise <sup>343</sup>, cette approche a été reprise par Coase dans son article de 1960, « Le problème du coût social » ; dans les années soixante-dix, elle a été de plus en plus largement prise en compte et a donné lieu à une abondante littérature, dans laquelle on trouve par exemple les travaux de Steven S. Cheung <sup>344</sup>, Harold Demsetz [194] (1967, 1968, 1972) et Oliver Williamson <sup>345</sup>. Partant d'hypothèses radicalement différentes de celles de Simon et de Coase — non seulement une situation d'incertitude, mais des agents non motivés et sans rationalité — Alchian (1950, 1977) aboutit, en prenant en compte la logique de la sélection naturelle, à des analyses convergentes. Avec Demsetz (1972), il met en avant, dans l'explication de la firme, l'efficacité de la « production d'équipe ». Marschak, dans la dernière partie d'une longue carrière qui l'a vu d'abord renouveler l'économétrie <sup>346</sup>, s'est aussi intéressé à cette question (1972), ainsi qu'à l'économie des organisations, des décisions et de l'information (1974). Parallèlement, l'explication de la taille de la firme en termes d'économie d'échelle débouchait sur une explication élargie en termes d'économie de champs et était enrichie par l'analyse des fonctions de coûts multi-produits <sup>347</sup>.

---

<sup>343</sup> Sur ce point, voir Coase 1972.

<sup>344</sup> *The Theory of Share Tenancy*, University of Chicago Press, 1969 ; « The Contractual Nature of the Firm », *Journal of Law and Economics*, vol. 26, 1982, 1-22.

<sup>345</sup> *Markets and Hierarchies. Analysis and Antitrust Implications*, New York, Free Press, 1975 ; *The Economic Institutions of Capitalism : Firms, Markets, Relational Contracting*, New York, Free Press, 1985. Voir aussi O.E. Williamson et S.G. Winter (à), *The Nature of the Firm : Origins, Evolution, and Development*, Oxford, Oxford University Press, 1991 ; O.E. Williamson (dir.), *Industrial Organization*, Aldershot, Hants, Edward Elgar, 1990.

<sup>346</sup> Voir *supra*, chapitre 4.

<sup>347</sup> Voir par exemple Baumol 1982 avec Panzar et Willig.

Ces différentes percées ont eu trois types d'effets : elles ont ouvert des brèches dans la forteresse de l'orthodoxie ; mais elles ont, par là même, suscité des travaux qui la renforcent ; et elles ont provoqué, dans différentes spécialités et dans plusieurs courants théoriques, un profond renouvellement des analyses des institutions, des organisations, des firmes, des marchés et des relations entre organisations et marchés.

Ainsi, l'étude des organisations qui, dans l'approche néoclassique, était du ressort, non de la théorie économique, mais de l'histoire, est désormais réintégrée, et pas seulement pour les marxistes et les institutionnalistes, dans le champ de l'analyse économique <sup>348</sup>. La figure simpliste de la firme maximisatrice est de plus en plus largement rejetée ; son analyse, comme celle des autres institutions, est éclairée par la théorie des jeux, avec notamment les jeux récurrents. Le marché cesse d'être le mode universel, échappant à l'histoire, d'ajustement des plans des agents. Il convient donc de connaître les fondements institutionnels de son émergence et de son fonctionnement ; cette étude peut s'inscrire dans la démarche institutionnaliste <sup>349</sup> ou dans celle de l'économie [195] des organisations. Il convient aussi de comprendre comment s'opère le partage entre ce qui est du ressort de l'entreprise et ce qui est du ressort du marché et comment s'opère la substitution entre l'un et l'autre <sup>350</sup>.

Ces travaux se sont traduits par un profond renouveau de l'économie comportementaliste et de ses différentes écoles <sup>351</sup>, des formes

---

<sup>348</sup> Voir C. Ménard, *Les Organisations*, Paris, La Découverte, 1990, 16 s.

<sup>349</sup> Parmi d'autres, Alchian 1977 ; Williamson, *The Economic Institutions of Capitalism*, *op. cit.*, 1985.

<sup>350</sup> De Cosse 1937 à Simon 1991 (dans le cadre d'un symposium du *Journal of Economic Perspectives*, introduit par Stiglitz, sur le thème « Organizations and Economics »), en passant par O.E. Williamson (*Markets and Hierarchies. Analysis and Antitrust Implications*, New York, Free Press, 1975).

<sup>351</sup> Voir Earl 1988, p. 3 s.

modernes de l'institutionnalisme — nouvelle économie institutionnelle <sup>352</sup> et économie néo-institutionnelle <sup>353</sup> — et de l'économie industrielle.

Ce renouveau se traduit par différents types de rapprochements ou de croisements. Ainsi Williamson, qui est abondamment cité, et parfois revendiqué, par les trois courants évoqués ci-dessus, fit sa thèse à l'université Carnegie Mellon et a une démarche qui porte la double marque de l'approche comportementaliste et de l'analyse néoclassique. On peut d'autre part noter des convergences entre des travaux post-keynésiens et l'approche comportementaliste, vue comme une nouvelle approche de l'économie industrielle <sup>354</sup>. Des auteurs comme Akerlof et Stiglitz ont pu être qualifiés d'« hétérodoxes néoclassiques ». Des institutionnalistes ambitionnent de généraliser l'économie néoclassique <sup>355</sup>, tandis que [196] d'autres s'inquiètent de la perspective d'une synthèse entre économie néoclassique et économie comportementaliste <sup>356</sup>.

Au cœur de cette dynamique, se situent les travaux de K. Arrow, très fréquemment cité dans l'abondante littérature que nous venons

<sup>352</sup> « New Institutional Economics », dont l'appellation a été proposée par O. Williamson en 1975 (*op. cit.*). Elle constitue, plus qu'une école, un programme de recherche sur la rationalité et les institutions (voir R.N. Langlois, « Rationality, Institutions, and Explanation », in Langlois 1986, p. 252-253).

<sup>353</sup> Voir Eggertsson 1990, p. 6 s. Si le renouveau de l'institutionnalisme est indéniable, il n'est pas sûr que cette distinction soit très opérante, d'autant plus que, comme le remarque Eggertsson (p. 10, n. 12), Coase et Williamson utilisent l'appellation « New Institutional Economics » pour désigner deux paradigmes distincts. Pour Langlois (1986, p. 252-253), la nouvelle économie institutionnelle se définit principalement par un programme de recherches.

<sup>354</sup> Voir par exemple N. Kay, « Post-Keynesian Economics and New Approaches to Industrial Economics », in Pheby 1989, 191-208 ; B. Haines et J.R. Shackleton, « The New Industrial Economics », in Shackleton 1990, 178-204 ; W.G. Shepherd, « Mainstreams Industrial Organization and "New" Schools », *Revue économique*, vol. 41, 1990, 453-480.

<sup>355</sup> Eggertsson 1990, chapitre 1. Pour sa part, J. Lesourne affiche l'ambition de contribuer à une synthèse plus large encore, puisque son *Economie de l'ordre et du désordre* (Paris, Economica, 1991) est annoncée comme la première pierre d'une construction, dont l'inspiration puise à « plusieurs courants de la pensée scientifique » : « la théorie générale des systèmes », « le courant évolutionniste », « l'approche comportementaliste », « l'économie institutionnelle » et « la théorie économique elle-même » (p. 10-13).

<sup>356</sup> Ainsi Earl (1988, p. 9-12) qui met en cause les pseudo-comportementalistes.

d'évoquer, tant pour ses réflexions sur les *Limites de l'organisation* (1974) que pour ses travaux sur les choix individuels et sociaux <sup>357</sup>.

Mais, dans le sens opposé, on assiste à un retour de la notion standard de marché pour traiter de phénomènes internes à l'entreprise, voire pour rendre compte de « [t]ous les rapports sociaux (...) désormais considérés comme des marchés implicites », le concept de marché étant alors élargi jusqu'à « la systématisation de négociations quelconques entre individus » <sup>358</sup> ; et à travers la théorie des contrats <sup>359</sup>, on tend à réduire « tout ce qui est institutionnel ou organisationnel » à des contrats entre individus, s'apparentant aux relations entre acheteurs et vendeurs dans la théorie néoclassique : « L'organisation, simple collection de contrats, perd alors toute identité ; elle disparaît en tant qu'entité collective, réduite à de l'interindividuel » <sup>360</sup> et peut, finalement, à nouveau être interprétée en termes de rationalité substantielle.

Comment là ne pas évoquer Pénélope ? Tandis qu'une partie des économistes travaille à rendre les concepts et outils théoriques mieux à même de prendre en compte la réalité des marchés et des firmes, une autre partie applique les analyses les plus réductrices à la firme, à l'organisation et hors du champ de l'économie. N'est-ce pas, pour quelques pas en avant dans la connaissance, faire là plusieurs pas en arrière ?

---

<sup>357</sup> Voir par exemple, dans sa bibliographie, 1983, 1984, 1985, 1986.

<sup>358</sup> M. Lagueux, « Le libéralisme économique comme programme de recherche et comme idéologie », *Cahiers d'économie politique*, n° 16-17, 1989, p. 142.

<sup>359</sup> Ainsi Alchian et Demsetz 1972, p. 778.

<sup>360</sup> Y. Giordano, « Décision et organisations : quelles rationalités ? », *Economies et sociétés*, vol. 25, 1991, n° 4, série SG n° 17, p. 172.

## **SISYPHE : L'HÉTÉRODOXIE TOUJOURS À RECONSTRUIRE**

Face à la vitalité de ce que nous avons appelé la « nouvelle forteresse », les hétérodoxies d'hier peuvent paraître émoussées. Ainsi, l'institutionnalisme, plutôt que de développer sa propre cohérence, décline, on l'a vu, ses mélodies en contrepoint du thème néoclassique dominant et constitue un vivier de renouveau des différentes théories économiques. [197] Le courant post-keynésien est toujours bien vivant, avec ses canaux de diffusion et les départements universitaires et centres de recherche où il est influent. Ses publications sont nombreuses et diversifiées. Mais, en même temps, on peut parfois se demander s'il existe en tant que courant unique. Par exemple s'opposent, en controverses parfois très dures, disciples de Sraffa et ceux qui croient incompatibles les approches keynésienne et néo-ricardienne <sup>361</sup>.

Quant au marxisme, il a indéniablement connu un renouveau dans la décennie qui a suivi 1968 <sup>362</sup>. Caractéristiques de la période, ont été d'une part son éclatement dans le cadre des différentes disciplines académiques (anthropologie, sociologie, économie notamment) et d'autre part la sujétion de nombre d'auteurs à des lignes politiques (communiste orthodoxe, trotskiste, maoïste, tiers-mondiste). En économie, outre les ouvrages déjà évoqués, les manuels sur l'économie marxiste se sont multipliés <sup>363</sup>. La marée de la mathématisation a donné lieu à des

<sup>361</sup> Voir *supra*, chapitre 6.

<sup>362</sup> Voir Anderson 1976, Howard et King 1989, H. Gintis, « The Re-emergence of Marxian Economics in America », in B. Ollman et E. Vernoff (dir.), *The Left Academy : Marxist Scholarship on American Campuses*, vol. 1, New York, McGraw-Hill, 1982. Voir aussi les textes rassemblés dans G. Caravale (dir.), *Marx and Economic Analysis*, Aldershot, Hants, Edward Elgar, 1990 ; G. Deleplace et P. Maurisson (dir.), *L'Hétérodoxie dans la pensée économique : K. Marx, J.M. Keynes, J.A. Schumpeter*, Paris, Anthropos, 1985.

<sup>363</sup> J.F. Becker, *Marxian Political Economy : An Outline*, Cambridge, Angleterre, Cambridge University Press, 1977 ; trad. fr., *Economie politique marxiste : une perspective*, Paris, Economica, 1980 ; G. Catephores, *An Introduction to Marxist Economics*, New York, New York University Press, 1988 ; Louis Gill, *L'Économie capitaliste : une analyse marxiste*, 2 vol., Montréal, Presses socialistes internationales, 1976 et 1979 ; J. Gouverneur, *Manuel de théorie économique marxiste*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1987 ; M.C. Howard et J.E. King, *The Political Economy of Marx*, Harlow, 1985 ; P.

réécritures formalisées de Marx, qui ne sont pas d'ailleurs uniquement le fait d'économistes se réclamant du marxisme <sup>364</sup>. Samuelson, parmi d'autres, après avoir écrit de Marx qu'il était un post-ricardien mineur et autodidacte, le considère désormais comme un important économiste mathématicien <sup>365</sup>, alors que Morishima le décrit comme le cofondateur, avec Walras, de l'économie mathématique moderne (Morishima 1973). On a assisté à un débat intense, alimenté par la contribution de [198] Sraffa et de l'école néo-ricardienne, sur la signification de l'œuvre de Marx, et en particulier sur le problème séculaire de la transformation des valeurs en prix de production <sup>366</sup>. Alors que plusieurs auteurs se réclamant des courants post-keynésien et néo-ricardien, tels que K. Bharadjaw <sup>367</sup> et Steedman <sup>368</sup>, et certains économistes marxistes comme Dobb (1973) et Meek <sup>369</sup> considèrent que l'œuvre de Sraffa

---

Salama et J. Valier, *Une introduction à l'économie politique*, Paris, François Maspero, 1973.

<sup>364</sup> Notamment Brody 1970 ; G. Maarek, *Introduction au « Capital » de Karl Marx*, Paris, Calmann-Lévy, 1975 ; J.E. Roemer, *Analytical Foundations of Marxian Economic Theory*, Cambridge, Angleterre, Cambridge University Press, 1981.

<sup>365</sup> Voir notamment « Understanding the Marxian Notion of Exploitation : A Summary of the So-Called Transformation Problem Between Marxian Values and Competitive Prices », *Journal of Economic Literature*, vol. 9, 1971, 399-431 ; « Marx as a Mathematical Economist : Steady-State and Exponential Growth Equilibrium », in G. Horwich et P.A. Samuelson (dir.), *Trade, Stability, and Macro-economics : Essays in Honor of Lloyd A. Metzler*, New York et Londres, Academic Press, 1974, 269-307.

<sup>366</sup> Voir à ce sujet G. Dostaler, *Marx, la valeur et l'économie politique*, Paris, Anthropos, 1978 ; G. Dumenil, *De la valeur aux prix de production*, Paris, Economica, 1980 ; A. Lipietz, « The So-Called "Transformation Problem" Revisited », *Journal of Economic Theory*, vol. 26, 1982, 59-88 ; I. Steedman et al., *The Value Controversy*, Londres, New Left Books et Verso, 1981 ; J.S. Szumski, « The Transformation Problem Solved ? », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 13, 1989, 431-452. Voir les textes rassemblés dans Abraham-Frois 1978 et dans G. Dostaler (dir., avec la coll. de M. Lagueux), *Un échiquier centenaire : théorie de la valeur et formation des prix*, Paris/Montréal, La Découverte/Presses de l'université du Québec, 1985.

<sup>367</sup> *Themes in Value and Distribution : Classical Theory Reappraised*, Londres, Unwin Hyman, 1989.

<sup>368</sup> *Marx after Sraffa*, Londres, New Left Books, 1977.

<sup>369</sup> Voir par exemple la préface à la deuxième édition (1973) de *Studies in the Labour Theory of Value*, Londres, Lawrence & Wishart (1<sup>re</sup> éd. 1956).

prolonge celle de Marx, d'autres estiment qu'elle la trahit <sup>370</sup>. À cet égard, la frontière entre marxisme et théorie post-keynésienne, comme du reste entre les deux premières et l'institutionnalisme, est souvent floue et changeante, d'autant plus que chacun de ces courants de pensée est traversé de multiples sous-courants. Parallèlement, à côté de nombreuses analyses consacrées au capitalisme mondial, à l'impérialisme et à la crise <sup>371</sup>, on peut relever les travaux de S. de Brunhoff (1971, 1976) sur la monnaie et l'État.

La stagflation qui a frappé les économies capitalistes à partir du début [199] des années soixante-dix a attisé la flamme du libéralisme et ébranlé le keynésianisme. Elle a, pendant un temps, stimulé le marxisme, pour finalement le déstabiliser à son tour, avec le reflux des idéaux sociaux-démocrates et socialistes dans les pays capitalistes. L'effondrement des régimes de type soviétique a porté un autre coup sérieux. Ces événements historiques ne peuvent évidemment faire mourir un courant théorique, qui pourrait d'ailleurs essayer d'en rendre compte. Mais il est certain qu'ils donnent, aux yeux de plusieurs, un air d'obsolescence et un parfum suranné à certains travaux. Comme le keynésianisme, le marxisme n'est plus à la mode.

C'est principalement par des pratiques de l'économie proches des faits et de l'histoire que se caractérisent les nouvelles vagues

---

<sup>370</sup> Voir par exemple Amin 1977 ; C. Benetti, C. Berthomieu et J. Cartelier, *Economie classique, économie vulgaire : essais critiques*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble ; Paris, François Maspero, 1975 ; E. Mandel, 1984 ; B. Rowthorn, « Neo-classicism, Neo-Ricardianism and Marxism », *New Left Review*, 1974, n° 86, 63-87.

<sup>371</sup> Mentionnons, outre les nombreux travaux de S. Amin (voir les titres dans le dictionnaire), les ouvrages suivants : A. Emmanuel, *L'Échange inégal*, Paris, François Maspero, 1969 ; Louis Gill, *Economie mondiale et impérialisme*, Montréal, Boréal Express, 1983 ; C. Palloix, *L'Economie mondiale capitaliste*, Paris, François Maspero, 1971.

hétérodoxes. Par-delà l'histoire économique <sup>372</sup>, et l'histoire quantitative <sup>373</sup>, il s'agit des efforts d'analyse de la réalité économique saisie dans sa dimension historique, bref, de ce que l'on peut appeler l'économie historique <sup>374</sup>.

L'économie politique s'est enracinée dans l'histoire. Elle a été, sans qu'on éprouve alors le besoin de le dire, une économie historique. De Turgot et Smith à Mill et Marx, de l'école historique allemande, Marshall et Schumpeter à Keynes, Hayek et Perroux, les économistes qui ont marqué la pensée économique ont pris en compte la dimension historique. Cette prise en compte est d'ailleurs commune à l'ensemble des hétérodoxies. Pour la quasi-totalité des économistes post-keynésiens, institutionnalistes, radicaux et marxistes, une partie de l'œuvre au moins a une dimension historique ; et c'est aussi le cas pour l'ensemble très diversifié des économistes qui ont travaillé sur le développement, sur le destin du capitalisme et ses crises, sur des économies nationales et sur l'économie internationale et mondiale.

Le plus souvent, la manière dont sont articulées économie et histoire [200] demeure implicite. Jean Lhomme <sup>375</sup> a eu le souci de l'explicitier : pour lui, ce sont « les faits historiques qui forment la matière de la théorie économique » <sup>376</sup>, d'où l'importance du travail que l'on a à faire sur

---

<sup>372</sup> Illustrée d'abord par des historiens de Sombart à F. Braudel, I. Wallerstein, J. Bouvier - mais aussi par des spécialistes d'autres disciplines, tels le démographe Alfred Sauvy ou Karl Polanyi, qu'il est difficile de classer dans une discipline particulière - et à laquelle des dizaines d'économistes contemporains ont, sous des formes diverses, apporté leurs contributions. Voir Hicks 1969 ; A.J. Field (dir.), *The Future of Economic History*, Boston, Kluwer-Nijhoff, 1986 ; W.N. Parker (dir.), *Economic History and the Modern Economics*, Oxford, Basil Blackwell, 1986.

<sup>373</sup> On pense bien sûr d'abord à S. Kuznets et, en France, J. Marczewski.

<sup>374</sup> « Economie et histoire, nouvelles approches », numéro réalisé sous la direction de P. Dockès et B. Rosier, *Revue économique*, vol. 42, 1991, 145-441 ; R. Boyer, « Economie et histoire : vers de nouvelles alliances », *Annales ESC*, 44<sup>e</sup> année, 1989, 1397-1426 ; R. Boyer, B. Chavance, O. Godard, *Les Figures de l'irréversibilité en économie*, Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales, 1991.

<sup>375</sup> *Economie et histoire*, Genève, Librairie Droz, 1967. Voir Michel Beaud, « Economie, théorie, histoire : Essai de clarification », *Revue économique*, vol. 42, 1991, 155-172.

<sup>376</sup> Lhomme 1967, p. 16.

leur représentativité, leur homogénéité, leur cohésion et leur continuité dans le temps ; en outre, l'économiste doit recourir à l'histoire pour éprouver les concepts, avec, comme critère, la « correspondance avec la réalité » <sup>377</sup>.

Plus ambitieux est le projet affiché par Pierre Dockès et Bernard Rosier « de faire de l'économie en privilégiant l'analyse du changement dans un temps historique, donc de situer le déroulement des phénomènes économiques dans une dynamique de l'irréversibilité, de l'innovation irréductible, mais aussi dans l'épaisseur du social et de ses jeux conflictuels, de retrouver la diversité des durées et des rythmes » <sup>378</sup>. Leur ambition, comme économistes, est de construire « un emboîtement [...] de théories de généralités variées, depuis les plus générales appuyées sur des concepts très englobants et qui sont de simple logique formelle jusqu'aux plus circonstanciées qui retiennent des concepts singuliers [...] » <sup>379</sup>.

Cette recherche de l'articulation des deux dimensions, théorique et historique, reprend très largement la démarche qui a sous-tendu une large part de l'œuvre de Schumpeter, qu'il s'agisse de son analyse de l'entrepreneur, des innovations et de leur rôle dans les mouvements économiques ou de sa réflexion sur le devenir à long terme du capitalisme et du socialisme. Elle rejoint celle d'auteurs comme Perroux, avec la prise en compte de l'économie dominante, de la firme dominante, de l'industrie dominante, et de ses continuateurs tels que M. Byé, avec la grande unité interterritoriale <sup>380</sup>, et J. Weiller avec la préférence de

---

<sup>377</sup> *Ibid.*, p. 30.

<sup>378</sup> Introduction du numéro spécial « Economie et histoire : Nouvelles approches » et « Histoire "raisonnée" et économie historique », *Revue économique*, vol. 42, 1991, p. 150. Voir aussi, des mêmes auteurs, *Rythmes économiques, crise et changement social. Une perspective historique*, Paris, La Découverte, 1983 ; *L'Histoire ambiguë. Croissance et développement en question*, Paris, PUF, 1988.

<sup>379</sup> *Ibid.*, p. 207 et 208.

<sup>380</sup> « La grande unité interterritoriale dans l'industrie extractive », *Cahiers de l'ISEA*, série F, n° 2, septembre 1955.

structure <sup>381</sup>. Elle est convergente avec les travaux de certains institutionnalistes <sup>382</sup>.

[201]

Dans cette mouvance large de l'économie historique, un effort d'élaboration théorique plus systématique a été mené par l'école de la régulation <sup>383</sup>. Elle puise son inspiration à plusieurs sources : le marxisme et le post-keynésianisme avec une forte influence de Kalecki, l'école historique, Schumpeter et la tradition de l'économie politique française universitaire attachée à l'étude du social et des institutions, le tout retravaillé en une pâte nouvelle, que contribuèrent à faire lever différents levains de l'après-1968. Les premiers travaux ont porté sur l'accumulation aux Etats-Unis <sup>384</sup>, la construction d'un modèle macroéconomique de l'économie française d'inspiration post-keynésienne <sup>385</sup> et l'inflation en France <sup>386</sup>.

L'approche régulationniste apporte « une attention extrême à la forme précise que prennent *les rapports sociaux fondamentaux*, lors

---

<sup>381</sup> « Les préférences nationales de structures et la notion de déséquilibre structurel », *Revue d'économie politique*, 59<sup>e</sup> année, 1949

<sup>382</sup> R.R. Nelson et S.G. Winter, *An Evolutionary Theory of Economic Change*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1982.

<sup>383</sup> R. Boyer, *La Théorie de la régulation : une analyse critique*, Paris, La Découverte, 1986 ; *id.*, « Les théories de la régulation : Paris, Barcelone, New York », *Revue de synthèse* (CNRS, 4<sup>e</sup> section), avril-juin 1989, n° 2, 277-291. Voir aussi : *Le Colloque de Barcelone, Economies et sociétés*, vol. 23, 1989, n° 11 (R 4) et vol. 24, 1990, n° 12 (R 5). Bob Jessop (« Regulation Theories in Retrospect and Prospect », *Economies et sociétés*, vol. 23, n° 11 1989 (R 4), p. 8 s.) distingue sept écoles de la régulation : trois sont des avatars de l'économie marxiste (économistes du Parti communiste français, tenants du capitalisme monopoliste d'État, école de Grenoble et école d'Amsterdam) ; et trois autres (en Allemagne, dans les pays Scandinaves et aux États-Unis) peuvent être situées par rapport à l'école parisienne, qui, avec M. Aglietta, H. Bertrand, R. Boyer, A. Lipietz, J. Mistral, a fait l'effort fondateur et dont nous parlerons ici.

<sup>384</sup> M. Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme : l'expérience des États-Unis*, Paris, Calmann-Lévy, 1976.

<sup>385</sup> J. Mazier, *La Macroéconomie appliquée*, Paris, PUF, 1978.

<sup>386</sup> Travaux réalisés dans le cadre du Centre de recherches prospectives d'économie mathématique appliquée à la planification (CEPREMAP).

d'une phase historique et pour une société données »<sup>387</sup>, principalement le rapport marchand et la relation capital-travail, et en étudie les « formes institutionnelles ». Sur la base d'une macroéconomie d'inspiration postkeynésienne, elle analyse les « régimes d'accumulation », conçus comme « l'ensemble des régularités assurant une progression générale et relativement cohérente de l'accumulation du capital »<sup>388</sup>, ainsi que le « mode de régulation ».

Malgré ses limites<sup>389</sup>, cette démarche a permis de mener d'une manière coordonnée et cohérente un ensemble d'analyses sur les dynamiques du capitalisme d'hier et d'aujourd'hui, de distinguer d'une [202] manière systématique différents types de crises, de faire ressortir la distinction entre régimes d'accumulation extensif et intensif, de mettre en lumière le fordisme dans l'explication de la période de croissance de l'après-guerre, et de la crise des années soixante-dix et quatre-vingt. Elle a débouché sur de nouveaux travaux, notamment sur la monnaie<sup>390</sup> et l'organisation du travail<sup>391</sup>.

Dans la mouvance de l'économie historique se situent aussi les auteurs qui ont travaillé sur le système capitaliste mondial<sup>392</sup> et sur les firmes multinationales<sup>393</sup>. Leurs travaux sont en quelque sorte parallèles à ceux des régulationnistes, puisque ceux-ci posent comme premier le fait national, l'économie nationale. Cependant ils ont aussi été amenés à prendre en compte la dimension internationale du capitalisme, et ont mis en avant la notion de régime international<sup>394</sup> ; là, des

<sup>387</sup> R. Boyer 1986, *op. cit.*, p. 23.

<sup>388</sup> *Ibid.*, p. 46.

<sup>389</sup> Voir par exemple J. Cartelier et M. de Vroey, « L'approche de la régulation. Un nouveau paradigme ? », *Economies et sociétés*, vol. 23, n° 11 (R 4), 1989, 63-87.

<sup>390</sup> M. Aglietta et A. Orléan, *La Violence de la monnaie*, Paris, PUF, 1982.

<sup>391</sup> B. Coriat, *L'Atelier et le chronomètre*, Paris, Bourgois, 1979 ; *L'Atelier et le robot*, Paris, Bourgois, 1990.

<sup>392</sup> Notamment I. Wallerstein, *Le Capitalisme historique*, Paris, La Découverte, 1985, et S. Amin (1970, 1986, 1991).

<sup>393</sup> Notamment Vernon (1971, 1985) et C.-A. Michalet, *Le Capitalisme mondial*, Paris, PUF, 1976 ; nouvelle éd. 1985.

<sup>394</sup> A. Lipietz (*Mirages et miracles*, Paris, La Découverte, 1985) estime qu'il peut exister « comme un régime d'accumulation mondial » (p. 101). J. Mistral (« Régime international et trajectoires nationales », in *Capitalismes fin de siècle*, sous la dir. de R. Boyer, Paris, PUF, 1986) lie l'analyse des aires

proximités peuvent être notées, soit avec l'approche anglo-saxonne en termes d'hégémonie <sup>395</sup>, soit avec les approches visant à construire l'articulation des dimensions nationale et mondiale du capitalisme <sup>396</sup>.

Dans cette même mouvance de l'économie historique, se situent les radicaux américains tels que S. Bowles, D.M. Gordon, Th. Weisskopf, R. Edwards et E. Reich. Entre leurs travaux et ceux de la régulation, des convergences fortes peuvent d'ailleurs être saisies : ainsi, la notion de structure sociale d'accumulation <sup>397</sup> recouvre largement celle de régime d'accumulation ; de même une proche parenté existe dans les manières [203] dont ces deux écoles analysent le rapport salarial et le compromis capital-travail, ainsi que la crise des années soixante-dix <sup>398</sup>. Un autre rapprochement peut être noté avec Michael Piore, qui, en collaboration avec C. Sabel, a abordé l'analyse du post-fordisme en définissant la spécialisation flexible <sup>399</sup>, thème auquel se sont attachés des théoriciens français de l'école de la régulation. Enfin, on peut évoquer ici certains tenants de l'approche anglo-saxonne moderne en termes de « corporatisme sociétal » <sup>400</sup>, approche qui prend en compte les

---

stratégiques et des régimes internationaux d'accumulation (p. 172 s.). M. Aglietta (*La Fin des devises-clés*, Paris, La Découverte, 1986) étudie le « régime monétaire international qui s'établit autour d'une devise clé » (p. 44 s.).

<sup>395</sup> R. Gilpin, *The Political Economy of International Relations*, Princeton University Press, 1987 ; J. Kolko, *Restructuring the World Economy*, New York, Panthéon Books, 1988 ; S. Strange, *States and Markets*, Londres, Pinter, 1988.

<sup>396</sup> J.O. Anderson, « Capital and Nation-State : A Theoretical Perspective », *Development and Peace*, vol. 2, 1981, 238-254 ; M. Beaud, *Histoire du capitalisme*, Paris, Seuil, 1981 ; nouvelle éd., 1990 ; *id.*, *Le Système national/mondial hiérarchisé*, Paris, La Découverte, 1987.

<sup>397</sup> Bowles 1983.

<sup>398</sup> Bowles, Gordon et Weisskopf 1983 ; R. Edwards, D.M. Gordon et E. Reich, *Segmented Work, Divided Workers*, Cambridge, Angleterre, Cambridge University Press, 1982.

<sup>399</sup> *The Second Industrial Divide*, New York, Basic Books, 1984 ; trad. fr., *Les Chemins de la prospérité*, Paris, Hachette, 1989.

<sup>400</sup> PC. Schmitter et G. Lehbruch (dir.), *Trends Toward Corporatist Intermediation*, Beverley Hills, Californie, Sage, 1979 ; S.D. Berger (dir.), *Organising Interest in Western Europe*, Cambridge, Angleterre, Cambridge University Press, 1981 ; PJ. Katzenstein, *Corporatism and Change*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1984. Voir aussi F.L. Pryor, « Corporatism

caractéristiques du système politique et des modes de représentation des intérêts de chaque pays, les stratégies des principaux acteurs (État, patronat, syndicat), la nature et le rôle des compromis sociaux.

Enfin, malgré le fait que leurs travaux soient largement inspirés par les débats (évoqués dans la section précédente) sur le marché, la firme, la rationalité, l'organisation, et qu'ils sont attachés (contrairement à l'ensemble des hétérodoxies) aux préceptes de l'individualisme méthodologique, les tenants de l'économie des conventions <sup>401</sup> paraissent de plus en plus devoir se situer dans la mouvance de l'économie historique. En effet, s'ils mettent au cœur de leurs analyses les deux formes majeures de coordination que constituent le marché et l'entreprise, ils posent que l'un comme l'autre ne peut fonctionner « sans un cadre commun, sans une convention constitutive » <sup>402</sup>, laquelle ne peut se comprendre que située dans l'histoire des sociétés. L'analyse des conventions peut donc permettre de construire l'articulation des champs trop souvent séparés de l'économie, de la sociologie et de l'histoire, d'établir des passages entre la réflexion théorique et l'analyse de la réalité et de constituer une charnière entre l'individualisme et le holisme, entre micro et macroéconomie. Là encore, on peut noter des convergences, [204] avec des « hétérodoxes néoclassiques » (comme Akerlof et Stiglitz), des institutionnalistes (comme Doeringer et Piore), et des régulationnistes <sup>403</sup>.

Avec leurs efforts sans cesse recommencés pour rendre à l'économie ses dimensions historique, sociologique et politique, nombreux sont ceux qui, tel Sisyphe, travaillent à une économie historique toujours à reconstruire, et qui, à défaut d'être attractive par la pureté de sa cohérence formelle, doit l'être par sa capacité à expliquer les mouvements et les transformations des économies des nations et du monde.

---

as an Economic System : A Review Article », *Journal of Comparative Economics*, vol. 12, 1988, 317-344.

<sup>401</sup> J.-P. Dupuy, F. Eymard-Duvernay, O. Favereau, A. Orléan, R. Salais, L. Thévenot (dir.), « L'économie des conventions », numéro spécial de la *Revue économique*, vol. 40, 1989, 141-400.

<sup>402</sup> *Revue économique*, 1989, *op. cit.*, p. 142.

<sup>403</sup> Voir, entre autres, R. Boyer et A. Orléan, « Les transformations des conventions salariales entre théorie et histoire », *Revue économique*, vol. 42, 1991, p. 269.

## **ICARE : LE VOL BRISÉ DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE**

Chez beaucoup de ses fondateurs, l'économie politique a été une pensée pluridimensionnelle, et cela de deux manières. D'abord, elle était à la fois pensée du marché et des processus productifs, de l'acteur individuel et de la société, du choix rationnel et du mouvement historique. Et en même temps, elle était à la fois essai de compréhension des processus observables, effort de conceptualisation et de formalisation, guide pour les décisions du Prince et réflexion sur les finalités. Discipline assumant la triple dimension humaine, sociale et historique, c'était une « science morale et politique ».

Cette tradition, née avec Petty, Turgot, Smith, Malthus et Ricardo serait-elle morte avec Keynes, Frisch, Myrdal, Perroux, Tinbergen et Hayek ? On peut le craindre.

Non que, parmi les économistes vivants et qui pensent, tous aient renoncé à l'ambition d'une pensée pluridimensionnelle. Mais avec l'énorme production écrite que représentent les travaux de science économique des dernières décennies, l'analyse, la théorie, la recherche — et avec elles la pensée — ont éclaté en de multiples domaines : le marché, l'entreprise, le choix public, le consommateur, l'économie nationale, le travail, l'emploi, le bien-être, l'économie internationale, la firme multinationale, les processus de mondialisation, le capitalisme, la technologie, l'innovation, l'information, et bien d'autres qu'on n'en finirait pas d'énumérer ; avec, pour chacun, des sous-domaines de spécialisation, le tout étant surcloisonné par le jeu des écoles et traditions théoriques et des langues. L'économiste débutant autant que l'auteur chevronné, ayant travaillé dur à se faire reconnaître dans un domaine ou deux, peuvent à juste titre hésiter fortement devant la tâche de construire une pensée globale.

[205]

En outre, les quarante dernières années ont été marquées par une prolifération démesurée des travaux théoriques formalisés sur les marchés, les équilibres, les choix et les stratégies. L'étude des réalités économiques contemporaines est désormais considérée comme une activité de deuxième rang, rattachée à la précédente par quelques

passerelles. Le conseil aux gouvernants connaît un net déclin ; et plusieurs générations d'ordinateurs passeront avant que l'on soit en mesure de construire rigoureusement le chemin de la théorie de l'équilibre général aux choix concrets de politique économique. Quant à la dimension éthique, certains économistes essaient de la réintroduire, soit pour élargir l'analyse, par exemple avec la prise en compte de l'équité et la notion de « superéquité » (Baumol 1986 avec Fischer), soit pour réfléchir sur le monde comme il va (Hirschman 1984 ; Sen 1985, 1987 *On Ethics...*, 1991), soit pour critiquer l'irréalisme de la théorie dominante (Bartoli <sup>404</sup>), soit encore comme point d'appui pour ceux qui refusent l'ingouvernabilité du monde (Tinbergen 1990, Gruson <sup>405</sup>).

Constater ce double éclatement des savoirs économiques devrait d'abord conduire à constater le pluralisme, à l'admettre, mais aussi à plaider pour que tous l'admettent. Mais cela devrait aussi conduire à réfléchir sur le besoin de pensée. Au seizième siècle déjà, François Rabelais écrivait que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ». Que dire, aujourd'hui, de la formalisation sans pensée ?

Deux rapports récents, réalisés à l'initiative de l'American Economic Association, ont montré les impasses auxquelles conduit la place excessive des mathématiques et de la formalisation dans l'enseignement des sciences économiques aux États-Unis <sup>406</sup>. Malencontreuse ou provocatrice, la note de Lawrence Summers, économiste à la Banque mondiale, qu'a révélée la presse anglo-saxonne, est, à sa manière, révélatrice des incongruités auxquelles mènent certaines démarches de la pensée économique contemporaine privilégiant le calcul rationnel. Y justifiant la délocalisation vers le Sud des pollutions et déchets du Nord, l'auteur présente, entre autres, cet argument : « Le calcul du coût d'une pollution dangereuse pour la santé dépend des profits absorbés par l'accroissement de la morbidité et la mortalité. De ce point de vue, (...) la [206]

<sup>404</sup> *Economie et création collective*, Paris, Economica, 1977 ; *L'Economie multidimensionnelle*, Paris, Economica, 1991.

<sup>405</sup> P. Ladrière et C. Gruson, *Ethique et gouvernabilité*, Paris, PUF, 1992.

<sup>406</sup> A.O. Krueger *et al.*, « Report of the Commission on Graduate Education in Economies », et W. Lee Hansen, « The Education and Training of Economics Doctorales », *Journal of Economic Literature*, vol. 29, 1991, 1035-1053 et 1054-1087.

logique économique qui veut que des masses de déchets toxiques soient déversés là où les salaires sont les plus faibles est imparable <sup>407</sup>. »

Or — est-ce le cadre actuel de la discipline, est-ce la nature des problèmes ? — la pensée économique paraît aujourd'hui souffreteuse, même si, ici ou là, subsistent quelques foyers. Une fois éteints les brûlots anarcho-capitalistes et rangée sur les rayons l'abondante suite des explications marxistes de la dernière crise, où en est la réflexion sur les systèmes ? Pour certains auteurs, aujourd'hui très à la mode, nous en sommes tout simplement à la « fin de l'histoire » <sup>408</sup>. Même l'encyclique *Centesimus Annus* du pape Jean-Paul II n'a guère trouvé d'écho chez les économistes ; il faut dire qu'en pleine vague libérale, elle dénonçait les limites du libéralisme et plaidait pour l'État providence <sup>409</sup>.

Alors que les pays du Tiers-Monde ont connu des évolutions très disparates, le doute gagne. Au Nord comme au Sud, des voix mettent en cause le développement comme objectif universel <sup>410</sup>. En ce domaine aussi, les certitudes brusquement basculent : de la confiance dans le socialisme au postulat des agents rationnels et au libéralisme ; du projet axé sur la construction d'une économie nationale aux stratégies d'extraversion au sein des marchés internationaux ; du rôle prééminent de l'État au slogan du « moins d'État » <sup>411</sup>. Les principaux efforts pour poursuivre la réflexion dans une dimension globale ont été collectifs et sous l'impulsion de politiques : rapport Brandt, qui s'est inquiété de l'approfondissement du fossé entre le Nord et le Sud <sup>412</sup> ; rapport Brundtland, qui, soulignant l'appauvrissement des plus pauvres, a réussi, à défaut d'apporter des solutions, à lancer une formule : le développement

---

<sup>407</sup> Voir *The Economist*, 8 février 1992, le *Financial Times*, 10 février 1992, *Courrier international*, 20 février 1992.

<sup>408</sup> F. Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press, 1992 ; trad. fr., *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

<sup>409</sup> Voir *Le Centenaire de Rerum Novarum*, présenté par Hugues Puel, Paris, Cerf, 1991.

<sup>410</sup> S. Latouche, *Faut-il refuser le développement ?*, Paris, PUF, 1986.

<sup>411</sup> Voir G. Grellet, « Un survol critique de quelques orthodoxies contemporaines », *Revue Tiers-Monde*, vol. 33, 1992, 31-66.

<sup>412</sup> W. Brandt *et al.* (Londres, 1980) ; trad. fr., *Nord-Sud : un programme de survie*, Paris, Gallimard, 1980.

durable <sup>413</sup>, c'est-à-dire celui qui est capable de préserver l'environnement et les chances des générations futures.

[207]

Car l'environnement est devenu, pour toutes les disciplines scientifiques, un des grands chantiers de cette fin de siècle. Des économistes inspirés l'avaient assez tôt compris : Boulding (1966 in Jarrett), Georgescu-Roegen (1971, 1978, 1979, 1980, 1982), Commoner <sup>414</sup>, Passet <sup>415</sup>. D'autres y ont assez tôt appliqué leurs techniques <sup>416</sup> : analyse interindustrielle (Leontief 1970), et prise en compte des externalités (Baumol 1975 avec W.E. Oates ; 1979 avec dates et Batey Blackman) notamment. Mais ces techniques permettent-elles plus que d'éclairer des problèmes circonscrits ? L'émergence d'une pensée globale n'est-elle pas nécessaire pour éclairer, dans sa complexité, le défi nouveau auquel l'humanité est confrontée <sup>417</sup> ?

Discipline éclatée, la science économique d'aujourd'hui se développe à travers une multitude de travaux, consacrés pour la plupart à des objets ponctuels, abordés à travers des approches réductrices. Le temps des synthèses et des reconstructions paraît encore loin. Plusieurs économistes ont choisi leur discipline en espérant contribuer à la

---

<sup>413</sup> World Commission on Environment and Development, *Our Common Future*, New York, Oxford University Press, 1987 ; trad. fr., *Notre avenir à tous*, Montréal, Editions du Fleuve, 1988. Ignacy Sachs avait en 1972 proposé un concept précurseur, celui d'éco-développement.

<sup>414</sup> *The Closing Circle. Nature, Man and Technology*, New York, Alfred A. Knopf, 1971 ; trad. fr., *L'Encerclement*, Paris, Seuil, 1972.

<sup>415</sup> *L'Économique et le vivant*, Paris, Payot, 1979.

<sup>416</sup> R. et N. Dorfman (dir.), *Economics of the Environment*, New York, W.W. Norton, 1972 ; trad. fr., *Économie de l'environnement*, Paris, Calmann-Lévy, 1975 ; A.C. Fisher et F.M. Peterson, « The Environment in Economics : A Survey », *Journal of Economic Literature*, vol. 14, 1976, 1-33 ; M.L. Cropper et W.E. Oates, « Environmental Economics : A Survey », *Journal of Economic Literature*, vol. 30, 1992, 675-740, curieux *survey* qui ignore non seulement toute la littérature publiée dans les autres langues que l'anglais, mais aussi un spécialiste britannique tel que David Pearce. Pour un point de vue britannique, D. Pearce, « Green Economics », *Environmental Values*, vol. 1, n° 1, printemps 1992.

<sup>417</sup> Peut-on voir une contribution en ce sens dans la *Déclaration pour des droits écologiques universels*, diffusée par le CSE (Centre pour la science et l'environnement) de New Delhi, animé par Anil Agarwal ?

solution d'un grand problème de leur temps : le chômage dans les années vingt et trente, le sous-développement dans l'après-guerre et aujourd'hui les inégalités, la pauvreté, la faim, les atteintes à l'environnement. Mais chacun de ces grands problèmes constitue un « fait social total »<sup>418</sup>. Ce n'est pas en réduisant tout à des aspects fragmentaires, à des choix individuels et à des calculs de maximisation, ce n'est même pas en construisant une collection de théories locales qu'on en construira la connaissance. Il faut prendre en charge le fait social global, ce qui conduit à déborder l'économie, ainsi que l'ont tenté Myrdal, Perroux, Tinbergen, Boulding ou Hirschman ; et Sen pour la faim, Hayek pour le marché, Simon pour les organisations, Kornai pour le système étatique et [208] les transitions en cours. Pour trouver un éclairage utile sur nombre de problèmes centraux de l'économie, c'est vers des non-économistes qu'il faut se tourner : vers Polanyi pour le processus de déstructuration de la société lié à la généralisation de l'économie de marché, Habermas pour le devenir de nos sociétés, Prigogine pour la complexité.

Beaucoup d'économistes cherchent à rouvrir le champ de leur réflexion. Certains reprennent au fond la question des méthodes, s'interrogent sur les bases mêmes de la réflexion économique. Nous n'avons pu, ici, faire état de l'importante discussion sur la méthodologie de l'économie — cela devrait faire l'objet d'un autre ouvrage —, poursuivie certes depuis les origines de la discipline, mais qui a connu, depuis une vingtaine d'années, un regain d'énergie, à l'instigation des travaux de Blaug (1980), Boland<sup>419</sup>, Caldwell<sup>420</sup>, Hausman<sup>421</sup>, Hutchison (1978, 1980), Kohn<sup>422</sup>, La touche<sup>423</sup>, Pheby<sup>424</sup> et beaucoup d'autres<sup>425</sup>. La

<sup>418</sup> Lire, entre autres, Marcel Mauss et Fernand Braudel.

<sup>419</sup> *The Foundations of Economic Method*, Londres, Allen & Unwin, 1982.

<sup>420</sup> *Beyond Positivism : Economic Methodology in the Twentieth Century*, Londres, Allen & Unwin, 1982.

<sup>421</sup> *Capital, Profits and Prices : An Essay in the Philosophy of Economics*, New York, Columbia University Press, 1981.

<sup>422</sup> *Philosophie de l'économie*, Paris, Seuil, 1985.

<sup>423</sup> *Epistémologie et économie*, Paris, Anthropos, 1973 ; *Le Procès de la science sociale*, Paris, Anthropos, 1984.

<sup>424</sup> *Methodology and Economics : A Critical Introduction*, Handmills, Macmillan, 1988.

<sup>425</sup> Voir aussi les textes rassemblés dans M. Blaug et N. de Marchi (dir.), *Appraising Economic Theories : Studies in the Methodology of Scientific Research*

fondation de la revue *Philosophy and Economics* et celle de *Methodus*, liée à l'*International Network for Economic Methodology*, illustrent cette nouvelle vitalité. Klamer, McCloskey et d'autres ont mis en avant l'importance, en sciences économiques comme dans les autres domaines du savoir, de la nature du discours, de la rhétorique et de l'art de convaincre <sup>426</sup>. [209] P. Mirowski (1989) a déclenché une vive polémique en jetant un regard neuf sur les relations entre physique et sciences économiques <sup>427</sup>. C'est à partir d'une problématique née dans le cadre de l'étude des turbulences en météorologie, les théories du chaos <sup>428</sup>, que certains cherchent à renouveler l'étude des fluctuations

---

*Programmes*, Aldershot, Edward Elgar, 1991 ; B.J. Caldwell (dir.), *Appraisal and Criticism in Economics : A Book of Readings*, Boston, Allen & Unwin, 1984 ; *id.* (dir.), *The Philosophy and Methodology of Economics*, Aldershot, Liants, Edward Elgar, 1993 ; A.W. Coats (dir.), *Methodological Controversy in Economics : Historical Essays in Honor of T.W. Hutchison*, Greenwich, Conn., et Londres, JAI Press, 1983 ; J. Creedy (dir.), *Foundations of Economic Thought*, Oxford, Basil Blackwell, 1990 ; F. Hahn et M. Mollis (dir.), *Philosophy and Economic Theory*, Oxford et New York, Oxford University Press, 1979 ; W.J. Samuels (dir.), *Research in the History of Economic Thought and Methodology*, Greenwich, Conn., et Londres, JAI Press, série annuelle publiée depuis 1983. Voir aussi A. Mingat, P. Salmon et A. Wolfelsperger, *Méthodologie économique*, Paris, PUF, 1985 ; B. Walliser et C. Prou, *La Science économique*, Paris, Seuil, 1988.

<sup>426</sup> Voir par exemple A. Klamer, D.N. McCloskey et R.M. Solow (dir.), *The Consequences of Economic Rhetoric*, Cambridge, Angleterre, Cambridge University Press, 1988 ; J.S. Nelson, A. Megill et D.M. McCloskey (dir.), *The Rhetoric of the Human Sciences : Language and Argument in Scholarship and Public Affairs*, Madison et Londres, University of Wisconsin Press, 1987.

<sup>427</sup> Voir aussi, sur la mathématisation de l'économie, B. Ingrao et G. Israël *La Mano invisibile*, Rome, Gius. Laterza & Figli, 1987 (trad. angl., *The Invisible Hand. Economic Equilibrium in the History of Science*, Cambridge, Massachusetts, MIT Press, 1990) ; E.R. Weintraub, *Stabilizing Dynamics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

<sup>428</sup> J. Gleick, *Chaos*, New York, Viking, 1987 ; trad. fr., *La Théorie du chaos*, Paris, Albin Michel, 1988 ; I. Prigogine et I. Stengers, *Entre le temps et l'éternité*, Paris, Fayard, 1988 ; M. Mitchell Waldrop, *Complexity : The Emerging Science at the Edge of Order and Chaos*, New York, Simon & Schuster, 1992.

cycliques, en s'évadant du cadre déterministe inspiré de la physique classique <sup>429</sup>.

S'agissant de la formation des praticiens de l'économie, R.H. Nelson met en relief le besoin d'élargir leurs connaissances dans les domaines de l'histoire, du droit, de la science politique et des institutions, avec, finalement, un retour à la tradition de l'économie politique <sup>430</sup>. Déjà en 1978, T.W. Hutchison écrivait : « au lieu d'attendre un Newton ou un nouveau Keynes, il peut être plus prometteur de chercher à retrouver les composantes historiques institutionnelles et psychologiques de notre sujet, qui avaient été incorporées avec tant de maîtrise dans *La Richesse des nations* » (Hutchison 1978, p. 320).

Dans cette perspective s'inscrit l'économie historique, que nous avons évoquée plus haut. S'inscrit aussi la « socioéconomie » qu'avec le sociologue Amitai Etzioni <sup>431</sup>, et des spécialistes de diverses sciences sociales, les économistes Boulding, Hirschman, Leibenstein, Sen, Simon, [210] Thurow, ont choisi comme bannière pour regrouper ceux qui veulent que la pensée économique échappe au carcan qui la mutilé <sup>432</sup>. Plus largement, ne manquent pas, dans la période, les plaidoyers pour la reconstruction de l'économie politique <sup>433</sup>, une économie politique élargie <sup>434</sup>, prenant en compte la dimension éthique, conçue

<sup>429</sup> J. Benhabib (dir.), *Cycles and Chaos in Economic Equilibrium*, Princeton University Press, 1992 ; Goodwin 1990 ; H.W. Lorenz, *Nonlinear Dynamical Economics and Chaotic Motions*, New York, Springer-Verlag, 1989.

<sup>430</sup> « The Economics Profession and the Making of Public Policy », *Journal of Economic Literature*, vol. 25, 1987, p. 86.

<sup>431</sup> « Toward Deontological Social Sciences », *Philosophy of the Social Sciences*, vol. 19, 1989, 145-156 ; trad. fr., « Pour une science sociale déontologique », *Revue du MAUSS*, 3<sup>e</sup> trim. 1990, 14-32 ; *The Moral Dimension : Toward a New Economics*, New York, Free Press, 1988. Sur l'inanité de la séparation entre l'économique et le social, voir Marcel Mauss, « Essai sur le don », 1925, in *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1960. Et, sur le besoin d'une science sociale historique, I. Wallerstein, « A Theory of Economic History in Place of Economic Theory ? », *Revue économique*, vol. 42, 1991, 173-180.

<sup>432</sup> R. Swedberg, « The New "Battle of Methods" », *Challenge*, janvier-février 1990, 33-38.

<sup>433</sup> L. Baeck, « Political Economy as a Science », *Tijdschrift voor Economie en Management*, vol. 33, n° 1, 1988, p. 38.

<sup>434</sup> Hirschman 1986.

comme une science morale et politique <sup>435</sup>, bref une économie multidimensionnelle <sup>436</sup>. De nouvelles graines sont ainsi lancées. Mais quand viendra la moisson ?

Certains ont-ils voulu s'approcher trop près du soleil de la connaissance globale ? Aujourd'hui, le vol brisé de la pensée économique laisse, face aux grands problèmes de notre temps, l'économiste désarmé, avec ses savoirs fragmentés, ses regards parcellaires et ce fascinant abîme entre un édifice théorique en quête de cohérence et un monde en quête de solutions et de réponses.

**Fin du texte**

---

<sup>435</sup> Hirschman 1984, p. 109.

<sup>436</sup> Bartoli 1991, *op. cit.* Voir aussi les œuvres d'auteurs tels que Boulding et Sen.